QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12223 – 4 F · DERNIÈRE ÉDITION · MARDI 15 MAI 1984



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

LE MONDE INFORMATIQUE

Un supplément exceptionnel de 68 pages en couleurs

M. Mitterrand face au dossier Sakharov

Les relations franco-soviétiques constituent un problème difficile à manier. M. Giscard d'Estaing en sait quelque chose : il a sans doute payé cher certaines imprudences en la matière, y compris sa foi dans la valeur des liens personnels qu'il croyait possible d'établir avec un dirigeant du Kremlin. Voilà M. Mitterrand confronté à son tour au même casse-tête.

Plus que l'affaire des Jeux olympiques, c'est le sort réservé par Moscou à Andrei Sakharov et à son épouse, Elena Bonner, qui pose problème au président de la République. En refusant à la femme de l'académicien un visa de sortie pour se faire soigner en Occident, en lui infligeant depuis une semaine la même peine qu'à son mari, les dirigeants soviétiques montrent une nouvelle fois le peu de cas qu'ils font du respect des droits de l'homme et des accords d'Helsinki. Non contents d'avoir porté ces dernières années des coups extrêmement rudes à la dissidence, ils s'acharnent aujourd'hui sur un vieil homme malade dont la vie est désormais en danger, puisque Andrei Sakharov observerait une grève de la faim depuis le 2 mai pour protester contre l'interdiction faite à sa femme de quitter l'Union soviétique.

« Observerait » : le conditionnel s'impose, car depuis une semaine nous sommes privés de toute information sur les Sakharov. Pour avoir osé enfreindre la loi du silence et s'être rendue aux nouvelles à Gorki, une amie du couple, la mathématicienne Irina Kristi, vient d'être arrêtée par le KGB.

Les développements tragiques du dossier Sakharov ne sont pas, bien sûr, passés inaperçus à l'Elysée, où l'on s'apprêterait à annoncer bientôt les dates – sans doute dans la deuxième quinzaine du mois de juin – du voyage que le président de la République a l'intention d'effectuer à Moscou. Que faire d'ici là, puisque le temps presse ?

M. Roland Dumas, ministre chargé des affaires européennes, n'a pas été très précis lorsqu'on lui a posé la question dimanche, au « Club de la presse ». M. Mitterrand, a-t-il dit, évoquera sans aucun doute ce cas « émouvant » dans ses discussions à Moscou. Mais, bien que le problème soit « dramatique », M. Dumas ne pense pas qu'il faille, dans un premier temps, en parler publiquement.

Le ministre des affaires européennes traduit-il, sur ce point, la pensée exacte du président de la République ? Il est trop tôt pour se prononcer sur ce sujet. Mais, d'ores et déjà, une chose est sûre : si l'Elysée n'osait pas faire connaître son point de vue sur le traitement infligé aux Sakharov avant l'annonce officielle du voyage de M. Mitterrand en URSS, un doute pèserait sur les conditions dans lesquelles auraient été conclus les arrangements sur ce déplacement. Dans la mesure où le chef de l'Etat a toujours affirmé – et prouvé – son attachement aux droits de l'homme, ne pourrait-on pas interpréter son silence comme le prix à payer pour aller en URSS ?

Si tel était le cas, son voyage s'annoncerait sous les plus mauvais auspices et donnerait des arguments de poids à l'opposition, qui en manque considérablement lorsqu'elle prétend critiquer sa politique à l'égard de l'URSS. M. Mitterrand, au demeurant, se contredirait lui-même, puisqu'il a bien souvent affirmé que l'on pouvait toujours se rendre à Moscou à condition d'avoir parlé clairement et agi librement auparavant.

Les partis à l'épreuve du scrutin européen

Mme Veil s'efforce de freiner la dispersion des voix de l'opposition

Trois interventions, qui ont dominé le week-end politique, résument parfaitement les interrogations que fait naître la perspective du scrutin européen, à savoir : jusqu'où peut aller l'ascension de M. Le Pen ? Mme Veil placera-t-elle l'opposition au-dessus de la barre des 50 % ? La gauche peut-elle combler une partie de son retard ?

Mme Simone Veil, dénoncée par M. Jean-Marie Le Pen comme *« athée »* et, qui plus est, comme *« femme de gauche »*, a été copieusement huée, dimanche 13 mai à Paris, par les participants au meeting de lancement de la campagne du Front national. Mme Veil ne fut pas le seul leader de l'opposition dans ce cas, tant il est vrai que le chef de file de l'extrême droite n'épargne aucun des membres de la « bande des quatre » grands partis politiques.

Mme Veil, à son tour, au micro du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a exhorté les électeurs de l'opposition à voter utile, le 17 juin, c'est-à-dire pour la liste qu'elle conduit, plutôt que pour des « petites » listes, celle de M. Le Pen ou celle que présente, lundi 14 mai, Mme Francine Gomez. *« François Mitterrand sera obligé de tenir compte du scrutin européen »*, leur a-t-elle promis, pour mieux convaincre lesdits électeurs.

M. Roland Dumas, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a jugé, quant à lui, positif l'apport de M. Barre dans cette campagne et *« exagérée »* la condamnation par M. Marchais de la politique agricole commune. Et le ministre des affaires européennes d'ironiser sur l'« inconfort » que procure, selon lui, au PCF le fait d'approuver, chaque mercredi, en conseil des ministres, une politique que M. Marchais s'emploie aussitôt à critiquer.

Il va de soi que le niveau général de la gauche reste très bas, l'écart de quinze points qui la séparait de la droite il y a un mois étant, aujourd'hui, de quatorze points, selon la dernière enquête de la SOFRES. Cela va de soi, parce que la gauche gouverne dans un contexte de forte impopularité (la cote de M. Mitterrand, à l'indice de l'IFOP, est la plus basse jamais enregistrée par un président de la Ve République) et parce que la motivation de politique intérieure reste archidominante dans les intentions de vote. Le souhait d'exprimer son mécontentement à l'égard du pouvoir n'a jamais été aussi fort.

On voit mal que M. Jospin puisse changer, en un mois, les données de l'équation de base de ce scrutin : un électorat de droite fortement mobilisé, un électorat de gauche démobilisé. Ce dernier l'est d'autant plus que le travail de sape du PCF et de la CGT se poursuit allègrement. Au point que l'« inconfort », relevé par M. Dumas pour caractériser la situation des communistes, convient, désormais, au PS lui-même.

M. Marchais (stable à un bas niveau, depuis trois mois, dans les intentions de vote) ne profite certes pas – ou pas encore – d'une attitude qui est surtout destinée à affaiblir M. Jospin. Mais son mot d'ordre – *« si vous votez socialiste, c'est que vous considérez que tout va bien »* – est redoutable. Il est de nature à aider à l'affirmation, à gauche, d'un vote hostile au PS, susceptible également de favoriser la liste PSU-Fiszbin (conçue à l'origine pour sanctionner le PC), les listes trotskistes ou la liste ERE.

Il est d'ailleurs intéressant d'observer dès maintenant que le PS paraît bien être la principale victime de l'opération centre-gauche que représente la tentative de MM. Stirn, Doubin et Lalonde.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)

Les établissements Citroën de Nanterre et de Levallois sont à leur tour occupés

- *La CFDT se joint au mouvement lancé par la CGT*
- *M. Bérégovoy recevra les syndicats et la direction*



Le conflit aux établissements Citroën s'est étendu, lundi 14 mai, aux usines de Nanterre et de Levallois (Hauts-de-Seine) qui ont été occupés par la CGT. A Aulnay-sous-Bois, où l'usine avait été occupée dès vendredi 11 mai, plusieurs dizaines d'ouvriers ont rejoint lundi matin leurs camarades en grève. M. Akka Ghazi, secrétaire général de la section CGT, a rappelé que sa confédération réclame des négociations et refuse les licenciements, la CFDT a décidé de se joindre au mouvement à Aulnay et à Levallois.

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, devait recevoir, mardi ou mercredi, les syndicats et la direction des usines Citroën afin de discuter avec eux des moyens de « sortir de ce conflit ».

L'occupation par la CGT des trois usines Citroën est un acte hautement symbolique de son durcissement à l'égard de la politique gouvernementale. Déclinante au regard des élections professionnelles et de ses propres effectifs, la centrale de M. Henri Krasucki montre qu'elle est encore capable d'établir un bon rapport de forces pour se faire entendre. Et tout d'abord sur le terrain de l'automobile.

De la base au sommet, de M. Akka Ghazi à MM. Sainjon et Krasucki, la CGT n'entend en aucune façon se retrouver dans une situation *« à la Talbot »*. La *« solution »* adoptée alors et conduisant à une acceptation *de facto* de 1 905 licenciements a été jugée *« mauvaise »* à l'intérieur de la centrale. Il ne s'agit pas de courir de nouveau le risque d'une coupure avec une base qui, à Aulnay, est composée à 70 % d'immigrés. L'expérience de Talbot a fait trop de dégâts, à Poissy et ailleurs.

Pour la CGT, il s'agit donc, souligne-t-on au siège de Montreuil, d'empêcher le gouvernement de négocier seul avec la direction de Citroën, *« en mettant les syndicats devant le fait accompli »*, à l'heure où M. Pierre Bérégovoy, qui suit personnellement le dossier Citroën, est soupçonné, d'une manière générale, de rechercher un *« nouvel axe CFDT-FO »* (au demeurant bien hypothétique). Il s'agit aussi de tuer dans l'œuf les solutions encouragées par la CFDT d'une réduction de la durée du travail. Ce temps de travail diminué pourrait être utilisé pour la formation, mais ne serait pas intégralement compensé et retarderait plus qu'il n'empêcherait les licenciements. Il y a là une double sommation : négociez, dit la CGT à la direction de Citroën. Refusez les licenciements, ajoute-t-elle à l'intention du gouvernement.

Citroën n'est, pour la CGT, qu'une illustration d'une situation qui touche toute l'industrie automobile. C'est le premier *« point de fixation »*. Dans l'ensemble de cette industrie – et le message est valable pour toutes les restructurations aujourd'hui engagées, de la sidérurgie à la construction navale, – la CGT refuse *« une logique de déclin »*. Des mutations sont peut-être nécessaires, mais, pour MM. Krasucki et Sainjon, il n'y a pas, dans l'automobile comme ailleurs, de sureffectif. Cette approche économique et industrielle l'a conduite à vouloir négocier d'abord les volets industriel et économique par une concertation tripartite dans l'automobile, placée sous l'égide du ministère de l'industrie, avant de discuter des conséquences sociales.

Hier, il y a eu Talbot. Aujourd'hui, il y a Citroën. Il peut y avoir demain Renault, Peugeot, Chausson. Partout où un sureffectif est annoncé – même si, comme dans le groupe nationalisé, les suppressions d'emplois ne passent pas par des licenciements, – la CGT va porter le fer dans la plaie. Sans faire du *« dumping »*, selon une formule utilisée à Montreuil, elle entend agir fermement avec les salariés à chaque fois que le problème se posera.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 43.)

« LA GUERRE DES DUPES », DE ZE'EV SCHIFF ET EHUD YAARI

Un réquisitoire accablant contre le général Sharon

« Car la violence faite au Liban, dit la Bible, *te submergera. »* (Habbaquq 2 : 17.) Nulle épigraphe ne convenait mieux au récit de la dernière en date des guerres d'Israël, à cette tragique aventure bientôt vieille de deux ans, et que raconte dans un livre majeur, *la Guerre des dupes*, Ze'ev Schiff, correspondant militaire du quotidien *Haaretz*, et Ehud Yaari, spécialiste du monde arabe à la télévision. Assiégé dans Beyrouth en juillet 1982, Yasser Arafat, attribuant au verset du prophète toute sa valeur prémonitoire, l'avait glissé dans l'une des circulaires quotidiennes adressées à ses troupes...

Produit d'un patient travail de recherches nourri par cent cinquante interviews et la lecture de nombreux documents officiels, *la Guerre des dupes* – que ses auteurs vécurent professionnellement au jour le jour – fourmille d'anecdotes et de dialogues inédits. Schiff et Yaari retracent par le menu l'histoire secrète et tumultueuse des relations israélo-libanaises depuis ce jour d'août 1976 où, à bord d'un navire de guerre, devant Haïfa, Camille Chamoun, le maronite, et Ytzhak Rabin, le travailliste, échangèrent leur premier dialogue de sourds : *« Interviendrez-vous militairement à nos côtés ? »*, avait demandé l'un. *« Nous le demanderez-vous publiquement ? »*, avait répondu l'autre. Nul ne tenta de dissiper l'équivoque initiale, qui, par la suite, ne fut jamais levée.

Une fois le conflit restitué dans sa perspective historique – le *« front judéo-maronite »*, rappellent les auteurs, était un *« vieux projet »*, – le livre développe une idée force : la guerre du Liban fut, avant tout, *« la guerre d'Arik »*, c'est-à-dire l'opération personnelle d'un homme, Ariel Sharon. Pour accomplir son *« grand dessein »*, conçu de longue date – à savoir l'avènement d'un *« nouvel ordre »* chez le voisin du nord débarrassé de toute présence palestinienne, – il n'hésita pas à commettre un coup d'Etat feutré, un putsch en douceur, qui, tout en respectant les bienséances, paralysa le jeu démocratique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 5.)

Dans « le Monde de l'économie »

- ***La progression de Force ouvrière accélère le changement du paysage social***
- ***La marine marchande soviétique taille des croupières aux armateurs occidentaux***

LIRE PAGES 17 A 21

AU JOUR LE JOUR

Goût

On a inauguré samedi, dans un palace de Nice, un restaurant gastronomique pour chiens. Le prix du repas varie – en fonction de la taille de la bête mais aussi du menu – de 25 francs à 75 francs.

Qualité du service, boissons variées, entrées, mets soignés, viandes rouges ou blanches, plats du jour comme cet « émincé de dinde aux nouilles fraîches » *ou ce* « colin poché » *accompagné de* « riz à la vapeur d'algues » *: rien ne manque au festin de Mirza.*

S'il y a des restes, il se trouvera bien des humains à qui les proposer.

BRUNO FRAPPAT.

UN PREMIER FILM DANOIS EN COMPÉTITION A CANNES

Le choc optique

On s'est moqué méchamment de lui, on n'a pas voulu l'entendre discourir plus longtemps, parce qu'il était péremptoire, et son film, pas *assez solide pour se permettre* l'immodestie. C'était l'année dernière, c'était Beineix. Et Beineix prend sa revanche à travers Cannes 1984.

Il manquait à sa *Lune dans le caniveau* la démonstration de Coppola dans *Rusty James* : l'avenir du cinéma, tout au moins une partie de son devenir, est dans la conception du film comme partition musicale. Cette dimension-là, en ce début de festival déjà divisé en deux camps, *n'est pas encore apparue*. Mais chez Beineix, comme chez Zulawski *(la Femme publique)* et Lars von Trier *(l'Elément du crime)*, on abandonne la psychologie romanesque, on raisonne en termes de fascination, de choc optique.

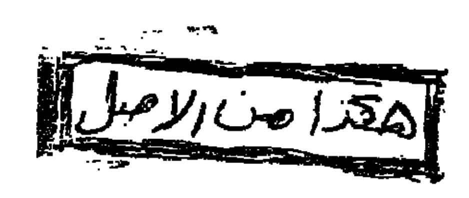
Deux camps. Côté Bergman *(Après la répétition)* ou Judit Elek *(la Fête de Maria)*, les bouleversants glissements vers la connaissance d'individus familiers, de leurs conflits, et le génie d'une mise en scène du sentiment. Côté Lars von Trier, et Zulawski, *l'outrance du cauchemar*, l'éloignement du réel pour recréer un univers à part.

Ici s'arrête la comparaison avec *l'auteur de Diva*. Il annonçait l'avènement en France d'un cinéma neuf, mais il restait très « mode », optant pour les signes, laissant à d'autres le soin d'exprimer un point de vue d'artiste sur le monde comme nous le vivons – ou croyons ne pas le vivre.

Avec Lars von Trier, nous plongeons au fond d'une Europe d'après *la décadence*, *enfouie* sous les gravats où scintillent d'archaïques postes de télévision, hantée par un cosmopolitisme barbare.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 22.)



Le Monde

étranger

AFRIQUE

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT EN NAMIBIE

Les dissensions entre la SWAPO et les partis internes ont conduit à l'échec de la conférence de Lusaka

De notre envoyé spécial

Lusaka. — Comme le laissait prévoir son démarrage laborieux, la conférence de Lusaka sur l'indépendance de la Namibie s'est achevée — après prolongation — dimanche soir 13 mai par un échec. Malgré les efforts déployés tout au long des trois journées de pourparlers par le président zambien, M. Kenneth Kaunda, aucun accord n'a pu être réalisé. Les trois délégations de la SWAPO, de la conférence multipartite représentant les six principaux partis politiques internes namibiens, et de l'administration générale sud-africaine en Namibie, n'ont pu à tout le moins s'entendre pour rédiger une déclaration commune d'intention. Le chef de l'Etat a souhaité, lors de son allocution finale, que les parties restent ouvertes à la discussion, mais cette piteuse conclusion n'incite guère à l'optimisme.

D'importants différends

L'objectif politique de l'Afrique du Sud, qui était de promouvoir l'entente entre les rivaux politiques que sont la SWAPO et la CMP, a échoué. Cet échec signifie aussi l'avortement d'une solution interne du conflit namibien, qui a les faveurs des autorités de Pretoria. Celles-ci souhaitent que le pouvoir de la SWAPO soit contrebalancé par des alliés moins radicaux. Ce moyen permettrait également à l'Afrique du Sud de contourner les conditions posées par la résolution 435 des Nations unies élaborant le processus d'indépendance de la Namibie, à l'application de laquelle elle soumet — comme les Etats-Unis — le retrait des troupes cubaines d'Angola. Ce point a, en fait, été l'obstacle majeur sur lequel a achoppé la conférence de Lusaka, comme l'a souligné le président Kaunda, le qualifiant de *« question contrariante »*. En fait, Pretoria aurait peut-être pu faire quelques concessions sur ce préalable, à condition que la solution interne ait des chances d'aboutir. Comme ce ne fut pas le cas, elle est restée sur sa position.

D'ailleurs, l'Afrique du Sud a fait savoir qu'elle avait accepté de participer à cette réunion pour que s'amorce le dialogue entre la SWAPO et la CMP. Or, d'importants différends subsistent entre les deux parties. Avant les débats, la SWAPO a clairement indiqué, par l'intermédiaire de son président, M. Sam Nujoma, que ce dernier avait été mandaté par le comité central pour signer un cessez-le-feu et procéder à la mise en œuvre de la résolution 435. Mais la CMP estime de son côté que la résolution peut très bien être amendée et que les élections doivent avoir lieu après l'élaboration d'une constitution. Ce à quoi la SWAPO rechigne, pensant qu'un scrutin lui serait largement favorable. De plus, le président zambien a estimé qu'il n'avait pas le droit de modifier le texte de l'ONU. Aucun cessez-le-feu n'a pu d'autre part être signé, l'Afrique du Sud refusant de déposer les armes en raison de sa position d'agressé. Ce qui en plus constituerait, selon elle, une reconnaissance implicite des « terroristes » de la SWAPO, l'aile interne de ce mouvement étant légalement représentée à Windhoek.

Un peu moins de dix-huit ans après le début des hostilités en territoire namibien, la paix n'est pas encore à l'ordre du jour dans cette région occupée par l'Afrique du Sud depuis soixante-quatre ans. Plus de trois ans après le fiasco, en janvier 1981, de la conférence de Genève, les positions des parties n'ont, en fait, guère évolué. Le mince espoir soulevé au mois d'avril par la VVV, qui est parvenue à rédiger une charte des droits de l'homme, est retombé. Les déchirements entre les partis politiques namibiens ne favorisèrent guère une solution, la SWAPO refusant de perdre sa position dominante et de partager une once de ses acquis politiques et diplomatiques avec une force qui, non seulement n'a pas pris les armes, mais qu'elle accuse de faire le jeu de Pretoria.

La CMP, de son côté, s'efforce d'apparaître comme une entité politique crédible et indépendante, même si certains de ses membres ont par le passé « collaboré » avec le « colonisateur ». Ces rivalités et ces discussions, qui puisent leurs racines dans la vieille lutte du peuple namibien, n'ont pu s'estomper au cours de la conférence. Ce qui constitue un revers certain pour le président Kaunda, d'autant qu'aucune autre réunion n'a été programmée. M. Willie Van Niekerk, administrateur général en Namibie, pense pour sa part que des progrès ont été accomplis. *« J'espère,* a-t-il indiqué, *que la route ne sera pas trop longue pour trouver la paix et l'indépendance pour le pays dont nous sommes venus ici décider le futur. »* Un futur qui est toujours, pour l'instant, de rester ce que l'ONU a appelé la cinquième province de l'Afrique du Sud.

MICHEL BOLE-RICHARD.

République Sud-Africaine

ATTAQUE A LA ROQUETTE CONTRE UNE RAFFINERIE DE DURBAN : SIX MORTS, TROIS BLESSÉS

Johannesburg *(AFP)*. — Sept personnes, dont quatre *« terroristes présumés »*, ont été tuées lors d'une opération de police déclenchée après l'attaque à la roquette d'une raffinerie de pétrole à Durban (est de l'Afrique du Sud), a annoncé, ce lundi 14 mai, la radio sud-africaine SABC.

Trois policiers ont été blessés dans l'opération, qui a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi.

Selon les premiers témoignages, quatre hommes, trois Noirs et un Métis, on fait feu avec des lance-roquettes sur une raffinerie de la société Mobil Oil dans le port de Durban, dans l'Etat du Natal. Alors qu'ils s'enfuyaient, ils ont été repérés par une patrouille de police.

Les quatre hommes sont morts à l'issue d'une fusillade d'environ cinq heures avec la police, ont précisé les témoins.

Selon SABC, trois autres personnes ont été retrouvées carbonisées dans un entrepôt de la raffinerie. Cette dernière n'a subi que des dégâts matériels mineurs lors du début d'incendie provoqué par l'attentat, a précisé la radio.

Un policier, blessé à la tête, a été hospitalisé dans un état qualifié de *« satisfaisant »* par SABC. Deux autres policiers ont été blessés superficiellement.

La radio sud-africaine n'a pas précisé l'identité des auteurs de l'attentat.

Tchad

M. Mitterrand « étudie » les propositions du colonel Kadhafi sur un retrait des troupes libyennes

Le GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition, de l'ancien président Goukouni Oueddeï) a réclamé, dans un communiqué publié dimanche 13 mai à Bruxelles, le départ de toutes les troupes étrangères du Tchad et une solution du conflit sous l'égide de l'OUA. *« L'appel incessant du GUNT en faveur de la réconciliation nationale n'est pas un acte de faiblesse militaire, mais nous pensons (...) qu'une paix durable ne saurait être obtenue ni par le GUNT ni par le groupe de N'Djamena »* (le gouvernement du président Hissène Habré), poursuit le communiqué.

● A N'DJAMENA, le gouvernement a qualifié samedi de *« manœuvres dilatoires »* les récentes déclarations du colonel Kadhafi au *Monde* (le 12 mai).

● A PARIS, M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1 : *« Le chef de l'Etat libyen a fait un certain nombre de déclarations publiques dans lesquelles il a annoncé* [qu'il était prêt à retirer ses troupes du Tchad]. *Il a doublé ces déclarations d'une démarche personnelle. Il a, en effet, fait porter par votre serviteur un message verbal au chef de l'Etat français.*

» Le document est entre les mains du président de la République, qui l'étudie. Il contient effectivement des propositions sur le retrait des troupes libyennes du Tchad. C'est un événement important, c'est en tout cas un événement nouveau, qui peut constituer une ouverture, un espoir vers un retour à une situation plus normale au Tchad (...). »

M. Dumas a toutefois ajouté : *« Il faut être prudent, c'est vrai, mais il faut être en même temps réfléchi. Si cette proposition est sérieuse, et rien ne permet de penser qu'elle ne l'est pas, il faut l'étudier et y donner une suite. Je crois que c'est dans les intentions du président de la République. Mais je répète que la France a des obligations dans cette région. Elle les a remplies, elle est prête à assumer ses obligations jusqu'à leur terme. Quand je dis qu'il faut réfléchir aux modalités d'application de cette proposition, cela veut dire précisément qu'il convient d'étudier sur place, sur le terrain, comme l'a du reste dit le ministre de la défense nationale, les conditions d'un retrait simultané, peut-être progressif, sous contrôle d'une organisation internationale, comme l'Organisation de l'unité africaine, pour que cette proposition devienne une réalité. Mais il est bien évident que le gouvernement français a déclaré, à plusieurs reprises, que les troupes françaises ne resteraient pas une minute de plus qu'il serait nécessaire. Si cette proposition du colonel Kadhafi pouvait se concrétiser, telle serait bien l'attitude du chef de l'Etat et du gouvernement français. »*

Algérie

Sept cents personnes ont pris part au deuxième séminaire sur l'écriture de l'histoire de la révolution

De notre correspondant

Alger. — Réunissant quelque sept cents personnes, hommes et femmes, ayant pris une part active dans la guerre pour l'indépendance, le deuxième séminaire sur l'écriture de l'histoire de la révolution s'est achevé à Alger.

Le premier séminaire, à la fin de 1981, avait porté sur la période antérieure au 1er novembre 1954. Il s'agissait, cette fois, d'évoquer les débuts de la lutte armée jusqu'en 1956. Des rapports constitués à l'échelon des anciennes willayas ont servi de base à des discussions parfois animées. Il fallait *« cerner d'encore plus près la vérité, même si pour certains sujets le débat est loin d'être clos*, écrit le quotidien *El Moudjahid*, qui poursuit : *« Toute tentative d'histoire globale de l'époque doit aussi considérer les contradictions, erreurs et défaillances individuelles ou collectives »*.

Au Palais des nations, où se tenait ce séminaire, d'anciens moudjahidines côtoyaient sans protocole des personnalités du parti et du gouvernement. Parmi plusieurs dizaines d'anciennes résistantes, il y en avait qui avaient protesté contre un premier projet de code de la famille, trop timide à l'égard de l'émancipation de la femme. Apparemment, elles trouvent plus satisfaisant le nouveau projet actuellement examiné par les députés.

Etaient également présents des hommes qui se trouvaient tenus à l'écart par Boumediène ou avaient pris leurs distances, par exemple d'anciens chefs de maquis reconvertis dans le secteur privé.

Dans le compte rendu en français de l'allocution du président Chadli diffusé par l'agence Algérie Presse Service, il est question de la décision de gracier prochainement *« certaines personnalités qui ont porté atteinte à la révolution et à la patrie »*. En fait, a-t-on précisé, il ne s'agit pas de mesures de grâce à proprement parler, mais plutôt d'amnistie et de mesure de clémence prises au nom de la collectivité. Cela peut concerner des hommes tenus à l'écart, mais pas nécessairement condamnés par un tribunal, et, d'autre part, condamnés par contumace et vivant à l'étranger. *« Le président ayant parlé des erreurs contre la révolution commises dans le passé, il ne peut s'agir de M. Ben Bella, qui continue à commettre des fautes »*, nous a déclaré une personnalité.

D'une façon générale, ce discours prépare le terrain pour le trentième anniversaire du déclenchement de la lutte armée le 1er novembre. Le régime veut célébrer cet anniversaire avec un éclat particulier et le placer sous le signe de la réconciliation et de l'unité nationale.

J. G.

Cameroun

UN NOUVEAU PROCÈS IMPLIQUANT DES CIVILS EST EN COURS A YAOUNDÉ

Yaoundé *(AFP)*. — Plusieurs dizaines de civils, accusés d'avoir participé au coup d'Etat manqué du 6 avril dernier, sont jugés depuis vendredi à Yaoundé.

A Tunis, le ministre camerounais des finances, M. Etienne Ntsama, avait annoncé, vendredi en début d'après-midi, que des procès étaient en cours contre des membres de la garde présidentielle ayant participé au coup de force contre le régime du président Paul Biya. Un autre procès s'est déroulé ces jours derniers à Mfou (à 35 kilomètres au sud-est de Yaoundé) mettant en cause un nombre important de civils, plus de deux cents selon certaines sources. Des condamnations à mort ont été prononcées, mais n'auraient pas encore été appliquées.

Cela porte à trois le nombre de procès engagés à l'encontre de participants présumés au coup d'Etat manqué le 6 avril dernier à Yaoundé. Un premier procès visant essentiellement des militaires avait eu lieu à la fin du mois d'avril dernier à Mbalmayo. Trente-cinq personnes avaient été condamnées à mort puis exécutées le 1er mai.

Soudan

POUR 10 DOLLARS...

Khartoum *(AFP, UPI)*. — L'un des tribunaux d'exception siégeant à Khartoum et présidé par un magistrat civil, M. Fouad El Amin Abdel Rahman, a ordonné, samedi 12 mai, l'amputation des mains droites et jambes gauches de deux personnes coupables de vol avec violence. Les condamnés, MM. John Chol Bosh et Simon Nyan Kao, étaient *accusés d'avoir brutalisé un* homme nommé Gomaa Abbas et de lui avoir volé 13 livres soudanaises (10 dollars).

Les tribunaux d'exception, présidés par un civil assisté de deux officiers, ont été mis en place par le président Nemeiry après avoir proclamé l'état d'urgence dans le pays le 29 avril dernier. En deux semaines, ils ont déjà condamné sept personnes à avoir une main ou un pied coupé, mais ils n'avaient pas encore prononcé des peines de doubles amputation.

Il ressort, d'autre part, des prénoms des condamnés qu'il s'agit de chrétiens. Ce qui infirme les assurances officielles selon lesquelles la loi islamique n'est pas appliquée aux non-musulmans.

AMÉRIQUES

El Salvador

La prise d'otages par la guérilla dans la capitale s'est terminée sans effusion de sang

San-Salvador *(AFP, AP.)*. — Deux affaires complexes ont connu un dénouement heureux ces derniers jours au Salvador, ce qui invite les observateurs à penser que M. Napoleon Duarte, qui prendra ses fonctions présidentielles le 1er juin, pourra compter avec l'appui de certains partisans de la négociation.

L'affaire de la prise d'otages dans un supermarché de la capitale, commencée le 11 mai dans la soirée (1), a été résolue le samedi 12. Les cinq guérilleros ont été autorisés à se réfugier à l'ambassade du Mexique, puis à partir pour ce pays, après avoir libéré les soixante-treize personnes qu'ils avaient retenues de force. Il s'agit de membres du Front métropolitain Clara-Elisabeth-Ramirez, une dissidence des Forces populaires de libération (FPL, une des cinq factions composant la guérilla).

Ce dénouement sans effusion de sang est survenu quelques heures après la libération par la guérilla de l'ancien vice-ministre de la défense, le colonel Castillo, capturé près de deux ans plus tôt ; l'officier a été échangé contre huit prisonniers rebelles, dont une femme.

Dans une homélie prononcée le dimanche 13 mai à San-Salvador, l'archevêque de la capitale, Mgr Arturo Rivera y Damas, a rendu hommage au Conseil électoral central pour le travail accompli en vue d'assurer le bon déroulement du deuxième tour des présidentielles, le 6 mai ; il a affirmé que la victoire du démocrate-chrétien Napoleon Duarte était le fruit de la *« volonté populaire »* ; il a invité l'extrême droite à reconnaître le résultat du suffrage et appelé les Salvadoriens à *« laissser de côté leurs rancœurs et leur haine »*. Faisant, comme chaque semaine, à la suite de son prédécesseur assassiné, Mgr Oscar Romero, le bilan des violences récentes, le prélat a indiqué que soixante-dix persones avaient trouvé la mort dans les six derniers jours, dont quarante-huit guérilleros présumés tués lors d'affrontements avec les forces armées. On considère généralement que la guerre civile au Salvador a provoqué, en quatre ans et demi, la mort de plus de quarante mille personnes.

Lors de sa première conférence de presse après l'annonce officielle de sa victoire, le 11 mai, M. Duarte avait réitéré une promesse faite durant sa campagne de créer une commission présidentielle en vue de mettre fin aux agissements des Escadrons de la mort d'extrême droite et d'arrêter les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité.

Les forces armées, de leur côté, ont annoncé des purges dans leurs rangs. La pierre de touche d'une éventuelle volonté réformatrice sera le destin du colonel Carranza, chef de la police fiscale, dont les relations avec les Escadrons de la mort sont de notoriété publique.

Malgré le soutien décidé des Etats-Unis, la tâche de M. Duarte ne sera pas des plus aisées. Considéré comme une « marionnette » par l'extrême gauche et comme un « communiste » par l'extrême droite, il est aussi redouté pour son réformisme par les milieux d'affaires et les propriétaires fonciers, et honni d'une partie de l'armée, qui l'avait déjà empêché, en 1972, d'assumer le mandat de président pour lequel il avait été élu. Sa majorité, enfin, n'est éclatante que dans la capitale. Pour le reste, il n'est arrivé en tête, le 6 mai, que dans trois provinces sur treize. Partout ailleurs, le commandant d'Aubuisson (extrême droite) a triomphé.

(1) *Le Monde* daté 13-14 mai.

Chili

LE GÉNÉRAL PINOCHET ACCEPTE UNE ENQUÊTE SUR SES ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES

Santiago *(AP)*. — Le général Augusto Pinochet a déclaré dans une interview, publiée le 12 mai, qu'il se prêtera à une audition judiciaire portant sur ses affaires privées, *« parce que*, a-t-il précisé, *je n'ai rien à cacher et je n'ai honte de rien »*.

La cour d'appel de Santiago avait ordonné, le 9 mai, à l'un de ses juges de recevoir les accusations de vingt-quatre juristes, dirigeants de l'opposition, selon qui le général Pinochet aurait abusé de ses pouvoirs de chef de l'Etat en acquérant 2 hectares de terrain payés environ 200 000 F de moins que ce que l'Etat avait versé lors de l'expropriation.

Le gouvernement a affirmé que le président avait acheté ledit terrain en décembre dernier — agrandissant ainsi sa propriété, vaste déjà de 12 hectares, située dans les gorges de Maipo, près de Santiago — pour en faire don à l'armée, afin qu'y soient postées des patrouilles de sécurité. Ce transfert a eu lieu le mois dernier — après que la transaction eut été rendue publique.

Le 11 mai, le gouvernement a aussi reconnu l'existence de contrats antérieurs par lesquels le général Pinochet avait acquis un terrain près de la ville de Limache, pour une somme de près de 100 000 F en 1978, avant d'y faire construire une maison pour 300 000 F, puis de la vendre, en 1980, à un organisme de retraite militaire pour plus de 600 000 F.

« Au-delà de toute immunité, je veux que la vérité soit rendue publique, toute la vérité », a conclu le général Pinochet.

Colombie

Les forces de l'ordre intensifient leur pression contre la guérilla

Bogota *(AFP, Reuter)*. — Dix-neuf guérilleros et cinq soldats ont trouvé la mort, le dimanche 13 mai, au cours de violents affrontements dans les provinces colombiennes du Cauca et de Santander, dans le sud-ouest et le nord-est du pays, ont indiqué des sources militaires.

Quinze guérilleros et cinq soldats ont été tués à la limite des provinces de Cauca et Huila, à environ 650 kilomètres de Bogota, au cours d'un affrontement opposant une unité de l'armée colombienne à des éléments des forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communistes) et du M-19 (Mouvement du 19 octobre, extrême gauche), qui avaient attaqué et occupé le 9 mai la localité de Miranda. Quatre autres guérilleros des FARC ont, par ailleurs, été abattus dimanche aux environs de la localité de Sabana de Torres, dans la province de Santander, au nord-est du pays.

La guérilla a multiplié ses actions depuis le 1er mai, après l'assassinat du ministre colombien de la justice, M. Rodrigo Lara, abattu par des tueurs à la solde de la mafia colombienne de la cocaïne.

Les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont signé un accord de cessez-le-feu, qui devrait entrer en application le 28 mai.

Par ailleurs, soixante hommes de l'armée de libération nationale (ELN, castriste) ont attaqué une mine d'or près de Segovia (nord-ouest) et s'y sont emparés de 7 kilos de minerai.

Enfin, dans la région de Perija, frontalière avec le Venezuela, dans le nord-est, vingt-quatre membres de l'ELN ont été faits prisonniers par les forces armées, alors qu'ils surveillaient l'embarquement, apparemment vers les Etats-Unis, de 150 tonnes de marijuana, indiquent également les sources militaires.

La police a annoncé, de son côté, que quatorze laboratoires producteurs de drogue avaient été découverts la semaine dernière dans la jungle, que quinze trafiquants avaient été arrêtés et qu'une quantité non spécifiée de cocaïne avait été détruite.

Le gouvernement conservateur du président Belisario Betancur a imposé l'état de siège et lancé une campagne sans précédent contre le trafic de drogue à la suite de l'assassinat, le 30 avril, du ministre de la justice M. Rodrigo Lara, qui avait lui-même entrepris de démanteler les réseaux de trafiquants de drogue en Colombie.

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN SCANDINAVIE

Comment développer les échanges avec la Norvège ?

M. Mitterrand est arrivé ce lundi 14 mai en fin de matinée à Oslo, où il a été accueilli par le roi Olaf V. Le président de la République, qui doit séjourner quarante-huit heures en Norvège avant de gagner la Suède, est accompagné, outre sa femme, de trois ministres : MM. Claude Cheysson (relations extérieures), Georges Fillioud (communication) et Louis Mexandeau (postes et télécommunications).

La visite de M. Mitterrand devrait lui permettre différents échanges de vues avec les dirigeants d'Oslo sur la reprise du dialogue Est-Ouest, à laquelle la Norvège, pays membre de l'OTAN, se déclare attachée. Le président de la République pourrait notamment préciser à cette occasion les conditions dans lesquelles il envisage de se rendre à Moscou.

Quant aux discussions sur les problèmes bilatéraux, elles porteront principalement sur la possibilité de développer les échanges commerciaux et technologiques entre les deux pays, très faibles, exception faite du secteur pétrolier. Du côté français, on souhaitait insister, au cours de ce voyage, sur les possibilités de renforcer cette coopération dans les domaines de l'informatique, de la télématique, de l'aéronautique et de l'armement.

De notre envoyée spéciale

Oslo. – A quelques kilomètres du centre d'Oslo, au bord d'un fjord qui convie plus au loisir qu'au travail, se dissimulent dans un parc boisé les 70 000 mètres carrés de bureaux, ateliers et laboratoires de recherche de la fondation Norske Veritas. Créée en 1864, cette institution privée est devenue l'une des plus importantes dans le monde pour la classification des navires et – modernisation oblige – des plates-formes pétrolières off shore. C'est là que M. Mitterrand assistera, mardi 15 mai, à la signature d'un contrat d'association de recherche entre Norske Veritas et la société française Technip.

Pour le premier voyage d'un président français en Norvège depuis 1908 – à cette date le président Fallières avait rendu au roi Haakon VII la visite que ce dernier avait effectuée à Paris l'année précédente, – M. Mitterrand aura à son programme deux manifestations de caractère économique sans nul doute destinées à accroître la coopération franco-norvégienne, encore très faible à la notable exception du pétrole et du gaz. Le chef de l'Etat inaugurera le même jour, en effet, un colloque sur la télématique. Une société française expérimente en ce moment à Oslo un programme de carte à mémoire pour le paiement courant.

Encore très récente, puisqu'elle ne remonte qu'à la participation des compagnies pétrolières françaises à l'exploration et à l'exploitation des fabuleux gisements de la mer du Nord dans la fin des années 60, la coopération économique franco-norvégienne, depuis la fin de la guerre, en est au stade des balbutiements. Les importations françaises en Norvège ne représentent que 3 % du total, alors, par exemple, que celles de la R.F.A. s'élèvent à 14,7 %. Dans les rues d'Oslo, les Mercedes et les Toyota écrasent de loin les Renault et les Peugeot, ce qui s'explique mieux quand on sait que le marché automobile norvégien est occupé à 40 % par l'Allemagne fédérale, 30 % par le Japon et seulement 2 à 3 % par la France.

Les Norvégiens ne cachent pas, avec un rien de condescendance, que la barrière de la langue constitue un sérieux obstacle dans le commerce avec la France. Si tous les Norvégiens apprennent obligatoirement l'anglais dès l'école primaire, peu parlent le français, qui arrive en deuxième position derrière l'allemand dans le choix des écoliers. Or, dit-on ici, les industriels français ne sont pas tous à l'aise pour négocier dans la langue de Shakespeare.

Deuxième barrière, plus psychologique sans doute, les Norvégiens, marqués par l'austérité luthérienne, considèrent sans trop de sérieux cette France brillante, sans doute, mais un peu amateur. Cette idée est maintenant battue en brèche par l'intrusion des compagnies pétrolières, dont la technologie très poussée est particulièrement appréciée. De même que les efforts faits par Elf-Aquitaine pour former des spécialistes locaux. Les Norvégiens auront peut-être l'occasion de se forger une autre image de la France après la signature d'un contrat qui permettra sous peu la diffusion par câble d'un programme de télévision francophone, TV 5.

« Le développement du commerce sera de toute façon une œuvre de longue haleine », reconnaît un diplomate français, car la tradition des échanges commerciaux vers la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis, où réside une communauté immigrée d'environ quatre millions de personnes – autant que la population de la Norvège, – sera dure à ébranler.

Malgré la crise économique qui ne l'épargne pas complètement, la Norvège est un pays riche aux potentialités énormes, compte tenu de ses immenses réserves énergétiques. Cependant, pour la première fois de son histoire, le pays affronte le problème du chômage, qui atteint 4,7 % de la population active. Un taux qu'envieraient certes beaucoup de nations industrialisées mais qui est politiquement insupportable dans un pays habitué au plein emploi jusque dans les années 80. Ces 80 000 chômeurs hantent les esprits de tous les hommes politiques, et avec franchise M. Colding, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères et de la défense auprès du premier ministre, conservateur, avoue : *« Nous pouvons perdre les élections sur le problème de l'emploi. Si les électeurs ont l'impression que nous ne faisons pas assez pour réduire le chômage, nous serons battus l'an prochain. »*

Cet état de fait contrarie d'ailleurs les efforts des conservateurs dans leur volonté d'assainissement de l'économie. C'est ainsi que, pour ne pas accroître leur taux de chômage, ils sont contraints de continuer à soutenir des activités industrielles en perte de vitesse ou – procédé plus classique – d'engager des grands travaux à caractère public générateurs d'emplois.

Alors la tentation est grande chez certains d'aller plus vite dans le développement de l'exploitation des hydrocarbures. Sur ce point pourtant, les gouvernements travaillistes ou conservateurs au pouvoir depuis 1981 sont d'accord pour une avance prudente afin d'éviter de dérégler le système économique, déjà soumis à une forte inflation ces dernières années. Celle-ci a été ramenée de 13,6 % en 1980 à 8,4 % en 1983, l'objectif pour cette année étant de 6 %.

De grands espoirs

Et puis les Norvégiens ne veulent pas mettre tous les œufs dans le même panier et détruire leur équilibre de vie. Ce dernier souci est particulièrement sensible dans le nord du pays, où les premières recherches pétrolières off shore n'ont été entreprises qu'en 1980. Aujourd'hui, les plus grands espoirs sont permis. Trois grandes zones d'exploration ont été délimitées, avec des conditions particulières imposées aux compagnies intéressées pour que ces nouvelles activités profitent aux 475 000 habitants de ces régions, que le gouvernement ne veut en aucun cas, pour des raisons autant politiques que stratégiques, voir quitter le territoire.

On n'échappe pas à la géographie : derrière les 183 kilomètres de frontière commune avec l'Union soviétique se dresse Mourmansk, la plus grande base nucléaire russe. La limite contestée du plateau continental dans la mer de Barents, la présence soviétique au Spitzberg, expliquent plus que toute autre considération l'attachement d'Oslo à l'OTAN. *« Si l'on faisait un sondage aujourd'hui, la population serait à 90 % en faveur de l'alliance atlantique »*, n'hésite pas à dire un professeur de sciences politiques. Mais après avoir rassuré ses amis, la Norvège n'en entend pas moins éviter toute provocation de son redoutable voisin, et garde vis-à-vis de Moscou un profil bas. Tout stationnement de troupes étrangères ou d'engins nucléaires sur son sol est banni en temps de paix. *« C'est la frontière la plus calme du monde »*, dit, non sans humour, M. Colding, en ajoutant cependant : *« Nous pensons que des sous-marins soviétiques viennent observer chez nous d'éventuelles caches pour se dissimuler en cas de crise, mais nous ne pouvons pas le prouver. » « Vingt ou trente mouvements anormaux de bateaux soviétiques nous sont signalés chaque année par la population*, déclare, de son côté, un officier de l'état-major du Nord, *mais il n'y a jamais rien de concluant. Nous allons voir cependant à chaque appel, pour encourager les habitants à toujours signaler ce qu'ils voient. »*

Si la population est massivement en faveur de l'alliance atlantique, il n'en est pas de même pour les armes nucléaires, et ce n'est qu'à une voix de majorité que le Parlement norvégien s'est prononcé en novembre dernier en faveur du déploiement par l'OTAN des Pershing-2 et des missiles de croisière (qui ne concerne pas le sol norvégien).

Le revirement du Parti travailliste à propos de la décision de l'OTAN est d'ailleurs sévèrement critiqué par ses adversaires conservateurs, qui pensent que la Norvège ne peut pas se payer le luxe de graves divergences sur les problèmes stratégiques. *« Il y a une volonté nationale de revenir au consensus »*, affirme d'ailleurs M. Colding. Certains experts de la politique intérieure n'hésitent pas à dire que le « flottement » du Parti travailliste en politique étrangère a profité au Parti conservateur lors des élections de 1981. Sur les problèmes stratégiques, les convergences de vues devraient être grandes entre M. Mitterrand et ses interlocuteurs norvégiens.

Il n'en sera pas forcément de même à propos des questions européennes. Les Norvégiens ont, certes, rejeté par référendum en 1972 leur rattachement à la Communauté européenne ; il n'en reste pas moins que leur commerce se fait à 70 % avec cette même communauté et que, surtout, ils voudraient se voir associer de façon plus systématique aux consultations politiques. Déjà, le ministre norvégien des affaires étrangères a coutume de prendre contact tous les six mois avec son homologue dans le gouvernement du pays qui prend la présidence de la Communauté, et celui-ci se rend en Norvège pendant le même laps de temps. En fait, Oslo souhaiterait modérer son tête-à-tête avec Washington par une association plus active aux consultations des Dix. La politique plus musclée du président Reagan a, à plusieurs reprises, mis mal à l'aise les dirigeants norvégiens, très sensibles à la volonté de paix de leurs concitoyens, tout aussi sourcilleux sur le respect des droits de l'homme.

« La Communauté européenne est dans une phase transitoire, dit M. Colding. *Elle s'apprête à accueillir deux autres Etats et il faut voir ce qu'elle va devenir dans quelques années. »* Est-ce à dire que la Norvège pourrait revenir sur son « non » de 1972 ? Il est encore trop tôt pour l'envisager, dit-on à Oslo, où l'on souligne qu'il faudrait pour cela une évolution psychologique des Norvégiens, encore très attachés à leur double particularité atlantique et scandinave.

Le Danemark, seul pays membre à la fois de l'OTAN, de la CEE et du Conseil nordique, servira encore longtemps d'intermédiaire dans les échanges d'informations entre ces trois institutions.

Au fond, les Norvégiens, hommes des mers plus atlantiques qu'européens, ne sont sans doute pas mécontents de préserver un peu de leur splendide isolement.

FRANÇOISE CHIPAUX.

EUROPE

Pologne

Mgr GLEMP A PARIS

Le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, était attendu ce lundi 14 mai en fin d'après-midi à Paris pour un séjour privé de trois jours. Mgr Glemp, qui est invité par le séminaire polonais de Paris, célébrera, mardi 15 mai, à 18 heures, à l'église polonaise, rue Saint-Honoré, une messe au cours de laquelle il ordonnera plusieurs prêtres. Le primat aura aussi, mardi et mercredi, des rencontres avec des représentants de l'épiscopat français, et notamment Mgr Lustiger, archevêque de Paris. Mgr Glemp quittera, mercredi, Paris pour Rome. Lors de son dernier séjour en France, en novembre 1981, avant la proclamation de l'état de guerre en Pologne. Le primat avait eu un entretien avec M. Pierre Mauroy.

La veille de son départ, le cardinal Glemp, dans une homélie prononcée à Cracovie à l'occasion de la Saint-Stanislas, s'était interrogé sur la possibilité que *« l'autonomie spirituelle de l'Eglise »* soit reconnue *« dans un état gouverné par des marxistes »*. *« Est-il possible que ceux qui, il n'y a pas si longtemps, voulaient liquider l'Eglise et la soumettre soient prêts à présent à respecter son droit à l'autonomie spirituelle ? »*, avait déclaré le primat, avant de répondre lui-même : *« C'est une spécialité polonaise de rendre possible ce qui est impossible. »*

● *Demande d'asile politique en Suède.* – Sept Polonais, cinq adultes et deux enfants, ont réussi à gagner la Suède, ce lundi 14 mai, à bord d'un petit bimoteur, en volant à très basse altitude au-dessus de la Baltique. Ils ont atterri à Malmoë, et ont demandé l'asile politique.

BIBLIOGRAPHIE

UN NUMÉRO DE « ALTERNATIVE » CONSACRÉ A L'UKRAINE

Plus vaste que la France et presque aussi peuplée, l'Ukraine est à peu près complètement ignorée des Français : l'important dossier consacré à cette grande malchanceuse de l'histoire par la revue *Alternative* est donc particulièrement bien venu, avec en particulier d'intéressantes études sur les rapports entre la discrimination sociale et la discrimination nationale, la lutte difficile pour le maintien d'une langue et d'une culture, alors que les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour promouvoir tout ce qui est « grand-russe » : en témoigne la « note confidentielle » sur l'usage de la langue russe également publiée dans ce numéro.

L'Ukraine est aussi l'une des Républiques où le KGB réagit avec le plus de vigueur à tout ce qui ressemble de près ou de loin à la « dissidence » : le groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki a été liquidé encore plus rapidement que celui de Moscou.

(L'Alternative, numéro double, mai-août 1984, 50 F.)

Grèce

● *Violente explosion à Athènes.* – Une importante déflagration, provoquée probablement par l'explosion d'une bombe, a fait dix-sept blessés ce lundi après-midi 14 mai dans un immeuble du centre d'Athènes, non loin du siège de la Banque nationale de Grèce. Le ministère de l'intérieur, M. Agamemnon Koutsouiorges, s'est immédiatement rendu sur les lieux. On ignorait encore, en début d'après-midi, les causes exactes de l'explosion.

Espagne

M. Gonzalez : « Franco appartient à l'histoire »

De notre correspondant

Madrid. – *« Franco a été le protagoniste d'un épisode très dur de notre passé, mais il appartient déjà à l'histoire de l'Espagne. Et nous ne pouvons pas effacer l'histoire. Il me paraît ridicule de chercher à renverser les statues de Franco. »*

Bien qu'elle soit passée presque inaperçue, cette affirmation formulée par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, dans une interview diffusée le 10 mai par une station de radio de Madrid paraîtra, à certains égards, historique.

On savait déjà que M. Gonzalez aimait à présenter une image de réalisme et de modération ; mais à la base du Parti socialiste, certains auront été sans doute déconcertés. S'en prendre aux symboles d'une dictature à peine achevée est-il, comme l'affirme M. Gonzalez, *« ridicule »* ? Plus d'un Espagnol se posera la question, dans un pays où le franquisme, s'il appartient à l'histoire, n'en reste pas moins encore bien vivant : ses panégyristes, très présents au Parlement, vantent d'ailleurs régulièrement cette *« époque dorée »*.

M. Felipe Gonzalez a, sans doute, bien des arguments à faire valoir en sa faveur. Le principal mérite de son gouvernement, le premier formé par la gauche depuis la guerre civile, ne serait-il pas d'avoir permis une réconciliation historique en comblant définitivement le fossé qui a longtemps séparé les « deux Espagne » ? Mais de mauvais esprits ne manqueront pas de faire valoir que les socialistes ayant souffert moins que d'autres des rigueurs de la répression franquiste ont, dès lors, l'oubli plus facile.

T. M.

UN PATROUILLEUR DÉTRUIT PAR UNE EXPLOSION

Un patrouilleur espagnol a été détruit et coulé, et un marin tué, ce lundi 14 mai, dans la rade de Fontarabie, au Pays basque espagnol, par l'explosion d'un engin de forte puissance. L'organisation séparatiste ETA avait, par le passé, menacé de s'en prendre à des bâtiments de la marine. – *(AFP, Reuter.)*

Belgique

Maigre participation à la « marche des jeunes chômeurs »

De notre correspondant

Bruxelles. – La « marche des jeunes chômeurs », qui s'est déroulée dimanche 13 mai dans les rues de Bruxelles, a éveillé beaucoup moins d'écho qu'il y a deux ans. En avril 1982, quelque vingt mille à trente mille jeunes manifestèrent pour réclamer un avenir. Cette fois-ci, pas plus de dix à quinze mille – en majorité flamands – ont encore fait l'effort de protester contre les conditions dont ils sont victimes. Et pourtant, sur un total de cinq cent soixante mille chômeurs, cent soixante mille ont moins de vingt-cinq ans.

Les manifestants de dimanche n'ont trouvé que très peu de soutien du côté des partis politiques. Les organisateurs de la manifestation ont, en effet, mis en avant un programme un peu « utopique ». Ces jeunes, qui, à l'heure actuelle, touchent une indemnité moyenne de 9 000 F belges par mois, exigent un revenu minimal garanti de 19 000 F, montant qui dépasse celui de beaucoup de retraités modestes ou de travailleurs à temps partiel. Les organisateurs de la marche des jeunes chômeurs demandaient aussi la réduction de la semaine de travail à trente-deux heures sans aucune perte de salaire. Face à cette situation, les Jeunesses chrétiennes, notamment, ont estimé qu'elles ne sauraient s'associer à une manifestation dont elles approuvaient pourtant le principe.

Alors que la manifestation avait commencé dans une bonne humeur ponctuée par les accents de groupes de rock, quelques centaines de jeunes, que la police qualifie d'« anarchistes », ont bientôt brisé des vitrines, renversé et incendié des voitures en s'attaquant aux policiers et aux gendarmes. Il y a eu quatre blessés.

JEAN WETZ.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

OJD 1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

« LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE »

Tchécoslovaquie : devant le pouvoir impersonnel

par VACLAV HAVEL

L'université de Toulouse-Le Mirail remet, ce lundi 14 mai, le diplôme de docteur *honoris causa* à l'écrivain tchécoslovaque dissident Vaclav Havel. Celui-ci n'a pu obtenir l'autorisation de quitter son pays et a demandé au dramaturge anglais Tom Stoppard de le représenter. Nous publions de larges extraits de son discours, qui s'intitule : *la Politique et la Conscience*.

J'AI parfois l'occasion de m'entretenir avec des intellectuels occidentaux qui viennent dans notre pays rendre visite à un dissident. Les uns sont mus par un intérêt sincère, par un désir de compréhension et par l'intention d'exprimer leur solidarité, les autres par la simple curiosité — outre les monuments gothiques et baroques, les dissidents sont apparemment la seule attraction pour les touristes étrangers au milieu de la grisaille ambiante. Ces conversations sont généralement très instructives. Il y a tout ce qu'on apprend, mais aussi ce dont on prend conscience. Le plus souvent, on me pose des questions comme celles-ci : Croyez-vous que vous puissiez changer quelque chose, alors que vous êtes si peu nombreux et que vous n'avez aucune influence ? Etes-vous contre le socialisme ou voulez-vous seulement le réformer ? Condamnez-vous ou approuvez-vous l'installation des Pershing-2 et des missiles stratégiques en Europe occidentale ? Que pouvons-nous faire pour vous ? Qu'est-ce qui vous pousse à faire ce que vous faites, puisque cela ne vous apporte que la persécution et l'emprisonnement et qu'il ne semble y avoir aucun résultat visible ? Voudriez-vous que le capitalisme soit rétabli dans votre pays ?

Ces questions témoignent de bonnes intentions, elles traduisent une volonté de comprendre et montrent que ceux qui les posent ne sont pas indifférents à ce qui se passe dans le monde et au sort qui nous attend.

Néanmoins, les questions de ce genre me font aussi découvrir toujours à nouveau toutes les difficultés qu'ont beaucoup d'intellectuels occidentaux à comprendre ce qui se passe ici, ce dont il s'agit pour nous — ceux qu'on appelle les « dissidents » — et avant tout le sens général de tout cela. A certains égards, on pourrait même parler d'une impossibilité de le comprendre. Prenons par exemple la question : « Que peut-on faire pour vous ? » Certainement, on peut faire beaucoup : plus le monde libre nous soutient, plus on nous témoigne d'intérêt et de solidarité, plus nous aurons de chances d'échapper à la prison, plus nous aurons d'espoir que nos appels ne resteront pas sans écho. Et, pourtant, il y a un malentendu à la base de cette question : en dernière analyse, il ne s'agit pas du tout de nous aider, nous, une poignée de dissidents, pour qu'on nous emprisonne moins ! Il ne s'agit même pas d'aider notre nation, celle des Tchèques et des Slovaques, pas davantage de faire on ne sait trop quoi, pour que *nous ayons une vie meilleure et plus* libre. Nous devons avant tout nous aider nous-mêmes. Trop souvent déjà, Tchèques et Slovaques ont compté sur un secours étranger, se sont un peu trop hypnotisés dessus et ont été trop souvent déçus : ou bien l'aide promise leur a été refusée à la dernière minute, ou bien elle s'est transformée en l'opposé de ce qu'ils en attendaient.

Une cause commune

Au sens le plus profond, il s'agit ici d'autre chose. Il s'agit du salut de tous, non seulement du mien mais aussi, dans une mesure égale, du salut de celui qui m'interroge. N'avons-nous donc pas une cause commune ? Mes appréhensions ou mes espoirs ne sont-ils pas aussi ses appréhensions et ses espoirs ? L'emprisonnement qu'on me fait subir n'est-il pas une attaque contre lui ? La tromperie dont on le rend *victime n'est-elle pas une attaque* contre moi ? Détruire l'homme à Prague, n'est-ce pas détruire tous les hommes ? L'indifférence des Occidentaux aux affaires de notre pays et les illusions qu'ils se font là-dessus ne fraient-elles pas la voie au même mal ailleurs. Le mal dont souffrent les autres n'est-il pas le présupposé du nôtre ? Il ne s'agit pas du tout ici d'un quelconque dissident tchèque *en tant que personne en détresse et* qui aurait besoin d'aide (En tout état de cause, c'est moi qui serais le mieux à même de trouver une issue à cette situation en cessant tout simplement d'être un dissident). Il s'agit de ce que disent et signifient les efforts imparfaits de cet homme, du témoignage rendu par son destin sur la situation, le sort, les chances et la détresse d'un monde où ces efforts sont, ou pourraient être, un objet de réflexion pour d'autres aussi, dans l'optique de leur propre destin et donc de notre sort commun. Il s'agit de comprendre en quoi nos efforts sont aussi pour ceux qui viennent nous voir un avertissement, un appel, un danger ou un enseignement.

Ou bien la question sur le socialisme et le capitalisme ! J'avoue que j'ai l'impression, chaque fois qu'on me la pose, d'entendre une voix qui m'arrive du fin fond du siècle dernier. *Sans parler de l'immense* confusion sémantique qui les entache, ce sont là des catégories purement idéologiques, des catégories qui ne sont plus en cause depuis longtemps. A mon avis, la question qui se pose est tout autre, une question plus profonde et qui concerne tout le monde *dans une mesure* égale. C'est la question de savoir si l'on pourra réussir, d'une manière ou d'une autre, à reconstituer le monde naturel comme vrai terrain de la politique, à réhabiliter l'expérience personnelle de l'homme comme critère originel des choses, à placer la morale au-dessus de la politique et la responsabilité au-dessus de l'utilité, à redonner un sens à la communauté humaine et un contenu au langage humain, à faire en sorte que le pivot des événements sociaux soit le « moi » humain, le « moi » intégral, en pleine possession de ses droits et de sa dignité, responsable de lui-même parce que tendant vers quelque chose au-dessus de lui, et capable de sacrifier certaines choses, capable, en cas extrême, de sacrifier l'ensemble de sa vie privée et de sa prospérité quotidienne — ce que Jan Patocka appelle le « Règne du jour » — pour que la vie ait un sens.

Cette lutte avec l'automatisme du pouvoir impersonnel est très modeste mais en même temps, et toujours à nouveau, d'une portée capitale pour le monde entier. Quant à savoir si le hasard de notre lieu de naissance nous oblige à affronter un manager occidental ou un bureaucrate oriental, cela n'a vraiment pas d'importance ! Si l'on réussit à défendre l'homme, peut-être — je dis bien *peut-être* — pourra-t-on espérer (bien que ce ne soit pas automatique) trouver aussi des manières plus sensées de concilier notre droit naturel à une participation aux décisions économiques concernant notre travail et à un statut digne sur le plan social, des manières de concilier ces droits avec ce qui s'est avéré être la force motrice de tout travail, c'est-à-dire l'esprit d'entreprise humain et l'entrée de ses produits dans des rapports de marché qui ne soient pas fictifs. Mais tant que l'homme *n'aura pas été défendu, aucune* astuce technique ou organisationnelle, aucune réforme des mécanismes économiques ne pourra le sauver, de même qu'aucun filtre adapté à une cheminée d'usine ne pourra empêcher la déshumanisation générale. La raison pour laquelle le système fonctionne est plus importante que la façon dont il fonctionne. Après tout, il peut fonctionner parfaitement bien pour une œuvre de destruction totale.

Jouer le jeu

Mais pourquoi est-ce que je parle ici de tout cela ? En regardant le monde à partir de la position qui m'a été assignée par le sort, je ne peux me débarrasser de l'impression que de nombreuses personnes à l'Ouest comprennent encore mal ce qui est réellement en cause à l'instant présent.

Si par exemple je considère à nouveau les deux alternatives politiques fondamentales entre lesquelles les intellectuels occidentaux hésitent à l'heure actuelle, il me semble qu'elles ne sont toutes deux rien d'autre que deux manières différentes de jouer le jeu que le pouvoir impersonnel nous propose, deux manières différentes de s'engager dans la voie d'une totalitarisation générale. Une façon de jouer le jeu, c'est la raison impersonnelle qui continue à badiner avec le mystère de la matière — à *« usurper le rôle de Dieu »*. — donc toujours et encore de nouvelles découvertes et le déploiement d'armes capables de tout détruire, destinées à « défendre la démocratie », mais qui en réalité contribuent seulement à la dégrader au rang d'une « fiction inhabitable », semblable à celle que représente depuis longtemps le socialisme dans notre partie de l'Europe. L'autre variante, c'est l'entonnoir séduisant qui attire tant de gens de bonne foi et de bonne volonté et qu'on appelle la « lutte pour la paix ». Ce n'est certainement pas vrai sans exception, mais j'ai souvent l'impression que cet entonnoir n'est qu'une forme pour ainsi dire plus poétique de la colonisation de la conscience de l'homme par le pouvoir impersonnel, encore une fois un piège tendu par ce pouvoir rusé et qui s'infiltre partout. (Attention : je pense ici au pouvoir impersonnel comme principe universel, donc pas seulement à Moscou qui n'a vraiment pas les moyens d'organiser un phénomène d'aussi grande envergure que le mouvement pacifiste contemporain !)

Dans le monde de la tradition rationaliste et des concepts idéologiques, la meilleure façon de neutraliser le danger fondamental que tout homme honnête et pensant repré*sente pour le* pouvoir impersonnel, n'est-ce pas de lui proposer une Thèse, aussi simple que possible et qui présente toutes les marques extérieures d'une sainte cause ? Or y a-t-il quelque chose qui pourrait plus efficacement enflammer un esprit juste, l'occuper, l'accaparer et ainsi, *au bout du compte, le neutraliser* intellectuellement, que la possibilité de lutter contre la guerre ? Et y a-t-il une façon plus astucieuse d'atteindre cette pacification des esprits qu'en dupant l'homme, en lui faisant croire qu'il pourra empêcher la guerre en s'opposant à l'installation d'armes qui seront installées de toute manière ?

On aurait du mal à trouver un moyen plus facile de refaçonner la pensée humaine sur le modèle totalitaire. Plus il deviendra évident que les armes seront installées malgré tout, *plus on verra s'accélérer* la radicalisation, la fanatisation et, enfin, l'aliénation totale de la pensée de celui qui se sera identifié sans réserve avec le projet d'empêcher cette installation ! S'étant engagé avec les meilleures intentions du monde, l'homme se retrouve ainsi, au bout du chemin, à l'endroit même où le pouvoir impersonnel voulait l'amener : sur les rails de la pensée totalitaire, où il ne s'appartient plus, où il renonce à sa propre raison et à sa propre conscience au profit d'une autre « fiction inhabitable » !

« Plutôt rouge que mort »

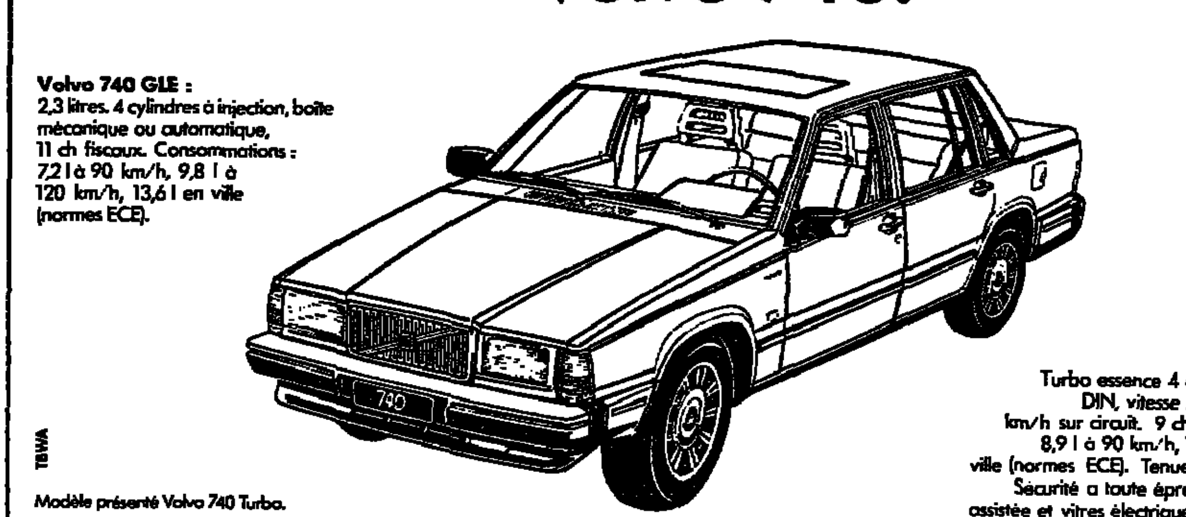
Dès lors que ce but est atteint, le *nom qu'on donne à cette fiction* importe peu. Qu'il s'agisse du « bien de l'humanité », du « socialisme » ou de la « paix ». Certes, du point de vue de la défense et des intérêts du *monde occidental, il n'est guère* désirable qu'on dise « plutôt rouge que mort ». Mais du point de vue du pouvoir impersonnel global (c'est-à-dire planétaire, qui dépasse les *frontières des « blocs »*), du point de vue de ce pouvoir omniprésent qui représente une tentation réellement diabolique, on ne peut pas demander mieux.

Un tel slogan est un signal sur le sens duquel il n'y a pas à se tromper. Il signifie que celui qui l'adopte a renoncé à son humanité comme capacité de répondre personnelle*ment de quelque chose qui le* dépasse, et donc, en cas extrême, de sacrifier même sa vie au sens de la vie. Patocka disait qu'une vie qui n'est pas disposée à se sacrifier elle-même à son sens ne vaut pas d'être vécue. C'est dans le monde d'une telle vie et d'une telle « paix » (c'est-à-dire la « paix » au sens du « règne du jour ») que les guerres éclatent le plus facilement. Dans un tel monde, la seule digue morale effective contre la guerre fait défaut — digue effective car garantie par la disponibilité au sacrifice suprême. La porte est grande ouverte au processus irrationnel qui consiste à « garantir les intérêts ».

L'absence de héros qui sachent pourquoi ils meurent est le premier *pas vers les monceaux de cadavres* de ceux qui seront abattus comme du bétail. En d'autres termes, le slogan « plutôt rouge que mort » ne m'agace pas comme expression d'une capitulation face à l'Union soviétique. Il m'effraie comme expression du renoncement de l'homme occidental au sens de la vie, expression de son adhésion au pouvoir impersonnel en tant que tel. En réalité, ce slogan proclame : rien ne vaut qu'on lui sacrifie la vie. Mais sans l'horizon du sacrifice suprême, tout sacrifice perd son sens. Autrement dit : rien ne vaut rien. Rien n'a de sens. C'est une philosophie de la négation totale de l'humanité. Si une telle philosophie aplanit les voies au totalitarisme soviétique sur le plan politique, c'est elle qui constitue l'essence même du totalitarisme occidental.

En bref, je ne peux m'empêcher de penser que le péril qui menace la culture occidentale vient moins des missiles SS-20 que de la culture occidentale elle-même. Quand un étudiant gauchiste français m'a dit une fois, avec un accent d'enthousiasme sincère, que le Goulag était le prix qu'il fallait payer pour les idéaux du socialisme et que Soljenitsyne n'est qu'un individu aigri, j'ai été pris d'une profonde nostalgie. L'Europe n'est-elle donc vraiment pas capable de tirer la leçon de sa propre histoire ? Ce gentil garçon ne pourra-t-il vraiment pas comprendre que même le projet le plus séduisant en vue du « bien commun » se convainc lui-même d'inhumanité dès l'instant qu'il exige une seule mort involontaire (une mort donc qui n'est pas le sacrifice conscient de la vie pour le sens de la vie) ? Ne pourra-t-il vraiment pas le comprendre avant qu'on ne l'interne dans un bagne quelconque, non loin de Toulouse ? La novlangue du monde actuel a-t-elle déjà si bien remplacé *le langage humain naturel*, au point que deux personnes ne peuvent plus se faire part même de l'expérience la plus simple ?





PROCHE-ORIENT

Israël

Un réquisitoire accablant contre le général Sharon

(Suite de la première page.)

La Guerre des dupes dresse un réquisitoire accablant contre un général politicien présenté comme le roi du double jeu, familier des ruses mensongères et des abus de pouvoir. Schiff et Yaari dissèquent la « technique Sharon » et, citant mille exemples, dévoilent ses stratagèmes. Ils montrent comment l'ancien ministre de la défense manipula Menahem Begin, phagocyta ses collègues, neutralisa l'état-major, intoxiqua la presse et berna l'opinion ; comment tout un peuple se retrouva, largement malgré lui, entraîné dans une expédition chaque jour plus meurtrière, et dont ni ses dirigeants ni ses élus n'avaient défini les limites et les enjeux, comment un prétorien retors s'appropria la volonté nationale avec une stupéfiante facilité.

Le fait accompli

Dès janvier 1982, cinq mois avant le début du conflit, Sharon confie à Bechir Gemayel son intention d'envoyer Tsahal « nettoyer » Beyrouth. Pour mener à bien l'entreprise, il pratiquera avec constance la politique du fait accompli. Dès l'entrée en guerre, il a pour point de mire le « *bunker d'Arafat* », mais il se garde d'en souffler mot aux autres ministres. Il leur distille au compte-gouttes une information souvent tronquée et toujours tardive. Entre le cabinet et l'état-major, il se pose en seul médiateur, isolant l'armée du pouvoir politique. A tous il dissimule le dessous des cartes. De crainte d'être court-circuité, il ira jusqu'à interdire à ses officiers de téléphoner à Jérusalem.

Plusieurs mois plus tôt, « Cheikh Bechir » avait dit à Sharon : « *Quand votre armée viendra, laissez-moi Beyrouth. Je m'en chargerai.* » Mis dans la confidence, l'émissaire américain Philip Habib avait vivement protesté : « *Général, nous sommes au XXe siècle. Vous ne pouvez pas envahir un pays comme cela !* » Des marchandages comme des mises en garde, les ministres israéliens ignoreront tout. Sharon, d'ailleurs, joue sur du velours, car, hormis Mordechaï Zippori, ministre des communications et seul connaisseur en stratégie militaire, aucun d'eux n'entrevoit l'ampleur et les risques de l'équipée libanaise.

A Zippori qui s'enquiert, à la veille de son déclenchement, de la durée de l'opération, Sharon rétorque, péremptoire : « *Vingt-quatre heures ... en comptant large. Ce sera un blitzkrieg* ». Et il jure aussitôt ses grands dieux que Tsahal s'arrêtera bien avant Saïda. Bon chef d'état-major, Raphaël Eytan se tient à ses côtés et, cartes de combat en main, appuie la démonstration. Ainsi, à chaque étape de la guerre, le ministre de la défense, qui sait parfaitement ce qu'il veut depuis longtemps, induit le gouvernement en erreur, lui assène ses initiatives et n'obtient carte blanche qu' *a posteriori*.

Habile à maquiller la vérité, Sharon sait ménager les ministres en soignant son vocabulaire. Dans sa bouche, par exemple, l'armée israélienne n'envisage pas d'« *entrer dans Beyrouth* » mais seulement d'« *établir la liaison avec les phalangistes à Ba'abda* » (siège du palais présidentiel). Pour forcer la main à ses collègues, il recourt au chantage sentimental en invoquant l'impérieux besoin de protéger les soldats exposés au front. A chaque degré franchi dans l'escalade, le gouvernement s'incline et donne son aval sans broncher, ou presque.

Et, pourtant, accusent Schiff et Yaari, Sharon ne s'est guère soucié de la vie de ses hommes. Ainsi n'hésite-t-il pas à sacrifier « *pour le prestige* » les meilleurs combattants de l'unité Golani, lancés à l'assaut du château de Beaufort où les Croisés, jadis, résistèrent pendant deux ans à l'armée de Saladin, mais qui n'avait plus aucune valeur stratégique pour les responsables de l'opération « Paix en Galilée ». Lorsque l'Etoile de David flotte enfin sur la forteresse, Menahem Begin, tel un seigneur à son féal, la remet avec solennité au commandant Haddad, le chef des milices du Sud, puis, d'humeur enjouée, téléphone à sa femme en l'assurant que « *tout sera fini après-demain* ».

A deux autres reprises au moins en l'espace d'une semaine, Sharon manifestera la même désinvolture, si contraire à la tradition de l'armée juive. Cinq officiers supérieurs, qui lui tiennent rancune pour les sacrifices inutiles, viennent, il y a quelques jours, de demander l'ouverture d'une enquête sur ces tragiques épisodes (*le Monde* du 11 mai).

Le soutien de Begin

Si Sharon règne en maître sur les ministres, c'est que le premier d'entre eux est son plus fidèle allié. Car Begin, désireux lui aussi d'en découdre avec des Palestiniens qu'il traite publiquement de « bipèdes », soutient aveuglément son baroudeur en chef, dont il glorifie la « *tactique digne d'Annibal* ». Avant chaque réunion de cabinet, Sharon « travaille » Begin et s'emploi à le rallier à ses vues en sachant pertinemment qu'aucun ministre n'osera défier le fondateur du Likoud. De fait, lorsque Zippori deviendra incisif, le vieux leader le réduira au silence. On connaît le résultat : Begin et ses ministres apprendront par la radio, sans en avoir été informés au préalable, que les chars de Tsahal sillonnent les rues de Beyrouth.

Les auteurs de *la Guerre des dupes* relatent aussi comment Begin et Sharon passent outre aux avertissements, d'où qu'ils viennent. Sharon a pris ses précautions de longue date. A peine nommé ministre, il avait mis en place une « *unité de sécurité* » transformée en un véritable état-major parallèle. Cela lui permet, la guerre venue, de tenir à distance les plus lucides des officiers, qui n'auront pas voix au chapitre. Les chefs du Mossad – le service de contre-espionnage – et ceux des renseignements militaires, qui, pour une fois d'accord, ont percé le jeu de Sharon, programmé l'affrontement avec la Syrie et prévu la dérobade finale de Bechir Gemayel, prodiguent des conseils de prudence au premier ministre, mais celui-ci fera la sourde oreille.

« *Le sentiment que confère la toute-puissance*, notent les auteurs, *grisa Begin et Sharon, anesthésia leurs sens et altéra leur jugement.* » Il faut attendre le 7 août 1982, soit après deux mois de guerre, pour que le chef du gouvernement critique, timidement d'ailleurs, les décisions de Sharon, sans pour autant permettre à ses ministres de prendre cette liberté. Cinq jours plus tard, et au grand dam de l'administration Reagan, Sharon ordonne, sans consulter personne, la reprise des raids aériens sur Beyrouth, qui feront trois cents morts.

Cette fois, « Arik » est allé trop loin. Le cabinet israélien, Begin et Shamir en tête, s'indigne et lui retire son appui. Sanction inédite dans l'histoire de l'Etat hébreu : un ministre de la défense se voit privé de son autorité sur l'armée de l'air. Begin réalise enfin que son homme de confiance se comporte en « *seigneur de la guerre* ». Le vieux dirigeant, maintenant reclus, confiera-t-il un jour au jugement de l'histoire tous les secrets de cette mystification à laquelle il succomba, et dont la faillite contribua amplement, un an plus tard, à précipiter son abdication ?

Aujourd'hui, Ariel Sharon reste à l'affiche. Mais son « grand dessein » a sombré. Depuis deux ans, six cents Israéliens sont morts au pays du Cèdre, retombé sous la coupe syrienne, et le terrorisme a resurgi jusqu'au cœur de Jérusalem. Par la faute d'un meneur d'hommes naguère adulé, qui se croyait stratège, Israël est sorti meurtri de cette mésaventure. Schiff et Yaari, qui ont voulu, au-delà du livre de référence, écrire une « *œuvre thérapeutique* », veulent croire que l'invasion du Liban n'aura été qu'un « *accident de l'histoire* ». Peut-être, concluent-ils en guise d'espoir, toute nation a-t-elle besoin de livrer une guerre désastreuse avant d'« *atteindre à la maturité* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

★ LA GUERRE DES DUPES, de Ze'ev Schiff et Ehud Yaari (493 pages), paru en hébreu à Jérusalem. Sera publié en juin par la maison d'édition new-yorkaise Simon and Shuster.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Un pétrolier koweïtien touché par un missile

Un pétrolier koweïtien, le *Oum-Kassaba*, transportant 76 560 tonnes de brut koweïtien, a été légèrement endommagé, dimanche matin 13 mai, dans le Golfe par un missile tiré à partir d'un appareil non identifié.

Selon le PDG de la compagnie maritime koweïtienne, M. Abdel Fatah al Badr, aucune perte en vie humaine n'est à déplorer et aucun incendie ni explosion ne se sont déclarés à bord du *Oum-Kassaba*, qui transportait du pétrole à destination de la Grande-Bretagne.

Aussitôt après l'attaque, le bâtiment a fait route vers Bahrein.

Cette attaque s'est produite dans la même zone que celles qui avaient été effectuées, les 26 avril et 7 mai dernier, par l'aviation irakienne contre deux pétroliers saoudiens, respectivement le *Safina-al-Arab* et le *Al-Ahoud*. Les trois bateaux se trouvaient hors de la « *zone d'exclusion* » décrétée par Bagdad en août 1982, qui couvre le secteur nord-est du Golfe jusqu'au sud du port iranien de Bousher. Toutefois, les deux pétroliers saoudiens venaient de charger leur cargaison de brut au terminal iranien de l'île de Kharg.

L'hypothèse selon laquelle le pétrolier koweïtien aurait été — pour la première fois depuis le début du conflit — la cible d'appareils iraniens n'est pas exclue.

Cette attaque survient, en effet, deux jours après une déclaration du chef de l'Etat iranien, l'hodjatoleslam Ali Khameni, annonçant qu'il pourrait mettre en péril l'ensemble du trafic pétrolier dans le Golfe si les attaques irakiennes se poursuivaient. Les autorités militaires irakiennes n'ont pas encore revendiqué la responsabilité de l'attaque contre le pétrolier koweïtien. Toutefois, ces *mêmes autorités, en la personne du* président irakien Saddam Hussein, avaient mis près d'une semaine avant de confirmer l'attaque par des appareils irakiens du *Safina-al-Arab*.

Liban

La dégradation sur le terrain reflète les divergences au sein du cabinet d'union nationale

Correspondance

Beyrouth. — Gouvernement d'union nationale ou non, les choses n'ont guère changé au Liban. Les milices et l'armée continuent de s'af*fronter de temps à autre à Beyrouth* en des duels d'artillerie aussi lâches que meurtriers. Bien à l'abri dans leurs fortins, les artilleurs déversent un déluge de fer et de feu sur les quartiers résidentiels de part et d'autre de la ligne de démarcation coupant la capitale en deux secteurs, l'un chrétien, l'autre musulman, semant mort et destructions parmi les civils innocents.

La flambée de violence qui s'est produite samedi soir 12 mai s'est ainsi soldée par quelque vingt morts et soixante blessés avant qu'un calme très précaire soit rétabli tard dans la nuit. Dimanche, les artilleurs ont chômé, mais les francs-tireurs ont poursuivi leur sinistre besogne, faisant quatre blessés à Aïn-el-Remmaneh, dans la banlieue est de Beyrouth (chrétienne). Le quoti*dien l'Orient-le Jour* écrit que les Beyrouthins ont atteint le « *degré zéro de sécurité* ». Que les Libanais ne soient pas d'accord entre eux, on le savait, certes, mais l'on croyait que la formation, le lundi 30 avril dernier, du cabinet Rachid Karamé dit d'union nationale, leur apporterait sinon la paix après neuf ans de guerre, du moins une trêve. Il n'en est rien.

La flambée du dernier week-end est due aux divergences des membres du gouvernement sur les refontes à opérer au sein de l'armée.

Les « ministres de l'opposition », MM. Nabih Berri (chiite) et Walid Joumblatt (druze), réclament la réorganisation de l'armée d'une manière conforme au rapport de force découlant de leur victoire sur le terrain contre les militaires, mais les représentants du Front libanais (coalition chrétienne) au sein du pouvoir, MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun, refusent de faire les concessions que le chef du mouvement Amal, M. Berri, et celui du Parti socialiste progressiste (PSP), M. Joumblatt, réclament. Or MM. Joumblatt et Berri subordonnent l'entente nationale à la refonte radicale de l'armée. On en est là. Et la question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si le cabinet Karamé n'est pas tout simplement un cabinet mort-né.

La guerre n'est pas seulement militaire, elle est aussi « informationnelle » : dimanche 13 mai, les radios des diverses parties n'ont cessé de s'attaquer furieusement, tandis que les ministres passaient la journée à échanger des accusations sur la partie responsable du déclenchement des bombardements de samedi : il ne semble pas que la réunion de la commission de rédaction de la déclaration ministérielle prévue pour ce lundi 14 mai à 12 heures dans un lieu « neutre » sur la ligne de démarcation doive y changer quelque chose.

ROGER GEHCHAN.

Libye

Tripoli annonce la mort du chef du commando d'opposants

Tripoli *(AFP)*. — Le chef du commando d'opposants libyens, auteur *mardi 8 mai* de la fusillade de Tripoli, a été pris et abattu samedi par les comités révolutionnaires, a annoncé, dimanche 13 mai, le journal *Fajr El Djedid* (« Aube nouvelle »).

Le journal publie deux photos où l'on peut voir un homme étendu sur le dos dans un lit, portant des blessures. Selon *Fajr El Djedid*, le chef du commando, qui serait un Frère musulman, s'appelle Ouajdi El Chouihadi ; il était en fuite et a été abattu dans un immeuble de Tripoli, après avoir refusé de se rendre.

La presse libyenne a déjà fait état de six autres membres du commando en fuite, publiant la photo de trois d'entre eux. Les cadavres de six autres personnes tuées mardi ont été *exposés sur la place Verte* (centre de la ville) et montrés à la télévision.

Selon les mêmes sources à Tripoli, plusieurs milliers de personnes répondant à des appels de congrès populaires de base réunis en session extraordinaire, et repris par la télévision, ont manifesté dimanche matin « *leur colère* ». Cette manifestation avait pour cible les « *impérialistes* », les « *réactionnaires* », les « *Frères musulmans* », mis en cause par le colonel Kadhafi dans l'affaire du coup de force manqué et les « *régimes réactionnaires arabes* ».

D'autre part, la Libye a protesté dimanche contre le « *soutien accordé* » par Londres et Washington aux « *terroristes* » récemment infiltrés en Libye. Selon l'agence de presse libyenne JANA, le « *bureau populaire de liaison extérieure* » (ministère des affaires étrangères) libyen a convoqué l'ambassadeur d'Italie et le chargé d'affaires belge en poste à Tripoli pour leur remettre une note de protestation. Rome et *Bruxelles sont respectivement* chargés des intérêts britanniques et américains en Libye, à la suite de la rupture des relations diplomatiques anglo-libyennes et américano-libyennes.

ASIE

Sri-Lanka

ENLÈVEMENT D'UN COUPLE D'AMÉRICAINS PAR DES INDÉPENDANTISTES TAMOULS

Colombo *(UPI, AP, AFP)*. — Les recherches *pour retrouver un couple* d'Américains kidnappés par des indépendantistes tamouls, vendredi 11 mai, à leur domicile, à Jaffna, dans le nord de l'île, demeuraient sans résultat, alors que l'ultimatum des ravisseurs, qui menacent de tuer leurs otages, arrivait à expiration ce lundi 14 mai. Le Front de libération révolutionnaire du peuple de l'Eelam a revendiqué l'enlèvement. Il demande le paiement d'une rançon de 2 millions de dollars en or et la libération de vingt prisonniers tamouls, en échange du couple, M.S.B. Allan, trente-six ans, qui travaille pour le compte *d'une organisation d'assistance* américaine à un projet hydraulique financé par les Etats-Unis, et sa femme, âgée de trente ans.

Le ministre de la sécurité nationale, M.L. Athulathmudali, a déclaré, lundi matin, qu'il avait proposé des négociations aux ravisseurs. « *J'attends leur réponse*, a-t-il ajouté, *nous avons contacté les détenus ; ils ne veulent pas être libérés dans ces circonstances.* »

Seize des vingt Tamouls mentionnés par les ravisseurs, a-t-il précisé, se trouvent en prison, et, parmi eux, un prêtre catholique et un professeur d'université ont indiqué, dans des communiqués, qu'ils ne souhaitaient pas non plus être libérés dans de telles conditions.

Le Front de libération uni tamoul, un *parti d'opposition participant à la vie* politique publique, a, pour sa part, dénoncé cet enlèvement.

Les ravisseurs ont affirmé, dans la note par laquelle ils demandent la rançon : « *Les deux Américains sont des agents de la CIA déguisés sous la forme de spécialistes de l'hydraulique et ils ont pris des photographies de l'endroit où des membres cinghalais de l'armée ont été tués l'année dernière au cours de heurts avec les Tamouls.* » Ethnie minoritaire, les Tamouls demandent pour certains la formation d'un Etat ta*moul dans les provinces du Nord et de* l'Est.

Le président Jayawardene a déclaré dimanche que le gouvernement ne paierait pas de rançon. Les Etats-Unis ont pris la même décision et dépêché sur place des spécialistes des prises d'otages.

Inde

SCÈNES D'ÉMEUTE AU PENDJAB APRÈS L'ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE HINDOU

Des scènes de violence ont eu lieu, samedi 22 mai, à Jullundur au Pendjab, après l'assassinat, le même jour, du propriétaire hindou d'un groupe de presse de cet Etat, M. Ramesh Chopra. Les hindous avaient appelé à une grève générale, lundi 14 mai, et les forces de sécurité ont été mises en état d'alerte. Au cours des émeutes qui ont suivi le meurtre, un membre des forces de sécurité a été tué à Jandoke, et une dizaine d'autres personnes ont été blessées.

M. Chopra a été atteint par plusieurs balles alors qu'il retournait à son domicile en voiture ; une organisation clandestine sikh, le « régiment Dashmesh », a revendiqué l'assassinat. « *Quiconque ose attaquer avec sa plume J.-S. Bhindranwale* (le chef religieux radical sikh) *subira le même sort* », a affirmé au téléphone un correspondant se réclamant de ce groupe terroriste, qui a déjà revendiqué plusieurs attentats. *(AFP, Reuter, UPI, AP)*.

Bangladesh

● *Le gouvernement* a annoncé, samedi 12 mai, l'ajournement des élections législatives et présidentielle qui devaient avoir lieu le 27 mai. Dans un discours, le *général H.M. Ershad*, administrateur principal de la loi martiale et chef de l'Etat, a déclaré que des élections parlementaires se dérouleraient cet hiver, sans toutefois en préciser la date. Elles précéderont l'élection présidentielle, dont la date n'a pas non plus été indiquée.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● SEIZE BRITANNIQUES ET UNE PORTUGAISE LIBÉRÉS PAR L'UNITA. — Les prisonniers, tous en bonne santé, ont été remis, samedi 12 mai, à Sir John Leahy, sous-secrétaire adjoint au Foreign Office, par le chef de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, en lutte contre le régime de Luanda) dans sa « capitale provisoire de l'Angola libéré » de Jamba. Les otages avaient été capturés le 23 février dernier lors d'une attaque de l'UNITA contre la ville de Kafunjo dans le nord-est du pays. — *(AFP.)*

Haïti

● SUSPENSION DES ACTIVITÉS POLITIQUES. — Le gouvernement haïtien a de nouveau *ordonné une suspension de* toutes les activités et publications politiques après la parution d'un journal du Parti démocrate-chrétien, hostile au chef de l'Etat. Le président à vie Jean-Claude Duvalier s'était une nouvelle fois, récemment, engagé à respecter la liberté de la presse et les droits de l'homme. — *(AFP, AP.)*

Pérou

● QUARANTE ET UN MORTS LORS D'AFFRONTEMENTS DANS LES ANDES. — Quarante et une personnes ont été tuées en quarante-huit heures lors d'affrontements dans les Andes entre maoïstes du Sentier lumineux, paysans et soldats, ont annoncé le 10 mai les autorités péruviennes. La guerre de guérilla au Pérou aurait fait déjà deux mille six cents morts en quatre ans. — *(Reuter.)*





Le Monde

politique

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

Mme Veil : *l'entente RPR-UDF n'est pas de façade*

Invitée, dimanche 13 mai du « Grand Jury RTL-*le Monde* », Mme Simone Veil, tête de la liste d'union de l'opposition aux élections européennes a affirmé que *« en ce qui concerne les questions européennes »* l'entente RPR-UDF *« n'est pas du tout une entente de façade »* et qu'elle *« restera un acquis pour l'avenir. »* « *Je crois,* a-t-elle dit, *plus encore aujourd'hui qu'au moment où la décision a été prise que, dans la situation de division profonde où se trouve actuellement la majorité et dans laquelle les Français ne savent plus très bien où on les mène, il est important de savoir que l'opposition est unie et capable d'assumer les responsabilités le jour où elle reprendra le pouvoir* ».

L'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes a insisté sur le fait que le RPR a *« évolué »*. Cette évolution, a-t-elle précisé, *« a des causes très nombreuses »* : la première tient *« à l'évolution de la situation internationale avec les événements de Pologne d'abord, puis ceux d'Afghanistan »*. Autre cause de cette évolution du RPR, selon Mme Veil, la situation du monde *« devenu plus dangereux »* avec, *« à la suite du déséquilibre militaire entre l'Union soviétique et le monde de l'Ouest, la décision d'implanter les euromissiles et la vague de neutralisme qui s'est instaurée en Europe »*.

Autre raison importante, poursuit Mme Veil, c'est *« le fait que depuis 1981, la Communauté est pour la France une garantie considérable ; son existence même a joué un rôle de garde-fou »*. Enfin, ajoute Mme Veil, *« nous avons vu que, au moment où les socialistes, en France, sont entrés au gouvernement, il y a eu, dans d'autres pays, un mouvement inverse : la sortie des sociaux-démocrates des coalitions gouvernementales »*. *« Depuis,* ajoute-t-elle, *il y a eu une radicalisation de ces partis qui luttent contre la Communauté, qui sont devenus neutralistes et font courir à cet ensemble européen un grave danger. »*

Sur ce thème de l'Europe garde-fou, Mme Veil a insisté en dénonçant les *« atteintes »* portées en France à la liberté de l'enseignement, de la presse, de la santé, *« les contrôles douaniers de plus en plus rigoureux, les perquisitions à domicile et la politisation de la fonction publique »*.

Interrogée sur ses activités politiques après le 17 juin, Mme Veil a précisé : *« J'aurai été élue pour siéger au Parlement européen de Strasbourg et j'ai bien l'intention de me consacrer à cette institution. Je sens que j'ai un rôle à jouer pour la France dans les instances communautaires et je crois que c'est là que je peux être la plus utile. En France, de nombreuses personnalités sont tout à fait aptes à faire ce que je pourrais faire moi-même et le font mieux que moi, tandis que, au Parlement européen, j'ai maintenant une audience, une autorité et même une certaine influence sur certains de mes collègues. »* Mme Veil a précisé que *« si* [elle] *pense que cela peut être utile à l'UDF et qu'on* [lui] *demande,* [elle] *ne refuserait pas de siéger au bureau politique »* de cette confédération.

Les partis à l'épreuve du scrutin

(Suite de la première page.)

Même si ceux-ci contribuent à rehausser le niveau de la majorité présidentielle et songent surtout à 1986.

Cet émiettement coûte aussi beaucoup à Mme Veil, au point que, dans l'opposition, une inquiétude chasse l'autre. Le danger, au départ, était paradoxalement, pour les leaders aussi bien que pour les partis de l'opposition, de voir Mme Veil franchir la barre des 50 %. Ne serait-ce que parce que ni M. Chirac ni MM. Giscard d'Estaing et Barre n'ont intérêt à voir une personnalité de l'opposition bénéficier à ce point de l'onction du suffrage universel. Ce « danger » paraît désormais écarté, mais au prix d'une tendance (à la baisse) qui inquiète. L'apparition de la liste de Mme Gomez, qui se veut *« complémentaire »* de celle de l'opposition et qui est en fait concurrente, y est pour quelque chose. Mais il y a surtout la banalisation de l'extrême droite, et le fait que voter Le Pen est, le plus souvent, perçu comme une manière, parmi d'autres, de voter pour l'opposition.

On comprend mieux, dans ces conditions, les efforts déployés par Mme Veil pour convaincre que seul un vote utile serait efficace, efforts que résume l'éditorial du *Figaro*. Le scrutin du 17 juin offre une *« opportunité nationale »* de *« sanctionner »* la gauche, écrit Xavier Marchetti, avant de lancer : *« Il est grand temps de s'en convaincre. »* Et de faire en sorte que la liste Veil ne tombe pas au-dessous des 45 %, faute de quoi, même si l'écart entre la gauche et la droite reste fort, l'opposition pourrait difficilement se proclamer victorieuse. Elle le serait, en revanche, quel que soit son propre résultat, si le PS tombait, comme il en est menacé, au-dessous de 20 %. Le choc serait alors, pour le pouvoir, des plus rudes.

Une Europe plébiscitée, tant est désormais vaste le consensus qui rassemble, comme l'a noté M. Roland Dumas, autour de la construction communautaire ; mais une Europe absente du scrutin ; une opposition qui n'est majoritaire qu'avec l'apport de l'extrême droite, face à une gauche faible et affaiblie par sa propre division ; des socialistes seuls contre tous, ou presque, ayant seuls intérêt à « européaniser » le scrutin, mais trop occupés encore à débattre de la rigueur et de l'austérité pour se mobiliser vraiment : tel se présente, à un mois de l'échéance, le paysage politique.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

D'ANCIENS RÉSISTANTS DÉNONCENT LA PRÉSENCE DE M. HERSANT SUR LA LISTE DE Mme VEIL

Le Matin de Paris publie, lundi 14 mai, une « lettre ouverte », adressée à Mme Simone Veil par d'anciens résistants et deux journalistes qui avaient, dans leurs rédactions respectives, mené la lutte contre l'emprise de M. Robert Hersant. Les signataires de cette lettre déclarent que la présence de M. Hersant sur la liste conduite par Mme Veil aux élections européennes *« étonne, attriste, scandalise beaucoup de Français »*.

« Il y a des alliances qui sont inacceptables, des rapprochements intolérables, écrivent-ils. *C'est ainsi, en tout cas, que nous ressentons la présence, au côté de Simone Veil, déportée dans les camps de la mort et témoin irrécusable de l'Holocauste, d'un Robert Hersant, qui a été l'un des hommes de main recrutés par le journal pro-nazi et antisémite* Au pilori. » Les auteurs citent des documents relatifs aux activités de M. Hersant pendant l'occupation.

Cette lettre est signée de MM. Claude Bourdet, compagnon de la Libération, ancien membre du Conseil national de la Résistance, déporté ; Georges Casalis, théologien, membre de la rédaction des cahiers clandestins de *Témoignage chrétien* ; Yves Jouffa, président de la Ligue française des droits de l'homme, résistant ; Maurice Kriegel-Valrimont, membre du COMAC (direction militaire de la Résistance), ancien vice-président de la Haute Cour de justice ; Henri Noguères, président d'honneur de la Ligue française des droits de l'homme ; Denis Périer-Daville, président de la société des rédacteurs du *Figaro* (1966-1975), ancien président du Syndicat national des journalistes, membre de la presse clandestine ; Maurice Rolland, compagnon de la Libération, président honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation ; David Rousset, déporté de la Résistance, écrivain, ancien député, Jean-François Baudu, ancien président de la société des rédacteurs de *Paris-Normandie*.

Mme Gomez : pour l'« entreprise » Europe

A la tête d'une liste de socioprofessionnels, Mme Francine Gomez, PDG de Waterman, a décidé de se lancer dans la bataille des européennes parce que, dit-elle, l'Europe est un sujet trop grave pour être laissée aux mains des « politiques ». Lundi 14 mai, elle devait faire connaître le nom de ses colistiers, sa profession de foi et son programme, en s'efforçant d'être plus convaincante que lors d'une récente émission qui, le 6 mai, lui avait été consacrée sur la radio locale CVS.

A cette occasion, Mme Gomez avait volontiers dénoncé les carences de la classe politique, qui, *« depuis cent ans »*, n'a pas su évoluer alors que *« les mentalités et la vie quotidienne ont changé »*. Elle avait évoqué sa *« lassitude »* du *« bavardage »* à droite comme à gauche, ironisé sur les petites *« affiches crasseuses »* de l'un ou l'autre parti, qui *« n'ont jamais fait voter personne »*. Mais elle n'avait pas su montrer qu'elle avait, elle, un langage, un message tellement nouveaux à délivrer, à propos de ce qui l'intéresse vraiment : l'Europe.

Sans doute avait-elle trouvé chez Edgar Faure des *« trucs intéressants »* comme cette idée des Etats-Unis d'Europe, et celle d'un tour des jeunes dans les différents pays de la Communauté. Sans doute avait-elle parlé des difficultés des filiales de son entreprise, installées en Italie, en Belgique et en Grande-Bretagne et proposé la suppression des barrières douanières et l'instauration d'une monnaie commune. Mais le message restait un peu court.

Depuis, Mme Gomez s'est remise au travail avec les autres membres de sa liste pour établir un programme. C'est ainsi qu'elle propose, aujourd'hui, pour construire *« l'Europe au quotidien »* et favoriser la libre circulation des hommes, la mise en place d'un *« droit du citoyen européen »*, l'harmonisation des législations sociales, la reconnaissance effective du droit d'installation dans les différents pays de la Communauté et un passeport européen.

Pour la *« libre circulation des idées »*, elle suggère la mise en commun réelle des budgets et efforts de recherche, la multiplication des écoles plurinationales et multilingues, le développement des pôles technologiques européens et des chaînes de radio et de télévision européennes.

Se déclarant en faveur d'une Europe *« entreprenante »*, Mme Gomez insiste sur la nécessité d'une libre circulation des services et des marchandises, la mise en place de normes européennes, la disparition des douanes intérieures, l'utilisation d'une même monnaie dans tous les pays de la Communauté. Enfin, pour fonder *« une nation européenne »*, elle propose la création d'une carte d'identité européenne, la mise en place d'une douane européenne *« pour contrôler les échanges avec les pays tiers »*, une politique de naturalisation *« très rigoureuse »*, un contrôle efficace de l'immigration, une réglementation très sévère pour l'obtention de cartes de travail et de séjour, une politique de défense commune indépendante de tout bloc, la création d'une police européenne anti-terroriste et anti-drogue, enfin une « euro-sécurité ».

La liste de Mme Gomez, Réussir l'Europe, se veut complémentaire de celle de Mme Veil, avec laquelle elle partage la volonté de *« s'opposer au socialisme »* et le combat *« pour une société libérale contre l'idée totalitaire »*. Mais elle pense apporter *« un plus »* : la participation à la liste Réussir l'Europe d'hommes et de femmes — à part égale — qui sont *« des acteurs de la vie économique »* et qui, sur le terrain, ont fait *« la preuve de leurs compétences »*. *« Nous, acteurs de la vie économique, nous ne voulons plus être des spectateurs de la vie politique »*, affirme Mme Gomez, *« d'autant plus,* ajoute-t-elle, *que nous ne nous reconnaissons plus dans les discours actuels. Qu'ils viennent de droite ou de gauche »*.

Si, sur la liste de Mme Gomez, certaines personnalités viennent de la classe politique, elles y figurent, précise-t-elle, en raison de leur compétence professionnelle. Dans les dix premières places, on note, après celui de Mme Gomez, le nom de M. Yves Rousset-Rouart, qui fut le jeune producteur d'*Emmanuelle*, aujourd'hui président-directeur général de Trinacra-Films et promoteur de l'opération *France III* après le rachat du voilier du baron Bich, accessoirement membre du Conseil pour l'avenir de la France de M. Giscard d'Estaing, à qui il voue une grande admiration. En troisième position, Mme Monique Pelletier, ancien ministre, ancien membre du PR, qui s'est mise en congé de l'association Dialogue des villes de France qu'elle préside pour figurer sur cette liste comme « avocate ».

Ensuite, M. Charles Delatte, membre sortant de l'Assemblée des Communautés européennes, « recalé » de la liste Veil, membre du Conseil économique et social ; M. Pierre de Villards, vice-président de la chambre de commerce de Lozère ; Mme Marielle Goitschel, membre du comité directeur de la Fédération française de ski ; M. Dominique Fache, administrateur général adjoint et ingénieur de Sophia-Antipolis ; Mme Alix de la Bretêche, conseillère en formation et vice-présidente de Dialogue des villes de France ; M. Paul Estienne, président des clubs République et Démocratie, et Mme Marie-Thérèse Casanova, vice-présidente du Syndicat des VRP.

« Nous voulons, dit Mme Gomez, *faire entendre la voix de l'Europe active, en finir avec l'Europe de la paperasse »*, autrement dit *« faire marcher l'Europe de l'entreprise »*. Mme Gomez pense que sa liste *« doit pouvoir atteindre les 8 % »* au soir du 17 juin. Elle croit notamment que ceux qui *« veulent faire un vote sanction »* et sont opposés à la liste Veil peuvent se rallier à elle. Ce sera pour eux *« plus confortable intellectuellement »* que de voter pour la liste Le Pen, explique-t-elle.

CH. FAUVET-MYCIA.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS

BÉNÉFICIANT DU RENFORT DES COMITÉS CHRÉTIENTÉ-SOLIDARITÉ

La liste de M. Le Pen s'ancre à l'extrême droite

Contrairement à ce que M. Jean-Marie Le Pen avait laissé entendre, la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries, qui a été rendue publique dimanche 13 mai, ne révèle aucune véritable surprise. Les deux présences les plus inattendues, en tête de cette liste, sont celles, en deuxième position, d'un ancien ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne, M. Michel de Camaret, sorti de sa réserve en entrant en retraite pour dire tout le bien qu'il pense du président du Front national, en lequel il voit *« l'homme du recours »*, et celle, en cinquième position, d'un parlementaire européen sortant, M. Olivier Lefevrem d'Ormesson, exploitant agricole, conseiller général indépendant et paysan du Val-de-Marne, maire d'Ormesson-sur-Marne, qui avait été élu en 1979 sur la liste conduite par Mme Simone Veil. Derrière M. Le Pen, les principaux dirigeants nationaux du Front national figurent, presque dans l'ordre hiérarchique.

Toutefois, la composition de cette liste traduit parfaitement à la fois l'évolution et les préoccupations du parti de M. Le Pen. La présence de plusieurs transfuges de l'UDF et du RPR reflète la progression du Front national dans une partie de l'opinion publique. Les nouveaux secrétaires départementaux du parti dans le Var, M. Bernard Mamy (24e place), dans le vingtième arrondissement de Paris, M. Gérard Fraysse (52e place), dans le Loiret, M. Michel Raymond (78e place), militaient auparavant au Parti républicain.

MM. Claude Moreau, chef d'entreprise (31e place), et Bruno Carroza, représentant en matériel médical (74e place), viennent du RPR. Par ces choix, le Front national essaie de renforcer ses nouvelles assises locales en préparant dès à présent les prochaines consultations électorales.

La présence de deux dirigeants du SNPMI (Syndicat national des petites et moyennes industries), MM. Robert Hemmerdinger, directeur d'entreprise à Paris, et Guy Harle d'Ophove, conseil en marketing à Compiègne, confirme les convergences idéologiques entre le *Front national et le syndicat que* dirige M. Gérard Deuil, dont les convictions pétainistes sont affichées.

De même, la participation à cette liste de trois autres membres du CNIP (Centre national des indépendants et paysans), MM. Gilbert Devèze, ancien député et ancien sénateur de l'Aisne, Alain du Peloux, vice-président de la commission culturelle, et Henri Le Guichaoua, président départemental dans les Pyrénées-Atlantiques, confirme la persistance d'un courant d'extrême droite à l'intérieur du parti de M. Philippe Malaud, lequel figure sur la liste de Mme Veil. Quant à la dix-septième place réservée à M. Pierre Guillemard, dirigeant du Front calédonien, promu pour la circonstance délégué national du Front national aux DOM-TOM, elle atteste le soutien apporté par M. Le Pen aux anti-indépendantistes les plus activistes de Nouvelle-Calédonie.

Le Front national a également répondu à trois soucis plus particuliers. Pour marquer sa détermination à privilégier la lutte contre le communisme, M. Le Pen a placé à la quatrième place, en position d'être élu, un réfugié politique, M. Gustave Pordea, consul honoraire de la République de Pologne en exil. Pour faire pièce aux accusations de racisme, il a placé en quatorzième position un ancien harki, M. Mourad Kaouah, ancien député d'Alger. Et le citoyen de confession israélite dont M. Le Pen avait, le 8 mai, à Dijon, annoncé la présence, pour couper court aux accusations d'antisémitisme, n'est autre que le délégué SNPMI de Paris, M. Hemmerdinger, médaillé de la Résistance, ancien membre de l'OAS, qui dirige actuellement une entreprise de confection féminine.

Mais le principal enseignement de la liste du Front national réside peut-être dans la présence, à la sixième place, de M. Bernard Antony, dit Romain Marie, démissionnaire du CNIP en février dernier, président des comités Chrétienté-Solidarité, dont l'intégrisme religieux n'a d'égal, en ferveur militante, que l'anticommunisme, et qui fait l'objet, depuis le mois de mars, d'une inculpation pour provocation à la haine raciale à la suite de la Journée d'amitié française qu'il avait organisée le 16 octobre dernier à Paris (*le Monde* du 29 mars).

En acceptant le renfort de ce courant catholique traditionnaliste, qui concidère que les nazis furent des enfants de chœur à côté des communistes, M. Le Pen ancre résolument à l'extrême droite une liste conçue en principe sous le signe de l'œcuménisme, pour « ratisser » large et surtout enlever des suffrages à la liste de Mme Veil. Le président du Front national a d'ailleurs pris à partie, une nouvelle fois, l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne, coupable à ses yeux de représenter *« le symbole de l'abandon des disciplines personnelles, collectives, sociales et politiques »* caractérisant *« l'avilissement et la perversion »* de notre société contemporaine.

Son « discours à la jeunesse » ne fut, au demeurant, qu'un long appel à la restauration d'un ordre moral. Dénonçant le *« pourrissement moral de la jeunesse de nos écoles »* et mettant en garde contre la dénatalité, M. Le Pen a invité les jeunes Français à ne pas verser dans les débordements sexuels précoces. *« On n'a pas vu*, a-t-il expliqué, *que l'abaissement de l'âge des rapports sexuels a des répercussions dramatiques non seulement sur la qualité de l'amour* (...), *mais aussi sur le développement intellectuel. »*

Pour le président du Front national, il ne fait aucun doute, en effet, que contrairement à l'évolution des mœurs dans les pays chauds, la chance de la France et des autres pays européens a été, jusqu'à présent, d'exister sous des climats tempérés dans lesquels *« la sexualité retardée expliquait le développement intellectuel exceptionnel de nos civilisations »*. M. Le Pen a ainsi conseillé aux jeunes de faire moins l'amour et plus d'études. Mais pouvait-il parler autrement en ce jour consacré par les siens au culte de la Pucelle ?

ALAIN ROLLAT.

La liste d'opposition nationale pour l'Europe des patries

1) M. Jean-Marie Le Pen, ancien député de Paris, conseiller du 20e arrondissement de Paris, président du Front national; 2) M. Michel de Camaret, ancien ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne; 3) M. Jean-Pierre Stirbois, imprimeur, adjoint du maire de Dreux, secrétaire général du Front national; 4) M. Gustave Pordea, ancien diplomate; 5) M. Olivier Lefèvre d'Ormesson, exploitant agricole, maire d'Ormesson-sur-Marne, conseiller général du Val-de-Marne, membre sortant de l'Assemblée européenne; 6) M. Bernard Antony, dit Romain Marie, directeur de société, président des comités Chrétienté-Solidarité; 7) M. Dominique Chaboche, cadre supérieur, vice-président du Front national; 8) M. Jean-Marie Le Chevallier, chef de cabinet de M. Le Pen, ancien membre du Conseil économique et social; 9) Mme Martine Lehideux, attachée de direction, membre du comité central du Front national; 10) M. Michel Collinot, directeur de *National hebdo*, membre du bureau politique, secrétaire régional du Front national en Bourgogne; 11) M. Roland Gaucher, journaliste, membre du bureau politique du Front national; 12) M. Gilbert Devèze, exploitant forestier, ancien député, ancien sénateur; 13) M. Palmieri, avocat à la Cour, secrétaire régional du Front national en Corse; 14) M. Mourad Kaouah, ancien député d'Alger; 15) M. Roger Holeindre, journaliste; 16) Mme Marguerite de Mac-Mahon, duchesse de Magenta, exploitante agricole; 17) M. Pierre Guillemard, agriculteur, délégué national du Front national pour les DOM-TOM; 18) M. Yann Cadoret, secrétaire départemental du Front national dans le Morbihan; 19) Mme Yanne Piat, secrétaire départementale du Front national dans les Landes.

20) M. Jean d'Orgeix, artiste dramatique; 21) Mme Christine Jobin, membre du bureau fédéral du Front national des Alpes-Maritimes; 22) M. Jacques Tauran, imprimeur, secrétaire régional du Front national en Limousin; 23) M. Jean-Pierre Schenardi, chef d'entreprise, conseiller municipal de Nogent-sur-Marne, secrétaire régional du Front national en Ile-de-France; 24) M. Bernard Mamy, ingénieur conseil, ancien conseiller général, secrétaire départemental du Front national dans le Var; 25) Mme Myriam Baeckeroot, expert-comptable stagiaire; 26) Mme Danielle Peiffert, professeur à Metz; 27) M. Alain du Peloux, conseiller immobilier, vice-président de la commission culturelle du CNIP; 28) M. Serge Lopez, promoteur immobilier, membre du bureau fédéral du Front national dans l'Hérault; 29) M. Guy Viarengo, directeur commercial; 30) M. Alain Jamet, attaché commercial ; 31) M. Claude Moreau, secrétaire départemental du Front national dans l'Yonne; 32) M. Roland Bader, conseiller municipal de Mulhouse; 33) M. Ronald Perdomo, vice-président de l'Association générale des étudiants d'Aix-en-Provence; 34) M. Henri Barone, publiciste, secrétaire départemental du Front national en Savoie et en Haute-Savoir; 35) Mme Brigitte Waterlot, responsable du Front national dans l'Allier; 36) M. Jean-François Jalkh, journaliste, membre du bureau politique du Front national; 37) M. Henri David, médecin, vice-président du Front national; 38) M. André Herin, artisan, président de la commission de la chambre de commerce de Dunkerque; 39) Mme Claudine Dupont-Tingaud, membre du bureau du Front national dans le Finistère.

40) M. Jacques Bompard, dentiste, secrétaire régional du Front national en Provence-Côte-d'Azur; 41) M. Jacques Ricard, commerçant, secrétaire régional du Front national en Aquitaine; 42) M. Robert Hemmerdinger, directeur d'entreprise; 43) M. Gilbert Melac, secrétaire régional du Front national en Midi-Pyrénées; 44) M. Michel Genevois, directeur commercial, secrétaire régional du Front national en Champagne-Ardenne; 45) M. Michel Nys, dessinateur, secrétaire régional du Front national dans le Nord-Pas-de-Calais; 46) M. Francis Agostini, agriculteur, président de la commission « agriculture » du Front national; 47) M. Carl Lang, masseur-kinésithérapeute, responsable national du Front national de la jeunesse; 48) M. Thierry Rogister, directeur de marketing, secrétaire départemental du Front national dans les Yvelines; 49) Mme Francine Commenge, membre du bureau fédéral du Front national de Paris-ville; 50) M. Jean-Marie Cuny, libraire; 51) M. Louis Ressicaud, commandant en retraite de l'armée de l'air, responsable du Front national dans l'Essonne; 52) M. Gérard Fraysse, cadre commercial, secrétaire de la section du 20e arrondissement du Front national, à Paris; 53) Mme Anne Firmin, avocate, Abbeville; 54) M. Paul Soleilhac, dentiste, secrétaire départemental du Front national dans la Loire; 55) M. Henri Le Guichaoua, commissaire aux comptes, président départemental du CNIP pour les Pyrénées-Atlantiques; 56) M. Pierre Durand, éditeur, membre du bureau politique du Front national; 57) M. Paul Malagnti, chef d'entreprise; 58) M. Xavier Digneau, cadre commercial, secrétaire départemental du Front national dans la Gironde; 59) M. Paul Pelletier, marin-pêcheur, secrétaire départemental du Front national dans le Loir-et-Cher.

60) M. Jacques Thiébaud, huissier, secrétaire départemental du Front national dans le Doubs; 61) M. Daniel Estrella, cadre commercial, conseiller municipal de Croissy-Beaubourg, secrétaire départemental du Front national dans la Seine-et-Marne; 62) M. André Cendre, chef d'entreprise, secrétaire départemental du Front national dans la Nièvre; 63) M. Jacques Samson, ingénieur à la retraite; 64) M. Jean-François Delacroix, médecin thermaliste, conseiller municipal de Bagnoles-de-l'Orne, secrétaire régional du Front national en Basse-Normandie; 65) M. Claude Neveux, architecte, membre du bureau départemental du Front national dans l'Ille-et-Vilaine; 66) Mme Claudine Cheron, secrétaire départementale du Front national dans le Cher; 67) M. Yves Alnues, ancien directeur de société; 68) Mme Francine Jeannin-Naltet, professeur; 69) M. Guy Harle d'Ophove, conseil en marketing; 70) M. Jean-Michel Verdon, assureur conseil, secrétaire départemental du Front national dans l'Eure-et-Loir; 71) M. Stéphane Bulan, artiste peintre, conseiller municipal de Châteauneuf-sur-Charente, secrétaire régional du Front national en Poitou-Charentes; 72) M. Dominique Chauvin, visiteur médical, secrétaire départemental du Front national dans la Seine-Maritime; 73) M. Yves de Coatgoureden, avocat, membre du comité central du Front national; 74) M. Bruno Carroza, représentant; 75) M. Philippe Naibo, cultivateur; 76) M. Albert Lepine, officier; 77) M. Guy Fontaine, secrétaire comptable, membre du bureau départemental du Front national dans l'Isère; 78) M. Michel Raymond, chef d'entreprise, secrétaire départemental du Front national dans le Loiret; 79) M. Hubert de Rouge, attaché de direction; 80) M. Gilles Neré-Minet, commissaire-priseur, conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine; 81) M. Bruno Gollnisch-Flourens, professeur, doyen de faculté à Lyon.

Propos et débats

M. Chirac : politique de circonstance

M. Jacques Chirac a déclaré dimanche 13 mai à la radio privée Versailles CVS : « La politique actuelle du gouvernement, empreinte d'une peu plus de réalisme que lors des trois années passées, est une politique de circonstance qui ne remet pas en cause la volonté de M. Mitterrand d'opérer une transformation très profonde et d'inspiration socialiste de notre société. » *Selon le président du RPR,* « le parti communiste a aujourd'hui intérêt à rester au gouvernement, car les avantages qu'il en tire en termes d'influence sur les réformes et de pénétration des centres de décision lui paraissent supérieurs aux inconvénients ».

M. J.-P. Cot : un véritable pouvoir

M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, candidat sur la liste du PS, a préconisé, au cours d'une réunion à Vernon l'« attribution d'un véritable pouvoir législatif européen » *à l'Assemblée de Strasbourg. En revanche, il est hostile à la suppression du droit de veto, celui-ci devant être* « discipliné et réservé aux seuls chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil européen ».

M. Léotard (PR) : une défaite sévère

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a affirmé, samedi 12 mai, à Hyères, que les résultats des élections européennes « seront vraisemblablement le constat d'effondrement de la confiance populaire accordée au président de la République. La défaite de la majorité sera sévère, même si la voie empruntée n'est pas royale. Il faut faire front commun et se battre ensemble contre nos adversaires traditionnels (...). Dès le lendemain du scrutin, les deux grandes formations de l'opposition devront se conserter sur un projet de société ».

M. Michel Jobert : pour l'abstention

Le Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, préconise l'abstention aux élections européennes et indique : « Aucune des listes en présence ne proposera une démarche pour la liberté de l'Europe et le vote des Français sera, une fois de plus, confisqué par les partis et par l'argent aux fins de politique intérieure. »

POLITIQUE

EUROPÉENNES

La fête du national-populisme

L'après-midi bâille dans les flonflons. Le chapiteau de l'Espace Balard *marine dans une* national-populisme bon enfant, entre l'innocente « alouette » du gentil Gilles Dreu et la collection de livres « Signes de piste », qui a chassé des stands des ouvrages naguère plus sulfureux. « Jean-Marie », au podium, se démène pour créer l'ambiance comme dans les « boums » du meilleur monde, entraînant sa fille dans une passe de rock endiablé.

Canines limées, le grand *méchant* loup fait risette aux caméras. Elle est si mignonne, Géraldine, dix-neuf ans, dans son tailleur saumon, encore toute émue d'avoir été choisie ce matin *pour* porter la gerbe déposée par « Jean-Marie » au pied de la statue de Jeanne d'Arc. *Elle a* adhéré au Front national depuis déjà trois ans, *« par hasard en voyant une affiche dans la rue, sur l'immigration. Ayant été témoin de deux agressions dans le métro, dont une par des immigrés, je me sentais concernée par la question ».* Raciste, le Front ? *« J'ai posé la question à Le Pen la première fois que je l'ai vu. Sa réponse m'a tout à fait rassurée. Il n'est pas raciste. »*

Il est si sincère, Philippe, trente-six ans, fonctionnaire, transfuge tout neuf du PS, venu à la fête avec femme et enfant : *« J'en avais assez de côtoyer des intellectuels sans contact avec la réalité. J'étais plutôt proche de Chevènement, favorable à la force de frappe. Je crois que la France ne s'en sortira que si l'on redécouvre l'effort dans tous les domaines. »*

Une vague frustration parcourt tout de même les allées. Les plus convaincus aimeraient donner *libre cours* à leur lyrisme, on se prend à guetter la mise en scène, le décorum : rien. Rien que cette allégorie-pièce-montée à la fin du discours du chef : derrière le *président du* Front national le rideau noir s'ouvre sur quatre figurants déguisés en *Napoléon, Jeanne d'Arc, Foch et* de Lattre qui entonnent une farouche *Marseillaise.*

Aux amoureux de l'oriflamme, aux nostalgiques de l'uniforme ne restait que le cortège traditionnel de Jeanne d'Arc du matin. Chaque deuxième dimanche de mai, depuis 1909, la sainte donne prétexte à la grande parade du nationalisme extrême. La Contre-Réforme catholique de l'abbé de Nantes parcourt la rue de Rivoli *aux accents de « Phalange, au combat ».* Impeccables, quelques dizaines de militants de l'Œuvre française en uniforme portent leurs bannières *à la croix celtique. Précédées* d'une fière écuyère tout de noir vêtue, les troupes du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) scandent *« Allende on t'a eu, Mitterrand on t'aura ! » « La reconquête est commencée ! »* lance fièrement Jean-Marie à la tête de « ses » manifestants, cinq mille personnes environ, *davantage que l'année dernière,* et parmi lesquels les militants des comités Chrétienté-Solidarité regroupés derrière M. Romain Marie.

Rien ne manque à la fête, pas même les inévitables mains levées ou quelques *« Sieg. heil ! » échappés aux troupes du* MNR et aussitôt dénoncés par M. Jean-Gilles Malliarakis, délégué général du mouvement, qui défile pourtant à leur tête. Mais Jean-Marie Le Pen *a depuis longtemps* regagné sa voiture quand retentissent les cris compromettants. *« Ces drapeaux noirs, ma parole, mais c'est la couleur du fascisme ! »* s'exclame horrifiée une militante bon genre du Front national à la vue des jeunes gens impétueux. Dame, il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes...

D. SCHNEIDERMANN.



● *La liste Veil obtient 45 % des intentions de vote.* – L'enquête conduite par la SOFRES pour *le Figaro, publiée lundi matin 14 mai,* portant sur les intentions de vote en vue du scrutin du 17 juin prochain, situe à 45 % la liste d'union de l'opposition conduite par Mme Veil, à 21 % la liste PS, à 13,6 % la liste PC. Les deux premières perdent respectivement deux et un point par rapport au mois précédent, celle de M. Marchais est stable depuis le mois de mars.

Parmi les « petites listes », celle de M. Le Pen est stable à 7 % d'intentions de vote, la liste ERE passe à 4 % (+ 0,5 point), celle des Verts perd un point (4 %), la liste PSU-Fizbin à 2 %, celle que présente Mme Gomez à 2,5 % et la liste UTILE de M. Nicoud à 0,5 %. 51 % des personnes interrogées estiment que le scrutin aura *« beaucoup d'influence sur la suite des événements »*, contre 41 % qui pensent le contraire. 60 % affirment qu'elles tiennent compte, avant tout, des problèmes de la France pour se déterminer. Enfin, 85 % sont favorables à la construction européenne (elles étaient 70 % en 1979).

L'ERE ROULE POUR ELLE

(De notre envoyée spéciale.)

Clermont-Ferrand. – MM. François Doubin, Olivier Stirn et Brice Lalonde sont sceptiques sur l'intérêt des *« grandes réunions »* dont ils ne pourraient garantir en ce début de campagne le succès. Ils préfèrent des assemblées plus confidentielles. Pour leur troisième déplacement en province, dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, le 12 mai, ils avaient laissé à un de leurs colistiers, M. Gérard Charasse (MRG), maire du Vernet dans la périphérie vichyssoise, le soin d'organiser une « rencontre ».

Peu de curieux, quelques élus, dont notamment le conseiller général d'Escurolles, M. Pierre Corniou (MRG) ; deux conseillers municipaux, radicaux de gauche, l'un de Vichy, l'autre de Montluçon, plutôt contents qu'on vienne dialoguer avec eux et tout prêts à se laisser convaincre par un François Doubin qui leur déclare que *« la démocratie commence là où l'on parle avec son voisin »*.

Mais, politique oblige, il faut aussi parler de ses voisins. Ceux de M. Doubin *sont dans la majorité,* mais, dit-il, les donneurs de diplôme de bonne gauche ont fait la démonstration, à l'extrême gauche et au PS, qu'ils ne sont pas des agrégés. Ceux d'Olivier Stirn *sont dans* l'opposition, dont l'union n'est que de façade, oberve-t-il, avant de lancer : *« Mme Veil a bien du mal à exprimer seule une cacophonie. »*

Quant à Brice Lalonde, il parle de ses anciens amis, de *« ceux qui n'ont pas compris que les écologistes ont eu un peu tort de dire* « non au politique » *et qu'aujourd'hui mieux vaut être* « avec eux », *du moins avec ceux qui ne sont pas des excités »*. Politique et politesse obligent un détour par la mairie de Vichy : le maire, M. Jacques Lacarin (UDF-PR), qui se présente lui-même comme étant *« en quelque sorte le président du comité de soutien de Mme Veil »*, avoue que sa préférence aurait été à une liste UDF séparée. L'oreille du député du Calvados devient plus attentive encore, quand M. le maire confie : *« J'en connais qui voteront pour vous, et je ne les découragerai pas. »*

Terre giscardienne pour terre giscardienne, les *voilà tous trois* à Radio libre-Chamalières. Un détour par FR 3-Auvergne pour un « plateau » de quelque quarante secondes chacun, puis un direct dans le journal de Radio-Puy-de-Dôme, radio décentralisée de France-Inter, avant une ultime réunion avec l'autre candidat de la région, M. Pierre Gauthier (UCR), qui se félicite qu'enfin des leaders disent *« tout haut ce que beaucoup pensent tout bas depuis deux ans »*.

Le rite des questions-réponses révèle que les convergences au sommet n'empêchent pas les *différends* locaux. Un conseiller municipal écologiste de Clermont-Ferrand se met à reprocher à son collègue radical de gauche son *« sectarisme »* dans l'« *affaire* » *du* rassemblement des forains interdits de la place de Jaude, comme il était de tradition. Pour trancher la querelle, M. Lalonde souligne que l'ERE est partisane *du référendum* d'initiative populaire. A ceux qui s'interrogent sur l'avenir de l'alliance, M. Stirn affirme qu'elle n'est qu'un point de départ et qu'après il y aura 1986 et *d'autres étapes encore.* Et aux radicaux de gauche prudents, M. Doublin garantit que la liste qu'il co-conduit *« roule pour elle et pour aucune autre »*.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● *« Légitime défense » ne soutient personne.* L'association « Légitime défense » indique, dans un communiqué, qu'elle ne soutient aucune liste à l'élection européenne du 17 juin. Elle dément ainsi les informations selon lesquelles elle soutiendrait la liste « Utile » conduite par M. Gérard Nicoud et à laquelle participe M. Pierre Poujade. « Légitime défense » précise que ses adhérents ne peuvent se présenter à cette élection qu'à titre personnel. Sur la liste « Utile », deux candidats ont été présentés avec mention de leur appartenance à « Légitime défense » : MM. Manovelli, président de « Marseille Sécurité », et Florentin, membre du bureau national.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LE CODENE ET LA SÉCURITÉ EN EUROPE

La question allemande

Le Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe (CODENE) — organisme indépendant des partis politiques et qui avait reçu, à l'automne de 1983, l'appui de la CFDT — a organisé, le vendredi 11 et le samedi 12 mai, à Paris, un colloque international sur le thème : « quelle défense pour quelle Europe ? ». *Ce colloque a été l'occasion, pour les participants allemands, de rendre public un* « mémorandum à la gauche française » *sur l'incompréhension qui sépare le Mouvement pour la paix, en RFA, et l'opinion de gauche en France* (le Monde *daté 13-14 mai).*

Cette démarche était extérieure au colloque lui-même, mais la question de l'Allemagne, sa perception en France et, inversement, la façon dont la politique française est comprise par la gauche allemande ont été constamment présentes dans les débats. « *Comment associer l'Allemagne (de l'Ouest) à une défense européenne commune ?* », demandaient, dans les documents introductifs au colloque, lés animateurs du CODENE. Il est revenu aux orateurs allemands d'expliquer les conceptions qui sont celles du Mouvement pour la paix sur cette question. M. Wolgang Bierman, l'un des principaux spécialistes du SPD dans ce domaine, a souligné que ceux qui composent le mouvement « *ne sont pas majoritairement favorables à ce que la RFA sorte unilatéralement de l'OTAN* », mais il s'est montré nettement réservé sur l'hypothèse d'une défense européenne. Il a écarté, d'autre part, la perspective « *nationaliste* » de réunification de l'Allemagne.

Le système de sécurité collective ou « contractuelle », préconisé, en Allemagne, par les adversaires de la politique de l'OTAN, pose, évidemment, le problème de l'appréciation portée sur la politique soviétique et sur la situation des pays de l'Est. Attribuer à la politique américaine, comme l'a fait M. Jo Leinen, président de l'Association fédérale des *initiatives de citoyens*, la responsabilité du durcissement de la politique soviétique soulève des objections, qu'a exprimées, notamment, M. Serge Depaquit, secrétaire national, porte-parole du PSU, pour qui « *la source de la course aux armements n'est pas seulement à l'Ouest, aux Etats-Unis, mais des deux côtés* ». Et le Mouvement pour la paix allemand doit encore répondre, aux yeux de ses interlocuteurs français, de son silence lors de l'instauration de l'état de guerre, en Pologne, en décembre 1981.

La « finlandisation » serait-elle, comme l'a dit M. Gilles Tarjus (CODENE), un progrès pour les pays de l'Est, et le « *modèle suédois* » pourrait-il convenir aux pays de l'Europe de l'Ouest, comme l'a suggéré M. Leinen ? Plutôt que de spéculer sur une improbable désagrégation *des blocs*, a *souligné* M. Alain Joxe, spécialiste universitaire des problèmes de défense, il vaudrait mieux rechercher les voies d'un désarmement progressif des alliances existantes. M. Bernard Dreano (CODENE) a souligné, à cet égard, l'importance de la revendication, par les mouvements de paix, de « zones dénucléarisées ». Ce peut être, pour eux, un moyen de sensibliser les opinions publiques aux problèmes de sécurité et d'ouvrir un dialogue avec les gouvernements : ce que le mouvement allemand est parvenu à faire et ce dont rêvent les militants français...

PATRICK JARREAU.

Trois élections municipales

LOT-ET-GARONNE : Bon-Encontre (1er tour).

Inscr., 3 334; vot., 2 596; suff. expr., 2 535. Un. opp. (M. Vincent), 1 330 (52,46 %), *21 ELUS*; Un. g. (M. Lajunie, MRG), 745 (29,38 %), *4 ELUS* ; div. g. (M. Counineau), 460 (18,14 %), *2 ELUS*.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation par le Conseil d'Etat du premier tour du scrutin de mars 1983, au terme duquel la liste de l'opposition l'avait emporté avec une voix d'avance. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 209; vot., 2 534; suff. expr., 2 425. Un. opp. (M. Vincent), 1 213 (50,02 %), 21 ELUS; Un. g. (M. Lajunie), 1 212 (49,97 %), 6 ELUS.

Les électeurs ont confirmé, en l'amplifiant, leur choix *du 6 mars 1983*. La liste d'opposition améliore son score de 2,44 points. Maire de la commune pendant trente ans, battu au printemps dernier, M. Lajunie, président départemental du MRG, pour sa part enregistre un recul sensible qui s'explique par la présence d'une troisième liste. Unie en 1983, la majorité affrontait ce scrutin en ordre dispersé. Le PS a, cette fois, abandonné le responsable du MRG. La liste de M. Counineau, qui comprenait de nombreux socialistes, a préféré se présenter sans étiquette partisane. Après ses nombreux succès aux municipales de 1983, l'opposition se renforce donc dans le Lot-et-Garonne. L'homme fort de la droite dans ce département est M. Jean François-Poncet, sénateur, président du conseil général et ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing.]

ISÈRE : La Tour-du-Pin (1er tour).

Inscr., 4089; vot., 2747; suffr. expr., 2676. Un. g. (M. Bourdier, PS), 1209 (45,17 %) ; un. oppos. (M. Mollard, UDF-CDS, m. s.), 781 (29,18 %) ; div. dr. (M. Girod), *686 (25,63 %). IL Y A BALLOTTAGE.*

[Cette élection est consécutive à l'annulation par le Conseil d'Etat du premier et unique tour de scrutin des municipales de mars 1983 (*le Monde* du 31 mars 1984). Les irrégularités avaient été nombreuses et l'écart des voix entre les deux listes concurrentes très faible. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 4066; vot., 2886; suffr. expr., 2 750. UDF-RPR (M. Mollard, UDF-CDS, m. s.), 1381 (50,21 %), 22 ÉLUS; un. g. (M. Bourdier, PS), 1369 (49,78 %), 7 ÉLUS.

La gauche arrive en tête de ce scrutin de ballottage, mais elle fait un score sensiblement inférieur à celui du printemps dernier (45,17 % au lieu de 49,78 %). Elle aura vraisemblablement du mal à remonter ce handicap au second tour, à moins qu'elle ne profite des divergences au sein de l'opposition. Unie en mars 1983, celle-ci se présentait divisée cette fois. M. Claude Girod, premier adjoint sortant, proche du RPR, élu en mars 1983 sur la liste de M. Mollard, a présenté sa propre liste. Les deux listes d'opposition ont toutefois décidé de fusionner pour le second tour.]

ESSONNE : Lardy (1er tour).

Inscr., 2 300; vot., 1 320; suffr. expr., 1 290. Majorité municipale (M. Floquet), 458 voix en moyenne; Un. pour Lardy, proche RPR (M. Chandenier), 425 voix; Vivre à Lardy, proche UDF (Mme Belkaïd), 251 voix; maj., proche PC (Mme Arel-Farge), 151 voix. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Cette élection partielle pour trois sièges est consécutive à l'invalidation par le Conseil d'Etat des trois derniers des dix-sept élus du 6 mars 1983 de la liste d'union de la majorité.

Les résultats du premier tour de mars 1983 *avaient été les suivants :* inscr., 2274; vot., 1 793; suffr. expr., 1741. Un. g. (M. Thévenet), 887 voix en moyenne, 17 *élus* ; Union pour Lardy, 833 voix. Au second tour, la liste d'union de la gauche avait obtenu 799 voix en moyenne et 1 élu; la liste d'opposition 851 voix en moyenne et 5 élus, pour 1 671 suffrages exprimés et 1 699 votants.]

Deux élections cantonales

AUDE : canton de Conques-sur-Orbiel (1er tour).

Inscr., 5 921 ; vot., 4 012 ; suff. expr., 3 869. MM. Marcaillou, PC, 1 612 ; Blanc, PS, 1 241 ; Follet, opp., 806 ; Baquet, div. opp., 210. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Cette élection complémentaire fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin partiel du 23 janvier 1983 consécutif au décès de Félix Roquefort, PC. Le conseiller élu à l'issue du second tour de ce scrutin partiel, M. Martzel, PC, ingénieur subdivisionnaire à la direction départementale de l'agriculture, était inéligible. Il avait obtenu 2 421 voix contre 1 106 au candidat de l'opposition, M. Follet, pour 3 527 suffrages exprimés et 3 780 votants. Il y avait 5 680 électeurs inscrits. Au premier tour, le 16 janvier, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 680 : vot., 3 854 : suff. expr., 3 761. MM. Martzel, 1 554 ; Blanc, 1 158 ; Follet, 733 ; Calvet, mod., 316.

M. Marcaillou arrive en tête de ce scrutin de ballottage avec 41,66 % des suffrages. Le PC devrait conserver ce siège à l'assemblée départementale, puisque les deux candidats de la majorité recueillent ensemble 73,73 % des voix.

Par rapport au premier tour du scrutin de janvier 1983, la gauche améliore son score de 1,63 point. L'opposition est en léger recul bien que le candidat du RPR et de l'UDF, M. Follet, enregistre une progression de 1,35 point.]

TARN-ET-GARONNE : canton de Grisolles (2e tour).

Inscr., 6 939 ; vot., 4 644 ; suff. expr., 4 382. MM. Arbeau, MRG, 2 554, *ÉLU* ; Vovis, oppos., 1 828.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Pierre Tajan, MRG, sénateur du Tarn-et-Garonne, survenu le 19 mars dernier. Il avait été réélu conseiller général dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 3 231 voix (70,22 %) contre 735 à M. Hérisson, PC, et 635 à M. Badia, PS pour 4 601 suffrages exprimés, 4 852 votants et 6 333 inscrits.

M. Arbeau est élu avec 58,28 % des suffrages. Il n'a pas toutefois bénéficié d'un parfait report des voix qui s'étaient portées le 6 mai sur les candidats *du PC et du PS. Les trois* candidats de la gauche avaient recueilli 62,99 % des suffrages exprimés. Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants :

Inscr., 6 941 ; vot., 4 421 ; suff. expr., 4 240. MM. Arbeau, 1 367 ; Vovis, 1 350 ; Lacourt, PS, 869 ; Hérisson, PC, 435 ; Imbert, s.étiq., 219.]

Le Monde

société

L'OUVERTURE DU SICOB A PARIS

La micro-informatique française est contrainte de se spécialiser

La grosse micro-informatique pour Bull-R2E ; l'informatique domestique pour Thomson ; des « niches » astucieuses pour les petits constructeurs, Léanord, SMT-Goupil, Symag... Ainsi voit-on, à la direction des industries électroniques et de l'informatique (DIELI), les axes stratégiques des constructeurs français de micro-ordinateurs, alors que s'ouvre à Paris, du 14 au 19 mai, un SICOB spécialement consacré à la micro-informatique (le Monde du 11 mai).

La micro-informatique personnelle est une invention américaine, *plus précisément californienne.* Les raisons en sont multiples, et l'une d'entre elles, majeure, est le goût des Américains pour le gadget. En France, il a fallu longtemps pour *que l'on comprenne que cette* micro-informatique, ce n'était nullement la possibilité de faire la même chose que les grosses machines avec des ordinateurs plus *petits, mais qu'il s'agissait d'une* informatique entièrement nouvelle, s'adressant à d'autres individus, leur proposant d'autres activités, et qu'elle allait engendrer, beaucoup plus que l'informatique traditionnelle, un bouleversement des mentalités.

Faute d'avoir pressenti cela, les industriels français ont raté la révolution micro-informatique. Ceux qui ont pris le train en marche l'ont fait en hésitant — quand il n'a pas fallu les y faire monter de force. De plus, il ne s'est pas trouvé en France un Clive Sinclair... et les quelques esprits audacieux qui se sont lancés dans l'informatique personnelle ont rencontré, *de la part d'éventuels* apporteurs de capitaux, une silencieuse commisération.

De ce fait, les ambitions des industriels français ne peuvent être que limitées. D'où cette spécialisation énoncée plus haut, qui s'explique aussi par la segmentation du marché.

En effet, si les premiers micro-ordinateurs, à la fin des années 70, étaient relativement universels, la distinction s'est clairement faite entre l'ordinateur domestique (*home computer*) et la micro-informatique professionnelle, où l'ordinateur est un outil de travail administratif. D'un côté, le marché est du type « grand public », avec des prix « tirés », des campagnes publicitaires et de grandes surfaces : il est symptomatique que, pour les ordinateurs du bas de gamme, ceux dont le prix n'excède pas 2 000 francs, une grosse part des ventes se fassent juste avant les fêtes de fin d'année. De l'autre côté, les prix vont de 15 000 francs à plus de 50 000 francs, les utilisateurs n'ayant que faire de la couleur mais étant soucieux de performances et du service après-vente. Même si ces ordinateurs servent aussi à « *faire jouer les enfants* », *ce qui est une raison du succès des* machines portatives, l'utilisation ludique reste très secondaire dans les motivations d'achat.

Un réseau éducatif

Le marché de l'ordinateur domestique est le plus difficile à cerner, du fait de sa sensibilité aux phénomènes de mode. En 1982, sur un parc français avoisinant 250 000 micro-ordinateurs, les trois cinquièmes étaient des ordinateurs domestiques, mais, en valeur, ils ne comptaient que pour 130 millions de francs sur 1,8 milliard. La tendance actuelle est au doublement annuel des ventes, celles-ci pouvant dépasser le million d'unités en 1984. Mais, après 1985, on devrait observer un certain tassement. Les utilisations ludiques sont limitées, comme le montrent les difficultés actuelles des fabricants de jeux électroniques : la tenue des comptes familiaux sur ordinateur n'a *aucun intérêt pratique ; c'est* donc sur l'aspect éducatif du *home computer* que repose la croissance à long terme.

Aussi M. Jean-Claude Hirel, directeur de la DIELI, estime-t-il que ces appareils doivent prendre place dans un « *réseau d'éducation* », concept qui dépasse largement le seul équipement de l'éducation nationale. A long terme d'ailleurs, le micro-ordinateur devrait s'intégrer naturellement dans le téléviseur dont il utilise l'écran. Il est donc logique que les fabricants de téléviseurs développent cette filière. D'autre part, le *faible* prix de ces micro-ordinateurs rend leur poids économique très inférieur à celui des programmes dont ils provoquent l'achat. Dès à présent, l'achat d'un micro-ordinateur à moins de 2 000 francs entraîne facilement 1 000 francs par an de dépenses en logiciels, et l'importance relative de ces dernières ne fera que croître.

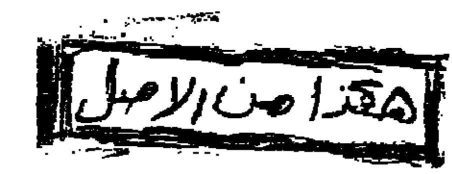
La micro-informatique professionnelle, au contraire, garde des liens étroits avec l'informatique traditionnelle, le micro-ordinateur *personnel* étant souvent utilisé en terminal dans un réseau qui peut être vaste. Les estimations de marché — 45 000 machines livrées en France en 1982 pour un parc de 95 000, ces chiffres montant respectivement à *130 000* et à 480 000 en 1986, — font de cette micro-informatique le grand marché porteur des prochaines années. L'enjeu immédiat se mesure à la *seule comparaison de ces chiffres,* mais M. Hirel insiste sur l'enjeu indirect : « *l'impact sur la modernisation des entreprises et des services* ».

Exporter

Pour tenir une place significative, les constructeurs doivent avoir des rythmes de production de l'ordre de 10 000 machines par mois. Les industriels français en *sont loin.* Bull-R2E *peut atteindre* ce chiffre, et il est d'ailleurs vital pour un industriel de grande informatique d'être aussi présent dans cette micro-informatique qui la prolonge. Pour les petits constructeurs, qui n'ont pas la capacité d'investissement nécessaire, cet objectif est hors d'atteinte ; le salut est dans la spécialisation : le calcul scientifique et la communication sont de ces « niches » intéressantes où un petit industriel dynamique peut *réaliser* son chiffre *d'affaires.* Les marchés publics sont, pour la DIELI, le moyen d'aider ces *constructeurs à atteindre une taille* suffisante pour assurer leur développement et conquérir des marchés extérieurs.

C'est *ici* que l'analyse de la DIELI, jusque-là solidement argumentée, devient plus contestable. Les constructeurs vont-ils répondre à cette attente, ou au contraire se cantonner à leur marché réservé, douillettement abrités de la concurrence ? L'expérience du passé n'incite guère à l'optimisme. M. Hirel ne le conteste pas, mais estime que les mentalités ont évolué, que ceux qui *n'exporteront pas* seront condamnés, et qu'il faut « *laisser faire le foisonnement* ». C'est un pari.

MAURICE ARVONNY.



SOCIÉTÉ

LA QUERELLE SCOLAIRE

LES « ÉCOLES DIWAN » VEULENT DEVENIR PUBLIQUES

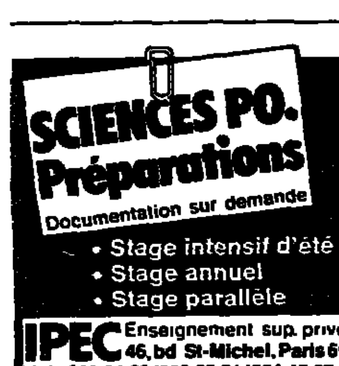
Partis de Carhaix (Finistère), le 28 avril, dix-sept marcheurs « *pour l'égalité des langues* » sont arrivés le 12 mai à Paris. Ils ont été reçu le lendemain à l'Elysée par un conseiller du chef de l'Etat.

L'objectif de cette marche de 600 kilomètres était d'obtenir l'intégration des « écoles Diwan » (le *germe, en breton*), au sein du service public d'éducation. Créé en 1977, l'association a pour objet l'enseignement et l'éducation bilingues (breton-français) des enfants d'âge préscolaire et scolaire. Elle fédère aujourd'hui vingt écoles maternelles et cinq écoles primaires fréquentées par trois cents élèves et emploie quarante-huit salariés.

Une convention a été signée entre Diwan et le ministère de l'éducation, le 27 octobre 1983. Les subventions prévues par cette convention, jugées insuffisantes par les responsables de Diwan, sont aujourd'hui bloquées en raison de procédures de recouvrement de la dette sociale et fiscale de Diwan (plus de 1,3 million de francs) engagées par les organismes sociaux. Plus de 600 000 francs sont ainsi bloqués.

Les responsables de Diwan rappellent une promesse du candidat François Mitterrand qui, six jours avant son élection, déclarait : « *Dans le cadre de l'autre politique que je propose, les établissements qui en feraient la demande expresse pourront être intégrés dans un système scolaire national rénové. Ces établissements bénéficieraient d'un statut dérogatoire permanent, garantissant la pérennité de leurs méthodes pédagogiques.* »

C. T.



Albi la partagée

De notre correspondant

Albi. – Cinq mille personnes environ ont manifesté le 12 mai à Albi (Tarn) en faveur de l'enseignement privé. Le 25 avril, une manifestation avait rassemblé à peu près le même nombre de partisans de l'école publique.

A Albi, un climat larvé de guerre scolaire règne depuis plusieurs années, envenimé par les décisions de la municipalité d'union de la gauche et du maire socialiste, M. Michel Castel, que des affiches placardées dans tout le département désignent comme celui qui a juré « *la mort de l'école libre* ».

Un tract, largement répandu, retrace les étapes de cette nouvelle « croisade des Albigeois » : en 1980, la municipalité refuse de prendre en charge les frais de fonctionnement des classes maternelles du privé (décision annulée par le tribunal administratif de Toulouse, suivie d'un recours au conseil d'Etat) ; en 1981, suppression de la subvention annuelle pour les classes de neige. Mais, ce qui a mis le feu aux poudres, c'est, au moment du vote du budget primitif pour 1984, la suppression du forfait communal pour les élèves du primaire résidant dans les communes environnantes (*le Monde* du 23 mars). Cela représente une diminution de plus de 30 % de la participation de la ville aux frais de fonctionnement des écoles privées, seules concernées par cette mesure. Le maire d'Albi justifie la décision en se référant à la loi du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. « *Attitude illégale et discriminatoire* », lui répondent les dirigeants du privé, en faisant observer que cette loi n'est pas exécutive en 1984 en l'absence de textes d'application.

Samedi, le père Berçon, directeur diocésain du l'enseignement catholique, est venu expliquer que, « *au-delà du problème local, ce que nous défendons, c'est l'une des libertés fondamentales de l'homme : la liberté pour les parents de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants* ».

La veille de la manifestation, le maire d'Albi a déposé une plainte en diffamation auprès du procureur de la République, expliquant : « *La personnalisation du conflit au moyen d'affiches et de tracts m'accusant personnellement d'avoir choisi* « la mort de l'école libre » *vise à me discréditer en me faisant passer pour un homme sectaire. Cet abus est inadmissible* ».

JEAN-PIERRE HELLOIN.

Les parents catholiques bretons se mobilisent

Huit meetings de protestation contre le projet de loi sur l'enseignement privé ont lieu en Bretagne à partir du mardi 15 mai.

En proclamant « *l'état d'alerte pour tous ceux qui souhaitent que soit préservée la liberté de l'enseignement* », M. Paul Meurou, président régional des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL), qui revendiquent 110 000 familles adhérentes, a précisé que cette initiative a été prise dans l'attente d'une prise de position des responsables de l'UNAPEL en faveur d'une manifestation nationale à Paris. « *Nous n'avons pas choisi la rue pour défendre la liberté scolaire*, a-t-il dit. *C'est le gouvernement qui nous y contraint.* »

Le 15 mai, un car partira de Brest pour se rendre à Rennes *via* Quimper, Vannes, Pontivy, Guingamp, Saint-Brieuc et Saint-Malo. Le 16 mai à Quimper, les défenseurs de l'école catholique seront rassemblés place de la Résistance au moment où le ministre de l'éducation nationale, M. Savary, présidera les cérémonies célébrant le centenaire de l'École normale. La mini-« caravane du refus », recueillera sur son parcours des pétitions en faveur de la liberté de l'enseignement ainsi que des panneaux au nom de chacune des quelque 1 450 écoles privées de Bretagne.

L'action lancée a reçu en Bretagne le soutien des directions diocésaines de l'enseignement catholique, des chefs d'établissement, du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) et du Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPLEC).

« DE L'ÉCOLE », DE JEAN-CLAUDE MILNER

Le roman des mandarins...

La « crise de l'école » est décidément le grand sujet de l'année éditoriale. Après une brassée de livres aux titres féroces : *l'Enseignement en détresse ; le Massacre des innocents ; l'Ecole en accusation ; Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?*, en voici un dont le sobre intitulé pourrait faire croire à quelque traité académique, volontairement « distancié ». Erreur. *De l'école*, de Jean-Claude Milner, est peut-être, de toute la production récente, le pamphlet le plus violent, le plus destructeur. Celui aussi qui pose les questions les plus fortes.

Son auteur : un universitaire de quarante-trois ans qui, après avoir fait un passage éclair dans l'extrême gauche maoïste de Nanterre, en 1968, s'est acquis une grande réputation dans sa discipline, la linguistique. De son passé militant, il lui reste au moins une chose : le sens de l'invective et une rhétorique implacable, qui, alliée à un grand talent d'expression, donne à son livre-dynamite une redoutable efficacité.

Sa thèse est simple. L'école française, explique-t-il, est victime de la « triple alliance » des gestionnaires (les politiques et les administrateurs), des instituteurs (ou plutôt de leur syndicat, qu'il appelle « *la Corporation* »), et des pédagogues chrétiens (auxquels il associe généreusement les journalistes spécialisés en éducation, et en particulier ceux du *Monde* et du *Nouvel Observateur*). Les premiers ne songent qu'à réglementer et à réduire les coûts. Les seconds à étendre leur empire. Les troisièmes à faire triompher une *conception de l'éducation mollement* romantique, centrée sur le dévouement, la psychologie, le bien-être communautaire, au détriment du savoir et des contenus de l'enseignement. Ces trois forces peuvent avoir sur tel ou tel point des intérêts divergents, ils sont d'accord sur l'essentiel : « *la réforme* » – c'est-à-dire la mise en place d'un système uniforme et égalisateur, qui, peu à peu, évacue ceux qui détiennent le savoir : les agrégés dans le secondaire, les professeurs d'université dans le supérieur.

Pour Jean-Claude Milner, cette conspiration se manifeste dans le discours idéologique qui domine depuis qu'on parle de réformer l'école, et qu'il qualifie de « *romans* » : le « *roman édifiant* » (le rêve d'une « communauté éducative » libératrice, permettant d'échapper aux contraintes de l'institution) : le « *roman reflet* » (l'école est l'image en réduction de la société) ; le « *roman pédagogique* » (la croyance en l'existence de techniques universelles de communication) ; le « *roman de l'échec* » (conduisent à éliminer toute idée de sanction) ; le « *roman technologique* » (selon lequel l'école doit s'adapter sans cesse aux mutations de la technique) ; le « *roman sociologique* » (qui assigne à l'école la mission d'effacer les inégalités).

Or l'école, nous dit l'auteur, n'a en fait qu'une fonction : satisfaire le droit qu'a chaque individu d'acquérir le plus de connaissances possible, le savoir ainsi accumulé étant le seul garant de la liberté des citoyens dans la société française. Plus les individus seront instruits, mieux ils pourront résister aux oppressions de toutes sortes : celles des politiques, des bureaucrates, des médias, de « *l'opinion* ». L'école n'a pas à avoir des états d'âme éducatifs, à se prendre pour une famille, une assistante sociale ou un confesseur : elle doit transmettre des connaissances. Elle doit avoir un idéal encyclopédique.

Les enseignants intellectuels

L'insistance – presque obsessionnelle – mise sur la priorité des contenus soulève un problème brûlant. Les réformes successives ont eu, en effet, une fâcheuse tendance à *privilégier les structures et l'organisation*, sans poser de façon vraiment cohérente la question des programmes et des finalités de l'enseignement. Le problème de la compétence des maîtres est également brutalement posé, depuis qu'une politique massive de promotion interne et de titularisation (sous l'influence de « *la Corporation* ») a conduit à mettre en place, notamment dans les collèges, des enseignants dont la formation théorique est manifestement insuffisante. Sur ces deux points, le signal d'alarme doit être tiré, et il est bon que ce soit un professeur d'université qui le fasse.

Le plaidoyer de Jean-Claude Milner pour que les enseignants redeviennent des « intellectuels », c'est-à-dire des gens ayant la passion de leur discipline et dont le travail est de chercher, d'inventer, vient à son heure et ne manque pas d'allure. Cette vision orgueilleuse du rôle de l'enseignant – certains diront cette morgue... – pourra irriter ou faire sourire. Le livre de Milner est, en tout cas, le signe qu'un certain masochisme de l'intelligentsia française est en train de prendre fin. Après des années de doute et d'auto-dénigrement, il n'est pas mauvais de redécouvrir que c'est dans la solitude des bureaux et des laboratoires universitaires que la culture, patiemment, *s'élabore* et dans les classes des lycées qu'elle se transmet.

Mais pourquoi cette affirmation salutaire devrait-elle conduire à nier une partie du problème, comme le fait Milner lorsqu'il parle de pédagogie ? Il a certes raison de souligner les ravages provoqués par un discours pédagogique simpliste et satisfait de lui-même, qui tend à faire croire que la manière d'enseigner est plus importante que ce qu'on enseigne. Mais est-ce une raison pour en revenir à une conception aussi académique et traditionaliste de l'enseignement, considéré comme *un exercice purement* abstrait de transmission de savoirs, réduisant les individus à l'état de machines à apprendre ? Les professeurs savent bien que l'enseignement est *aussi* une question de relations individuelles, de motivations, d'effets de groupes, de stratégie didactique et que la compréhension de ces phénomènes fait partie de leur métier et donc de leur formation.

De même, le mépris très chic avec lequel sont traités ici les politiques et les gestionnaires, comme si un enseignement de masse payé par l'Etat, donc par les contribuables, n'avait pas aussi une dimension économique, sera sûrement applaudi des universitaires. Mais il ne traduit pas une vue très réaliste des choses.

A vouloir nier ces contingences vulgaires au nom d'une conception altière de l'enseignant intellectuel, le propos de Jean-Claude Milner risque malheureusement d'être perçu *comme l'expression de revendications corporatistes*, de professeurs d'université sentant leur influence menacée. Comme un nouvel avatar du « roman des mandarins »...

Que cette vieille chanson soit reprise par un ancien soixante-huitard fait partie de ces retournements auxquels bien des intellectuels nous ont maintenant habitués.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

* *De l'école*, de Jean-Claude Milner. Le Seuil. *153 pages, 62 F.*

UN COLLOQUE A ORSAY

Les droits de l'homme, la France et Sisyphe

Le combat pour le respect des droits de l'homme n'est ouvertement refusé en France par personne, mais il peut être sélectif et chacun aurait tendance à le mener depuis son clocher. Beaucoup, parce que l'idée est née en France avec la Déclaration de 1789, ont tendance à croire que dans ce pays on est assez bien loti et que la négation de ces droits est une *affaire qui ne concerne plus que* les États totalitaires, qu'ils soient de l'est ou d'ailleurs.

Cet optimisme ou cette bonne conscience ont périodiquement besoin d'être tempérés. C'est bien ce qu'a fait ressortir, samedi 12 mai, le colloque réuni à l'université d'Orsay sur l'initiative de chercheurs et auquel *le Monde*, avec son ancien directeur, M. Jacques Fauvet, et Philippe Boucher, éditorialiste, apportait son patronage. Les participants – ils furent environ trois cents – mêlaient chercheurs, enseignants et juristes à des hommes et des femmes venus des milieux les plus divers : immigrés, étudiants, jeunes lycéens, fonctionnaires en retraite, représentants d'associations. Ils étaient invités à approfondir trois thèmes : racisme et xénophobie, éducation, société technicienne. Ces trois approches du sujet s'enchaînaient au reste très normalement.

Il est apparu dans chacun des douze groupes d'une vingtaine de participants qui planchèrent sur ces questions que les atteintes aux droits de l'homme dans la France d'aujourd'hui sont la conséquence d'un racisme qui touche d'abord les immigrés et plus particulièrement les maghrébins. Ainsi a-t-on pu dire qu'un racisme disparu, un autre apparaît, comme si la société secrétait sans cesse de nouvelles formes d'exclusion. Aussi bien le combat pour les droits de l'homme est un peu celui de Sisyphe.

Sans doute, après un temps plus ou moins long, cette même société souffre des conséquences et propose des lois pour y remédier. Mais entre la loi votée et la loi appliquée, vécue, la distance peut être grande. A quoi tient donc l'exclusion sociale que peuvent ressentir, non seulement des immigrés, mais aussi bien des pauvres qui sont, eux, des nationaux ou des handicapés, ou des vieillards relégués dans des « mouroirs », et aussi des femmes ?

Le comportement collectif ne saurait être séparé des comportements individuels. L'état de crise économique n'arrange rien. Le racisme, a-t-on fait observer, puise ses racines bien souvent dans l'antique recherche du bouc émissaire qui veut que l'on puisse toujours attribuer à d'autres les raisons des épreuves ou des difficultés quotidiennes.

Les nationaux minoritaires

Alors, quel combat mener ? Intervenir chez le cafetier qui refuse de servir un Noir ou un Arabe, réagir au moindre propos entendu ou s'en remettre à la loi en se disant que c'est elle qui fera évoluer les mentalités ? Le combat est aussi un combat sur soi-même. On a noté, au cours des discussions, certaines confidences, des interrogations qui ont le mérite d'une grande franchise. Tel ou tel des participants qui, idéologiquement est assuré de n'être pas raciste, a pu confesser qu'il ne saurait pas très bien comment il réagirait si, habitant un immeuble où vivent des Algériens, il voyait couler sur son balcon le sang du mouton égorgé au-dessus en application des rites d'une culture qui n'est pas la sienne.

Du moins est-il apparu sur ce chapitre, dont Me Paul Bouchet, ancien bâtonnier du barreau de Lyon, présentait le bilan, que le racisme d'aujourd'hui ne peut être confondu avec la xénophobie, dès lors qu'il ne concerne pas tous les étrangers. Ceux des pays de la Communauté européenne, par exemple, sont maintenant épargnés. Mais il peut toucher des nationaux minoritaires comme les Antillais et aussi, parmi les nationaux majoritaires, les handicapés, les femmes, les jeunes.

Il ne semble pas non plus que les comportements racistes soient commandés aujourd'hui par une doctrine comme ce fut le cas pour l'antisémitisme nazi. L'intolérance, la peur ou le sentiment de l'éprouver suffisent. La crise et ses effets font le reste.

Quelles que soient les causes, elles aboutissent à ce paradoxe que ce sont les plus faibles, les plus vulnérables, qui se trouvent les plus privés de droits : inégalité devant la justice, dans le droit au travail, au logement. La coexistence serait-elle un mythe ? Non, a conclu Me Bouchet, mais il faut que la défense des droits de l'homme soit un combat mené ensemble par les victimes et par ceux qui les défendent.

Cette défense n'empêche pas la prévention. L'éducation a son rôle. L'éducation, c'est l'école mais ce sont aussi la famille, la presse, la télévision, l'environnement au sens le plus large. Le colloque, sur ce sujet, a surtout constaté que le système scolaire laissait à désirer. C'est qu'il fonctionne, a relevé l'historienne Madeleine Reberioux, pour des gens supposés différents mais auxquels on inculque les mêmes valeurs que l'on modèle dans un moule trop étroit.

L'école, après avoir ignoré les cultures régionales, ignore les cultures étrangères. Assurément, elle voudrait être un rempart contre le racisme. Elle n'y parvient pas, ou mal, car *« il ne suffit pas de tenir devant des classes un discours antiraciste, il faut apprendre à vivre ensemble, à se découvrir ensemble »*. Apprendre aussi à connaître la culture de l'autre, à en mesurer l'intérêt. Cela est-il possible *« en un lieu où demeure la hiérarchie, où la pratique de la vie démocratique est insuffisamment mise en œuvre »* ?

Pouvoirs et savoirs

Un retour de l'instruction civique a été souhaité par certains, qui apprendrait qu'il y a des droits proclamés et des droits bafoués. *« Savoir et réussite*, avait remarqué dans l'un des groupes de travail un participant, *sont deux choses différentes. Tout savoir est légitime, mais, dès Jules Ferry, l'école n'a-t-elle pas la première confisqué les savoirs régionaux au nom de l'unité nationale. A quel savoir, aujourd'hui, a droit le quart-monde, celui de la plus grande pauvreté ? »*

Cela inquiète, pour l'homme et ses droits, la société technicienne en train de s'informatiser. Là encore, le colloque a montré des raisons d'inquiétude devant la perspective *« d'un monde presse bouton »* encore plus éclaté que celui d'aujourd'hui et dans lequel l'informaticien risque de devenir celui qui sait et, par conséquent, le maître-d'œuvre absolu.

« La pire ou la meilleure des choses », cette informatique, ces fichiers, *ces banques de données* ? Guy Lafon, théologien, a résumé les sentiments : les pouvoirs viennent du savoir, mais quels pouvoirs a-t-on sur les savoirs. Déjà, a relevé Claude Lefort, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, avant l'apparition de la révolution industrielle, on s'inquiétait des emprises à venir de l'État sur l'homme, sa vie, sa liberté.

En fait, il s'agit de savoir si une population de plus en plus gérée par l'informatique aura elle-même accès à l'outil qui la gère. La crainte exprimée est que, là encore, ce soient les plus démunis, les plus faibles, qui se retrouvent à l'écart et, partant, à la merci de nouvelles atteintes à leurs droits. La législation en ce domaine a déjà placé des garde-fous. Ils en appellent d'autres. Mais la démocratie ne s'arrête pas à des lois, fussent-elles excellentes.

Le débat en assemblée générale a apporté à tout cela deux compléments qui se voulaient une mise au point sur la situation française. Le premier fut pour attirer l'attention sur la notion de droit à la différence. Cette notion est volontiers avancée par les humanistes, elle l'est aussi, à l'autre bord, avec l'arrière-pensée de différences telles qu'elle porterait en elle une invitation à la ségrégation...

Les défenseurs des droits de l'homme, eux, se battent pour l'osmose, la compréhension, en refusant le dilemme assimilation ou exclusion. Une autre intervenante secoua un peu l'assemblée en raison d'une remarque qui avait été faite sur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays d'où viennent justement certains de ceux pour lesquels on se bat aujourd'hui. La réplique fut une petite semonce administrée à cette France qui se croirait, avec l'Occident, parce que les droits de l'homme y sont nés, un peu trop donneuse de leçons. Personne ne s'en offusqua puisque chacun était là au nom de la tolérance et de la liberté.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

Tremblement de terre en Yougoslavie

Après les séismes survenus la semaine dernière en Italie, la terre a tremblé, dimanche 13 mai, dans la région de Metkovic, au sud-ouest de la Yougoslavie, causant la mort d'une personne. La secousse, d'une magnitude de 5,9 sur l'échelle de Richter, a provoqué des éboulements sur une portion de la route nationale qui longe la côte adriatique et a été ressentie dans plusieurs villes du littoral.

Les Pays-Bas acceptent d'extrader Patrick Langlois

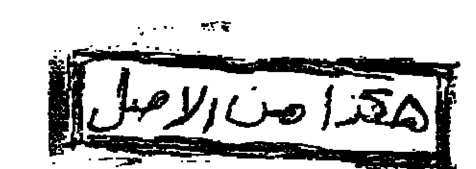
Le tribunal de La Haye a fait droit le 10 mai, à la demande d'extradition, présentée par la France, de Patrick Langlois, âgé de trente-quatre ans, qui avait été arrêté aux Pays-Bas le 24 novembre 1983 après une attaque à main armée commise à La Haye.

Langlois qui a déclaré faire appel de la décision du tribunal de La Haye, est considéré comme un malfaiteur dangereux soupçonné d'avoir participé à plusieurs agressions.

• *Sept cents mille pèlerins à Fatima.* – Le soixante-septième anniversaire de l'apparition de la Vierge à trois jeunes bergers de Fatima, au Portugal, a été célébré, le 13 mai, par une foule de sept cents mille personnes. Seule survivante des témoins de cette apparition, sœur Lucie, âgée de soixante-dix-sept ans, réside au couvent des carmélites de Coïmbra. – *(AFP, AP)*.

• *Garde à vue de l'automobiliste qui a tué trois policiers.* – M. Yves Decker, 33 ans, le conducteur de la voiture « folle » qui a tué trois policiers et en a blessé trois autres dans la nuit du 11 au 12 mai (*le Monde* daté 13-14 mai) a été placé en garde à vue à l'hôpital. Plus de 1 gramme d'alcool a été trouvé dans le sang de M. Decker.

• PRÉCISION. – A propos de notre article « La prévention de la délinquance révolutionne la publicité » (*le Monde* daté 6-7 mai), la société de production PPP (Paris Post-Production) précise que son directeur général est M. Alain Massiot. M. François Manceaux n'est, pour sa part, responsable que de Panda movies associés, société coproductrice avec PPP, du spot publicitaire du Conseil national de prévention de la délinquance.



Le Monde

sports

Saleh gagne le Marathon de Paris devant Boxberger

Gêné par une moto dans les derniers hectomètres de course, le Sochalien Jacky Boxberger, trente-quatre ans, vainqueur du Marathon de Paris 1983, a été battu, le 12 mai, d'une seconde dans l'édition *1984* par le Djiboutien de Viry-Châtillon, Saleh. En réalisant 2 h 11 mn 59 s, Boxberger, qui a égalé la meilleure performance française du Néo-Calédonien Alain Lazare, a néanmoins gagné sa sélection pour les Jeux olympiques, dont il avait été finaliste sur 1 500 mètres, en 1958 à Mexico.

Lancée par l'Algérien du RCF, Babacci, la course, disputée par temps frais et vent de travers, a été menée ensuite par Jacques Lefrand jusqu'au trentième kilomètre. Les anciens champions de France, Dominique Chauvelier, Bernard Faure et Bernard Bobes, avaient d'ores et déjà été lâchés, ainsi que le Normand Christian Geffray, souffrant d'ampoules, qui décida d'attendre sa compagne Sylviane Lebesque pour l'amener à la victoire féminine en 2 h 38 mn 20 s.

Pour les quatorze mille autres concurrents, la course se disputa aussi dans des conditions exécrables.

« Jamais, plus jamais... »

Depuis qu'il a quitté les frondaisons du bois de Boulogne pour prendre possession en 1979, du pavé de la capitale, le Marathon de Paris traîne une mauvaise réputation : parcours tourmenté, organisation défaillante, tricherie organisée. Les stars étrangères du macadam ont toujours boudé les rues de Paris, où la barrière des 2 h 11 mn n'a jamais été franchie.

Cette mauvaise réputation est d'ailleurs arrivée aux oreilles des instances de l'athlétisme international, qui s'en sont émues auprès des organisateurs lors d'une réunion à Miami. Ceux-ci ont, une nouvelle fois, multiplié les promesses. Cette année, tout, absolument tout, avait été prévu. Le Marathon de Paris devait être à *l'égal des plus grands, ceux de* New-York ou de Londres.

Des conditions épouvantables

Pour la sixième année consécutive, le parcours avait été modifié afin de gommer les plus grandes difficultés. Le tracé dans le bois de Vincennes, très monotone, avait été raccourci, et la colline de Chaillot devait être contournée au lieu d'être escaladée au quarantième kilomètre. Les meilleurs devaient se partager 340 000 francs dont une bourse de 50 000 francs, au vainqueur.

Pourtant, si parmi les 158 concurrents de la course de l'élite, il y avait bien tous les meilleurs Français en quête d'une sélection pour les Jeux de Los Angeles, la fin fleur mondiale du marathon avait préféré se mesurer, ce week-end, sur les 42,195 kilomètres de Londres et de Francfort.

Alors que, dans toutes les épreuves *analogues au monde*, les concurrents partent en même temps, les organisateurs avaient décidé de lancer l'élite un quart d'heure avant la masse. Normalement, cela devait permettre aux lévriers du bitume d'avoir la route ouverte. Pratiquement, ils galopèrent de bout en bout derrière une longue caravane de voitures publicitaires conduites par des jeunes femmes fort jolies, mais très mal préparées à cet exercice de pilotage à travers la foule. Contraints de respirer, tout du long, les gaz d'échappement de ces véhicules et de trop nombreuses motos, les coureurs faillirent buter plusieurs fois sur l'autobus de la RATP qui transportait les journalistes.

Au terme de cette épreuve disputée dans des conditions très dures à cause de la température fraîche et du vent de travers, un incident illustra bien cette pagaille générale. Le Djiboutien Saleh et le Sochalien Boxberger débouchèrent, coude à coude, sur l'avenue Foch pour un ultime sprint de 250 mètres. Mais une moto était restée dans l'étroit passage laissé *par la foule. Le Français dut faire* un écart pour l'éviter. Saleh prenait alors trois mètres d'avance. Il les gardait jusqu'à la ligne d'arrivée.

Boycottage ?

« Ce n'est pas agréable de courir à Paris », devait dire Boxberger. Ce fut encore moins agréable pour la masse des concurrents. Naturellement, le deuxième *départ fut « grillé » de quelques* secondes sous la formidable poussée des milliers de coureurs contraints de piétiner pendant un quart d'heure. C'était pour courir vers des stands de ravitaillement dévastés. Un « ringard » courant sur la base de 10 kilomètres à l'heure n'avait que de l'eau trouble au premier poste, pas la moindre goutte de boisson énergétique si utile pour un effort total de l'ordre de 4 h 15 mn. Il fallait attendre d'entrer dans le bois de Vincennes, à mi-course, pour trouver encore quelques gobelets. Au fil des kilomètres, les stands de secours étaient pris d'assaut par des participants aux muscles tétanisés par les crampes, faute d'avoir pu boire assez fréquemment.

Et, pendant que d'inextricables embouteillages provoquaient de formidables concerts d'avertisseurs, le pire attendait les « survivants » sur le chemin du retour, *qui empruntaient, à la nuit tom*bante, le sinistre Quai de la Gare. Les stands de ravitaillement avaient tout bonnement plié leurs tréteaux. Pour saper encore plus le moral des derniers anonymes, des banderoles annonçaient le trente-cinquième et le quarantième kilomètre, mille cinq cents *mètres trop tôt*. Ceux qui, malgré tout, arrivèrent au bout après 22 h 30, furent reçus par un service de classement pressé d'en terminer. Il n'y avait plus de médailles pour ces vainqueurs sur eux-mêmes.

« Jamais, plus jamais », entendait-on de toutes parts, la *ligne franchie. C'était moins* l'épreuve des 42,195 kilomètres qui était visée que la manière dont elle était aménagée à Paris. Une fois encore, les organisateurs ont fourni des prestations dérisoires — un maillot, et un tube de crème — à des concurrents qui avaient versé cinquante francs pour s'inscrire, et qui avaient ainsi assuré une recette de l'ordre de six cent mille francs. Pour un tel manque de considération, la foule des marathoniens pourrait, à l'avenir, faire comme les grandes vedettes : boycotter Paris.

ALAIN GIRAUDO.

LA PRÉPARATION DES JEUX DE LOS ANGELES

• La Chine confirme sa participation
• La Tchécoslovaquie et l'Afghanistan s'associent au boycottage, que Moscou présente comme « irrévocable »

La Chine a fait savoir, samedi 12 mai, qu'elle participera aux prochains Jeux olympiques de Los Angeles. Cette décision était attendue, la République populaire ayant rejoint dès 1980 le mouvement olympique. Elle avait alors participé aux *Jeux d'hiver, mais s'était* associée au boycottage des Jeux d'été à Moscou, provoqué par l'invasion soviétique de l'Afghanistan. L'annonce de la participation chinoise est donc sans rapport avec la décision de l'URSS de ne pas envoyer de délégation à Los Angeles.

C'est la première fois depuis *trente-deux ans que les athlètes* chinois vont prendre part aux compétitions d'été des Jeux olympiques. La République populaire de Chine avait en effet refusé de participer aux Jeux de Melbourne en 1956, en raison de la présence d'une délégation de de taiwan. Un accord est intervenu pour les Jeux de Los Angeles, la délégation de la RPC devant se présenter comme celle du « *Comité olympique de Chine* » et celle de Taiwan sous l'appellation de « Comité olympique chinois de Taipeh ».

On prévoit que la République populaire enverra environ trois cents personnes dont deux cents athlètes, à Los Angeles. Soixante-sept athlètes sont, d'autre part, attendus de Taiwan. Par ailleurs, la Tchécoslovaquie a confirmé, samedi, qu'elle ne participerait pas aux Jeux (*le Monde* daté 13-14 mai). Aux JO de Moscou, elle avait remporté quatorze médailles : deux d'or, trois d'argent et neuf de bronze, ce qui la classait au dixième rang mondial. L'Afghanistan a également annoncé que ses athlètes n'iraient pas à Los Angeles.

M. Gramov, président du Comité olympique national d'Union soviétique, a donné une conférence de presse ce lundi en fin de matinée à *Moscou. Il a indiqué que la décision* de son pays avait été « *très difficile à prendre* », mais qu'elle était « *irrévocable* ». M. Gramov doit cependant, en principe, assister vendredi, à Lausanne, à une nouvelle réunion de la commission exécutive du Comité international olympique.

Le président du CIO, M. Samaranch, espère toujours être reçu au Kremlin pour tenter de faire revenir les dirigeants soviétiques sur leur décision de boycottage. En 1980, le prédécesseur de M. Samaranch, Lord Killanin, avait fait la navette entre le président Carter et Leonid Brejnev pour rechercher, en vain, un compromis susceptible de lever le boycottage américain des JO de Moscou.

N'ayant toujours pas reçu d'invitation de Moscou, M. Samaranch devait se rendre ce lundi à Malte, pour y rencontrer les ministres des sports d'Europe occidentale, qui s'y réunissent mardi et mercredi. *(AFP, AP, Reuter, UPI).*

Pour quelques médailles...

La République populaire de Chine, qui avait quitté le mouvement olympique le 19 août *1958*, était rentrée par *la « petite porte »* en participant aux Jeux d'hiver de Lake-Placid en 1980 et de Sarajevo en 1984, sans remporter de médaille. Sa participation annoncée à Los Angeles, où elle avait pris part pour la première fois aux Jeux en 1932, marquera donc son grand retour aux Jeux d'été avec une équipe de près de deux cents membres qui peut espérer gagner quelques médailles.

Avec un représentant à Los Angeles en 1932, soixante-neuf à Berlin en 1936, trente-trois à Londres en 1948 et quarante à *Helsinki en 1952, la Chine n'a ja*mais joué un rôle de premier plan dans le mouvement olympique. En 1956, le comité olymmpique chinois avait retiré sa délégation, au dernier moment, des Jeux de Melbourne pour protester contre la présence des sportifs de Taiwan.

Après une longue campagne pour demander l'exclusion de Taiwan du mouvement olympique, la République populaire de Chine a accepté, le 23 mars 1981, que le comité olympique de Chine-Taïpeh demeure dans le mouvement olympique à condition de changer son drapeau, son emblème et son hymne national. Taiwan a, d'ailleurs, annoncé sa participation aux Jeux de Los Angeles avec soixante-sept athlètes.

Tenus à l'écart des grandes compétitions internationales, et même vivement dénoncés pendant la révolution culturelle, les sportifs chinois avaient accumulé un gros retard sur leurs adversaires jusqu'au début des années 80. La seule discipline où ils dominent lors des championnats du monde est le tennis de table *qui sera sport de démonstration* aux Jeux de Séoul en 1988.

Le bon niveau d'ensemble atteint par les Chinois leur a permis de devancer les Japonais au palmarès des IX[es] Jeux asiatiques organisés à New-Delhi en 1982. A Los Angeles, ils peuvent espérer *remporter leurs premières* médailles olympiques. Dans le domaine individuel, leurs meilleurs atouts seront Zhu Jianhua , recordman du monde du saut en hauteur avec 2,38 m ; les plongeurs Zhou et Kong Zheng, médaillés aux championnats du monde de natation 1982 ; la fleurettiste Luan Jujien, vice-championne du monde, et quelques haltérophiles dans les plus petites catégories de poids.

Les plus sûres chances de médaille seront en volley-ball où les Chinoises se sont imposées face aux Soviétiques, championnes olympiques ; en basket-ball, où elles ont pris la troisième place du championnat du monde *1983*, et surtout en gymnastique, où les Chinois avaient remporté, en octobre 1983, le titre mondial par équipes à Budapest, *tandis que les Chinoises pre*naient la cinquième place derrière... les Soviétiques, les Roumaines, les Allemandes de l'Est et les Bulgares.

SPORTS ÉQUESTRES

Le « sans faute » de Pierre Durand

Le Suisse Bruno Candrian sur *Slygof* a remporté, dimanche 13 mai, sur *l'hippodrome d'Auteuil*, le *Grand Prix du concours de saut* international d'obstacles (CSIO) de France. Il a devancé l'Italien Giorgio Nuti sur *Impedoumi*, auteur, comme lui, d'un sans-faute, en bouclant le parcours en 45 s 23 contre 51 s 52 à son concurrent.

Les Français Eric Navet sur *J'tadore* et André Chenu sur *Krichna III se sont* classés *respectivement* à la troisième et à la quatrième places. Pour sa part, la Grande-Bretagne, avec 7 points, a gagné, samedi 12 mai, la Coupe des nations devant la RFA, 28 points et la France, 32 points.

« Si nous terminons la Coupe des nations dans les trois premiers, je m'estimerai satisfait. » Marcel Rozier, directeur technique national (DTN), s'est bien gardé de céder à l'optimisme après la victoire, il y a huit jours à Rome, de Frédéric Cottier sur *Flambeau* dans le Grand Pix et celle de l'équipe de France dans la *Coupe des nations*.

Les Anglais et les Allemands de l'Ouest, qui n'avaient pas fait une priorité du CSIO italien, avaient, en revanche, désigné pour le CSIO de France une forte équipe. Laissant ses cavaliers courir en Espagne, en vue du concours de Barcelone, l'Angleterre avait réuni ses meilleurs professionnels : Derek, Ricketts, Harvey *et* Robert Smith, *et* Nick Skelton. L'Allemagne de l'Ouest, privée pour sa part de Borbert Koff, champion du monde, et de Peter Luther, présentait le célèbre Paul Schoekemoele sur *Deister* et Michaël Rupping sur *Caletto*.

Compte tenu de l'absence de Heidi Robbianni et Willi Melliger, la Suisse n'a pu compter que sur Bruno Candrian ; elle n'en a pas moins talonné — un demi point — l'équipe de France qui s'en est bien tirée collectivement. On ne peut, en *revanche, en dire autant* des individualités : Frédéric Cottier, Hubert Bourdy et Philippe Rozier, qui ont accumulé les fautes comme à plaisir.

Le vainqueur du CSIO de Rome a justifié pour sa part son mauvais résultat : *« Le terrain avait été rendu fuyant et glissant par la pluie ; on ne peut pas faire courir un 100 mètres à un sprinter dans la boue. Ici, c'est la même chose, le cheval a réagi en fonction du sol. Il avait des difficultés pour décoller ; il a perdu confiance. A Rome, les chevaux avaient mieux sauté, alors que les obstacles étaient plus gros »*. Pierre Durand, sur *Jappeloup*, a été, pour sa part, le seul, avec l'Anglais Nick Skelton, à réaliser un double sans faute. *« Presque trop beau, il faut savoir amener les chevaux à leur meilleure forme, au bon moment »*, ont murmuré certains ici et là.

Six candidats pour trois places

Trop beau ? Peut-être. Mais on ne va quand même pas bouder son plai*sir devant la* performance du Bordelais. Avec son étonnant petit bai, le cavalier français, qui est le seul à exercer un métier — il est syndic de faillite — en dehors de ses activités équestres, a probablement acquis, à Auteuil, sa sélection pour les Jeux de Los Angeles. Marcel Rozier ne lui tiendra probablement pas rigueur d'avoir *été éliminé* dans le Grand prix, à la suite d'une interprétation abusive du jury, parce que, entre son arrivée sur la piste et son départ, il aurait dépassé le temps de 60 secondes imposées par le règlement. Pierre Durand, qui se défend d'avoir déjà été choisi par le DTN, joue le jeu de l'équipe. L'excellent climat qui règne entre les quatre cavaliers, dit-il, est dû à la manière dont Marcel Rozier aborde les difficultés.

Frédéric Cottier et Pierre Durand ayant, sauf accident, acquis leur billet pour Los Angeles, trois places — dont celle de remplaçant — restent à pourvoir. Elles seront attribuées à trois des six candidats encore en lice. Aucun n'est, à ce jour, mieux placé qu'un autre. Michel Robert, associé à *Kalinka*, considéré dans le milieu français du saut d'obstacles comme le meilleur cavalier, paraissait, jusqu'ici, le mieux armé pour obtenir sa *sélection*. Mais la jeune jument est rentrée, pour d'obscures raisons, définitivement dans ses écuries, après le CSIO de Rome.

Dans ces conditions, le Français n'a participé à aucune épreuve à Auteuil. *« Pourquoi*, ont alors objecté certains, *le meilleur cavalier français ne monterait-il pas le meilleur cheval »*. *J't'adore*, l'étalon de Hervé Godignon, qui a été confié récemment au jeune espoir Eric Navet, plus que jamais candidat à une place pour Los Angeles, après la troisième acquise à Auteuil, dans le Grand prix, derrière le Suisse Candrian et l'Italien Nuti.

L'affaire ne se fera pourtant pas : le propriétaire du cheval se serait fortement opposé à cette solution.

GILLES MARTINEAU.

CYCLISME

Bernard Hinault sort de l'ombre

De notre envoyé spécial

Dunkerque. — *En remportant, dimanche 13 mai, les Quatre Jours de Dunkerque devant le Belge Vandenbroucke (à 12 s), Bernard Hinault a obtenu sa première victoire depuis le tour d'Espagne 1983.*

Ce succès ne prouve pas que l'ancien champion du monde soit revenu à son meilleur niveau, mais il indique une condition physique en hausse et une évolution satisfaisante du leader de la nouvelle équipe la Vie claire, qui fait du Tour de France le but principal de sa saison. En fonction de cet objectif, il respecte un plan étudié par son entraîneur Paul Koechli. La méthode choisie est apparemment efficace ; elle apporte ses premiers résultats concrets.

Hinault avait déjà réalisé une bonne performance la semaine passée en se classant quatrième du championnat de Zurich gagné par l'Australien Phil Anderson. Le résultat des Quatre Jours de Dunkerque apparaît logique, la régularité du coureur breton ayant porté ses fruits dans une épreuve comptant six étapes.

Il faut maintenant attendre le Critérium du Dauphiné *libéré pour évaluer ses possibilités en montagne sur un parcours plus « musclé » et contre une opposition plus consistante.*

Tandis que Bernard Hinault s'imposait à Dunkerque, les meilleurs grimpeurs étaient aux prises dans le Tour de Romandie, où l'Irlandais Stephen Roche a renouvelé sa victoire de l'an dernier, malgré la présence de Pascal Simon, Fignon et Caritoux, le récent vainqueur de la Vuelta.

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY

Agen-Béziers en finale pour la troisième fois

Béziers, grâce à la maitrise de son pack de « pépés », et Agen, en imposant son rugby complet, se sont qualifiés pour la finale du championnat de France qui aura lieu le 26 mai, en nocturne, au Parc des Princes.

Une belle finale en perspective, si les deux équipes décident de ne pas étouffer le jeu. Elles comptent, en effet, parmi les plus prestigieuses de l'ovale national. Tenant du titre l'AS-Béziers détient le record des victoires, avec dix succès en quinze finales. Le SU-Agen, l'équipe chère au président de la FFR, Albert Ferrasse, a enlevé sept fois le bouclier de Brennus.

Les deux clubs se sont déjà affrontés deux fois, en 1962 et en 1976. Les Agenais l'ont emporté deux fois. Mais les Languedociens ne sont pas superstitieux. Dimanche 13, en jouant dans leur « petit périmètre », leurs avants ont muselé une équipe de Montferrand (8-4), La veille, en revanche, Agen avait choisi le grand large, pour contourner le redoutable pack niçois (21-14).

Les résultats

Basket-ball

FRANCE-URSS

En match de préparation au Tournoi pré-olympique, l'équipe de France s'est inclinée, à Toulouse, devant celle de l'URSS, 119-105.

Boxe

RAY « SUGAR » LEONARD ABANDONNE

Ancien champion du monde des mi-moyens et des super-mi-moyens, le boxeur américain Ray « Sugar » Leonard, qui était resté absent des rings vingt-sept mois, à la suite d'un décollement de la rétine, a fait une rentrée victorieuse en triomphant de son compatriote Kevin Howard par arrêt de l'arbitre, à la neuvième reprise, le 11 mai, à Worcester (Massachusetts). Toutefois Leonard, qui avait auparavant été à terre pour la première fois de sa carrière, a décidé d'arrêter définitivement la boxe.

Moto-cross

GRAND PRIX DE FRANCE DES 500 CENTIMÈTRES CUBE

Vice-champion 1983 du monde de la spécialité, le Belge André Malherbe (Honda) qui a dominé les deux manches du Grand Prix de France, disputé le 13 mai, sur le circuit de Brou, a pris la tête du classement provisoire du championnat du monde avec, cinq points d'avance sur son compatriote Jobé (Kawasaki), et le Britannique Thorpe (Honda).

Tennis

TOURNOI DE HAMBOURG

Récent vainqueur du Tournoi d'Aix-en-Provence, l'Espagnol Juan Aguilera s'est imposé à nouveau, à Hambourg. Victorieux de Noah, en quart de finale, l'élève de Luis Bruguera a ensuite éliminé l'Argentin Vilas (7-6, 6-3) avant de battre le Suédois Sundström (6-4, 2-6, 2-6, 6-4, 6-4) qui avait lui-même éliminé son compatriote Wilander (6-2, 7-5) en demi-finale.

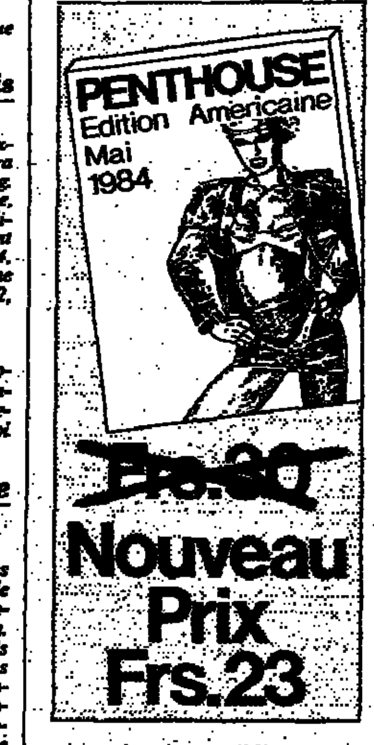
TOURNOI DE FOREST-HILLS

L'Américain John McEnroe a dominé, une nouvelle fois, le Tchécoslovaque Ivan Lendl qui s'est incliné nettement (6-4, 6-2) en finale du Tournoi WCT de Forest-Hills.

Voile

CHAMPIONNAT DU MONDE DE « FD »

Au terme des sept manches disputées à La Rochelle, l'équipage allemand de l'ouest Barzill-Wende a gagné le championnat du monde de Flying Dutchman. Il a précédé les équipages français Bouet-Gandolpe et Delage-Poirey. Plus régulier sur les trois épreuves qualificatives retenues par la Fédération française de voile, les troisièmes ont été retenus pour les Jeux oOlympiques de Los Angeles.





Fini les "pigeons" voyageurs

Les "pieds dans l'eau" à 5 km du littoral ;
les 4 étoiles qui ne sont que "châteaux de sable" ;
les croisières qui se terminent en galères, c'est fini.

Chez Havas Voyages
une chose promise est une chose due.

Le contrat de garantie Havas Voyages **engage** notre responsabilité pour vous indemniser des prestations qui n'auraient pas été fournies.

De plus,

si par hasard vous étiez dans ce cas, Havas Voyages **s'engage** à vous offrir pour vos prochaines vacances une réduction dans la limite maximum de **1000 francs** calculée sur la base de 5% de votre voyage.

Le "Contrat de garantie Havas Voyages" s'applique gratuitement à toutes les destinations, dans le monde entier, à la seule condition de s'adresser, en France, dans l'une des 242 agences Havas Voyages.

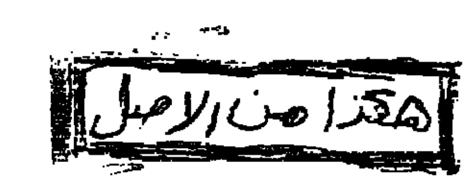
Cette garantie ne couvre pas les titres de transport qui ne seraient pas intégrés dans un voyage à forfait.

Havas Voyages

242 agences s'engagent

LICENCE 97 A

A Paris : Havas Voyages, 26, avenue de l'Opéra 75001, tél. : 261.80.56 - 15, rue de Rome 75008, tél. : 522.68.10 - 126, bd Haussmann 75008, tél. : 293.46.32 - 66, rue d'Alésia 75014, tél. : 542.21.25 - 264, rue de Vaugirard 75015, tél. : 531.12.58 - 27, rue de Passy 75016, tél. : 288.59.85 - 249, rue des Pyrénées 75020, tél. : 358.44.44 - **En banlieue : Chatou,** 2, avenue du Maréchal-Foch 78400, tél. : 952.11.85 - **Meaux,** 40, rue du Grand-Fer, tél. : 434.26.01 - **Melun,** 25, rue Saint-Aspais, tél. : 452.42.42 - **St-Germain-en-Laye,** 13, rue de Paris 78100, tél. : 451.92.11 - **Versailles,** 58, rue de la Paroisse 78000, tél. : 950.64.19 - **En province : 233 agences.** Directions Régionales : Ile de France (1) 261.80.56 - Sud-Ouest (56) 90.93.00 - Midi (91) 37.30.37 - Côte-d'Azur (93) 62.09.09 - Rhône-Alpes (78) 38.07.07 - Est (88) 32.99.77 - Nord (20) 30.88.88 - Ouest (99) 79.10.44 - Centre Loire (47) 61.57.57 - Centre Auvergne (73) 37.48.36.



هكذا من الأصل

CARNET DU Monde

Naissances

— Moïra et Pierre FERRAN ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Nicolas,

né le 10 mai 1984, à Paris.

31, rue des Plantes,
75014 Paris.

— Michel LORENZI et Marianne, née BARATIN,
Julie WALLARD,
annoncent la naissance de

Jean,
le 8 mai 1984, à Paris.

Mariages

— Le docteur Jamshed TATA F.R.S. et Mme, née Renée Zanetto,
M. et Mme Michaël DIMANT,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Philip
et Amanda,
le 25 mai 1984, à Londres.
15, Bittacy Park Avenue.
Mill-Hill, London N.W. 7.

Décès

— M. et Mme F. Boulnois

font part du décès de

M. Bernard BOULNOIS,
ancien attaché de presse
au Touring-Club de France.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 mai 1984, à 8 h 30, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris-13e.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Tania GHIRSHMAN
née Levienne,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédée le 3 mai 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Epouse et collaboratrice de

Roman GHIRSHMAN,
membre de l'Institut,
ancien directeur
de la mission archéologique française en Iran.

Elle a accompli, sa vie durant, une tâche *considérable bénévolement,* en préparant notamment toutes les publications des travaux de son mari.

Ses obsèques ont eu lieu dans la *stricte intimité familiale, le 10 mai,* au cimetière parisien de Bagneux.

— Biarritz.

Mme Henri Jaulerry,
M. et Mme Jean-Michel Chasseriaux,
Anne-Laure et Nathalie,
M. et Mme Alain Jaulerry,
Guillaume et Charles,
Me et Mme Gérard Jaulerry,
Mme Paul Jaulerry,
ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri JAULERRY,

HEC 1934,

survenu à l'âge de soixante-quatorze ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 14 mai 1984, à 16 h 15, en l'église Saint-Joseph de Biarritz.

Les dons recueillis au cours du service funèbre seront destinés à la recherche contre le cancer.

Villa Cambarre,
avenue Jaulerry,
64200 Biarritz.

— M. Claude Benoit
a la douleur de faire part du décès de sa femme,

Mme Chantal
LALLEMENT-BENOIT,

survenu le 5 mai 1984, dans sa trente-septième année, à cause du cancer.

6, rue de Bethléem,
51100 Reims.

— Mme André Martin-Delahaye,
son épouse,
Christine, Henri, Yves
et Isabelle Gousset, sa fiancée,
ses enfants,
Le général et Mme Louis Merat (c.r.),
ses beau-frère et sœur,
M. et Mme Soubeyran,
ses beaux-parents,
Mme Brigitte Soubeyran,
sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Cousins et cousines,
Parents et amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. André MARTIN-DELAHAYE,
diplômé de l'ENFOM,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de l'ordre du Mérite agricole,
directeur adjoint
à la Caisse nationale de crédit agricole.

survenu subitement, le 11 mai 1984, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux sera célébré au temple de Pentemont, 106, rue de Grenelle, à Paris-7e, le mercredi 16 mai 1984, à 10 h 30, suivi de l'inhumation dans le caveau familial.

« Rien ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu en Jésus-Christ, notre Seigneur. »
(Romains, VIII, 39.)

— Mme René Théry,
Mme Pierre Théry,
ses belles-sœurs,
M. et Mme Jean Reinhold,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Théry
et leur fille,
Mme Edmond Théry,
Le docteur et Mme Olivier Théry,
leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Gérard Théry
et leurs enfants,
Ses neveux et nièces,
Toute sa famille
Et ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme André THÉRY,
née Suzette Comte,

survenu le 10 mai 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

6, rue Dufrénoy,
75116 Paris.

— Mme Maurice Van de Walle,
Mme Monique Van de Walle,
Mourad-Raphaël et Karima Talbi,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice VAN DE WALLE,
chef d'orchestre,
compositeur,
membre de la SACEM,

leur époux, père et grand-père,
survenu *le 7 mai 1984,* dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le 11 mai, dans l'intimité familiale.

Ils ont une pensée émue pour sa sœur,

Madeleine VAN DE WALLE,

décédée à Lille, le 12 mars 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année,

et pour son frère,

Robert VAN DE WALLE,

décédé à Roubaix, le 2 avril 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

24, rue du Colonel-Fabien,
78500 Sartrouville.
47, rue Barrault,
75013 Paris.

Anniversaires

— Il y a cent ans naissait la pianiste

Céliny CHAILLEY-RICHEZ,

décédée le 9 septembre 1973,
épouse du violoniste

Marcel CHAILLEY,
décédé le 10 juin 1936.

A ceux qui les ont connus et aimés, une pieuse pensée est demandée.

Avis de messes

— On nous prie d'annoncer que deux messes seront célébrées pour

Mme PEYRON,
née Germaine Grawitz,

décédée le 21 avril 1984,

l'une le mercredi 16 mai, à 18 h 30, en l'église Sainte-Isabelle, place de Bagatelle, à Neuilly-sur-Seine,
l'autre le samedi 19 mai, à 11 heures, en la chapelle du couvent des clarisses, rue Wulfran-Puget, à Marseille.

Communications diverses

NANE STERN
vous invite à venir voir la première exposition parisienne des peintures, de

MANUEL PADORNO,
du 16 mai au 9 juin 1984, du mardi au vendredi de 15 heures à 20 h 30 ; le samedi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 20 h 30, 25, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : 705-08-46.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.05.84 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 15.5.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 15 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 mai à 0 heure et le mardi 15 mai à 24 heures.

En ce début de semaine, changement de régime : le mauvais temps froid venant de l'Est va progressivement être remplacé par une situation orageuse. Les vents vont à la fois remonter de Méditerranée et arriver par l'Ouest.

Mardi matin, en toutes régions, ciel nuageux avec de fréquents bancs de *brouillard.* Quelques petites bruines près des frontières du Nord-Est et à la pointe de la Bretagne. Sur le littoral méditerranéen, début de pluies orageuses.

Il fera 6 à 7 degrés sur la moitié nord et même 9 à 10 degrés en Bretagne, 1 à 4 degrés sur la moitié sud avec tout de même 7 à 8 degrés sur la côte méditerranéenne.

En cours de journée, de la Corse aux Alpes, temps couvert et orages. Du Jura aux régions du Nord-Est et de l'Est, ciel nuageux avec par place de petites bruines. Sur les côtes de la Manche et à la pointe de la Bretagne, *ciel* couvert avec pluies passagères.

Sur toutes les autres régions, temps nuageux avec éclaircies plus belles de la Picardie au Bassin parisien et au Massif Central. Quelques orages en bordure de l'océan en soirée.

Sur la moitié nord, 13 à 15 degrés en général mais seulement 12 degrés près de la Manche.

Dans le Sud-Ouest, il fera 14 à 16 degrés et sur l'extrême Sud-Est 17 à 18 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, *le 14 mai* 1984, à 8 heures, était de 1014,5 millibars, soit 760,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mai; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 mai) : Ajaccio, 16 et 5; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 15 et 7; Bourges, 11 et 7; Brest, 11 et 8; Caen, 11 et 8; Cherbourg, 11 et 7; Clermont-Ferrand, 10 et 1; Dijon, 11 et 8; Grenoble-S.-M.-H., 11 et 8; Grenoble-St-Geoirs, 9 et 6; Lille, 13 et 9; Lyon, 12 et 5; Marseille-Marignane, 17 et 7; Nancy, 9 et 7; Nantes, 12 et 8; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9; Paris-Montsouris, *11 et 8; Paris-Orly, 10* et 7; Pau, 15 et 5; Perpignan, 16 et 6; Rennes, 11 et 8; Strasbourg, 10 et 8; Tours, 12 et 7; Toulouse, 15 et 2; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 12 degrés; Amsterdam, 16 et 7; Athènes, 25 et 16; Berlin, 16 et 9; Bonn, 9 et 3; Bruxelles, 11 et 7; Le Caire, 31 et 14; îles Canaries, 23 et 17; Copenhague, 17 et 4; Dakar, 29 et 22; Djerba, 22 et 16; Genève, 11 et 7; Jérusalem, 33 et 12; Lisbonne, 20 et 11; Londres, 17 et 6; Luxembourg, 7 et 6; Madrid, 10 et 5; Moscou, 14 et 8; Nairobi, 28 et 15; New-York, 21 et 6; Palma-de-Majorque, 19 et 8; Rome, 18 et 8; Stockholm, 16 et −1; Tozeur, 30 et 17; Tunis, 20 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 13 mai :

DES DÉCRETS

● Modifiant certaines dispositions du code du service national.

● Portant création d'un office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.

● Modifiant le décret du 13 mai 1982 portant création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et du Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie.

● Portant reconduction de la prime à la création d'emploi dans les entreprises artisanales.

UN ARRÊTÉ

● Fixant les conditions d'émission des obligations PTT 1984.

UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la sécurité routière (mise en œuvre du programme RÉAGIR).

EN BREF

ILE-DE-FRANCE

AIDES PUBLIQUES A L'INDUSTRIE. — La préfecture de la région d'Ile-de-France vient de publier une plaquette sur *les Aides publiques à l'industrie,* réalisée par la direction régionale de l'industrie et de la recherche d'Ile-de-France. Elle a pour but d'informer sur les principales aides financières et les diverses possibilités d'assistance technique offertes aux industriels pour leur permettre de faire face aux étapes importantes de la vie de leur entreprise.

Ces soutiens sont mis en œuvre avec le concours des services de l'État et des principaux partenaires économiques en Ile-de-France : conseil régional, conseils généraux, chambres de commerce et d'industrie, organismes professionnels et techniques.

★ **Cette brochure est offerte par la direction régionale de l'industrie et de la recherche, 152, rue de Picpus, Paris 12e. Tél. : 344-33-30, poste 213.**

MICROBIOLOGIE

DEUX STAGES. — L'université d'Orléans organise deux stages pour ceux qui travaillent dans le laboratoire d'une industrie pharmaceutique, agroalimentaire ou cosmétique. Microbiologie de l'eau, en six demi-journées (14-21 mai), traitera des problèmes posés par la présence des micro-organismes dans l'eau, de la mise en évidence de quelques groupes bactériens et des numérations. Le stage de microbiologie appliquée aura lieu à temps plein du 4 au 8 juin.

★ **Service de formation continue, université d'Orléans, Château de la Source, 45046 Orléans, Cedex, tél. : (38) 63-22-16, poste 847.**

PATRIMOINE EUROPÉEN

VENISE ET FONTEVRAULT. — Jeunesse et patrimoine, créé en 1977 pour aider les jeunes à assurer la conservation, la restauration et l'animation du patrimoine historique européen, organise son huitième stage international d'été sur la sauvegarde du patrimoine architectural en Vénétie, du 1er au 12 septembre, à Vicense et Venise. Pour préserver le patrimoine architectural français, un stage aura lieu à l'abbaye royale de Fontevrault du 20 au 25 juillet.

★ **Jeunesse et patrimoine, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 225-91-92.**

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 MAI

Exposition « Le vitrail en Lorraine », présentée aux jeunes, 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Senant.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Duhesme.

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, entrée, M. Guillier.

« Notre-Dame et le passé de la Cité », 15 heures, portail central, Mlle Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Napoléon aux Invalides », 15 heures, grille d'honneur côté esplanade (Academia).

« Salons de réception de l'Hôtel de ville », 14 h 30, devant la poste, M. Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels du Pré aux Clercs », 14 h 30, métro Solférino (Paris pittoresque et insolite).

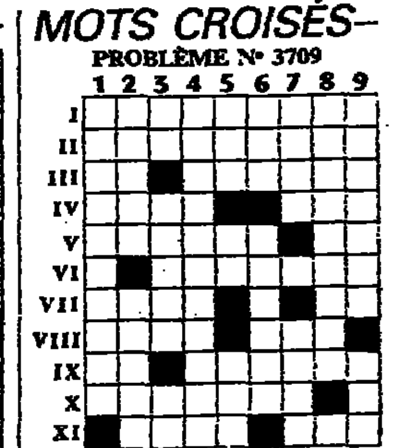
CONFÉRENCES

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, amphi Bachelard, P.-H. Biondi : « Bonheurs et chagrins du Père Teilhard de Chardin » (Université populaire).

19 h 30, 5, rue Largillière « Les sources du symbole roman » (Nouvelle Acropole).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3709



HORIZONTALEMENT

I. Sont parfois utilisés contre les *morpions.* — II. Qui risque d'exploser quand on le fait bouillir. — III. Fleuve côtier. Parfumer comme un chapon. — IV. Faire subir une dégradation. Est difficile à plaquer. — V. Peut se faire avec un appareil. Un vague sujet. — VI. Comme une musique de Schönberg. — VII. Entra dans le jeu. Fin de verbe. — VIII. Un jardin plein de fruits. Fils de Noé. — IX. Adverbe. Sont bonnes à jeter. — X. Est au chômage quand il n'a pas de peau. — XI. Le jurassique inférieur. A une forte tête.

VERTICALEMENT

1. La prière d'un chartreux. — 2. Qui n'a donc plus de dents. Un modèle parfait. — 3. Dieu. Qui a donc un grand col. Conjonction. — 4. Massif, dans une île. — 5. Mot qui peut faire penser que l'on parle à un chien. *Va avec tout. Qui ont dû être* déclarés. — 6. Grossit en été. Puisa aux sources populaires roumaines. — 7. Un seul passage le rendit célèbre. Se laissa aller. — 8. Fut tué au siège de Troie. — 9. Parler comme à une veuve. A l'esprit caustique.

Solution du problème n° 3708

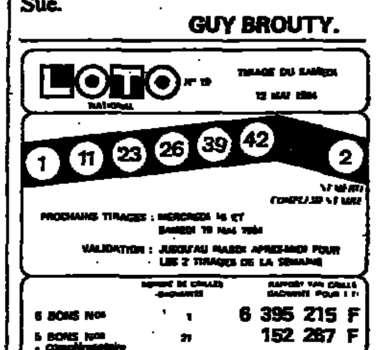
Horizontalement

I. Candidats. Sprée. — II. Aperçu. Ronciers. — III. Ni. Oiseau. Os. Es. — IV. Il. Emplette. — V. Ivres. Séance. Pi. — VI. Nui. OO (Oô). Chère. — VII. Touraine. Ela. — VIII. Simples. Nielle. — IX. Assiettes. Muer. — X. Ri. Hélène. Se. — XI. Ante. Ou. Ors. — XII. Stase. Savetier. — XIII. Pompe. Ela. Mis. — XIV. Uriner. Duo. Menu. — XV. Ras. Témérité. Gê.

Verticalement

1. Cantine. Raseur. — 2. Api. Vu. Saint. Râ. — 3. Ne. Iritis. Tapis. — 4. Drôle. O.M.S. Eson. — 5. Ici. Soupir. Emet. — 6. Duse. Orle. Pré. — 7. Ems. Aethuse. — 8. Trapéziste. De. — 9. Soûla. Eleveur. — 10. Encense. Eloi. — 11. Scotch. Nota. — 12. Pistée. Emeri. Me. — 13. Ré. Relu. Semé. — 14. Ere. Pelles. Ring. — 15. Essai. Aérer. Sue.

GUY BROUTY.



Le Monde

ECONOMIE

La progression de FO accélère le changement du paysage social

FORCE OUVRIÈRE a le vent en poupe. Le 19 octobre 1983 n'était peut-être pas un « accident » de l'histoire sociale : ce jour-là, aux élections aux conseils d'administration des caisses primaires d'assurance-maladie, FO réalisait une véritable percée arrivant avec 25,16 % des voix sur l'ensemble de la France juste derrière la CGT (28,25 %) et sensiblement devant la CFDT (18,36 %), la CGC (15,89 %) et la CFTC (12,31 %).

La centrale de M. André Bergeron déjouait ainsi « ses » pronostics les plus optimistes. Mais on pouvait légitimement se demander si un tel succès n'allait pas se révéler être un simple feu de paille. La faible implantation militante de FO dans le secteur privé, encore attestée par les résultats officiels des élections aux comités d'entreprise en 1982 – la créditant de 11,7 % des suffrages exprimés contre 32,3 % à la CGT et 22,8 % à la CFDT – contribuait à entretenir le scepticisme sur les suites d'un tel résultat dans les élections professionnelles.

Une telle analyse faisait pourtant bon marché de la progression, difficile à observer, lente mais tenace de l'implantation de FO dans les entreprises du secteur privé. Une étude du ministère des affaires sociales diffusée en mars 1984 sur les sections syndicales d'entreprise, au 1er juillet 1981 révèle une évolution significative. Sur 36 548 entreprises assujetties à cette date à la législation de 1968 sur la constitution de sections syndicales dans les entreprises de plus de 50 salariés, 22 106 soit 60,48 %, ont effectivement une ou plusieurs sections.

En valeur absolue, FO ne compte que 117 sections de plus par rapport à 1980 (contre une progression de 310 pour la CFDT et un recul de 57 pour la CGT), mais, sur la longue période, la redistribution des cartes syndicales est importante et explique en partie certains résultats électoraux d'aujourd'hui. De 1970 à 1981, le pourcentage de sections FO par rapport au nombre total de sections est passé de 10,21 % à 14,47 %. Dans le même temps, les pourcentages sont revenus pour les autres organisations de 44,54 % à 37,62 % pour la CGT, de 25,49 % à 24,20 % pour la CFDT, de 10,04 % à 12,31 % pour la CGC et de 4,26 % à 5,62 % pour la CFTC.

L'armature militante dans les entreprises

Si FO a encore bien des progrès à faire pour être à la hauteur de la CGT et de la CFDT en sections syndicales, elle est une force qui compte de plus en plus dans les entreprises, disposant plus que par le passé d'une armature militante qui lui permet de recueillir aux élections dans les entreprises de nombreuses voix qui, ensemble, font un bon score à l'occasion d'une consultation nationale (où l'image et les positions du leader jouent plus que la présence et l'action dans une usine).

En l'absence de statistiques officielles du ministère des affaires sociales depuis celles concernant l'année 1982, les résultats d'élections d'entreprise – délégués du personnel, comités d'entreprise ou d'établissements – depuis le 19 octobre 1983 font apparaître une tendance très nette, même s'il ne s'agit que d'une photographie partielle, à savoir une progression quasi générale et souvent forte de FO, un tassement de la CFDT et une évolution plus contrastée de la CGT, les reculs l'emportant cependant toujours sur les progrès.

Un des premiers exercices de M. Bergeron, lorsqu'il arrive chaque matin au siège de sa centrale, avenue du Maine à Paris, c'est de recenser lui-même les résultats électoraux de FO dans les entreprises où cette organisation est présente. Il ne s'agit là aussi que d'une enquête partielle et limitée, mais mis bout à bout ces résultats, présentés et totalisés chaque semaine dans *FO-Hebdo*, révèlent une tendance significative.

Au 27 avril 1983, la calculatrice de M. Bergeron totalisait des résultats sur 1 200 262 voix, ce qui donnait 27,86 % pour FO contre 33,11 % pour la CGT et 21,80 % pour la CFDT. Un an plus tard, au 26 avril 1984, la calculatrice du secrétaire général de FO dénombre, sur 2 142 890 voix, 31,20 % des suffrages pour FO, 31,18 % pour la CGT et 19,35 % pour la CFDT. On peut discuter pareille statistique, en démontrer les failles et les défauts, mais le fait est là : FO gagne du terrain et renforce globalement sa présence dans le secteur privé. La « divine surprise » du 19 octobre 1983 n'était pas accidentelle.

Qu'on en juge : FO vient de progresser simultanément à la SNIAS-Mérignac, aux Charbonnages de France, aux usines Renault de Douai et du Mans, à l'établissement de Nanterre de Citroën. Au comité d'établissement des houillères du bassin de Carmaux-Decazeville, FO a gagné 7,31 points dans le collège ouvriers (la CGT reculant de 7,91 points), progressant de 8,8 points chez les ouvriers de Decazeville et de 14,82 chez les mineurs de fond de Carmaux ! Impressionnant ! Au conseil de discipline du Crédit du Nord, au plan national, FO a gagné 7,46 points par rapport à 1981, la CFDT reculant de 7 points et la CGT de 3,43. Au comité national du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) – sur 24 302 inscrits et 14 336 votants, – FO avec 19,6 % est troisième derrière la CGC (25,2 %) et la CFDT (25,1 %), mais gagne 1,7 point alors que la CFDT en perd 2,2 (avec + 2,3 pour la CGC et – 0,9 pour la CGT).

La centrale de M. Bergeron a progressé de 4 points dans le premier collège aux élections de délégués du personnel de Dunlop-Montluçon, de 4,31 aux commissions paritaires locales de l'arsenal de Brest, de 6,24 points pour l'ensemble des collèges aux élections de délégués du personnel d'Alsthom-Atlantique à Saint-Nazaire, de 3,15 dans le premier collège et de 5,14 dans le deuxième collège aux élections de délégués du personnel de Peugeot-Sochaux. Une « poussée » qui ne semble pas épargner beaucoup de secteurs d'activité.

Un syndicat « attrape-tout »

Ainsi aux Galeries Lafayette-Haussmann – 3 296 inscrits et 1 904 exprimés, – les élections de délégués du personnel de mars 1984 ont placé FO en tête avec 34,19 % devant la CGT (32,77 %), la CFTC (19,8 %) et la CFDT (13,24 %). La centrale de M. Bergeron y a progressé en un an de 13,49 points, celle de M. Krasucki perdant 5,61 points, celle de M. Bornard gagnant 0,21 et celle de M. Maire reculant de 1,29.

A la RATP, les élections des membres des commissions de classement (qui tiennent lieu de délégués du personnel) ont permis à FO de progresser dans le premier collège de 4,1 points, la CGT régressant de 5,75 points. Au comité d'entreprise de Solvay-Tavaux, dans le Jura, FO, avec 27,2 %, arrive en deuxième position derrière la CGT (31,6 %) pour l'ensemble des collèges, mais gagne 9,8 points par rapport à 1982, la CGT en perdant 8, la CFTC 3,6 tandis que la CFDT gagne 0,6 et la CGC 1,2. A Renault-Sandouville, au comité d'établissement, en novembre 1983, la centrale de M. Bergeron a obtenu 42,15 % dans le premier collège, la CGT conservant avec 51,2 % des exprimés la majorité ; FO gagnait ainsi 20,42 points, la centrale de M. Krasucki en perdait 14,46 !

FO serait-elle devenue un syndicat « attrape-tout » enregistrant, à la faveur de mécontentements dont elle se fait l'écho, des gains, quelle que soit la taille de l'entreprise, quel que soit le secteur d'activité et indifféremment au détriment de la CGT, de la CFDT, voire même parfois de la CFTC ? Indéniablement, la centrale bénéficie d'un « effet sécurité sociale » d'autant plus significatif que l'implantation militante semble se renforcer. Deux exemples montrent que là où FO a présenté pour la première fois des candidats à des élections professionnelles, elle en a récolté le plus grand profit.

A l'entreprise Bull d'Angers, FO a ouvert le feu au comité d'entreprise en décembre 1983 en obtenant 24,70 % dans le premier collège et 21,03 % dans le second. Une jolie première qui a fait reculer la CGT de 15,4 points et la CFDT de 9,3 dans le premier collège, la CFDT de 19,73 points et la CGT de 6,38 dans le second. Même scénario aux Verreries mécaniques champenoises à Reims : au comité d'entreprise, dans le premier collège, les candidats FO se présentant pour la première fois obtenaient 20,7 % derrière ceux de la CGT, 44,1 % (– 136 points par rapport à 1982) et devant la CFTC, 10,2 % (– 3,9) et la CFDT, 9,1 % (– 8,3).

Les reculs de la CFDT

De même que la CFDT avait pâti du succès de FO aux élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983, de même la centrale de M. Edmond Maire semble fréquemment touchée par les progrès dans les élections professionnelles de sa concurrente syndicale. Des résultats récents ont fait apparaître un recul de 4,3 points pour la CFDT dans le collège ouvriers du comité d'établissement de Renault-Douai, une perte de 3,76 points dans le collège ouvriers et employés pour les délégués du personnel à Renault-Le Mans.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 19.)

La marine marchande soviétique taille des croupières aux armateurs occidentaux

La flotte de guerre soviétique n'est pas la seule à sillonner toutes les mers du globe. L'URSS a équipé une puissante marine marchande – dont la mission n'est sans doute pas exclusivement commerciale – qui fait aux armateurs des pays capitalistes une redoutable concurrence.

OU et quand s'arrêtera l'expansionnisme maritime soviétique ? Alors que les marines marchandes de tous les pays européens, y compris les plus dynamiques comme les flottes grecque et norvégienne, traversent une grave crise qui oblige les amateurs à vendre des navires à la ferraille, à les désarmer ou à les transférer sous des pavillons de complaisance, le nombre des cargos soviétiques se multiplie sur les mers. Ils offrent des tarifs « imbattables », viennent perturber l'organisation des conférences maritimes et les pools d'armateurs. Il n'est plus guère de lignes ou de trafics d'où sont absents les Soviétiques et lorsqu'il ne s'agit pas d'eux, ce sont les navires roumains, allemands de l'Est, et surtout polonais.

Cette concurrence par une présence tous azimuts et par des prix de « dumping » ne date pas d'hier, mais le phénomène prend une ampleur telle que l'ensemble des armateurs occidentaux, déjà malmenés dans leurs positions traditionnelles par les armements commerciaux de Taiwan, de Hongkong et de Corée du Sud, très compétitifs, demandent avec de plus en plus d'insistance à leurs gouvernements et à la CEE d'intervenir auprès des autorités soviétiques.

« *Pour engranger des devises et développer leur présence dans le monde, l'URSS et les pays satellites sont prêts à tout, notamment à offrir aux clients des tarifs de fret qui n'ont rien à voir avec les plus élémentaires notions de rentabilité* », dit-on au Comité central des armateurs de France (CCAF) avec inquiétude. Une inquiétude qui se double d'une interrogation : parmi tous ces navires soviétiques qui sillonnent le monde et qui séjournent dans les ports, combien font réellement du commerce et combien participent d'abord à la collecte de renseignements de tous ordres (un port est un lieu névralgique pour l'économie d'un pays et concentre souvent d'importants investissements « sensibles », tels des raffineries de pétrole, des arsenaux, des chantiers navals, des usines chimiques, des bases sous-marines, etc.) ?

C'est à partir de 1976 que l'URSS est entrée de plain-pied dans la compétition internationale. La flotte, composée d'une quinzaine de compagnies différentes, toutes, bien sûr, placées sous la tutelle de l'Etat, a quintuplé de 1962 à 1983. Au 1er janvier 1984, elle atteignait 18,62 millions de tonneaux de jauge brute et se plaçait au cinquième rang mondial après le Libéria, le Japon, la Grèce et Panama. Parmi les dix premières flottes mondiales, c'est la seule qui ait augmenté sa capacité entre 1982 et 1983 (avec le Panama), alors que le trafic maritime mondial chutait de 8 %, ce qui constitue la plus forte baisse enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Notons que le tonnage de la flotte française a diminué, passant de 9,6 millions de tonneaux de jauge brute le 1er avril 1983 à 8,7 le 1er janvier de cette année.

L'URSS s'équipe en navires modernes (porte-conteneurs, porte-barges), conformes aux normes les plus exigeantes de l'Organisation maritime internationale, qui dépend de l'ONU, et qui sont construits dans les chantiers soviétiques, mais aussi polonais et finlandais. Ces derniers sont spécialisés dans les brise-glace et les cargos adaptés à la navigation dans l'Arctique.

La concurrence soviétique, avec cette considérable capacité de transport maritime, s'exerce soit sur les trafics bilatéraux, par exemple entre la France et l'URSS, soit sur ce que l'on appelle les trafics tiers (entre l'Europe et l'Extrême-Orient ou entre l'Australie et le Japon, par exemple), qui sont en général réglementés par des « conférences », c'est-à-dire des accords privés entre armateurs.

La France et l'URSS ont signé un accord maritime le 24 avril 1967, dont le principe essentiel est la non-discrimination de chacun des partenaires vis-à-vis de l'autre. Chaque année, une commission mixte franco-soviétique se réunit, examine les conditions d'application de l'accord et propose éventuellement des solutions en cas de litige.

Des relations bilatérales déséquilibrées

En fait, on constate un « dérapage » de l'accord d'année en année au détriment du pavillon français, qui s'estime victime de mesures discriminatoires, à propos de la fréquentation de certains ports russes par exemple. Grâce à des pratiques imposées par les Soviétiques – et que la France a jusqu'à maintenant acceptées, – les marchandises soviétiques sont vendues CAF, c'est-à-dire que le coût du fret et celui de l'assurance sont compris dans le prix de vente, alors que les produits achetés par l'URSS le sont FAB, c'est-à-dire non compris le coût de transport, ce qui laisse à la partie soviétique le choix du transporteur, donc le niveau des prix. Bien qu'elle leur soit défavorable, les exportateurs et importateurs étrangers acceptent cette clause pour obtenir les contrats. De plus, la réglementation soviétique interdit aux compagnies étrangères de navigation de créer des agences en URSS. Ces compagnies sont donc en situation de dépendance totale par rapport aux autorités soviétiques, qui décident ou non de leur allouer des cargaisons.

Anvers, plate-forme commerciale

Résultat : la position de l'armement français dans le commerce franco-soviétique ne cesse de se dégrader. L'an dernier, on a d'ailleurs été à deux doigts de ne pas renouveler l'accord. Nos navires (à partir de Dunkerque et du Havre pour les dessertes du Nord et de Marseille, vers Odessa pour le Sud) n'ont transporté, en 1982, que 2,8 % des tonnages (8,5 % en valeur) qui se sont élevés à 10,2 millions de tonnes dont 2,7 millions au départ des ports français et 7,5 en provenance d'URSS. En 1975, cette part était encore de 25 %. Plus de 75 % du tonnage est transporté par des bateaux soviétiques et le reste (plus de 20 %) par des pavillons tiers. On notera enfin qu'une large partie (20 à 30 %) du trafic qui devrait entrer dans le cadre de l'accord bilatéral et donc passer par les ports français est détournée par Anvers, où les Soviétiques ont créé une importante base commerciale pour le groupage et la redistribution de leur commerce avec l'Europe occidentale.

Alors que la part du pavillon français tend à se rétablir pour certaines marchandises (tubes pour le gazoduc sibérien), elle reste dérisoire pour la quasi-totalité des importations, et notamment les hydrocarbures qui, à 81 %, sont transportés par des navires russes et à 0,3 % par des pétroliers français...

Si, sur le front des hydrocarbures, aucun progrès n'est perceptible pour regagner une partie du trafic, en revanche, pour les céréales – et la France est un gros exportateur de grains vers l'Est, – des progrès sensibles ont été accomplis, concrétisés par l'accord d'octobre 1983, valable pour la campagne qui couvre la période de novembre à juin 1984.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 19.)

Les croisières aussi

LES compagnies maritimes britanniques, qui ne cessent de protester contre le « dumping » pratiqué par l'URSS sur les prix des croisières, viennent d'apprendre avec inquiétude une commande soviétique de cinq nouveaux paquebots de croisière dans un chantier naval polonais.

Ces navires doivent être livrés à l'URSS entre 1987 et 1990.

Cette information coïncide avec une offre de la compagnie soviétique de croisière CTC Lines de réduire de 179 300 à 166 000 le nombre de couchettes-nuits qu'elle offrira l'an prochain au départ des ports britanniques.

Entre 1983 et 1984, CTC Lines avait déjà réduit de 28 % le nombre de ses couchettes-nuits (de 250 000 à 179 300). Sa nouvelle proposition a été formulée en réponse aux pressions des autorités britanniques et aux démarches des armateurs de Grande-Bretagne auprès de ceux d'autres pays européens pour qu'ils exigent également une réduction des activités des paquebots de croisière soviétiques à partir de leurs ports.

Les deux compagnies britanniques principalement concernées, Cunard et P and O, se sont néanmoins déclarées très déçues, car elles souhaitaient que la compagnie soviétique revienne au niveau de 1979, soit 116 000 couchettes-nuits.

Les armements français qui desservent l'U.R.S.S.

LES armements français qui desservent l'U.R.S.S. sont la Compagnie générale maritime (CGM) au départ des ports du Nord et la Compagnie méridionale de navigation, filiale de la CGM, au départ de Marseille. Un troisième armement, la société Rodrigues-Ely, a fait faillite au début de cette année.

En ce qui concerne plus particulièrement le transport des céréales, les armements français sont l'Union navale, Louis Dreyfus, Unitramp, Cetragpa, CGM en accord avec le Norvégien Jebsen.

Trade, not aid

Il est de bon ton – et commode aussi – de taxer les Etats-Unis de protectionnisme. L'accusation peut parfois surprendre, ou même irriter, quand, de leur côté, les autres pays jouent à l'excellence de différents obstacles pour entraver l'entrée de produits étrangers sur leur territoire ; mais s'il fallait être vertueux pour prôner la morale...

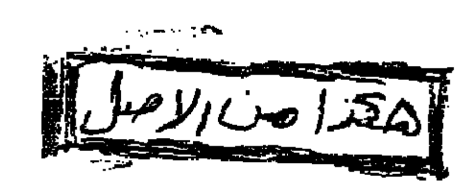
Vis-à-vis du tiers-monde, en tout cas, les faux-semblants sont souvent de rigueur. L'Europe et notamment la France ont l'habitude de déplorer la faiblesse de l'aide américaine au développement ou encore le niveau élevé des taux d'intérêt qui accroît le poids de l'endettement, ce qui n'est pas faux. Mais les pays du Sud – notion certes trop vague – sont devenus les premiers fournisseurs des Etats-Unis en produits industriels, devant le Japon et l'Europe, ce qui n'est pas le propre d'une économie fermée, ni, d'ailleurs, le fait exclusivement des sociétés transnationales.

S'il n'en est pas la clef, l'échange international peut contribuer au progrès des nations, compte tenu des risques d'extraversion, sans doute mieux que l'aide avec sa composante de domination : c'est ce qu'exprime en anglais la célèbre formule : *Trade, not aid* (1). C'est en vue de conjurer les menaces protectionnistes qui pèsent sur une telle politique que les ministres du commerce extérieur de treize pays, ainsi que des représentants de la CEE, du FMI et du GATT, se sont réunis du 10 au 12 mai à Washington. Après la rencontre bancaire de New-York, il fut à nouveau question de l'endettement du tiers-monde.

Afin de pouvoir rembourser leurs dettes, les pays en développement doivent accroître leurs exportations, d'autant qu'une réduction excessive des achats à l'étranger risque d'entraîner asphyxie économique et troubles politiques. Le développement industriel du tiers-monde, qui est déjà une réalité (les produits manufacturés représentent plus de la moitié de ses exportations hors pétrole), le sera encore davantage à l'avenir ; il est aussi de plus en plus une nécessité. Partenaire et concurrent, le Sud a naturellement tendance à se tourner vers les Etats-Unis. L'Europe ne doit pas, par crainte, rester à l'écart du mouvement.

MICHEL BOYER.

(1) En anglais : le commerce, plutôt que l'aide.



هكذا من الأصل

LE SOUS-CONTINENT INDIEN S'OUVRE AUX ÉCHANGES

L'Asie ne commence pas à Singapour

Le principal pôle du monde industriel sera-t-il autour de l'océan Pacifique au vingt et unième siècle ? Les multiples débats sur ce thème à la mode tendent à se concentrer sur les Californiens, les Japonais, les Coréens et autres Singapouriens. Or on aurait tort de négliger la vaste Asie du Sud, le sous-continent, Inde, Pakistan, Bangladesh, qui par sa position se trouve à cheval sur deux mondes : celui du Pacifique et celui de l'océan Indien.

KARACHI, Bombay, les décors classiques des aéroports internationaux – *hommes d'affaires asiatiques* ou occidentaux en veston-cravate, touristes des deux sexes et autres, comme disait Balzac – sont devenus de véritables caravansérails affichant le plus étonnant tohu-bohu. A Karachi, Pendjabis et Pathans, barbe et chemise flottantes, turban ou bonnet aux bords *roulés*, se pressent aux comptoirs de Koweït et de Jeddah. A Bombay dominent les hommes au teint foncé, petits et vifs, qui viennent du Kerala, aussi bien *hindous que chrétiens ou musulmans*. De retour du Golfe, ils poussent des valises sur lesquelles sont ficelés d'énormes ballots, suivis d'autres colis : transistors, téléviseurs.

Depuis le début du boom pétrolier de 1973, manœuvres, ingénieurs, techniciens, affluent vers le nouvel eldorado et rapatrient leurs économies. Ainsi, *en* 1983-1984, le Pakistan encaisse 2,8 milliards de dollars. De grandes entreprises publiques et privées indiennes ont décroché des contrats : construction d'immeubles, livraison de biens d'équipement. Indiens et Pakistanais envoient des produits agricoles : du riz, de la viande, des légumes.

Les Indiens se portent aussi vers l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient. Des sociétés comme les Tatas de Bombay ouvrent des bureaux à Singapour. En 1982-1983, les exportations de l'Inde vers les pays d'Asie augmentent de 17,7 %, contre 3,3 % vers les Etats-Unis et 4,7 % vers la CEE.

Il y a dix ans, une importante mission japonaise revenait de l'Inde, l'air maussade devant la paperasse et les multiples formalités qui caractérisent l'économie indienne. *Aujourd'hui, le* climat est en train de changer. L'Inde vend de longue date au Japon du minerai de fer. Ses exportations croissent et se diversifient au point de progresser de 15 % en 1982-1983. Mouvement inverse : Suzuki est en train d'ouvrir la plus grande fabrique d'automobiles de l'Inde.

Les missions japonaises se succèdent au *Pakistan* et au *Bangladesh*, ce dernier bénéficiant d'une forte aide publique nippone.

Autres signes de mouvement : les hommes d'affaires indiens poussent *jusqu'à Séoul. De son côté, la Corée* du Sud, déjà très active au Moyen-Orient, se manifeste dans le sous-continent. Une de ses entreprises a réussi l'exploit d'enjamber avec une ligne à haute tension le *Gange et le* Brahmaputra, qui s'étalent sur 5 à 10 kilomètres de large. Des caissons de béton *(12 mètres de diamètre)* ont été enfoncés à 100 mètres de profondeur dans le lit des fleuves. Tous les kilomètres émerge un pylône de 100 mètres de hauteur *(10 pylônes et les ancrages, 90 millions* de dollars).

Un goût trop prononcé pour l'armement

Quelle est la place de l'Occident dans ce mouvement ? Les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale continuent d'affirmer leur présence en Inde. Ils viennent en tête pour le nombre des accords de *joint ventures* avec des entreprises indiennes, publiques ou privées. Les Français font de louables efforts pour améliorer leur position, mais certains hauts fonctionnaires indiens trouvent que la France montre un goût peut-être trop prononcé pour les affaires d'armement.

Les grandes banques commerciales occidentales ont pendant longtemps négligé le sous-continent. Aujourd'hui, leurs émissaires s'arrêtent à Karachi, Bombay et Delhi. *L'Inde ne figure pas sur la liste des* pays en train de rééchelonner leur dette. Elle a même pu renoncer à la dernière tranche du gros crédit accordé en 1982 par le FMI. Le service de la dette *correspond à 10 %* seulement des recettes d'exportations et d'invisibles. Il s'agit surtout de crédits publics.

Sans se départir d'une prudence qui a, hélas ! fait défaut aux grands argentiers argentins, brésiliens et mexicains, les Indiens commencent à placer des emprunts commerciaux.

Les pays européens ont beau s'intéresser à l'Asie du Sud, *nous ne* sommes pas certain qu'ils parviendront à s'insérer avec assez d'ampleur dans les grands courants qui se dessinent.

Les échanges Sud-Sud se développent. Même au sein du sous-continent, un lent rapprochement économique est en marche, malgré tous les accès de fièvre et autres foyers de tension. Les Japonais, ne nous y trompons pas, ne sont qu'au début de leur marche d'approche. Le gros de leurs investissements se trouve en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est. Pousser au-delà de Singapour vers l'ouest est aisé.

Les réticences de l'Occident à renforcer son appui au tiers-monde sont particulièrement contraires à ses propres intérêts. Les Etats-Unis refusent d'accorder quelques milliards de dollars à l'IDA, filiale de la Banque mondiale, très engagée en Asie du Sud, alors qu'ils livrent aujourd'hui plus de biens d'équipement au tiers-monde qu'aux pays de la C.E.E. L'Europe occidentale comprend-elle que, face à une Amérique latine temporairement en panne de par son endettement, face à une Afrique noire en proie à de multiples et énormes difficultés, les *pays d'Asie représentent* les partenaires les plus sûrs du proche avenir, ou... les moins incertains ?

Une progression soutenue mais pas spectaculaire

L'Inde et le Pakistan ont, jusqu'à maintenant, assez bien accusé les *coups de la récession mondiale en* maintenant l'expansion de leurs économies. L'agriculture, l'industrie, vont de l'avant. L'Inde a la chance de couvrir une part croissante de ses besoins en pétrole grâce à de récentes découvertes. Les échanges avec l'extérieur sont en hausse. *Même le Bangladesh donne* des signes de mouvement *(voir notre article ci-contre)*. Le directeur d'une des rares fabriques étrangères à Dhaka nous faisait part de son optimisme prudent.

L'ensemble du sous-continent avec ses 900 millions d'habitants ne *présentera certes pas des perspectives* à la japonaise ou à la coréenne. Problèmes sociaux, pression démographique, aléas politique, surtout au Bangladesh et au Pakistan, constituent autant de facteurs de ralentissement. Néanmoins, celui qui visite ces pays depuis une trentaine d'années se sent presque éberlué devant le brassage des hommes, des marchandises, des idées, des contrats dans tous les sens.

Les formes de coopération se prêtent *à de multiples combinaisons* inconnues naguère : plus grande ouverture de ces pays vers l'extérieur, politique économique plus pragmatique, niveau des élites, de la *production* industrielle (surtout pour l'Inde). Un long chemin a été parcouru à partir du vieux pacte colonial : les échanges de matières premières contre des produits manufacturés, le mouvement à sens unique des cerveaux du Nord vers le Sud, des experts occidentaux venant donner conseil aux Asiatiques.

La question-clé se pose ainsi. Avec le concours du Japon, les autres pays d'Asie pourraient progressivement se passer des Occidentaux, surtout *si* ceux-ci persévèrent dans la voie du protectionnisme. Mme Gandhi, les leaders pakistanais, du Bangladesh et bien d'autres plus à l'est préféreraient une gamme assez large de partenaires. Leurs déclarations sur l'interdépendance croissante du globe ne trouvent qu'un écho limité dans nos sociétés empêtrées dans leurs embarras et *dans un climat morne si différent de* celui que l'on respire dans cette Asie qui bouge.

GILBERT ETIENNE.

• *Le CEFRI* (centre de formation aux réalités internationales) organise les 17 et 18 mai un séminaire sur le thème : « La crise monétaire et financière mondiale », avec notamment la participation de MM. Harold Van B. Cleveland, vice-président de la Citibank ; Michel Aglietta, du CEPII, économiste français (CEPII) ; Philippe Jurgensen, chef du service des relations internationales au ministère de l'économie et des finances ; Fathi Kemisha, spécialiste des institutions financières arabes ; Olivier Mirat, directeur adjoint d'Indosuez.

(*) CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. 336-04-41.

Même le Bangladesh donne quelques signes d'espoirs

Sauf événement imprévu *(mais l'imprévu est... probabilité dans ce pays)*, des actions présidentielles devraient avoir lieu le 27 mai au Bangladesh, un pays sans espoir, qui fait *penser à un cul-de-jatte (basket case)*, disait Kissinger. En va-t-il ainsi aujourd'hui ? L'auteur de cet article vient de passer plusieurs semaines dans les villages *où vivent 90 % de la population.*

LA barbiche grisonnante, Karim est en train de couper le blé à la faucille. Paysan sans terre, il travaille pour Abdul, propriétaire d'un hectare (presque gros) pour 10 takas *par* jour (1). Depuis 1975, le blé se propage en saison sèche partout où il peut être *irrigué*. Semé ici dans des terres basses, il profite de l'humidité laissée par la mousson. La mare d'à côté ne baisse que lentement. Karim et son frère déversent de l'eau dans le champ grâce au panier mû de chaque côté par le balancement d'une corde.

Poursuivons notre route vers Aricha au bord de cette immense nappe d'eau formée par la rencontre du Gange et du Brahmapoutre. Les 200 km2 du sous-district-pilote de Shibalaya entretiennent 600 habitants au kilomètre carré. Les deux tiers des champs consistent en terres basses où l'eau monte jusqu'à 2 mètres, faute de drainage. Les paysans sèment à la volée du riz flottant qui pousse en même temps que monte l'eau. Inutile de songer à de nouvelles variétés ; courtes sur tige, elles seraient noyées. Pas question *non plus de mettre des engrais* chimiques qui partiraient au fil de l'eau. Les paysans se contentent d'une maigre récolte de 1 000-1 500 kg/ha de paddy (660-1 000 kg de *riz*), *chiffre* qui baisse en cas de véritables inondations.

Depuis les années 60, sous le régime pakistanais, la stratégie nationale mise sur les cultures en *saison* sèche grâce à *l'irrigation*. Les risques d'inondation alors sont nuls. Parasites et maladies des plantes sont moins fréquents qu'à la mousson.

Plusieurs puits tubés ont été installés, ainsi que des pompes sur les berges des bras d'eau. Les nouvelles variétés de riz court poussent à loisir après repiquage et donnent 3 000-5 000 kg/ha de paddy. La moutarde, les pommes de terre, les oignons, les piments gagnent du terrain. Le blé donne 1 500-2 000 kg/ha. Bons rendements des céréales, les cultures de légumes de gros rapport constituant autant d'indices de paysans habiles à innover, malgré l'exiguïté de leurs parcelles, à combiner *nouveaux facteurs de production* (pompes, semences, engrais) et pratiques anciennes.

Et pourtant, la pauvreté reste *aiguë*. Nombre de paysans n'ont pas de terre. Ils sont un peu mieux payés que notre Karim : 17 à 18 takas par jour et deux repas, chiffres qui indiquent néanmoins une baisse en *termes réels par rapport* aux années 60. L'irrigation moderne ne couvre que 1 300 ha et les techniques traditionnelles de plus faible rendement dans les 3 000, sur un total de 12 000 ha. Ainsi, la montée des cultures irriguées en saison sèche, face à la stagnation des rizières de mousson, est-elle *insuffisante* à déclencher la hausse des salaires et l'élargissement du marché du travail.

Le critère du niveau des salaires

Partons vers l'est, le district de *Comilla, région de pointe depuis* vingt ans grâce à un encadrement exceptionnel et de forts investissements (académie rurale de Comilla). L'irrigation occupe de *vastes étendues* : belles *rizières* au vert intense, champs de blé qui jaunissent. Des lignes électriques alimentent les puits tubés à pompe. Le paddy atteint, voire dépasse 5 000 kg/ha, *le blé 2 000 à* 3 000 kg/ha.

Quant aux cultures de mousson, elles souffrent moins des inondations que dans la régions d'Aricha. Les terres un peu moins basses permettent la culture du *riz* en pépinière et le repiquage. Grâce à de petites doses d'engrais chimiques, les meilleurs champs donnent 2 000-3 000 kg/ha de paddy.

La croissance des céréales est ici assez forte pour provoquer des réactions en chaîne sur l'économie rurale qui s'étoffe et se diversifie. Conséquence logique, les salaires sont de 25 takas par jour et deux repas, ce qui signifie une légère hausse en termes réels par rapport aux nombreux *districts où la tendance à la* baisse est nette.

Loin des routes

Pour avoir une idée plus complète de la situation, il faut quitter les quelques routes asphaltées. Alors éclatent les multiples obstacles au développement. Sur les pistes, les jeeps se traînent à 20 kilomètres/heure. Les camions sont rarissimes, les chars à bœufs peu fréquents. Les coolies passent en sautillant sous leurs lourds paniers suspendus à la *palanche*. La navigation fluviale ne compense que très partiellement ces carences : barques à voile ou à rames, bateaux moteurs beaucoup trop peu nombreux.

Comment, dans ces conditions, promouvoir un vaste mouvement de développement rural : *fournir* aux paysans les engrais, les pesticides, les inciter à cultiver et vendre plus de légumes, à *livrer* plus de poisson ? Comment gérer ces districts, veiller à l'entretien des pompes ? Autre carence : l'électricité, si utile et préférable au diesel pour les pompes et les petites industries. Même de gros bourgs ne connaissent que la bougie et la lampe à huile.

La population a pourtant en gros doublé de 1951 à 1981 pour atteindre 93 millions. Déjà petits, les domaines se divisent, le nombre des sans-terre gonfle. Ici et là, les gros propriétaires, guère plus de 10-12 ha, souvent 3 à 5, acquièrent les parcelles des plus pauvres. Et les tensions sociales s'accentuent : violence, abus, luttes féroces pour le moindre lopin, corruption ou simple coulage...

Malgré les handicaps

Peu de pays du tiers-monde affrontent de pareils handicaps : densités rurales dépassant 500 à 1 000 au kilomètre carré, ampleur des *inondations qui peuvent couvrir* le tiers des champs, longue somnolence à l'époque britannique, développement insuffisant sous le régime pakistanais (1947-1971), *meurtrière guerre de libération, difficultés* qui en découlent.

Si la situation politique reste incertaine, l'économie tend néanmoins à se renforcer grâce à une *meilleure ligne de développement* et de très gros appuis extérieurs, environ les trois-quarts des investissements et dépenses de développement sont financés par l'étranger. L'irrigation en saison sèche, première planche de salut, s'accélère. La livraison de pompes et puits tubés à pompe est en hausse, comme la consommation des engrais chimiques là où on *peut* les utiliser. Les différences de salaire liées aux rythmes du développement local représentent, ici et là, un indice de mobilité.

La nature a aussi son mot à dire : plutôt clémente en 1982/83, favorable en 1983/84. De 13,3 millions de tonnes de céréales en 1979/80, la production atteint 15,1 millions de tonnes l'an dernier et devrait dépasser ce seuil cette année. Les importations de grain (1,85 million de tonne en 1982/83 et 1983/84) pourraient baisser à 1,65 million.

La question-clé tient à l'accélération du processus en cours. L'irrigation reste freinée par le manque d'infrastructures et l'épargne étroite de nombreux paysans. Doubler l'*actuelle surface irriguée (2 millions* d'ha sur 8,8 millions) va prendre du temps. D'un autre côté, la courbe des cultures de mousson se révèle trop faiblement du fait des calamités naturelles ou du simple excès d'eau même par pluies normales. Or ces maux exigeront des décennies avant d'être éliminés, compte tenu de l'énormité des tâches.

Ces facteurs combinés empêchent une croissance assez vigoureuse et diversifiée pour exercer des effets marqués sur le marché du travail, sauf dans de rares zones avancées.

Quant à une réforme agraire, elle est difficile à concevoir. Il n'y a pas assez de terre pour tous, et les forces politiques en présence ne permettent pas d'abaisser *l'actuel plafond* de 12 ha.

En conclusion, et à moins de nouveaux et graves troubles politiques, l'horizon tend plutôt à s'éclaircir. Certes la partie n'est pas gagnée, il reste beaucoup à faire pour lutter contre la misère, mais il n'est pas interdit de concevoir un progrès plus rapide sur la base du mouvement en cours.

G. E.

(1) 25 takas = 1 dollar E.U. Prix d'un kilo de *riz* : 7,50 à 9,50 takas, avril 1984.

POINT DE VUE

Six principes pour une meilleure maîtrise du marché français

par JACQUES KOSCIUSKO (*) et MAURICE REYNE (**)

IL y a deux manières d'améliorer notre balance commerciale : exporter davantage et mieux tenir notre marché. Elles sont évidemment complémentaires et rien ne *serait plus erroné que de les opposer,* car le marché français doit au contraire être envisagé comme partie de l'espace économique européen et mondial. Malgré tout, il existe quel*ques raisons de porter une attention* spécifique à notre marché intérieur : le fait d'être chez soi, qui comporte un certain nombre d'avantages (usage de la langue française, bonne connaissance du marché, absence de frontières à franchir, etc.), dont il convient de tirer tout le parti possible : l'existence d'un grand nombre de petites entreprises, qui ont les moyens d'un *rayonnement accru* en France, mais pas toujours ceux d'exporter, l'intérêt pour les exportateurs d'asseoir leur activité exportatrice sur une base nationale *solide, etc.*

Il est, en fait, possible de réaliser des progrès substantiels sur le marché français en procédant à une analyse fine des activités déficitaires au *niveau du produit,* à une détection des entreprises françaises compétitives *pour ces produits, et en obser*vant quelques principes de base.

● *Savoir qu'un marché n'est jamais définitivement fermé à une entreprise restant dans son métier. — Elle peut soit profiter d'un* avantage technique, soit développer une action commerciale déterminée. Le couplage de l'effet de nouveauté et d'une bonne promotion est généralement *suffisant — si l'on maîtrise bien* la technologie, — pour reprendre une part de l'offre de 5 % à 15 % du marché national en partant de zéro. Exemple : Thomson-Brandt pour la haute fidélité et Peugeot pour le scooter.

Toutefois, il existe une limite, car il est difficile, au moins pour un produit « grand public », de tenir plus de *40 % du marché national.* Ainsi, Renault pour l'automobile, Thomson pour les machines à laver et Lesieur dans l'huile alimentaire plafonnent autour de 40 %.

● *Agir à la périphérie de l'activité lorsque le marché est trop fermé.* — Ainsi, malgré la « japonisation » de la photographie, il est possible de trouver des créneaux profitables dans l'*environnement* de cette activité, comme le montre l'exemple de Cokin avec les filtres optiques ou le succès de Kis pour le matériel de développement automatique.

Même dans l'électronique, où l'industrie française accuse un retard, *il est possible d'acquérir de bonnes* positions en amont de la filière : macrolithographie, masques..., ou très en aval, avec des outils comme le « Minitel », la carte de paiement à *mémoire ou encore par la connectique.*

● *Etre capable de lutter contre le repli sur les produits « haut de gamme ».* — Les industriels ont sou*vent ce réflexe qui leur permet de* réaliser de fortes marges. On trouve ce cas en particulier dans les activités suivantes : habillement, horlogerie, instruments de musique, sanitaire, composants électroniques.

Toutefois, sans nier l'intérêt d'une bonne couverture du haut de gamme, *il faut avoir conscience que les res*sources nouvelles de l'automatisation et de la productique permettent, beaucoup plus qu'on ne le croit, une attitude non fataliste et offensive sur *le moyen et bas de gamme par rap*port à la concurrence étrangère, d'autant que les économies d'échelle, le maintien de l'emploi et du chiffre d'affaires se jouent à ce *niveau comme l'atteste le marché.*

● *Privilégier le produit par rapport à l'appareil lorsqu'on ne peut entreprendre de réaliser les deux* (ils sont en fait complémentaires). — *Ainsi dans les cas spécifiques de* l'électronique et de l'optique il est tout aussi intéressant de développer le disque, la bande magnétique, le film sensible ou les cassettes que l'électrophone, le magnétophone, le magnétoscope, l'appareil photo ou la caméra.

Pour la même raison les produits *consommables offrent également* l'intérêt du renouvellement : pansements, seringues, poches à sang, ligatures pour le médico-chirurgical, piles pour la montre, jouets, etc.

● *Utiliser les nouveaux circuits de distribution pour commercialiser les produits de grande diffusion à usage domestique.* — Les fabricants nationaux de ces produits n'ont pas *toujours su profiter des avantages* offerts par la grande distribution française qui est actuellement une des plus efficaces au monde et permet un écoulement facile et massif des produits, dès lors que les conditions de base (prix, qualité, volume) *sont satisfaites.*

De nombreux producteurs étrangers ont au contraire saisi cette possibilité pour prendre rapidement une forte part du marché français. Les exemples abondent de produits et pays qui ont pris une place sur le *marché français en court-circuitant* les réseaux traditionnels : tondeuses à *gazon (Italie, Japon), cycles (Italie,* Espagne), gros *électroménager* (Italie, RFA), piles électriques (E-U), *appareils photos, montre (Japon),* mobilier (RFA). On pourrait encore citer les fabricants des produits sans *marque qui ont pu prendre des parts* de marché importantes en jouant la carte de la grande distribution.

● *Jouer la notion de système.* — Beaucoup d'industriels français sont présents sur le marché *à partir d'un* produit simple et non d'une gamme suffisamment large pour bien tenir leur marché.

On vend un composant et non une machine, ou alors une machine, mais pas une ligne de fabrication, c'est-à-dire un produit au lieu d'un système. *Pourtant le désir d'un client* reste toujours celui du moindre effort et il importe de satisfaire le plus possible l'ensemble de ses besoins. Cette remarque s'applique de la *même façon sur le marché intérieur* et à l'exportation.

En définitive, une attention accrue portée aux quelques principes ci-dessus par les entreprises françaises de toute taille pourrait leur permettre de contribuer à la fois au progrès de *leur propre activité, de l'emploi et de* notre commerce extérieur, dans le respect des règles de la concurrence et d'une économie ouverte.

(*) Délégué au commerce extérieur.
(**) Directeur de société.

La progression de FO

(Suite de la page 17.)

Aux élections de délégués du personnel de la Solmer à Fos-sur-Mer, pour l'ensemble des collèges, la *CFDT a perdu 2,7 points alors que* FO gagnait 2,6, la CGC 2,2, la CFTC 0,2 et que la CGT régressait de 2,3 points. Au CEA de Cadarache (Bouches-du-Rhône), FO, CGC et CFTC progressaient aux élections de délégués du personnel mais la CFDT perdait trois fois plus que la CGT (– 3,5 contre – 1,1). Aux comités d'établissement des Assurances générales de France, la CFDT demeure en tête avec 46,61 %, mais elle chute de 7,22 points tandis que FO gagne 2,72 et que la CFTC, qui ne présentait pas de candidats en 1982, obtient 2,98 %.

Les reculs de la CFDT, on les trouve aussi au comité d'établissement de la SNIAS de Toulouse (–1105103,2 points), aux élections de délégués du personnel d'Alsthom-Atlantique à Belfort (–4,27 points dans le collège ouvriers), aux élections de délégués du personnel *d'IBM-Corbeil (–6,4 points pour* l'ensemble des collèges).

La CFDT paie-t-elle encore le mauvais effet de son score aux élections du 19 octobre et son image de syndicat pro-gouvernemental pénalisante en une période où rigueur rime avec impopularité ? Sans doute n'est-ce pas aussi simple, les résultats dans une entreprise étant souvent liés d'abord à l'action et aux positions des militants de l'entreprise, lesquelles ne reflètent pas toujours – et c'est notamment vrai pour la CFDT – les positions de la confédération.

Le sombre tableau de chasse électoral de la CFDT fait apparaître aussi des progressions, parfois spectaculaires. Ainsi à La Chapelle-Darblay, où la centrale de M. Maire a tenu un langage difficile et courageux face aux *propositions* de reprise et à leurs conséquences sur l'emploi, elle progresse fortement.

Aux élections de délégués du personnel de Grand-Couronne en mars 1984, la CFDT a gagné, dans le collège ouvriers, près de 18 points au détriment de la CGT. Au comité d'entreprise de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, la CFDT a progressé de 14,66 points dans le premier collège également au détriment de la centrale de M. Krasucki. Si elle a progressé très légèrement à la SEITA, elle a gagné 3 points aux Chantiers navals de la Méditerranée à *La Seyne, dans le Var,* et 4,63 points dans le premier collège aux élections de délégués du personnel d'une entreprise métallurgique d'Orléans, la CEPEM, où un projet de licenciements venait d'être annoncé.

Autre consolation pour la CFDT sensible au renforcement de son implantation dans les petites et moyennes entreprises : chez Duvignac-Baby relax, à Anglet, dans les Pyrénées-Atlantiques, une entreprise de 230 salariés, la CFDT, avec 48,61 % dans le premier collège *du comité* d'établissement, fait un bond de 23,25 points en deux ans, la CGT reculant de 11,82 points et FO de 11,43... Mais Baby relax n'est guère significatif.

Pour la CGT, les résultats sont également contrastés, même si la tendance reste globalement plutôt préoccupante pour M. Krasucki. Le groupe Renault illustre parfaitement bien cette situation en dents de scie. En décembre 1983 au comité d'établissement de Renault-Cléon, la CGT gagne 2 points dans le premier collège avec 56,24 % (la CFDT reculant de 10,76 points et FO progressant de 8,71). Aux élections de délégués du personnel de Renault-Billancourt, le 19 janvier 1984 (12 665 inscrits et 9 074 exprimés), la CGT reste très nettement en tête avec 64,89 % mais perd 4,51 points dans le premier collège (la CFDT gagnant 2,02 et FO 1,76).

A Renault-Douai, au comité d'établissement, la CGT progresse de 1,62 point dans le collège ouvriers. Aux élections de délégués du personnel à Renault-Le Mans, la CGT réalise un gain sensible de 3,26 points dans le collège ouvriers et employés. De tels résultats, aussi divers dans un même groupe, tiennent-ils uniquement à la combativité locale des militants ?

Il reste que, depuis les élections à la Sécurité sociale, la CGT continue, en matière électorale, à faire plus souvent grise mine qu'elle ne crie victoire. *Elle a reculé aux* Charbonnages de France, à la SNIAS-Toulouse (– 4,1 points au comité d'établissement), à l'usine Ford de Blanquefort en Gironde (– 8,8 points au comité d'établissement), à l'usine Talbot de Poissy (– 16,32 points aux élections de délégués du personnel dans le premier collège en mars 1984, alors que la CFDT gagnait 2,68 points et FO 3,70)... Il y a bien eu, en avril 1984, aux élections des comités d'entreprise de Roussel-UCLAF, une progression de la CGT de 8,06 points en deux ans et de 10,7 points en quatre ans. *Mais une hirondelle ne fait pas* le printemps.

Quelques résultats positifs ici ou là ne permettent pas de prévoir un réel renversement de tendance par rapport à la perte continue que la CGT connaît depuis plus de dix ans. A la *fin* de 1983, les élections au conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite des collectivités locales avaient lieu pour la première fois depuis 1977 : dans le collège « actifs » (1 233 751 salariés), la CGT est passée derrière FO et a perdu 9,5 points ; dans le collège des « retraités » (160 000 inscrits), la centrale de M. Krasucki, avec 25,46 %, est loin derrière FO (48,24 %) et régresse de 11,42 points... par rapport à 1971.

Pour les autres syndicats, il est plus difficile de dégager une tendance. La CGC a réussi cependant récemment un joli doublé. Au comité d'entreprise d'Electronique Serge Dassault, elle a obtenu 75 % des voix contre 69 % en 1982, ce qui lui a permis, CGT et CFDT ayant reculé, d'avoir tous les sièges... Dans le collège employés, techniciens, agents de maîtrise du comité d'établissement de Renault-Douai, la CGC a progressé de 26,4 points, bénéficiant de l'absence de la CFDT, qui, contrairement à 1982, ne présentait pas de candidats.

Autant de signes, plus ou moins révélateurs suivant les cas, qui montrent, indépendamment des controverses sur les effectifs réels de chaque organisation et par conséquent sur son rang, qu'une redistribution syndicale est en cours dans les entreprises.

MICHEL NOBLECOURT.

La marine marchande soviétique

(Suite de la page 17.)

Mais, fin avril, les armements français intéressés par ces transports *(voir encadré)* n'avaient chargé que 415000 tonnes, alors qu'ils pourraient, en théorie, prétendre au double. Mais il ne suffit pas de charger des tonnes de marchandises. Les comptes d'exploitation ne peuvent être équilibrés, voire rémunérateurs, que si les bateaux qui partent avec les céréales vers l'URSS reviennent avec des cargaisons, par exemple du charbon. Il faut savoir aussi que des phénomènes climatiques (ports bloqués par les glaces) peuvent perturber le trafic. Et un navire immobilisé coûte toujours cher à son armateur.

Il n'empêche que cet accord sur les céréales est de nature à normaliser certains aspects du trafic franco-soviétique, et, même s'il n'est pas parfait, les pouvoirs publics et les armateurs se disent « *plutôt satisfaits* » de son existence. Un accord comparable a d'ailleurs été conclu avec la Pologne en février dernier qui concerne le charbon et les céréales.

De l'Extrême-Orient à l'Amérique centrale

Il n'y a pas que les relations bilatérales qui préoccupent les armateurs et les gouvernements occidentaux, tel celui de la Grande-Bretagne qui a demandé, en 1983, de renégocier son accord avec l'URSS. Les navires soviétiques sont aussi redoutables sur les « trafics tiers » et mettent à mal le système des *conférences*. Le nombre des grandes liaisons desservies par les Soviétiques est passé de trente-trois à cinquante-trois entre 1976 et 1982. On vient d'apprendre qu'une compagnie envisageait d'ouvrir une ligne de cargos entre Hambourg, Anvers et Montréal en offrant des tarifs avantageux.

Selon le CCAF, la pratique de rabais (ou sous-cotations) de 25 % est courante et peut même atteindre 60 %.

Trois dessertes sont particulièrement touchées par « l'expansionnisme » soviétique.

1. *Trafic Europe-Extrême-Orient.* La part de la compagnie soviétique Balt Orient a quintuplé entre 1980 et 1982, passant de 1,1 % à 5,2 %, et menace encore de s'accroître en raison des nouveaux navires affectés à ces lignes. Il faut y ajouter la ligne de la mer Noire (Odessa Ocean Line) et surtout l'importance croissante du trafic ferroviaire acheminé par le Transsibérien dont le triplement (de capacité) est en cours, grâce à la mise en service de trains spéciaux, l'achèvement prochain de la ligne Baïkal-Amour et l'aménagement du port de Vostochny en Extrême-Orient.

Même si le service du Transsibérien laisse encore à désirer pour sa fiabilité, ses tarifs sont très intéressants et séduisent notamment les importateurs allemands et suisses.

2. *La desserte de l'Afrique de l'Est à partir de l'Europe.* En 1982, le compagnie soviétique Besta Line s'est adjugé près de 10 % du trafic total en opérant seule (on dit qu'elle est « outsider »), sans se conformer aux règles édictées par les armateurs de la conférence concernée. Les revenus de ces armateurs ont chuté de 40 % entre 1980 et 1983 à cause de la crise économique et de la pression commerciale des Soviétiques, qui proposent des tarifs de 30 à 60 % inférieurs. Enfin, la compagnie suédoise Scannautic AB (qui est une filiale d'intérêts soviétiques) a conclu un accord de « joint venture » avec la Zambie.

3. *La desserte de l'Amérique centrale.* C'est la Baltic Shipping Company (BSC) qui a pris pied dans cette zone en concentrant ses activités sur le coton importé en Europe. En 1982, elle s'est accaparé 52 % du tonnage. Un accord est toutefois intervenu entre la conférence et la BSC.

« Impeccables »

Les armateurs européens concernés, et la CGM notamment, font toutefois remarquer que, dans certains cas, les Soviétiques rejoignent les autres armateurs au sein de la conférence (Inde, Australie). « *Dans ce cas, ils se comportent en partenaires commerciaux impeccables... Nous redoutons bien davantage la concurrencee que vont nous faire de plus en plus les flottes modernes d'Extrême-Orient, notamment de Taiwan avec leurs services réguliers autour du monde.* » La compagnie de Taiwan Evergreen inaugurera son service autour du monde le 25 juillet et mettra en service progressivement seize porte-conteneurs.

La concurrence du pavillon soviétique, par une politique tarifaire très promotionnelle dans un marché déprimé, et en utilisant des navires très modernes, met à mal les pays occidentaux. Le secrétaire d'Etat à la défense de RFA a récemment lancé une solennelle mise en garde à Moscou. « *En pratiquant des prix artificiels, la marine soviétique, organisme d'Etat, enlève aux compagnies privées d'Europe occidentale une part importante du marché. Privées de contrats, ces compagnies doivent réduire le nombre de navires qu'elles exploitent. Du coup, les commandes de nouveaux navires diminuent, ce qui affecte l'activité des chantiers navals européens.* »

« *Il faut remettre les choses à leur juste place* », corrigent MM. Jean Bucquet et Lev Koudriavtsev, président et directeur général de la SAGMAR, qui est l'agence exclusive de consignation des *navires soviétiques fréquentant* les ports français (1). « *En relation avec les centrales d'achat soviétiques, la SAGMAR a pu aider les exportateurs français à faire transiter par des ports français des marchandises qui étaient auparavant acheminées* via *des ports étrangers. C'est le cas de lubrifiants, au profit de Dieppe. D'autre part, la participation des navires soviétiques au transport de marchandises diverses entre les ports français et des pays tiers n'a représenté en 1983 que cent vingt-cinq escales pour 69 754 tonnes* (et non quelque 2,2 millions de tonnes, comme l'a déclaré M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (*Journal officiel*, « Questions et réponses », 23 janvier 1984). *C'est donc vraiment peu de chose.* »

Le débat n'est pas près d'être clos. Et la nouvelle réunion prévue dans les prochains jours entre armateurs européens et soviétiques pour tenter d'aboutir à un *modus vivendi* promet d'être animée.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Créée en 1974, la SAGMAR a un capital de 1 million de francs, dont 51 % sont détenus par la SOVFRACHT soviétique et 45 % par le groupe Worms. Elle a consigné en 1983 les mille sept cent soixante-huit navires soviétiques qui ont séjourné dans les ports français.

هكذا من الأصل

L'INDUSTRIE DES

CIT-Alcatel n'a fait qu'une percée limitée

AU début des années 70, trois sociétés régnaient sur le marché mondial des télécommunications : International Telephone and Telegraph, société américaine dont les activités s'exerçaient hors des Etats-Unis, alors chasse gardée du géant local American Telephone and Telegraph, la société allemande Siemens et la firme suédoise Ericsson. Des positions acquises de longue date, souvent avant la seconde guerre mondiale, voire la première, et renforcées après 1945 avec l'apparition des centraux électroniques Crossbar dont les trois groupes maîtrisaient la technologie de base.

Le monde, l'Europe, étaient *de facto* sous l'influence d'un cartel du téléphone qui ne disait pas son nom. Tout était bien réglé. Chacun des trois avait ses chasses gardées. On se partageait les marchés, les zones d'influence. Les quotas étaient très sérieusement établis avec les administrations nationales en laissant de-ci de-là quelques strapontins à des constructeurs nationaux (en France et en Grande-Bretagne notamment) ou à des groupes comme Philips ou l'américain General Telephone and Electronic, fabriquant sous licence. Seule la NTT japonaise réservait ses commandes à son industrie nationale.

Redistribution des cartes

L'irruption des technologies électroniques allait donner lieu à une tentative de redistribution des cartes. Pour prendre la succession des Crossbar, ITT, Siemens et Ericsson développaient une nouvelle génération de centraux téléphoniques intermédiaires (d'où leur dénomination de centraux semi-électroniques ou spatiaux). Ils étaient suivis par les constructeurs japonais et canadiens. Mais dans les laboratoires d'ATT – les Bell Lab's, – du Post Office britannique et du Centre national d'études des télécommunications, les ingénieurs s'engageaient résolument dans une autre voie : celle de la commutation électronique (encore appelée « temporelle »).

Les centraux développés par les Bell Lab's étant alors confinés au marché captif d'ATT aux Etats-Unis et les Britanniques rencontrant des difficultés, la France devenait, en 1974-1975, le « *champion du temporel* » sur le marché mondial. CIT-Alcatel, filiale de la CGE, qui avait développé et industrialisé les prototypes du CNET, disposait avec son central électronique E-10 d'une incontestable avance technologique.

Le tournant de 1977

Pour transformer l'essai technique, encore *fallait-il* remplir plusieurs conditions :

● Les centraux électroniques devaient s'imposer auprès des utilisateurs comme le véritable matériel d'avenir face aux centraux semi-électroniques des constructeurs traditionnels. Ce sera chose faite en 1977, le marché américain basculant délibérément vers le tout-électronique.

● Les PTT françaises devaient opter franchement pour le E-10 et *lui assurer un volume de commandes* suffisant pour diminuer les prix de revient. Là aussi, après quelques *hésitations*, ce sera chose faite à la fin de 1977.

● CIT Alcatel devait *profiter* de son avantage pour reprendre des parts du marché mondial. Dans le *tiers-monde, mais aussi et surtout* dans les pays industrialisés. Ouvrir des brèches en Europe et prendre pied aux Etats-Unis.

● Enfin, il ne fallait pas que la *société s'endorme sur ses lauriers.* Il lui fallait investir, faire évoluer ses produits afin de maintenir son avance technologique. Les PTT misaient pour ce faire sur l'aiguillon de la concurrence. D'où l'émergence d'un « *second champion national* » avec le groupe Thomson à partir du rachat, en 1976, de la filiale française d'Ericsson et de l'une des deux sociétés d'ITT en France.

Douze ans après l'installation dans le réseau breton des premiers centraux électroniques, l'industrie française – en l'occurrence CIT-Alcatel – a-t-elle réussi à tirer profit de son avance, à brouiller les cartes, à s'imposer face à ITT-Siemens et Ericsson ?

Des résultats non négligeables ont été obtenus, puisque trente-quatre pays ont, à ce jour, commandé des centraux E-10 et que, avec 12,7 millions de lignes en service ou en commande, CIT-Alcatel se présente comme le premier fabricant de systèmes de commutation temporelle dans le monde. Une dizaine de pays ont choisi, le plus souvent à titre expérimental, les centraux « MT » de Thomson. Mais ce bilan, acquis pour l'essentiel à l'aube de 1980, doit être aujourd'hui nuancé. La percée a surtout eu lieu au Proche-Orient, dans le Maghreb, en Afrique et en Inde.

Qu'en sera-t-il des quelques succès de Thomson, obtenus grâce à son réseau commercial militaire ? On peut craindre que certains de ses contrats restent sans lendemain avec le passage de la branche communication de Thomson dans le giron de

34 pays clients, presque autant de cas différents

Parmi les trente-quatre pays qui ont installé ou commandé des centraux E10 de CIT-Alcatel, il existe plusieurs cas de figure. Il y a ceux qui ont acquis un central à titre expérimental mais ont confié leur marché à d'autres constructeurs (Arabie Saoudite, Egypte, Mexique par exemple), ou qui n'ont pas encore fait leur choix définitif (Algérie). Certains des contrats portent sur des marchés locaux importants (Maroc, Tunisie, Jordanie, Finlande, Irlande, Inde).

Mais dans le lot des trente-quatre, on relève aussi un bon nombre de petits pays ou territoires (île Maurice, Malte, Sainte-Lucie, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Monaco). La dernière commande en date est celle du Rwanda à la fin de 1983.

Sur les 12,7 millions de lignes en service ou en commande, la part des PTT françaises représente nettement plus de la moitié.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

sur les marchés européens

cation de Thomson dans le giron de CIT-Alcatel. De plus, la plupart des contrats de CIT ont été acquis au cours de la précédente décennie, lorsque la société était la seule ou presque à proposer des centraux électroniques fonctionnant déjà dans un réseau. Or, aujourd'hui, la concurrence est sévère.

Le réveil des « ancêtres »

Surpris par l'avènement du « temporel », les « ancêtres » ont depuis lors réagi. Au prix d'investissements considérables, Ericsson, ITT et Siemens ont développé à leur tour des systèmes électroniques et rattrapé tout ou partie de leur retard technologique. Et ce, au moment même où l'industrie française marquait le pas.

Thomson a eu les problèmes que l'on connaît pour la mise au point de ses centraux électroniques. CIT-Alcatel, une fois conquis les marchés les plus faciles, n'a pas réussi à passer la vitesse supérieure pour s'attaquer réellement aux pays industrialisés. A cela se sont ajoutées les incertitudes dues à la nationalisation des deux groupes et leur rivalité, qui a fait que les dirigeants de CIT-Alcatel se sont plus dépensés pour récupérer des parts du marché national que pour s'implanter en Europe, prendre pied aux Etats-Unis ou conclure de véritables accords internationaux.

La comparaison des positions à dix ans d'intervalle dans seize pays européens (les pays de la CEE sauf le Luxembourg, plus l'Espagne, le Portugal, la Suisse, l'Autriche et les trois pays nordiques) est à cet égard éloquente. A partir de données fournies par plusieurs constructeurs, nous avons dressé un bilan comparatif pays par pays *(voir notre tableau)*, avec les parts – approximatives – de marchés en 1974 et au printemps 1984 ; les choix qui ont été faits ou qui restent à faire en matière de centraux électroniques.

Quels enseignements tirer de ce tableau ? Globalement les trois « grands » du téléphone ont bien résisté. Si Ericsson a perdu les marchés français et norvégien et a vu sa part réduite en Finlande et en Irlande, la firme suédoise a finalement maintenu l'essentiel de ses positions.

ITT a été éliminé de la France, dans les conditions que l'on connaît, et de l'Irlande. Il se retire progressivement du marché britannique. Mais le groupe a réussi à imposer son « système 12 » en RFA où il n'était jusqu'alors que licencié de Siemens. Il a pris le marché norvégien et se maintient dans la plupart des autres pays.

C'est sans doute Siemens qui a le plus souffert. Les difficultés rencontrées par la société allemande dans la mise au point de ses centraux électroniques (EWSD) n'y sont pas étrangères. Elle perd la Belgique et le Danemark, ouvre son marché captif allemand au « système 12 » d'ITT, recule en Finlande et en Grèce.

Le ratage du marché espagnol

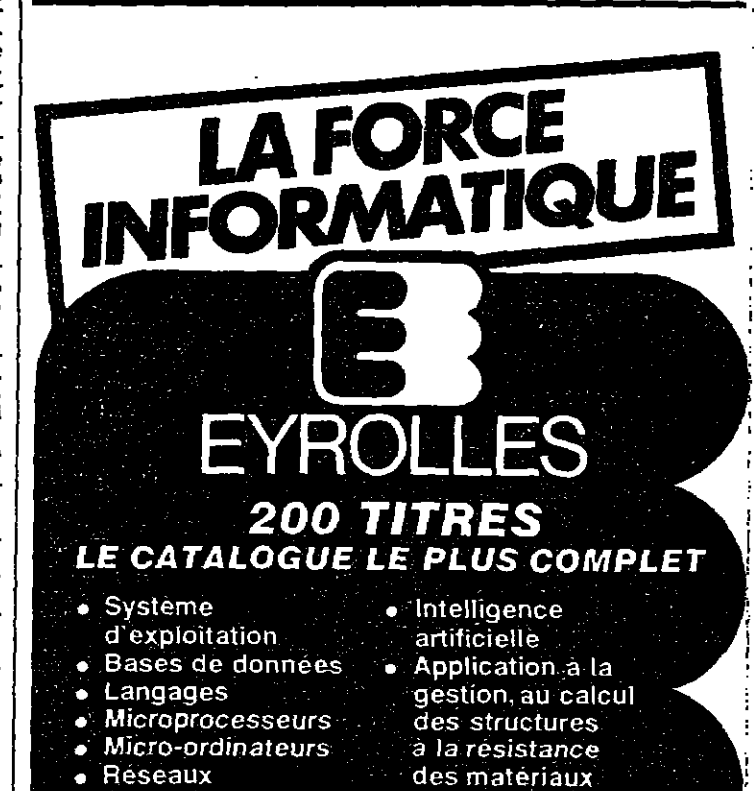
La percée de CIT-Alcatel reste limitée. La société n'a pu s'implanter qu'en Finlande et en Irlande, deux marchés somme toute marginaux. Pour ne pas avoir fait les efforts commerciaux et politiques en temps voulu, l'industrie française a raté récemment le marché espagnol. Peu à peu les portes se ferment. Pour les E-10 de CIT-Alcatel, il ne reste plus guère d'espoir qu'en Italie (mais pour une place bien modeste) et au Portugal, et peut-être en une ouverture réciproque, sous l'égide des PTT, des marchés britannique et français.

Dans le reste du monde, d'ultimes tentatives sont faites pour obtenir, aux côtés d'ITT, une petite part du marché chinois. Mais Pékin préférerait les centraux Thomson (les MT-35), que CIT-Alcatel s'est empressé d'abandonner dans le cadre de la fusion au profit d'une nouvelle version de son E-10. Quant aux Etats-Unis, les E-10 vendus depuis dix ans se comptent sur les doigts des deux mains. Là aussi, CIT-Alcatel a perdu des années précieuses pendant lesquelles ses concurrents, américains et autres, n'ont pas chômé.

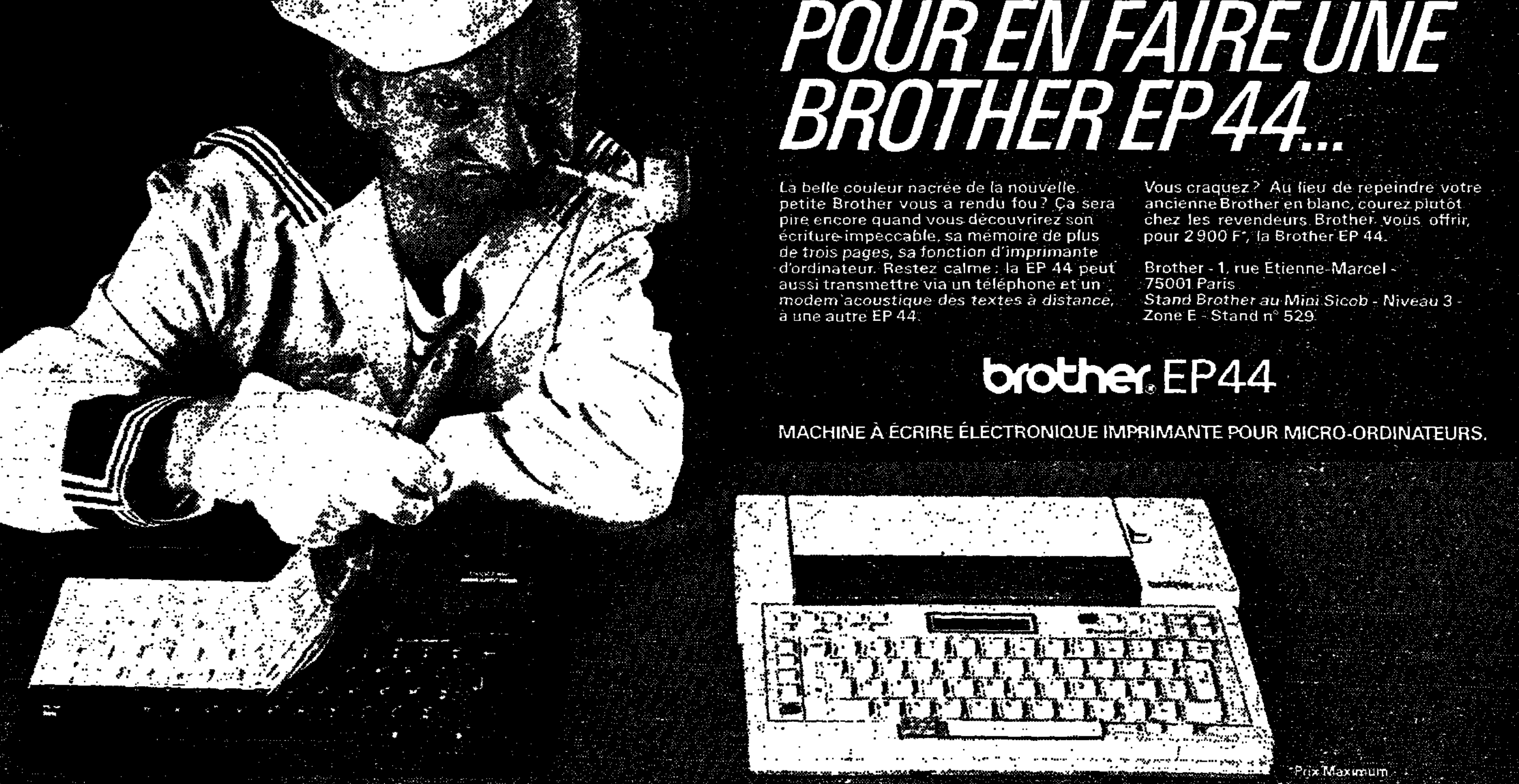
JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

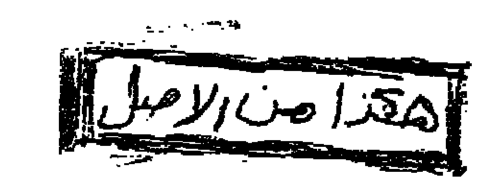
Les 3 « grands » du téléphone (ITT, Ericsson, Siemens) *ont à peu près maintenu leur position*

Pays	1974	1984
Autriche	– Siemens – ITT – Constructeurs locaux sous licence ITT.	– Siemens (EWSD) – ITT (sous licences Siemens) } 50 % – Constructeurs locaux sous licence Northern Telecom ... 50 %
Belgique	– ITT .... 80 % – GTE .... 20 %	– ITT (S.12) .... 80 % – GTE .... 20 %
Danemark	– Ericsson .... 70 % – Siemens .... 20 % – ITT .... 10 %	– Ericsson (AXE) ..... 80 % – ITT (S.12) .... 20 %
Finlande	– Ericsson .... 60 % – Siemens .... 25 % – ITT .... 15 %	– Tele Nokia (E 10) (sous licence) .... 50 % – Ericsson (AXE) ..... 30 % – Siemens (EWSD) ..... 15 % – ITT (S.12 commandé)
Espagne	– ITT .... 75 % – Ericsson .... 25 %	– ITT (S.12) .... 70 % – Ericsson (AXE) ..... 30 %
France	– ITT .... 42 % – CIT-Alcatel (sous licence) .... 40 % – Ericsson .... 18 %	– CIT-Alcatel (E10) – Thomson (MT) } 84 % – CGCT (en sous-traitance) ... 16 %
Grande-Bretagne	– Plessey – GEC – ITT	Plessey et GEC fabriquent le système X britannique. ITT se retire du marché des centraux en 5 ans. Mais un autre central électronique peut être choisi par l'administration britannique.
Grèce	– Siemens .... 40 % – ITT .... 40 % – Philips .... 15 % – Northern Telecom ... 5 %	L'Allemagne de l'Est a pris une part importante du marché mais en Crossbar. Le choix reste ouvert pour l'électronique, Thomson ayant vendu un central MT 20.
Irlande	– Ericsson .... 65 % – ITT .... 35 %	– CIT-Alcatel (EID) ... 40 % – Ericsson (AXE) ..... 40 % La compétition reste ouverte pour les 20 % du marché restant.
Italie	– Italtel (sous licence Siemens) .... 50 % – ITT .... 20 % – Ericsson .... 15 % – GTE .... 15 %	Imbroglio à l'italienne. Italtel fabrique son propre central électronique que GTE construira aussi sur place. Pour le reste du marché (environ 40 %) le choix et la bataille restent ouverts.
Norvège	– Ericsson .... 60 % – ITT .... 40 %	– ITT (S.12) .... 100 %
Pays-Bas	– Philips .... 75 % – Ericsson .... 25 %	– Philips-ATT .... 75 % Ericsson ou ITT se partageront le reste du marché.
Portugal	– ITT .... 50 % – Plessey .... 50 %	Choix non encore fait en matière de centraux électroniques.
RFA	– Siemens .... 55 % – ITT (sous licence Siemens) .... 30 % – Telefunken (sous licence Siemens) .... 15 %	– Siemens (EWSD) .... 60 % – ITT (S. 12) .... 40 %
Suède	– Ericsson – ITT avec une faible part.	– Ericsson .... 100 %
Suisse	– ITT .... 35 % – Siemens .... 30 % – Hasler (sous licence Ericsson) .... 35 %	Les centraux électroniques de ITT, Siemens et Ericsson ont été retenus.









Cannes

XXXVII° FESTIVAL

INTÉRIEUR JOUR

On pourrait croire qu'il boude, que quelque chose le dérange, l'agace secrètement dans cette grande foire des plaisirs cinématographiques.

Jack Lang inaugure avec sérieux, mais aussi avec une certaine distraction, surprenante de la part d'un ministre de la culture qu'on a vu plus expansif. Il n'a cessé, en effet, de s'effacer durant ces deux premières journées du Festival, au point qu'il fallait le suivre à la trace, à la soirée d'ouverture, dans les réunions ou au Carlton, pour s'assurer de sa présence.

Ses proches assurent que Jack Lang a trouvé ses marques à Cannes. Une liberté de promeneur solitaire, de curieux flânant le nez en l'air. Sur la Croisette, il s'attache à parler, interroge, flaire l'atmosphère. Il donne l'impression de faire son marché comme tellement d'autres festivaliers, de se guider à l'intérêt. Surtout, le ministre paraît se situer plus à la base qu'on ne l'imaginerait, loin du jury ou des organisateurs du Festival. Samedi, par exemple, il commentait son goût pour le film d'Andrzej Zulawski, son regret même de ne pas avoir vu ce film figurer dans la sélection française.

Partagé c'est vrai par une large majorité du public cannois, un tel avis pourrait inquiéter la direction du Festival, suggérer une discordance entre les deux parrains naturels de la manifestation. Il ne faut pas, assure Jack Lang, y trouver malice, pas plus qu'il ne faut s'étonner qu'il ait inauguré, la Quinzaine des réalisateurs, rival traditionnel de la compétition.

Passage du ministre

Le ministre a pris du champ. C'est tout. Il « navigue en profondeur » selon sa formule, s'aventure dans les endroits du labyrinthe cannois où la présence d'un ministre de la culture lui paraît, davantage requise. Alors que dans les étages du Palais, le Festival brûle de mille feux, donnant sans doute, l'illusion que le cinéma partout, se porte bien, les sous-sols, les salles des machines du « bunker » vibrent d'une activité souvent moins optimiste. Jack Lang trouve par exemple, dans cette fosse souterraine, confirmation des difficultés de la production européenne, de l'attente de nombreux cinéastes, italiens, allemands notamment, d'une aide, surtout politique, de la France.

Le phénomène s'est enclanché depuis plusieurs mois, mais Cannes lui donne, là aussi, une résonnance particulière : la rumeur se répand d'une assistance financière ou technique, au coup par coup, aux coups de cœur, à des films étrangers délaissés par leur pays d'origine. Après l'assemblée des réalisateurs à Madère en 1983, après la lettre récente des cinéastes italiens au président de la République, la conférence du bureau de liaison européen du cinéma (BLEC) à permis samedi à Jack Lang de vérifier cette attente. De ses discussions, de ses rencontres, il repart chargé d'espoir variés, de missions élargies pour la première véritable réunion européenne, en juin, des ministres de la culture. « La situation de certaines cinémas du continent, *dit-il*, fait de moi désormais, un commis voyageur. » *Cela vaut bien des écarts de mondanité.*

PHILIPPE BOGGIO.

ACTUELLEMENT



SÉLECTION OFFICIELLE

« L'ÉLÉMENT D'UN CRIME » de Lars von Trier

Le choc optique

(Suite de la première page.)

L'eau a envahi les caves, le film est un enfer d'humidité. La force de l'auteur, et de son chef opérateur (un peintre...), est d'avoir trouvé des décors fantastiques, de les avoir badigeonnés d'une lumière jaune, d'avoir construit avec ça une sorte d'aquarium glauque dont *ils* captent l'angoisse avec une ingéniosité tenace, une jubilation juvénile. Avoir vingt-huit ans, investir dans un premier film *une imagination pareille*, voilà qui augure bien.

C'est l'Europe, avec des cadavres dans son placard, des petites filles éventrées. C'est surtout le labyrinthe intérieur d'un inspecteur sous hypnose. Il *coule dans son enquête*, et nous avec, acteurs et spectateurs submergés dans un cloaque où plus rien n'est à sa place, ni les rapports de forces ni les rapports de police.

Naïf, Lars von Trier croit qu'il suffit de répéter des éléments de récit et de mise en scène pour avoir un film *bien construit*. Constructif, il montre qu'on peut utiliser les poncifs du suspense pour fracasser les systèmes. Consciemment ou non, il emprunte beaucoup : *l'Élément du crime* fait penser à *Stalker* (Tarkovski), et à *Zoo zéro* (Fleisher). Pourtant, il découpe dans son bric-à-brac apocalyptique des plans de pure magie.

Faut-il choisir, décider que le cinéma sera spectaculaire ou ne sera plus ? Laissons Zulawski et Bergman nous parler sur deux registres des metteurs en scène et des actrices. Et du côté de la compétition, surveillons de près le message des jeunes *auteurs*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Un manifeste irrévérencieux

Quel toupet, ce cinéaste ! Les spectateurs accueillent, tout sourire, son premier long métrage, et le voilà *moqueur*, pour leur admiration, leur souci de comprendre qui *« leur fait perdre du temps »* et lui fait même souhaiter déplaire à beaucoup. Intriguée par son imagination, fascinée par son style, Cannes l'imprévisible semble cette fois séduite, et voilà qu'il s'en prend, dans un « manifeste » enflammé, au monde des cinéastes et fustige leur *« envie maladive et déplacée de plaire »*. Godard ? Dépassé ! Et Beineix ? Détesté !

« A mort, les vieux messieurs endurcis au cœur de pierre, ose même le rebelle. *Nous ne voulons plus de « films bien intentionnés à messages humanistes. Nous voulons plus... »* Plus d'impressions, plus de création, plus de sensualité.

Un air d'enfant espiègle avec une peau très blanche, un walkman dernier cri, à peine camouflé sous *un blouson vieilli, et un* sourire timide sous un crâne rasé... Quel étrange personnage que Von Trier le Danois, qui ressemble à son film, ne doute de rien, surtout pas de son talent, et répond aux questions en lançant des slogans.

∴

« Il est plus que temps que l'émotion prenne le pas sur la raison. Laissez-vous donc séduire, envoûter, et troubler. Pourquoi cette retenue et ce manque de candeur ? Soyez donc réceptif aux images, au climat, aux impressions multiples que déverse votre écran. »

∴

« Il ne faut rien refouler. Surtout pas ses chimères. Je suis fasciné par tout ce qui a de tout temps fasciné l'être humain. Le sordide parfois, et la guerre, pourquoi pas. Je voudrais faire un film sur la guerre mondiale et les camps de concentration, auxquels personne n'ose toucher. Moi, je n'ai pas peur. J'appartiens à une génération qui n'a aucune raison de masquer ses envies, de freiner ses désirs. Il y a tant de choses, sinon, qu'on s'interdirait de faire. »

∴

« Je ne voulais à aucun prix faire un film danois. L'Europe que je souhaitais décrire ne pouvait être le Danemark. Tout y est trop figé, trop réglementé, trop conformiste, et la langue n'y est pas suffisamment sensible aux nuances. Dès l'écriture du scénario, l'anglais s'est imposé. N'est-ce pas le langage international des films policiers ? Et quel plaisir de travailler avec ces acteurs anglais qui enrichissent mon film de la vieille culture britannique. »

∴

« Je crois dans les clichés, comme autant d'allusions au passé. Mon film en est plein. »

∴

« Pendant le tournage, on jouait de la musique – Wagner bien sûr – comme au temps du muet. Car le film est entièrement doublé. J'étais libre ainsi de tous mes mouvements et pouvait diriger les acteurs à ma guise. D'une certaine façon pour l'image, d'une autre pour le son. »

∴

« Finie la référence obligée, le culte des sixties. La génération de 68 s'est finalement endormie et donne les gens les plus réactionnaires du moment. Mais je sens monter un mouvement. Les jeunes cinéastes n'accepteront plus le conformisme ambiant. »

∴

« Certains m'ont qualifié de fasciste parce que, pour faire de l'art, j'utilise volontiers la souffrance. Stupide ! En revanche, je comprends bien le mouvement punk. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

« APRÈS LA RÉPÉTITION » d'Ingmar Bergman

Deux femmes pour un songe de metteur en scène

Il l'avait dit, répété : *Fanny et Alexandre* serait son dernier film, son testament artistique en somme. On ne l'avait pas vraiment cru. Et voilà qu'est arrivé, à Cannes, un nouveau Bergman, un film d'une heure et douze minutes réalisé pour la télévision. *Après la répétition*, est tout le contraire d'une saga rassemblant les thèmes, les personnages, les idées du cinéma bergmanien. Mais c'est une œuvre géniale qui pourrait – sait-on jamais ? – marquer un nouveau départ.

Cela se passe sur la scène d'un théâtre, cadrée, dans les plans généraux, de façon à s'offrir strictement à la vision des spectateurs qui seraient assis au parterre, aux fauteuils d'orchestre. Pas de décor construit : des meubles, des objets, des paravents, qui ont servi à d'anciens spectacles. Le metteur en scène Henrik Vogler (Erland Josephson) s'est endormi, la tête sur une table. Il se réveille et voit arriver Anna Egerman (Lena Olin), une jeune comédienne avec laquelle il travaille sur *le Songe*.

Elle feint d'être venue rechercher un bracelet oublié. En fait, elle a besoin de discuter avec Vogler du rôle qu'il lui a donné, de ce qu'il pense d'elle. Car il existe entre eux un lien personnel brûlant, gênant. Anna est la fille de Rakel, une actrice morte qui a beaucoup compté dans la vie et dans la création du metteur en scène.

Vogler, Egerman sont des noms fréquents dans les films de Bergman. L'acteur principal, c'est peut-être lui. Qu'importe. De son expérience personnelle, Bergman a tiré la quintescence de la relation vérité-imaginaire chez l'artiste. En concentrant cette relation sur un plateau de théâtre, avec des dialogues qui crépitent, des gros plans de visages admirablement dépouillés, rapprochés, il parle, aussi, de cinéma. Mais il n'analyse pas, il ne décrypte pas les sentiments, les remous psychologiques, les fantasmes. Il dévoile, avec violence et tendresse, le caractère vampirique du metteur en scène qui, même traversé de doutes et de lassitude, fabrique, modèle ses interprètes, leur impose son univers et se trouve, en retour, vampirisé.

« *J'aime les comédiens,* dit Vogler, *parce qu'ils n'ont pas peur de mourir.* » Bien sûr, leur vie ne leur appartient pas. Elle est vouée à un jeu permanent, et même la mort biologique, ne rompt pas le lien. Lorsque Rakel (Ingrid Thulin, visage meurtri, regards hallucinés, cheveux gris – elle est fantastique) surgit du passé, elle mêle ses souvenirs personnels et ses compositions d'actrice, se réinstalle au théâtre. Metteur en scène et comédiennes partagent la même passion, se mentent, se trompent, s'envoûtent, se possèdent. La dernière partie du film est, sur fond de toiles peintes et de mur de brique clôturant le plateau, un extraordinaire voyage immobile où Henrik Vogler, jaloux de la vie privée d'Anna Egerman, l'entraîne, en paroles, dans un avenir à deux où elle pourrait exercer son talent tandis qu'il organiserait (elle ne demande que cela) leur existence.

De ces hypothèses, projection de leur réalité, Erland Josephson et Lena Olin font un texte, une pièce, un spectacle, *un film*. Ils sont guidés, habités, par une magnifique énergie physique et par cette électricité intérieure dont Bergman dirige, en maître, le courant.

JACQUES SICLIER.

Les émotions de Bertrand Tavernier

Cela tombe à pic avec la sortie de *Un dimanche à la campagne* et la présence, à Cannes, du film dans la sélection française. Tavernier qui, soit dit sans malice, fut un attaché de presse extrêmement efficace, a trouvé en Danièle Bion une exégète enthousiaste. Enseignante dans un collège de Lyon, elle a écrit un livre, *Bertrand Tavernier, cinéaste de l'émotion*, qui définit le caractère, la personnalité du cinéaste par des regards et des analyses portés sur ses huit films réalisés en dix ans.

La présence des enfants, les thèmes du doute, de l'angoisse, de l'errance, de la mort aussi, dans les œuvres à sujets historiques ou les chroniques intimistes ont inspiré à Danièle Bion des considérations particulières quant à l'inspiration profonde qui a guidé toutes ces œuvres. C'est vrai, Tavernier est un cinéaste de l'émotion. Il ne l'a pas montré tout de suite et peut-être l'a-t-il découvert, lui-même, en filmant ce qui lui tenait à cœur. En tout cas, c'est d'une totale évidence avec *Un dimanche à la campagne*.

Danièle Bion a renoué tous les fils, dans une sorte de célébration. Ses propres émotions jaillissent, parfois, au fil de l'écriture. Et les témoignages d'amitié abondent : Volker Schlöndorff pour la préface, Philippe Noiret, Pierre-William Glenn, Bernard Chardère pour les entretiens, Jean Aurenche pour un monologue. De plus, Tavernier a été bien servi par les portraits de Robert Doisneau qui a photographié aussi le tournage de *Un dimanche à la campagne*. Voilà, en définitive, un beau travail de promotion. Pourquoi pas ? Un cinéaste en compétition à Cannes ne doit négliger aucun atout.

J. S.

★ *Bertrand Tavernier, cinéaste de l'émotion*, par Danièle Bion. Éditions 5 Continents Hatier, collection « Bibliothèque du cinéma », dirigée par Gilles Jacob. 128 p. ill., 68 F.

PERSPECTIVES DU CINÉMA

« PARIS VU PAR... 20 ANS APRÈS »

Dans les pas de la nouvelle vague

En 1964, Barbet Schrœder avait proposé à six jeunes cinéastes de ses amis de réaliser un film-prétexte sur Paris. Intitulé *Paris vu par...* et signé Chabrol, Douchet, Godard, Rohmer, Rouch et Pollet, ce film à sketches a donné l'idée à six réalisateurs de la nouvelle génération de récidiver. C'est Philippe Venault qui est à l'origine de ce projet. Il en a parlé à Frédéric Mitterrand, qui a demandé à Chantal Akerman, Bernard Dubois, Philippe Garrel et Vincent Nordon de se joindre à eux.

Cette nouvelle version, projetée samedi 12 mai à l'ouverture de la compétition organisée par Perspectives du cinéma français, est un film plus noir et plus narcissique que le précédent. Les cinéastes de la nouvelle vague avaient choisi pour la plupart de traiter le sujet sur le mode de la comédie ou de la satire. Exceptée Chantal Akerman, dont le film optimiste et primesautier est un vrai plaisir, les réalisateurs de ce *Paris vu par... vingt ans après*, se font une idée plus pessimiste des êtres et du monde, bien dans l'air du temps.

Le couple incestueux fils-mère de Bernard Dubois (*Place de Clichy*) se chamaille comme un vieux ménage. La rencontre d'un homme esseulé et d'une femme suicidaire que raconte Philippe Garrel (*Rue Fontaine*) se termine comme on s'y attend, c'est-à-dire mal. Claire, l'héroïne de Frédéric Mitterrand (*Rue du Bac*), ressasse le souvenir d'un amour à jamais perdu. Vincent Nordon (*Paris-plage*) a filmé aux bords d'une piscine, au sommet d'un immeuble-tour, des personnages qui ne viennent de nulle part et ne vont nulle part, et Philippe Venault (*Canal Saint-Martin*), raconte l'histoire d'un amour entraîné dans une spirale de mort.

Ce n'est pas vraiment gai, bien que filmé avec sensibilité et joué par des comédiens de talent comme Jean-Pierre Léaud et Christine Boisson (*Rue Fontaine*), Agathe Vannier et Julien Dubois (*Place Clichy*), Pascale Rocard et Jacques Bonnafé (*Canal Saint-Martin*).

Par comparaison, le film de Chantal Akerman, *J'ai faim, j'ai froid*, donne une impression de fraîcheur. C'est l'histoire de deux gamines (Maria de Medeiros et Pascale Salkin, merveilleuse de naturel) qui ont fait une fugue et arrivent à Paris, un peu inquiètes sans doute, mais surtout curieuses de ce qui les attend.

La ville hostile va-t-elle dévorer les deux agnelles ? Chantal Akerman les montre au contraire sautillantes et rigolotes, incapables de penser à mal et n'ayant qu'un seul gros souci qui revient comme un *leitmotiv* : *« J'ai faimn, j'ai froid ».*

Ce court métrage drôle et fin fait penser aux premiers films de Truffaut sur Antoine Doinel. Il est le plus court de cette nouvelle version de *Paris vu par...* et sans doute, malgré les années, le plus proche par son esprit de celui d'il y a vingt ans.

BERTRAND LE GENDRE.

UN CERTAIN REGARD

« LA FÊTE DE MARIA » de Judit Elek

Le souvenir du grand homme est si lourd

En inaugurant, avec Gilles Jacob et Pierre Viot, *Un certain regard*, la section officielle (mais non compétitive), Dirk Bogarde, président du jury, a dit qu'il était très content : il y a là des films comme il aime en interpréter. Il a été applaudi par une salle comble.

Un certain regard, effet, est, dans la mouvance de la compétition, le terrain d'élection de films de qualité, représentatifs de la production internationale, qu'on peut voir peut-être d'une manière plus sereine, en dehors de tout pronostic. Le film d'ouverture, *la Fête de Maria*, confirme le talent – et la popularité auprès des cinéphiles et du public cannois – de la réalisatrice hongroise Judit Elek. Ici, elle se tourne vers le passé de son pays. Le générique, en images d'époque héroïques, rappelle la mort du grand poète national Sandor Petöfi, tombé en 1849, lors d'une des guerres d'indépendance. Un an plus tard, sa veuve, Julia, alors âgée de vingt ans, se remariait.

Franchissant les années, Judit Elek nous transportait en 1866 pour raconter un drame familial sur lequel pèse, lourdement, le souvenir de Petöfi ou, plutôt, de l'empreinte mythique qu'il a laissée. Judit Elek ne met pas en cause la figure emblématique du héros. Elle a filmé, avec une sorte de mélancolie tchekhovienne et quelques influences d'Ingmar Bergman, reconsidérées par sa propre écriture cinématographique, l'hérédité historique imposée à la veuve de Petöfi, à ses enfants (nés du second mariage) et à son entourage.

Les tensions, longtemps contenues, se déchaînent le jour de la fête de Maria, sœur cadette de Julia, dont le propre bonheur est miné, sans qu'elle s'en rende compte. Dans un des rares moments d'harmonie familiale, l'affection des deux sœurs se manifeste au cours de la scène où Maria lave les cheveux de Julia en lui donnant des conseils de sagesse, de bon sens. C'est beau, c'est doux comme un ciel d'été juste avant l'orage.

Mais Julia, atteinte d'un cancer, entretenant de mauvais rapports avec son deuxième époux, et polarisant, sans le vouloir, l'amour d'autres hommes (dont le mari de Maria), devient, par sa faiblesse, ses hantises du mythe Petöfi, le destin de ce groupe humain, réuni dans une maison et un jardin qui devraient être des lieux privilégiés. Judit Elek, avec subtilité, laisse pressentir les symptômes de la crise, puis la fait éclater en affrontements déchirants, implacables. Les acteurs, les actrices, deviennent des personnages prisonniers de l'histoire, d'un culte qu'ils assurent par devoir et respect.

Et l'on est bouleversé parce que la mort, rôdant depuis le début, vient frapper non pas Julia, qu'elle aurait délivrée, mais une victime jeune et tournée vers l'avenir. C'est injuste, terrible, on pleure, on n'y peut rien, mais voilà un film qu'on gardera au cœur. – J. S.



FESTIVAL

ÉPÉTITION, Bergman pour un songe en scène

Les émotions de Bertrand Tavernier

INTERNATIONAL DU FILM



La Grande-Bretagne hésite entre l'Amérique et l'Europe

Le cinéma anglais est un malade chronique : toujours en crise, menacé de disparition et puis resurgissant de ses cendres tel le phénix. Plus gravement touché que le cinéma français et en même temps étroitement solidaire de notre propre aventure. C'est peut-être parce que le cinéma français ces dernières années a soudain repris du poil de la bête et a mis en place, sous l'impulsion du ministère de la culture et du Centre national de la cinématographie, tout un ensemble de mesures visant à redonner à la France sa place naturelle, la première, que soudain le cinéma anglais s'est un peu senti orphelin, mal protégé, désireux d'autres garanties, d'une autre attitude des pouvoirs officiels, voulant affirmer une fois pour toutes que les conditions de la survie sont à ce prix.

Les premiers signes, nous avons pu les percevoir cette saison à Paris avec quatre films d'inégale valeur mais qui chacun ont frappé les imaginations : en premier lieu *The Draughtman's Contract (Meurtre dans un jardin anglais)* de Peter Greenaway, déroutant, provoquant, fascinant, objet de discussion favori des dîners en ville pendant plusieurs semaines. Succès inespéré, inexplicable, et pas seulement en France, aussi en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis. Chez nous le film devrait atteindre la barre des 300 000 entrées. Deuxième succès, *Local Hero* de l'Ecossais Bill Forsyth, pétri d'un humour qui, lui aussi, traverse les frontières. Pour la France, on escompte en fin de course quelque 250 000 spectateurs. Moins bien lancés, *Another Time, Another Place (les Cœurs captifs)* de Michael Radford, également situé en Ecosse, et *The Ploughman's Lunch (Guerres froides)* de Richard Eyre n'ont pas eu le même retentissement, même s'ils ont leurs farouches supporters.

Quelque chose bouge de l'autre côté de la Manche, on n'hésite plus à parler d'une renaissance du cinéma britannique, et le Festival de Cannes en a tenu compte, qui, pour la première fois, en trente-sept ans d'existence, a inscrit dans la compétition officielle trois films produits chez Sa Majesté : deux sont l'œuvre de cinéastes d'origine ou d'ascendance polonaise, *Success is the Best Revenge* de Jerzy Skolimowski, inspiré par une idée de son jeune fils, et *Another Country* de Marek Kanievska, Polonais de l'East End de Londres. Le troisième, *Cal*, coproduction, réalisé par l'Irlandais Pat O'Connor, a pour cadre l'Irlande du Nord sans pour autant être directement politique.

Brusquement placé sous les feux croisés de la renommée, ce cinéma nous donnerait presque à croire que tout va pour le mieux dans la plus brillante des industries cinématographiques si, au même moment, tout le monde, ne s'accordait chez nos voisins pour dire qu'il reste gravement menacé tant que l'Etat ne se décidera pas enfin à intervenir. L'économie de marché n'est pas une panacée, les films ne naissent pas égaux en droit, les citoyens du Royaume-Uni ont le tort de parler la même langue que leurs cousins d'Amérique, d'être depuis le parlant exposé à la concurrence impitoyable d'Hollywood. Comment sauver les meubles, quels paris culturels s'offrent ?

Des structures mal adaptées

Après quatre-vingt-quatre ans d'existence, le cinéma anglais se voit confronté à des réalités qui pourraient signifier sa mort à brève échéance. Il y a d'abord les chiffres, qui ne trompent pas. La fréquentation, qui atteignait en 1951, 1,3 milliard de spectateurs, était tombée à 64 millions en 1982, ce qui constitue probablement un record toutes catégories. Le nombre des salles a chuté de 4 481 à 1 439, les recettes sont passées de 108 millions de livres sterling par an en 1951 à 115 millions en 1982, qui, converties en livres de 1951, représentent plus que 15 millions. Les salles sont mal entretenues, n'ont plus guère à voir avec les somptueux Odeon ou Gaumont ou Ritz qui faisaient autrefois la joie de la clientèle à travers le pays.

Il y a, comme partout dans le monde, la concurrence de la télévision, mais aussi celle des magnétoscopes, nous explique un jeune rédacteur de *Screen International* (l'équivalent du *Film français*), Colin Vaines. Vingt-six pour cent des foyers sont équipés de 5,8 millions de magnétoscopes, le plus fort pourcentage enregistré à ce jour dans le monde. Pourquoi dans des conditions se déranger avec les siens pour voir dans une salle inconfortable des films que vous aurez très vite l'occasion de retrouver sur votre petit écran ?

Autre facteur qui n'arrange rien, le double « duopole » qui régente le cinéma et la télévision, d'un côté les deux circuits de salles les plus importantes, ABC devenu la propriété de Thorn EMI et Odeon toujours en possession de Rank (318 et 231 salles respectivement) ; de l'autre, les deux mastodontes du petit écran, BBC, la chaîne publique qui exclut toute publicité, et ITV, le groupement de chaînes privées qui vit de la seule publicité. BBC et ITV s'entendent tacitement pour payer les films projetés des sommes dérisoires, *entre 15 000 et 20 000 livres*. On compterait sur les doigts d'une main les films autres que parlés anglais, et surtout américains, projetés chez Rank et ABC.

Rank et Thorn EMI possèdent également des studios, Pinewood pour le premier, Elstree pour le second, qu'ils louent aux grosses productions à la George Lucas, à la



James Bond ou à la *Superman*. Il est vain de chercher dans ces productions un quelconque caractère spécifiquement britannique, même si les techniciens locaux sont de première qualité et les coûts relativement inférieurs à ceux pratiqués à Hollywood.

La lumière est venue malgré tout de la télévision, d'œuvres intimistes, ou disons familières, qui prolongent par quelque côté la tradition d'Arnold Wesker au théâtre et du Free Cinema dans sa veine la plus sociale (films de Karen Reisz et de Tony Richardson à leurs débuts), au tournant des années 50-60.

Du Royal Court s'est gardé le principe de non pas un cinéma mais un théâtre d'auteurs. Le nom de l'écrivain vient en premier, le film se nomme « *a play* ». Le metteur en scène joue d'abord le texte, même s'il s'appelle Patrick O'Connor le futur Pat O'Connor de *Cal*, comme dans *The Ballroom of Remembrance* (1982), s'il soigne l'ambiance et recrée une atmosphère un peu style *le Bal* d'Ettore Scola. Une série, toujours en 1982, qui n'a guère traversé la Manche ou l'océan Atlantique, *the Boys from Blacktuff*, a marqué une date par sa description minutieuse du monde du travail, un dialogue très serré, des scènes parfois aux limites de l'insupportable.

Le choc s'est vraiment produit avec la création de Channel 4, le 2 novembre 1982, et la nouvelle politique de promotion d'un cinéma plus « cinéma » que celui des chaînes traditionnelles. Un budget de 6 millions de livres a été alloué à la production ou à la coproduction de vingt films, à raison de 300 000 livres par film. Jeremy Isaacs, chef exécutif de la chaîne, prévoit à l'occasion de hausser ce budget jusqu'à 750 000 livres. Les titres de gloire de Channel 4 s'appellent *Another Time, Another Place, the Draughtman's Contract* et *the Ploughman's Lunch*, en coproduction, *Moonlighting*, de Skolimowski, également coproduit. Channel 4 devient un élément moteur dans la production cinématographique anglaise, même si on discute encore à perte de vue. Les films sont-ils vraiment du cinéma ?... Des organismes et compagnies déjà existants vont renforcer l'effet Channel 4 et aider à développer une production originale.

La vraie controverse fait rage pour savoir si Channel 4, trop soucieux de son image de marque, n'enterre pas un peu vite les films, ne leur accordant qu'une carrière éphémère sur les écrans cinématographiques, du moins en Angleterre, avant leur passage à l'antenne.

A en croire Colin Young, le directeur-fondateur de la National Film School de Londres, très soucieux des réalités concrètes de la production des films, trois catégories de budget bien distinctes sont aujourd'hui envisageables pour un film anglais, en n'oubliant pas si le film est destiné à un public de cinéma ou de télévision et, dans le premier cas, s'il est susceptible de déplacer les gens dans une salle.

Trois types de budget

Un film de cinéma à petit budget coûte aux alentours de 800 000 livres. Colin Young cite comme spécimen du genre une série de comédies que la jeune compagnie dans le vent, Goldecrest, s'apprête à produire avec Samuel Goldwyn Junior aux Etats-Unis, dans l'espoir de créer une tradition comparable à celle de la compagnie des studios d'Enling après guerre (*Passeport pour Pimlico*). La coupure est brusque avec le film de cinéma à gros budget, on gravite aussitôt dans les 3, 4 ou 5 millions de livres (il n'y a pas grand-chose entre les deux). Vous vendez un projet global comme Hollywood (*package deal*), le partenaire américain est indispensable. Le film de télévision n'a pas à se soucier du marché, son budget reste faible, il est strictement destiné à la consommation intérieure britannique. Channel 4 commence à faire mentir cet aphorisme.

Outre Channel 4, diverses possibilités s'offrent de réunir les sommes nécessaires pour ces producions. Il y a d'abord la NFFC (National Film Finance Corporation) que dirige encore pour quelques semaines Mamoun Hassan. Créée en 1949, elle reçoit son budget depuis 1980 de l'Eady Levy, le fonds d'aide au cinéma, un peu à l'image du nôtre avec sa TSA (taxe spéciale additionnelle perçue dans les salles). La dotation est actuellement de 1,5 million de livres. Neuf films vont sortir, ou sont en cours de tournage, ou vont être mis en chantier cette année. Elle permet de faire démarrer des films d'un budget moyen de 600 000 à 800 000 livres.

Infiniment plus modeste, le Fonds du BFI (British Film Institute), créé en 1952 sous le titre de *Experimental Film Fund* (Karel Reisz, Tony Richardson, Alain Tanner, Claude Geretta à leurs débuts en bénéficieront), atteint pour l'année fiscale 1984-1985, 650 000 livres. Au contraire de la NFFC, le FBI ne prête pas, mais donne l'argent à fonds perdus, car ses films sont censés exister en dehors du circuit commercial. *The Draughtman's Contract* est l'exception qui confirme la règle, avec un budget de 330 000 livres, 150 000 de Channel 4 et 180 000 du FBI, la plus grosse somme allouée à un film à ce jour par cet organisme.

L'autre grande source de financement pour le nouveau cinéma britannique est la société Goldcrest, créée en 1980 pour financer en association six à huit films par an, à cinquante pour cent du budget. Sous l'impulsion de David Puttnam, Goldcrest a été associé à deux films un peu conçus dans le style hollywoodien *les Chariots de feu* et surtout *Gandhi*, tous deux couronnés par des Oscars à Hollywood, en 1982 et 1983. La tentation est forte de jouer la marché américain, avec de gros budgets.

Le souci de tout le monde est que les films soient vus par un vrai public, qu'ils soient conçus en conséquence. Les trois personnalités déjà citées, Mamoun Hassan, Colin Young, David Puttnam, se rencontrent régulièrement au conseil d'administration de la National Film School dont Hassan et Puttnam sont « *governers* ». Depuis le 1er mars de cette année, Colin Young est « *consultant* » chez Goldcrest. Des sessions y sont organisées autour d'un projet de film, on discute pendant deux jours le scénario du début à la fin : autour d'une table ronde, trois personnes représentent Goldcrest, trois la production, c'est-à-dire le producteur, le scénariste, le metteur en scène.

« *Notre premier jugement est d'abord commercial*, dit sans rougir Colin Young ? *Dans ces limites, tous les choix sont pourtant possibles.* » Colin Young parle en orfèvre, qui a dirigé autrefois le département cinéma de UCLA (l'Université de Californie à Los Angelès) ; il eut comme élève Francis Coppola et Paul Schrader. Il affirme que la plupart des étudiants qui sortent de son école trouvent du travail dans leur spécialité. Les deux projections annuelles de films de fin d'études sont un événement, attentivement suivies par toute l'industrie.

Le même souci d'efficacité anime le jeune journaliste de *Screen International* déjà cité, Colin Vaines. Tout de suite après Cannes, il va prendre la direction du NFDF (*National Film Development Fund*, l'équivalent de notre aide à l'écriture du scénario), rattaché à la NFFC. Budget : 200 000 livres par an, la subvention pour le développement d'un projet varie de 8 000 à 12 000 livres. Sur soixante-dix projets proposés annuellement, sept ou huit sont retenus. Les « *consultants* », actuellement, s'appellent Sandy Lieberson, Américain, ex-directeur de la Fox à Hollywood, ex-collaborateur d'Alan Ladd jr, ancien partenaire de David Puttnam, aujourd'hui PDG de Goldcrest ; Jack Rosenthal, le scénariste de *Yentl* (tourné en majeure partie dans les studios anglais), d'autres. Si le projet est accepté, il passe ensuite devant le comité de la NFFC, avec D. Puttnam, Mamoun Hassan, etc. Le prêt une fois accordé, ajoute Colin Vaines, ce sera son travail de le vendre à une compagnie de cinéma ou à la télévision. Grâce à ses relations dans le journalisme, Colin Vaines estime posséder de bons atouts.

Toute la profession est sens dessus dessous depuis plusieurs mois dans l'attente d'un Livre blanc sur le cinéma que doivent publier les services de M. Kenneth Baker, député, sous-secrétaire d'Etat au commere et à la technologie de l'information. Le fameux *Eady Fund* (le fonds d'aide au cinéma) serait remplacé par un autre fonds d'aide assez aléatoire, financé par les groupes privés, Rank, Thorn EMI, telle compagnie de vidéo. Au même moment, le chancelier de l'Echiquier annonce la suppression en 1986 de la *capital allowance* (dégrèvement fiscal), qui avait permis à l'argent de la City de s'investir dans un certain nombre de projets des grandes compagnies ou des indépendants.

Sous l'impulsion de l'AIP (Association of Independant Producers), la contre-attaque se développe. Visite à M. Kenneth Baker, lettre ouverte dans le *Times*, une autre politique est suggérée : il faut taxer immédiatement les cassettes vierges et enregistrées pour reconstituer l'Eady Fund, devenu insuffisant à cause de sa faible fréquentation, par d'autres moyens et l'amplifier, donner un budget sérieux à la NFFC. La France et l'Allemagne sont citées en exemple. Mais il n'est plus fait état du projet de création d'une *British Film Authority*, l'équivalent de notre CNCL, projet très avancé en 1978 et prêt à être proposé au Parlement quand survint la victoire des conservateurs en 1979.

Le débat semble plus profond : faut-il regarder vers l'Europe ou vers l'Amérique ? Les attitudes respectives de David Puttnam et de Mamoun Hassan sont très révélatrices, par-delà le rôle croissant attendu de l'Etat pour défendre une industrie nationale du cinéma.

« *L'Europe a déçu*, nous déclare David Puttnam, *l'Amérique demeure essentielle. Il faut savoir bien vendre un film. Aujourd'hui le montage d'une production se fait à trois niveaux, la distribution dans les salles, la télévision et la vidéo, je cite dans l'ordre d'importance chaque secteur. De la vidéo, en incluant les Etats-Unis et le Canada, on peut espérer 1,5 million de dollars. Le plus grand budget que vous puissiez rassembler en Grande-Bretagne, c'est 14 millions de livres, à condition de répartir la somme entre plusieurs investisseurs, et donc les risques. Que personne ne coule en cas d'échec.* »

David Puttnam, venu de la publicité, croit qu'à l'avenir le cinéma, la salle de cinéma, ne jouera plus le même rôle ; on lancera les films dans des salles supercheries, modernes, huit cents au maximum pour l'Angleterre. La vraie carrière du film se poursuivra ailleurs, à la télévision et sur cassettes. Il vient d'achever une riche coproduction avec la Warner, *Killing Fields*, qui raconte la fin de la présence américaine au Cambodge. Il montre *Cal* à Cannes.

Mamoun Hassan, quarante-six ans, a une formation de monteur. Il a dirigé le fonds de production du BFI en 1971 et l'a branché sur la production de longs métrages. Il a enseigné à la National Film School en 1979 en mettant l'accent sur la fiction. Il a visité l'an dernier la France et l'Allemagne pour connaître leurs systèmes d'aide à la production. « *Votre ministre de la culture semble comprendre le rapport complexe entre la culture et le commerce*, nous dit-il. *Nous n'avons pas l'équivalent chez nous. Les attitudes de la France et de la Grande-Bretagne face au cinéma dépassent même les partis politiques. Chez nous on considère en haut lieu le cinéma comme moins que rien, la télévision occupe tous les esprits. Et il est devenu difficile de protéger la langue anglaise contre l'invasion des compagnies américaines et le dumping des produits américains. L'obsession maintenant dans la profession, c'est les Oscars. Si vous ne gagnez pas un Oscar, c'est la catastrophe. Qu'est-ce qui est préférable, les Oscars ou l'accroissement de la fréquentation des salles comme en France ?* »

Le défi de l'histoire

Des distributeurs français comme MK2 ou Gaumont témoignent chacun à sa façon de la difficulté de s'entendre avec l'industrie anglaise. Daniel Toscan du Plantier, directeur général de Gaumont, dénonce le rêve anglais de contribuer à la production de films de type hollywoodien. Il y voit même une menace pour l'Europe du cinéma. Il déplore les difficultés que rencontrent des cinéastes purement anglais comme Ken Loach et Lindsay Anderson pour continuer à travailler dans cette industrie. Il cite comme exception Jeremy Isaacs de Channel 4 qui a un goût européen et avec qui il a coproduit le nouveau film de Skolimowski. Marin Karmitz, PDG de MK2, admire aussi sans réserve Ken Loach, il avait investi dans *Regards et sourires*, son dernier film, en dehors de tout accord de coproduction, à cause des syndicats anglais. Le film avait été préacheté sur scénario et monté avec la collaboration de ITV, la télévision indépendante anglaise. MK2, qui vient de réussir un doublé avec la sortie en France de *Meurtre dans un jardin anglais* et *Local Hero*, envisage de collaborer au prochain film de Peter Greenaway.

Lindsay Anderson, le créateur du Free Cinema des années 50, l'auteur de *If....*, de *Britannia Hospital*, dont la carrière et le combat traversent tout l'après-guerre cinématographique, analyse une fois de plus, dans un long article documenté paru dans le dernier *Film Guide* de Peter Covie (livraison de 1984), les raisons de se battre pour un cinéma véritablement anglais. Abandonnons le snobisme à l'égard de ce qui vient de l'étranger, et d'abord la fascination pour l'Amérique : « *Le cinéma américain, comme nous le savons, a toujours dominé ; mais jamais aussi inconditionnellement qu'aujourd'hui.* » Et de conclure : « *Ce qui nous manque, c'est de bien comprendre notre propre tradition, d'avoir la fierté de nos réalisations passées. Et, par-delà cette fierté et cette compréhension, la volonté et la vitalité pour encourager nos talents, l'imagination pour les développer, la détermination pour les soutenir. Tout ce dont nous avons besoin, en bref, c'est de renverser le cours de l'histoire. Est-ce trop demander !* »

LOUIS MARCORELLES.

« UN AUTRE PAYS », de Marek Kanievska

L'héritier est scandaleux mais pas le film

Another Country adapte une pièce anglaise à succès de Julian Mitchell (dix-huit mois à l'affiche dans le West End) et semble s'inscrire à côté d'autres œuvres, tant au cinéma qu'à la télévision, qui traitent de la trahison des élites, de « la crème de la crème », comme l'explique le héros du film de Kanievska, Guy Bennett, interprété par le créateur du rôle à la scène, Rupert Everett. *An Englishman Abroad*, produit par la BBC et réalisé par un cinéaste bien connu, John Schlesinger, aborde par la bande un thème voisin ; il fut le film britannique le plus remarqué lors du dernier Festival de Londres, en novembre 1983.

Comment ose-t-on transgresser les intérêts et la morale de cette nation désignée par le ciel pour diriger le monde au temps de la grandeur impériale, s'interrogent Julian Mitchell et Marek Kanievska ? Au début des années 30, dans une *public school* synthétique, filmée tantôt à Cambridge, tantôt à Oxford, un groupe de jeunes gens répètent en chœur les leçons léguées par les glorieux aînés aux rejetons de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, qui demain, ambassadeurs, hauts gradés militaires ou businessmen de choc, dirigeront le pays.

Guy Bennett aspire aux plus hauts honneurs de l'école : devenir non seulement préfet de sa « maison » (*house*), mais *god* (*Dieu*), la dignité supérieure. Il paiera cher son attirance pour les jeunes garçons et son goût de la provocation. Il a pour meilleur ami un jeune communiste, Tommy Judd (Colin Firth), qui ne jure que par Staline. Lui croit vivre le marxisme avant toute théorie. Julian Mitchell esquisse une thèse particulièrement primaire : la « désertion » de Guy en Union soviétique vingt ans plus tard – le sujet s'inspire de l'aventure réelle de Guy Burgess, qui fit la une des journaux au temps de la guerre froide – était déjà en germe à la *public school* face à un système d'éducation inhumain.

Marek Kanievska a filmé avec discrétion et fadeur à la fois, choisi une photographie sombre, austère, à l'image d'un sujet trop « psychologique », sans ouverture, sans critique véritable, et où aucun des principaux personnages n'est suffisamment développé pour réussir à nous intéresser.

L. M.

UR EN DIRECT IL DE CANNES

UTEZ NÉMA

RCA

Monde

هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE MARIAGE — *Chaillot*, salle Gémier (727-81-15) 20 h 30.

GESTE ET PAROLES — Ranelagh (288-64-49) 20 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Mariage secret.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) 20 h 30 : la Mort de Sénèque.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats/Conférences-musée : Cycle de rencontres avec quelques-uns des artistes les plus marquants de l'art contemporain : à 18 h 30, 21 h : Phoné 2 ; Concerts-animation : Espace libre : à 18 h 30 : Marginalités musicales ; 19 h 45 : Vidéo ou écoutes de bandes ; 20 h 30 : entre le jazz et la musique savante improvisée ; *20 h 30 : Concert Gustav Kuhn* ; cinéma-vidéo ; 16 h : le Temps d'un éclair : 60 000 lignes sous les mers, de N. Drouzy : Gulfstream, de B. Mackay ; 19 h : Logique du catch, de C. Loizillon : Théâtre-Danse : 19 h : La pièce de Sirocco, de J.-L. Rivière.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concert : 18 h 30 : Jane Rhodes ; P. Roge (piano) (Brahms, Debussy, Schubert, etc.).

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 21 h 30 : la Nuit des assassins.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Nouveau Testament.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Sigmund's follies ; 22 h : le Prince.

ÉPICERIE THÉATRE (272-27-05), 19 h : Imprévu pour un privé ; 20 h 30 : l'Ile des chèvres.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : les Aventures de Dieu.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 18 h 30 : la Ville à voile : 20 h 15 : l'Ambassade : 22 h 30 : la Panthère bleue. Petite salle, 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 22 h : le Shaga.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

QUAI DE LA GARE (523-48-78), 20 h 30 : Moby Dick.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en a marr... ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : le Tigre ; 21 h : Fils de butte où les Seigneurs de Montmartre.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : la Femme de couleurs.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : la Troisième jambe du carrosse : 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins : 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; *II. 20 h 15 : Ils avaient les foies* dans l'Ouest : 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly : 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Surgelés : 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : l'impôt et les Os.

La danse

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : Cie Magenia.

Le music-hall

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 20 h 30 : Théophile, D. Vachée, D. Borano.

LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 45 : R. Bahr, chansons populaires juives.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice.

Les concerts

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : B. Grenat, G. Moutier (Donizetti, Schumann, Saint-Saëns).

Radio-France, grand auditorium, 18 h 30, 20 h 30 : Cycle acousmatique (Camapania, Garcia, Parmegiani).

Lucernaire, 21 h : Laura André (Bach, Schubert, Brahms).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne (Rossini).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Ensemble instrumental de France (Bach, Mozart).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. : G. Kuhn (Le Baron, Maderna, Zimmermann...).

Athénée, *20 h 30 : Y. Minton, J. Constable* (Strauss, Wagner, Rachmaninov...).

Salle Cortot, 20 h 30 : Lauréats du Conservatoire national de musique de Paris (Saint-Saëns, Mendelssohn, Debussy...).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 14 mai

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, Benny's Bad Band.

ELDORADO (208-23-50), 20 h 30 : Cindy Lauper.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : R. Towner, J. Abercrombie.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 21 h : E. Fitzgerald.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Alligator Jazz Band.

En région parisienne

IVRY, Th. des Quartiers, (672-37-43), 20 h 30 : la Surprise de l'amour. Théâtre (670-15-71), 20 h 30 : Fugitive détail.

VINCENNES, Th. Daniel Sorano (374-81-16), 21 h : le Repoussoir.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, les Jeunes Maris, de M. Bolognini ; 19 h, Cinéma israélien : Lena, de E. Green.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. (*) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; *UGC Gare de Lyon, 12e* (343-01-59).

L'AFFRONTEMENT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

À NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-it.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : *Saint-André-des-Arts*, 6e (326-48-18) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) : Studio de l'Etoile (380-42-05).

CARMEN (Franco-It.) : Forum, 1er (297-53-74) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-yougoslave) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

CELESTE (All.) ; v.o., Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, *2e (233-56-70)* ; Paramount *Odéon, 6e* (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount *Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse* Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (827-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES COMPÈRES (Fr.) : *Grand Pavois*, 15e (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA CORRIDA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e *(633-63-20)* ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Athéna, 12e (343-07-48).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : *UGC Marbeuf*, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ETOFFE DES HEROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; *V.F. :* Rex, 2e (236-83-93) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8e *(359-92-82)* ; *Paramount Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

LA FORTERESSE NOIRE (A., v.o.), Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-26-46) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e *(233-56-70)* ; *Berlitz, 2e (742-60-33)* ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).

LE JUGE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e *(329-90-10)* ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — *V.f.* : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : *Paramount Opéra*, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RISKY BUSINESS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

RUE CASE-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

SAHARA (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LE SANG DES AUTRES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e *(296-80-40)* ; *Paramount* Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Français, 9e (770-33-88).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

STAR WARS, LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque : le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e *(261-50-32)* ; *Biarritz, 8e (723-69-23)*.

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

THE WIZ (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e *(296-62-56)*.

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (Hsp), 17e (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79)* ; *Bienvenue Montparnasse*, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

UN NID AU VENT (Sov., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain *Huchette*, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e *(246-66-44)* ; *UGC Gare* de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, *18e (522-46-01)* ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Arcade, 2e (233-54-58) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

AMOK, film marocain de Souheil Ben Barka. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).

LA FÊTE DE GION, film japonais de Kenji Mizoguchi. V.o. : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FOOTLOOSE, film américain d'Herbert Ross. *V.o. : Forum*, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Biarritz, *8e (723-69-23)* ; *14-Juillet* Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC *Gobelins*, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-33) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FORT SAGANNE film français d'Alain Corneau. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES NOUVEAUX BARBARES, film italien d'Enzo Castellari. V.o. : *Forum* Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Images, 18e (522-47-94).

STRYKER, film philipin de Cirio H. Santiago. V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62). — V.f. : Rex, 2e (236-83-96) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

AURELIA STEINER (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., *v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e* (633-97-77).

LA BIBLE (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A, v.f.) : Napoléon 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

FARREBIQUE (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

FEMMES ENTRE ELLES (It.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LES FRAISES SAUVAGES : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FURYO (A., v.o.) : Saint-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68).

LE GARDE DU CORPS (Fr.) Paris loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, *14e (321-41-01)*.

GOLDFINGER (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HAROLD ET MAUDE (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAUTE SOCIÉTÉ (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

HELLO DOLLY (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (325-79-17) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (227-95-94).

L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

IL POSTO (It., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr., H. sp.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA LUNA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Boîte à films (H. sp), 17e (622-44-21).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

LA NUIT (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE (A., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

RÊVE DE SINGE (It., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

RIZ AMER (It., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

SCARFACE (H. Hawks) (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81) : Action Christine, 6e (329-11-30).

SA *MAJESTÉ DES MOUCHES* (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA STRADA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

SUEURS FROIDES (Vertigo) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Monte-Carlo 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

TESS (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) : Calypso, 17e (380-30-11).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

UN CONDAMNÉ A MORT S'EST ÉCHAPPÉ (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

Les festivals

CINÉMA DES ETATS BALTES (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h : Personne ne voulait mourir ; 18 h : l'Auberge des visiteurs de l'au-delà ; 22 h : la Forêt de roseaux.

LES NOUVEAUX AS D'HOLLYWOOD (v.o.) : Olympic Marylin, 14e (545-35-38) : *la Valse des pantins*.

MARLON BRANDO (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) : les Révoltés du Bounty.

MARX BROTHERS Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Un jour au cirque.

MARGUERITE DURAS Denfert, 14e (321-41-01) : 16 h : le Camion.

GARBO FOR EVER (v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) : la Reine Christine.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89) : Sabotage.

JOHN HUSTON Olympic Petite Salle, 14e (545-35-38) : le Piège.

BUSTER KEATON Marais, 4e (278-47-86) : Fiancées en folie.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 20.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

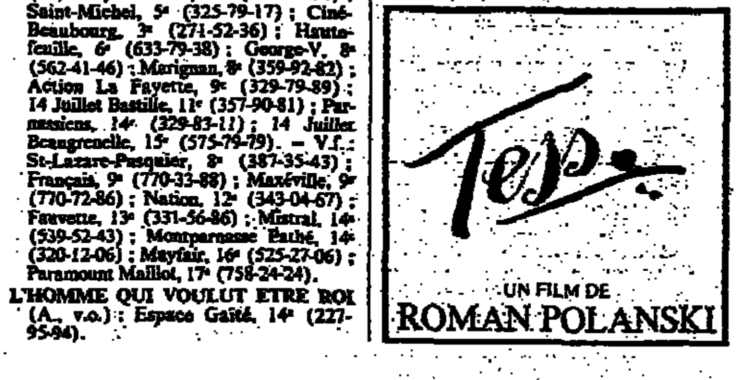
CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

MORT A VENISE (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

LE PIGEON (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

SATYRICON (**) (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.), Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38), 18 h.



Le Monde

culture

MUSIQUE

AU FESTIVAL D'EVIAN

Un nouveau miracle à Salzbourg

Ville natale de Mozart et de Karajan, Salzbourg aujourd'hui quadruple ses miracles... Comment qualifier autrement la naissance de ce Quatuor Hagen qui remporta l'an passé le concours d'Evian (le Monde *du 17 mai*) *et vient d'y donner vendredi un concert divin ? Lukas, violoniste, a vingt-deux ans ; Veronika, altiste, vingt et un ans ; Clemens, violoncelliste, dix-huit ans ; leur petite amie, Annette Bik, second violon, vingt-deux ans. Et ils jouent comme des anges de Fra Angelico, ou plutôt comme une famille de jeunes Mozart, en « vieux » quartettistes unis depuis quelque dix années sous la direction de leur père, altiste renommé, et de deux professeurs du Mozarteum.*

On n'aurait que faire de ces ex-enfants prodiges, s'ils n'étaient aussi grands artistes, maîtres de toutes les ressources les plus subtiles de leur instrument, d'une perfection d'ensemble et d'un équilibre polyphonique stupéfiants, et d'une profondeur de sentiment bouleversante.

Est-il possible de jouer cinq Fugues du Clavecin bien tempéré *en unissant ainsi la majesté éthérée de Bach avec la sensibilité, le grain sonore et la tendresse de Mozart, qui transcrivit ces fugues en 1782 (K.405) ? Et de métamorphoser le* Cinquième Quatuor, *de Boris Blacher (première audition en France, s'il vous plaît !), œuvre très intellectuelle fondée sur* « l'organisation des séries mathématiques », *dont l'abstraction s'envolait derrière cette conversation pleine de connivence entre quatre voix dévoilant ensemble de merveilleux secrets poétiques ?*

Plus significative encore, l'interprétation du Quatuor en la mineur *(Rosamonde), de Schubert, où tant d'intimité, de douceur, d'émotion, d'harmonie et de transparence, de véhémence aussi, recréaient la beauté idéale de ce monde intérieur. C'est à peine si quelques tendres nuances paraissaient encore appartenir à un monde trop préservé pour affronter cette tristesse humaine qui ne fut pas épargnée à Schubert, ni ne le sera à ses jeunes amis (1).*

Ce concert des lauréats de l'an passé justifiait la décision du jury, quelques heures auparavant, de ne pas décerner de premier prix à l'issue du 9e concours de quatuor à cordes. Aucun des huit ensembles n'émergeait d'une honnête moyenne : le Quatuor de Mannheim (deuxième prix) se contente d'une exécution précise et d'une belle qualité sonore, sans imagination ni étincelle, tout comme le Quatuor Artis de Vienne (prix de la presse internationale), d'un lymphatisme désespérant, et l'Alexander Quartett de New-York.

Moins bons exécutants sans doute, les Canadiens du Chamber Arts ont toutefois déployé une véritable étoffe visionnaire dans le Huitième Quatuor, *de Chostakovitch, et l'on regrette les approximations de technique et de justesse du Quatuor français Parisii, qui jouait avec une flamme juvénile, un accent, dont la plupart de ses collègues semblaient étrangement dépourvus. Mais il lui faudra beaucoup travailler.*

Comme l'abstention de l'URSS aux Jeux olympiques, la défection de Yuri Temirkanov au Festival d'Evian aura grandement lésé les intérêts américains... Le grand chef soviétique aurait sans nul doute donné de splendides concerts avec l'Orchestre symphonique du Curtis Institute de Philadelphie, fabuleux ensemble de jeunes instrumentistes de moins de vingt-quatre ans, qui n'a rien à envier, sinon une maturité définitive, aux plus grands orchestres américains ; il en constitue d'ailleurs une des principales pépinières (cinquante musiciens de l'Orchestre de Philadelphie sortent du Curtis) (2).

Il a fallu se contenter d'apprécier les qualités sonores de cette phalange (vitalité enthousiaste et unanime, quatuor onctueux et aéré, solistes d'une beauté exceptionnelle dans tous les pupitres des vents) sous la direction médiocre de Christopher Seaman, chef britannique appelé en catastrophe, dont l'entrain ne peut racheter les gestes flous et l'incapacité à construire et modeler les œuvres avec souplesse, caractère et dynamisme. Il n'en remporta pas moins un triomphe de la part du public, cette fois très nombreux, qui avait envahi la Maison des arts et des loisirs de Thonon... et de ses jeunes musiciens eux-mêmes !

Jean-Pierre Rampal, qui avait interprété le Concerto pour flûte en sol majeur *K.313 de Mozart de façon un peu routinière – mais qui résisterait au charme de cette sonorité souveraine ? – en prit largement sa part.*

Mais l'Orchestre du Curtis brillera très probablement d'un tout autre éclat sous la direction de Serge Zehnacker, à qui nous devons l'enchantement toujours renouvelé du Festival d'Evian, et du grand Ferdinand Leitner pour l'apothéose de ces manifestations, ce mardi 15 mai.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le Quatuor Hagen donnera un « concert du dimanche matin » le 3 juin au Théâtre du Rond-Point, à 11 heures.

(2) Cette école supérieure, fondée en 1924, entièrement subventionnée par des mécènes, où les études sont gratuites, a formé également des musiciens aussi célèbres que Léonard Bernstein, G.C. Menotti, Lukas Foss, Léonard Rose, Eugène Istomin, Judith Blegen ou Peter Serkin.

CINÉMA

« LA NUIT DES PUBLIVORES », AU GRAND-REX

Les vraies valeurs

A minuit, c'était la cohue devant les portes du Grand-Rex. Une demi-*heure plus tard, on frisait l'émeute.* Crocs acérés et soif d'aujourd'hui, les « publivores » avaient sorti leurs tickets chic pour cette *nuit, organisée* par *Photo-Revue*, qui leur était consacrée le samedi 12 mai. Plutôt *drôle de penser qu'on se bouscule au* portillon d'un spectacle dont la vedette (la publicité) est supposée être le solliciteur et non le sollicité. La pub ne se contente plus d'inciter à la *consommation, elle se consomme.* Fini le temps des publiphiles et des publiphobes, les publivores leur ont succédé. Elle est partie prenante de l'environnement, des habitudes, des attitudes, du langage. Mieux, elle s'est imposée comme un divertissement, et le film publicitaire est devenu *un complément de spectacle.*

« La *Nuit des publivores* » en fait un spectacle à part entière : huit heures de programme, une trentaine de pays représentés et 500 spots publicitaires (de 1904 à nos jours) réunis par Jean-Marie Boursicot, dont la collection, unique en son genre, totalise près de 80 000 films et bandes-annonces, soit plus de trois mille cinq cents heures de projection.

On en a vu de toutes les couleurs, des vertes et des pas mûres, à *boire* et à *manger*, à frotter et à astiquer. On a pu le constater avec soulage-*ment : quelles que soient* la langue et les coutumes, la nationalité des taches, il existe toujours une lessive qui lave plus blanc (en *Afrique*, Dieu sait pourquoi, elle lave plus bleu), un cos*métique qui fait la femme* plus femme, un shampooing qui rend les cheveux plus souples et plus brillants, une cigarette ou un après-rasage qui fait l'homme, le vrai, un mini-truc à un mini-prix qui en fait le maximum. Les vraies valeurs ne changent pas.

On a vu Louis de Funès, déjà avec *ses tics, pour Martini, Marylin Mon*roe, déjà avec ses charmes, pour Union Oil, Brigitte Bardot, avec son accent anglais inimitable, pour L'Oreal, Adriano Celentano (en des*sin animé) pour Pirelli, Thierry Le Lu*ron et Jacques chazot au service de déodorants, Alice Sapritch éprise d'un produit récurant. On a vu l'un des premiers films tournés en muet en 1904 par les frères Lumière (pour Moët & Chandon) *sur le modèle do*cumentaire, qui montrait tout sauf le produit également en muet : les campagnes des comités de lutte contre l'alcoolisme (déjà !) et la tuberculose, de lutte anti-mouches et anti-crachats avec leurs messages primaires et néo-scientifiques.

Le public hurlait, acclamait, soutenait, huait, sifflait, se tordait de rire selon les cas. Le meilleur, et l'essen*tiel, de la programmation était* constitué par ces réclames ringardes et interminables des années 50, qui, sans souci de temps ni de subtilité, insistaient lourdement sur le produit vanté, jouant sans nuance sur le mélodrame de pacotille ou le comique au premier degré. A 4 heures du matin, des chaussons aux pommes ont été distribués. On n'avait pas vu le temps passer. A 9 heures du matin, ceux qui avaient tenu le poids des slogans et le choc des marques pouvaient se vanter d'avoir gagné le jackspot. Vaccinés contre toute tentation de consommation, ils avaient la fraîcheur au goût sauvage.

ALAIN WAIS.

★ Le vendredi 25 mai, de 22 heures à 6 heures, à Lyon (Palais des congrès).



THÉATRE

MORT DE PIERRE BERTIN

Le médecin et le cothurne

Le comédien Pierre Bertin, ancien sociétaire de la Comédie-Française et un des piliers de la première heure de la Compagnie Renaud-Barrault, est décédé dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans.

Le théâtre est ma vie, tel était le titre du livre que Pierre Bertin avait publié en 1971, consacré à sa carrière. Car celle-ci, comme la longue existence qu'il vient de terminer nonagénaire sans que ses facultés fussent diminuées, se passa devant la rampe et dans les coulisses des premières scènes parisiennes, la Comédie-Française étant pendant vingt années sa « maison ». Le plus curieux, c'est que Pierre Bertin avait commencé par être médecin. D'abord étudiant à la faculté de Lille – où il était né le 24 octobre 1891, – il avait porté le titre d'externe des hôpitaux de Paris après avoir décroché son diplôme de docteur en médecine. En fait, il n'exerça jamais que comme « médecin de service » à l'Odéon où, par la chance du dieu des planches, le grand Antoine le remarqua.

Aussitôt naquit la vocation de Pierre Bertin, avec, déjà curieusement pour un premier emploi, le *Menteur*, de Corneille (rôle de Dorante). Mais bientôt il allait révéler des dons comiques beaucoup plus extraordinaires dans *le Chapeau de paille d'Italie*, de Labiche, où son interprétation de Fadinard préfigurait dans sa manière capricante celle de Jacques Charon après la deuxième guerre. Tout l'art de Bertin tenait dans une élocution précieuse, du bout de ses lèvres rentrées et railleuses, qui distillait les meilleurs textes, classiques ou contemporains, du répertoire.

Ayant joué les jeunes premiers amoureux et comiques au Français – où il avait épousé son exquise partenaire Madeleine Renaud, – il était passé aux petits marquis de Molière, aux arlequins de Marivaux – jusqu'à ce que le cinéma lui offrît d'interpréter à l'écran le *fiancé de la Petite Chocolatière*, avec Jacqueline Francell et Gildès pour partenaires.

Tout ce temps, Bertin avait entretenu des relations parisiennes avec les plus grands artistes de l'entre-deux guerres, Max Jacob, Picasso, Diaghilev, Léon-Paul Fargue, Reverdy, Blaise Cendrars, Poulenc, Sauguet, car ce fin lettré était tout autant *inspiré par* la peinture – sa collection en faisait *foi* – et la musique que par le cothurne.

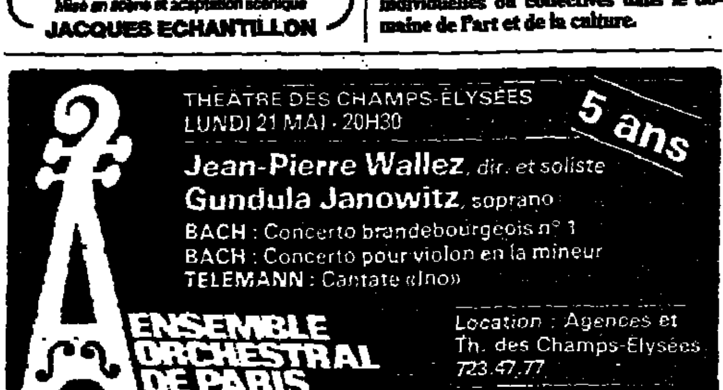
Après avoir pris sa retraite de la Comédie-Française, Bertin avait vécu l'aventure, au lendemain de la guerre, de la Compagnie Madeleine Renaud-Jean-Louis Barrault : d'abord au théâtre Marigny, puis au Palais-Royal. Là, aux côtés de *son ancienne compagne devenue* fort joliment sa directrice, il avait entrepris de nouvelles créations, jusqu'à pousser la romance dans *la Vie parisienne.*

La classe de Pierre Bertin au Conservatoire reste célèbre aujourd'hui. Ne serait-ce que dans le souvenir troublé des générations *de comédiennes* qu'il *aimait* fréquenter après les avoir formées toutes jeunes et qui, devenues elles-mêmes célèbres, le pleurent aujourd'hui.

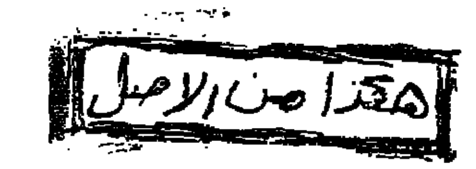
OLIVIER MERLIN.

■ **ILE-DE-FRANCE. – Thierry Bondoux, ancien administrateur civil au ministère de la culture puis conseiller administrateur technique au cabinet de M. Chevènement, vient d'être nommé directeur des affaires culturelles pour la région Ile-de-France. Il remplace M. Jean-Claude Menou, appelé à d'autres fonctions.**

■ **SCULPTURE A L'AÉROPORT DE BORDEAUX. – L'Aéroport de Bordeaux présente jusqu'au 25 mai une exposition de sculptures contemporaines sur les thèmes de l'Envol, de l'Espace et de l'Évasion. L'Aéroport a adhéré en 1984 à Mécénart, société dont l'objectif est d'aider les grandes entreprises à promouvoir les initiatives individuelles ou collectives dans le domaine de l'art et de la culture.**







CULTURE

Un jour pour les musées : le 18 mai

La journée internationale des musées instituée par l'ICOM (Conseil international des musées), a été fixée cette année au 18 mai. Cette journée sera l'occasion pour de nombreux établissements de signaler leurs nouvelles acquisitions aux visiteurs, qui bénéficieront de la gratuité d'entrée dans les trente-cinq musées nationaux, ainsi qu'à l'exposition «La rime et la raison», aux galeries nationales du Grand Palais.

Le Musée national de la céramique de Sèvres et celui du château de Compiègne organisent des opérations portes ouvertes, ainsi que le Musée d'art et d'essai du Palais de Tokyo, mais les 19 et 20 mai, pour les deux jours de la grande braderie de catalogues, livres, revues, affiches, cartes postales, gravures, diapositives, etc., édités par les musées nationaux, la bibliothèque nationale, le Centre Georges-Pompidou, les musées de la Ville de Paris, l'Association française d'action artistique, la caisse des monuments historiques, etc.

Le 18 mai, c'est aussi la date qui a été choisie à Bordeaux pour l'inauguration du nouveau Musée d'art contemporain dans l'entrepôt Lainé. Jean-Louis Froment, le directeur du Musée-CAPC y proposera trois expositions : Anselm Kiefer (peintures de (1983-1984), Cy Twombly (œuvres de 1973-1983), «Légendes» qui réunit une vingtaine d'artistes.

■ **NEUF PERSONNES BLESSÉES DANS UNE EXPLOSION AU PALAIS PITTI DE FLORENCE.** — Une très violente explosion s'est produite, samedi 12 mai en fin de matinée, dans le bureau de la directrice de la section « argenterie » du palais Pitti, l'un des plus prestigieux édifices de Florence. Plusieurs centaines de personnes visitaient le musée, et notamment une exposition, dont c'était le dernier jour, consacrée au peintre Raphaël. Les victimes sont toutes membres de l'administration.

■ **TRENTE ARTISTES, ONZE ATELIERS.** — Une trentaine d'artistes peintres, sculpteurs et musiciens présentent leurs œuvres dans onze ateliers aux différents étages des anciens entrepôts de l'Ourq, situés de part et d'autre du canal Saint-Martin, à la hauteur de la rue de Crimée. Au cours de cette exposition multiple, qui a lieu jusqu'au 15 mai (de 16 h à 20 h), les visiteurs peuvent assister en soirée (de 20 h à 21 h) à des « performances » de poésie expérimentale, de musique contemporaine, ainsi qu'à des vidéoportraits (68, quai de la Seine et 41 bis, quai de la Loire, 75019 Paris).

COMMUNICATION

A L'INITIATIVE DU « TÉLÉGRAMME DE BREST »

Création d'une banque de données « grand public » dans le Finistère

De notre envoyé spécial

Brest. — Le quotidien régional *le Télégramme de Brest et de l'Ouest (1)* a présenté, jeudi 10 mai, un service d'information sur banque de données accessible par le réseau Télétel réalisé en collaboration avec le conseil général du Finistère, le Crédit mutuel de Bretagne et le conseil municipal de Brest. Si les quatre partenaires ont partagé à parts égales les frais de mise en place de la banque, qui se chiffrent à 1,5 million de francs, chacun nourrit celle-ci d'informations propres.

A tout seigneur... *le Télégramme* propose des résumés de l'actualité, les « mémentos » pratiques si caractéristiques de la presse locale (adresses utiles, services de permanence, etc.) et surtout des petites annonces, comme le décret réglementant la télématique lui en réserve l'exclusivité. Pour les neuf dixièmes de son fonds, le quotidien du Finistère alimente l'ordinateur serveur directement à partir de son ordinateur de photocomposition. Un « dialogue » de machine à machine qui permet d'éviter de « ressaisir » les données.

Le conseil général présente les données-clefs du département, et ses membres. Une série de « pages-écrans » correspondant à des fiches individuelles décrivent « qui fait quoi » au conseil. A terme, ce fonds pourra « fusionner » avec la banque de données administratives nationale que préparent en ce moment les services du premier ministre. Il contiendra peut-être aussi les délibérations du conseil, en texte intégral, mais il paraît que cela « pose des problèmes » ! Transparence...

Le Crédit mutuel de Bretagne offre, quant à lui, un service d'information sur ses produits bancaires avec ce « plus » qu'autorise l'ordinateur : la possibilité d'étudier soi-même une formule d'emprunt, par exemple grâce aux moyens de calcul et de combinaison de l'informatique.

Enfin, la mairie présente les élus, les services de la ville, les programmes culturels et sportifs ainsi que des indications touchant à l'enseignement. Un autre fonds fournit des renseignements administratifs, avec des « pages-écrans » particulièrement consacrées aux personnes âgées. En projet : des informations pour les consommateurs et sur les transports urbains, la constitution d'un fichier des associations, ainsi que d'une banque de données juridiques, spécialisée sur les problèmes de la décentralisation, en collaboration avec l'Institut de droit de Brest.

Quelque cinq mille terminaux Minitel ont déjà été distribués dans le département par le ministère délégué aux PTT ; il devrait y en avoir 18 000 à la fin de l'année, 180 000 dans toute la Bretagne à la même date. Pendant deux ans, ce service baptisé « Télématique Bretagne-Ouest » (TBO) conservera un caractère expérimental et sera gratuit.

ERIC ROHDE.

(1) Diffusion OJD 1982 : 172 220 exemplaires.

● *Le nouveau bureau de l'Association des informateurs religieux.* — L'Association professionnelle des informateurs religieux (APIR) s'est donné, le 10 mai, à l'unanimité, un nouveau président, Alain Woodrow (*le Monde*), en remplacement de Bernard Chevallier (TF1), qui ne demandait pas le renouvellement de son mandat.

Le bureau de l'APIR est, d'autre part, composé d'Henri Tincq (*la Croix*), vice-président ; de Janine Paloulian (*Journal quotidien Rhône-Alpes*), secrétaire général ; de Jean-Michel Mermin (*Nouvelle Cité*), trésorier ; de Claudette Marquet (Bureau de l'information protestante) et Hervé Boulic (*la Foi aujourd'hui*), Jean-Michel Merlin (*Nouvelle Cité*).

● *Concours d'entrée au CFJ.* — La sélection d'entrée au Centre de formation des journalistes de Paris aura lieu les 4 et 5 septembre 1984 pour les premières épreuves. Pour être candidat, il faut être titulaire soit d'un DEUG ou d'un diplôme équivalent et avoir vingt et un ans au plus dans l'année, soit d'une licence ou d'un diplôme équivalent et avoir vingt-trois ans au plus. Des renseignements complémentaires, concernant notamment les cas de dérogation, peuvent être obtenus auprès du CFJ, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

FAITS DIVERS

Fin de recherches

Il était 14 h 20, vendredi 11 mai, lorsqu'un plongeur de la gendarmerie a découvert, dans le déversoir de l'étang de Tigery, en forêt de Sénart (Essonne), le corps du petit Rodolphe Vadé, âgé de huit ans, disparu depuis le dimanche après-midi 6 mai. Tout laissait penser, avant les résultats de l'autopsie, que le malheureux garçonnet s'était noyé, victime d'une hydrocution (il venait de pique-niquer avec ses parents et sa sœur) en tombant accidentellement dans l'eau : les premières constatations ne faisaient état d'aucune violence.

Jusqu'à vendredi après-midi, les parents de Rodolphe, domiciliés à Quincy-sous-Sénart, ont voulu croire à un enlèvement : certes, aucune demande de rançon n'avait été formulée (la famille n'est pas riche, M. Alain Vadé travaille modestement dans la boucherie), mais il aurait pu s'agir d'un rapt « affectif ».

L'hypothèse criminelle s'étayait sur un faisceau de considérations : le petit garçon n'était pas le moins du monde fugueur ; il connaissait très bien ce coin du parc de Tigery, où il n'était pas pensable qu'il se perde. D'autre part, la forêt de Sénart a une fâcheuse réputation, encore que, le dimanche, une certaine faune accepte, sous influence policière, d'y céder la place aux promeneurs. Et puis, il y a eu ce jeu d'enfant : à la fin du traditionnel pique-nique familial, les beaux jours venus, au moment de rentrer à la maison, Rodolphe « s'échappait » et rejoignait la grande route, par des chemins qu'il empruntait les yeux fermés : là, sa grande joie était de lever un pouce d'auto-stoppeur en voyant arriver au ralenti la voiture familiale, affectueusement complice. Jamais il n'aurait fait signe à un autre véhicule. Or, dans les toutes premières heures de l'enquête, les chiens policiers, qu'on croyait infaillibles, s'étaient arrêtés au bord de cette route.

Et puis, durant ces cinq jours, il y a eu surtout, pour accréditer la thèse criminelle, cette espèce de surenchère psychologique, sinon pathologique, à laquelle il est difficile d'échapper, que l'on soit magistrat ou journaliste, policier ou membre de la famille concernée, quand il s'agit de la disparition d'une jeune femme ou d'un enfant. Microcosme d'une enquête. L'imagination collective galope vite, pour peu qu'elle soit nourrie d'indices, vrais ou faux : en l'occurrence, les gendarmes de l'Essonne — qui n'ont apparemment rien négligé — et les parents de Rodolphe ont reçu de nombreux coups de téléphone anonymes, suintant de fantasmes. Les recherches, elles, demeuraient vaines, bien que l'étang de Tigery ait été sondé au début de la semaine, et que des battues aient été organisées. On en concluait hâtivement : le petit garçon a été enlevé au bord de la route ou a été victime d'un déséquilibré dans la forêt.

Un plan minutieux

Est-ce pour toutes ces raisons, plus une ou deux que l'on ignorerait, qu'il a été décidé, jeudi matin, de mettre en place, pour le lendemain, un dispositif exceptionnel pour tenter de retrouver Rodolphe ? Exceptionnel en effet : sur l'initiative du procureur de la République d'Evry, administrativement relayée par le préfet, commissaire de la République de l'Essonne — donneur d'ordres aux forces opérationnelles, — un plan sans guère de précédent a été déclenché.

Près de mille hommes y ont participé, appartenant à la gendarmerie, à la police et à l'armée de terre, répartis en treize unités (1). Plus une équipe de quatre plongeurs de la gendarmerie, qui ont découvert Rodolphe, des sapeurs-pompiers, trois maîtres-chiens et leurs bergers allemands, un gendarme muni d'un poste radio affecté à chaque unité pour assurer la coordination, des agents de l'Office national des forêts (ONF) pour servir de guides, trois véhicules radio de la gendarmerie reliés au poste de commandement établi à 500 mètres à l'ouest de la Croix-de-Villeroy.

Le lieutenant-colonel Jean-Pierre Seuillot, adjoint du commandant du groupement de la gendarmerie de l'Essonne, qui commandait l'ensemble de l'opération, a reçu l'ordre de tout organiser en cette seule journée de jeudi, coordonnant la mise en place des unités appartenant à différents corps. Vers minuit, il avait terminé, sur le papier, le quadrillage minutieux et systématique de la forêt de Sénart : 35 kilomètres carrés, 10 kilomètres dans la plus grande diagonale, un front de 500 mètres par unité opérationnelle, un homme tous les 7 mètres, sur 6 kilomètres de profondeur.

Tout était découpé, ajusté, ciselé, et puis les hommes-grenouilles, comme on les appelle, ont découvert, peu après le déclenchement de la manœuvre à 14 heures, le corps de Rodolphe, pris dans la vase. L'opération « quadrillage » n'avait plus de raison d'être. Le garçonnet était immédiatement identifié par ses parents, chez lesquels la douleur succédait à l'angoisse.

MICHEL CASTAING.

(1) Les escadrons 5/4 et 3/1 de gendarmerie mobile, respectivement basés à Dreux et Satory ; quatre compagnies de gendarmes auxiliaires de Melun ; une section d'intervention de la direction départementale des polices urbaines d'Evry ; la CRS (compagnie républicaine de sécurité) nº 3 de Quincy-sous-Sénart ; le 2e régiment de commandement et de soutien de Satory, et quatre autres unités de l'armée, stationnées à Montlhéry : un escadron du régiment de marche du Tchad : une batterie du 1er RAM (régiment d'artillerie de marine) et deux compagnies du 121e régiment du train.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 14 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : le Crime de M. Lange.
Film français de Jean Renoir (1935), avec J. Berry, R. Lefèvre, Florelle, N. Sibirskaïa, S. Bataille, H. Guisol. (N. redif.).
Un éditeur véreux exploite son personnel et un jeune auteur de romans d'aventures, aimé par la blanchisseuse qui habite la même cour. L'escroc fuit ses créanciers. On le croit mort. Les ouvriers organisent l'entreprise d'édition en coopérative. Avec le concours de Jacques Prévert, Renoir écrivit et réalisa un film populiste, où passe déjà l'esprit de ce que sera le Front populaire mais également marqué d'une verve anarchisante.

22 h Étoiles et toiles.
Magazine de cinéma de M. Jouando et F. Mitterrand. *Spécial Cannes, en direct du Festival.*

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Jérusalem.
Opéra en quatre actes de Verdi d'après le livre I Lombardi alla prima crociata, *de Solera, direction musicale Donato Renzetti, mise en scène Jean-Marie Simon avec Veriano Luchetti (Gaston), Alain Fondary (le Comte), Jean-Philippe Marlière (un héraut), Philippe Rouillon (l'Emir de Ramla), Cecilia Gasdia (Hélène), Judith Malafronte (Isaure), Robert Grenier (un soldat), Mario Agnetti (un officier). Cet opéra est retransmis simultanément en stéréophonie sur France-Musique.*

22 h 40 Débat : Indochine 1853-1954.
La série en six volets d'Henri de Turenne sur l'histoire du Vietnam a déclenché tellement de réactions (d'anciens d'Indochine, entre autres) qu'Antenne 2 a décidé de prolonger le débat. Philippe Labro invite sur le plateau MM. J.-J. Beucler, ancien ministre, prisonnier du Viet-minh de 1952 à 1954, le général de Bire, président de l'Amicale des anciens combattants de Dien-Bien-Phu, Jacques Gandouin, ancien haut fonctionnaire en Indochine, et le professeur Vukuoc-Thuc, ancien ministre.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Nous ne vieillirons pas ensemble.
Film français de M. Pialat (1972), avec M. Jobert, J. Yanne, M. Méril, J. Galland, C. Fabrega, M. Risch. (Rediffusion.)
Un cinéaste, séparé de sa femme, a, depuis six ans, une liaison avec une jeune secrétaire. Leurs relations se détériorent, ils vont de crise, en crise, avant d'arriver à rompre. Etude psychologique de la jalousie sexuelle masculine, histoire autobiographique où Pialat a délégué son rôle à Jean Yanne (prodigieux). La mise en scène, violente, emportée, démonte le mécanisme des comportements et des caractères, par un strict réalisme. Etonnant.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Festival de voile, la semaine d'Antigua en direct du Festival de Cannes, reportage d'Alain Le Garrec.

23 h 40 Paroles de régions.
Ce soir Provence-Côte d'Azur-Corse décline ses ambitions, ses projets.

23 h 45 Un, deux... ou trois ?
Jeu cinéma.

23 h 55 Prélude à la nuit.
Du Festival de Cannes : hommage à Maurice Jaubert : la Vie d'un fleuve : la Seine, *un film de Jean Lods.*

0 h 15 Les nuits du cinéma.
En direct de Cannes.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Un regard s'arrête (des bateaux pour rêver).
17 h 40 Les oubliés de la musique (Magnard).
18 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Vie régionale : magazine consacré aux abris anti-atomiques.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : l'Enéide.
19 h 50 *Dessin animé : L'ours Paddington.*

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'autre scène, ou les vivants et les dieux : La place du désordre (l'indéterminisme), avec R. Boudon.
21 h 50 Libre parcours variétés : Une certaine Bretagne (France-LEA).
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (simultané avec Antenne 2) : *Jérusalem*, opéra de Verdi par les chœurs et l'orchestre de l'Opéra, dir. D. Renzetti, sol. V. Luchetti, A. Fondary, S. Carroli, F. Dumont...
23 h Les soirées de France-Musique.

Mardi 15 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF1 Vision plus.
12 h *Les rendez-vous d'Annik.*
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes : Un député aveugle, Adias.
Magazine des handicapés de Bénédicte Laplace.
14 h Série : La croisière s'amuse.
14 h 55 Haroun Tazieff raconte « sa » terre.
Les éléments naturels (diffusé le 11 mai).
15 h 45 Santé sans nuages.
Nouvelles de la santé ; Plus loin sur le sport et la santé ; Médecine d'ailleurs : du Mexique au Moyen-Orient ; Mots pour maux : la flore intestinale ; Le jardin de la santé : les margarines.
16 h 55 Histoires naturelles : le gibier d'eau en Camargue
17 h 25 Le village dans les nuages.
Emission pour les enfants de Christophe Izard.
17 h 45 Série : Les secrets de la mer Rouge.
18 h 15 Presse-citron.
Magazine des adolescents.
18 h 25 *Hip-hop.*
Magazine de la danse moderne (diffusé le 13 mai.)
18 h 50 Jour J.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h *Journal.*
20 h 30 D'accord pas, d'accord (INC).
20 h 35 Première mondiale : le Prince travesti.
De Marivaux, mise en scène d'Antoine Vitez, avec J. Gastaldi, J.-B. Malartre, V. Massoc... Spectacle enregistré à la salle Argentina à Rome, en liaison avec le ministère des relations extérieures, avec la collaboration du ministre de la culture.
Comédie de Marivaux en trois actes. La princesse de Barcelone, éprise du jeune étranger Lélio, songe à en faire son époux malgré son manque de condition. L'arrivée d'un ambassadeur du roi de Castille venu demander la main de la princesse oblige cette dernière à prendre une décision rapide. Arlequin se mêle à l'affaire. Légèreté et grâce, clair-obscur du divin Marivaux.
0 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 35 Feuilleton : La vie des autres.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
La vidéomanie.
14 h 55 Série : Vegas.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
A Meknès, au Maroc (diffusé le 13 mai).
16 h 50 Entre vous.
De L. Beriot.
Deux sujets : la maison réinventée (les Québécois construisent des maisons en bois adaptées aux conditions locales) ; la Croix-Rouge française.
17 h 45 Récré A 2.
Yahari, Latulu et Tireli ; Télétactica ; Terre des bêtes : l'araignée mélomane, le géant d'Alaska ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC)
20 h 40 Cinéma : Amityville, la maison du diable.
Film américain de S. Rosenberg (1979), avec J. Brolin, M. Kidder, R. Steiger, D. Strong, M. Hamilton.
Un couple et ses trois enfants achètent une maison de Long Island où eut lieu un crime en 1974. Les manifestations de forces surnaturelles les en chassent au bout de quelques semaines. C'est une histoire vraie, un étrange phénomène inexpliqué. Le film accumule les effets de terreur, les diableries, façon l'Exorciste. *Il est mal mis en scène, mal joué.*
22 h 40 Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayet, réalisation Ph. Bordier. « L'art espagnol », d'Elie Faure.
Une spécialiste de la peinture espagnole, Jeanine Baticle, les peintres Olivier Debré et Antonio Saura, un coloriste et trois comédiens, Michaël Lonsdale, Rita Renoir et Jean-Pierre Bouyxou, lisent, crayon à la main, un chapitre de l'immense Histoire de l'art d'Elie Faure *consacré à l'art espagnol et, ici plus précisément, à Vélasquez. Une tentative de réhabilitation d'Elie Faure, écrivain oublié en France, une émission pour les passionnés de littérature et de confidences intimes, voilées.*
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Cinéma : la Loi du Seigneur.
Film américain de W. Wyler (1956), avec G. Cooper, D. McGuire, M. Main, A. Perkins, R. Eyern, P. Lowe.
La vie d'une famille de quakers de l'Indiana, fidèles au commandement de Dieu : « Tu ne tueras point » est bouleversée par la guerre de Sécession. Faudra-t-il prendre les armes contre les Sudistes ? Tableau réussi d'une communauté paysanne et pacifiste, réflexion sur les malheurs de la guerre et la violence. Le métier impeccable d'un cinéaste américain qui, après avoir été porté aux nues, fut, injustement, taxé d'académisme.
22 h 55 Journal.
23 h 25 Parole de régions.
Les ambitions de la région Provence-Côte d'Azur-Corse, ses projets, ses forces, ses faiblesses.
23 h 30 Un, deux... ou trois ?
Jeu cinéma.
23 h 35 Prélude à la nuit.
Du Festival de Cannes : mélodies de Joseph Kosma sur des poèmes de Jacques Prévert, interprétées par Jean-Christophe Benoît et Bernard Ringeissen au piano.
0 h 5 Les nuits du cinéma.
En direct de Cannes.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'Histoire de France en BD.
17 h 10 Cycle policier : Furia à Bahia pour OSS 117.
Film de A. Hunebelle.
18 h 45 Il était une fois : l'opérette marseillaise.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Ainsi va la vie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : l'Enéide.
19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama : l'aventure.
13 h 30 Présence des arts : le IIIe Festival du film sur l'art de Montréal.
14 h 10 Un livre, des voix : « les Amis de jeunesse », de Jacques Brenner.
14 h 50 Musique : le monde selon Schaeffer.
16 h 3 Les yeux de la tête : portrait de cire (Pagnol) ; 16 h 15, mardiscophilie ; 16 h 50, moteur (le cinéma en relief) ; 17 h 15, l'autre rive (samba rue Saint-Martin) ; à 17 h 40, terre des merveilles.
18 h 10 Le cri du homard : jazz for the happy few.
18 h 30 Feuilleton : La vie entre les lignes.
19 h Actualités.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : histoire des origines (la naissance du monde).
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues franco-néerlandais : Ni rouge ni mort, avec M.-J. Faber et A. Glncksman.
21 h 50 Musique : nuits de mai (les « Nocturnes » de John Field, interprétés par Noël Lee).
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : œuvres de Weber, Schumann, Casadesus, de Falla par l'Orchestre national de Lille, dir. J.-C. Casadesus, sol. P. Bancioni, piano.
13 h 32 Repères contemporains : Semaine de musique norvégienne : œuvres de Nordheim, Fongaard, Arnestad, Persen.
14 h 30 Les enfants d'Orphée : voyage dans la ville flottante.
15 h L'après-midi des musiciens : Naples et Napolitains ; œuvres de Gesualdo, Stravinski, Trabaci, Valente, Scarlatti, Durante, Haendel, Pergolèse.
18 h 5 L'imprévu.
19 h *Le temps du jazz :* Portrait d'un jazzman ; Intermède ; Feuilleton « Tout Duke ».
20 h Premières loges : œuvres de Borodine, Verdi, Donizetti, Bizet par Pierre Nougaro, baryton-martin.
20 h 30 Concert : « Soirée Francis Poulenc-Jean Cocteau » : *Concert champêtre*, pour clavecin et orchestre ; *Stabat mater*, pour soprano, chœur mixte et orchestre ; *la Voix humaine*, de Poulenc, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. E. Krivine, sol. C. Eda-Pierre, E. Soederström, J.-P. Brosse, clavecin, chef des chœurs Y. Parmentier.
22 h 34 *Les soirées de France-Musique :* Jazz-club (en direct du New Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 MAI

— *M. Bernard Pons*, secrétaire général du RPR, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	Le Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Publicité et Etudes de Marché Directeur pour l'Europe

THE DOW CHEMICAL COMPANY est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique.
Notre gamme de produits couvre la chimie traditionnelle et la chimie diversifiée, entre autres l'AGROCHIMIE qui est l'un de nos créneaux en plein développement.
L'un des managers de cette activité vient d'être promu dans le groupe. Nous recherchons pour lui succéder le nouveau **DIRECTEUR POUR L'EUROPE DE LA PUBLICITE ET DES ETUDES DE MARCHE.**
Jeune Cadre (30 ans environ) issu du marketing ou de la publicité, vous avez déjà mené ou participé avec succès à des actions de communication en milieu agricole. Doté d'un instinct certain du marché, vous êtes créatif et meneur d'hommes.
Vous serez basé à Sophia Antipolis, à proximité de Nice où nous vous confierons la gestion d'un très important budget publicitaire couvrant l'Europe.

En étroite relation avec les agences locales et les bureaux de Dow dans plusieurs pays, vous serez responsable de l'administration des campagnes (de la répartition des budgets à la création). Vous coordonnerez également et dirigerez les études de marché pour le groupe.
La nature internationale des relations que vous aurez dans cette fonction suppose une parfaite maîtrise de l'anglais et une grande disponibilité pour de fréquents voyages.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. AG/AMM à
Dow Chemical Europe
C/O Dow Chemical France
Direction des Relations Humaines
BP 31 Parc de Sophia Antipolis
06561 Valbonne Cédex.

DOW*

* Marque déposée - The Dow Chemical Company.

Imaginons ensemble des outils de développement pour les entreprises de l'an 2000

Notre groupe, sur le marché français et européen de l'information micro-économique, a la volonté de jouer un rôle de premier plan. Les possibilités sont évidentes, nous avons les moyens de notre politique et déjà, sur plusieurs créneaux, une place enviée.
Nous regroupons dans une nouvelle Division des activités dont les synergies sont réelles et son Directeur recherche un Directeur de Marketing.
Dès le départ : trois marchés, trois familles de produits, trois forces de vente.
Mission : définir une stratégie commune, la faire exécuter. La situation demande deux vertus bien particulières : l'art de faire travailler ensemble sur le terrain des équipes qui jusque là s'ignoraient, la capacité de concevoir hardiment et la faculté d'expliquer simplement.

Elle propose en revanche une chose rare : imaginer, dans un domaine intellectuellement très gratifiant, une politique et des produits tenant compte des développements futurs des entreprises et des moyens modernes de communication (édition, téléinformatique...) qui peuvent être mis à leur service.
Nos exigences : une grande Ecole de Commerce, une expérience marketing (de préférence dans le domaine du service) le sens de la pédagogie, le goût de la vente et un formidable appétit pour les choses nouvelles.
Notre volonté : intégrer une personnalité à peine en milieu de carrière et lui faire partager notre enthousiasme.

Si ce défi vous tente, parlons en ensemble, SEFOP nous connaît bien et vous dira nos réalisations et nos projets. Merci de lui adresser un dossier sous référence DM 524M.

SEFOP *11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.* — MEMBRE DE SYNTEC —

WABCO
Freinage de véhicules S.A.

Branche autonome de WABCO-WESTINGHOUSE, leader sur le marché international, en France : 600 personnes et 316 MF de C.A. dont 30 % à l'exportation, recherche son

Directeur des ressources humaines

Rattaché au DG et membre du Comité Directeur, vous assurerez votre fonction dans toute sa dimension économique et sociale. *Vos tâches prioritaires seront l'appréciation du personnel et des potentiels, ainsi que la définition d'une politique salariale appropriée.*

Vous animerez une équipe de 14 personnes : gestion du personnel, formation, paye, service social et médical, services généraux.

De formation supérieure, vous êtes un homme de contact et de négociation, tout en étant un bon gestionnaire. A l'aise en Droit du Travail, vous avez une bonne pratique de l'anglais courant. Votre lieu de travail : Claye-Souilly, banlieue agréable à 25 km à l'Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité), sous la référence 6/DRH/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM — **Raymond Poulain Consultants** *74, rue de la Fédération - 75015 PARIS*

directeur des relations humaines

300.000 +

Une ENTREPRISE FRANÇAISE de 600 personnes fabriquant et commercialisant des biens de grande consommation sous des marques à forte notoriété, filiale d'un ensemble renommé pour le caractère dynamique et novateur de sa politique humaine et sociale, recherche son DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES.

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, il assure l'ensemble de la gestion humaine et sociale de la société (siège à Paris et unités de production en province). L'ouverture de son attitude, le dynamisme de sa démarche, la pertinence et la qualité de son action, feront de lui un élément moteur du développement des hommes et de l'entreprise.

La réussite dans cette fonction-clé implique une FORMATION SUPÉRIEURE (TECHNIQUE, GESTION, SCIENCES HUMAINES...) et une expérience d'environ dix ans dans la fonction Personnel et/ou dans des fonctions hiérarchiques comportant un rôle de gestion et d'animation des hommes, en milieu industriel.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2843 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

LES NATIONS UNIES



Cherchent des candidats qualifiés pour son secrétariat. La plus grande priorité sera donnée aux candidats des pays non représentés ou sous-représentés parmi le personnel de l'Organisation (voir liste ci-dessous)*. ***Les femmes seront encouragées à poser leur candidature.***

SPÉCIALISTE DES QUESTIONS SOCIALES (P5) à *Vienne* (réf. Nº 84-015). Centre pour le développement social et les affaires humanitaires – Conférence mondiale pour la femme.

Fonctions : Est *responsable de la planification de la documentation* de la Conférence, des séances préparatoires et des activités aux niveaux interégional, régional et national ; aspects interorganisationnels des préparatifs pour la planification administrative et financière de la conférence et *des activités complémentaires.*

Qualifications : *Diplôme d'études universitaires supérieures en sciences* sociales, économie ou gestion avec spécialisation des questions relatives aux femmes ; treize années d'expérience dans ce domaine ; expérience dans les pays en développement souhaitable ; très bonne connaissance *de l'anglais ou du français ; connaissance de l'autre langue* et de l'espagnol souhaitables.

Traitement : Selon les qualifications et le nombre de personnes à charge, *le traitement de base net minimum par année* est de 30 776 $ des Etats-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 14 726 $.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

CHEF DU GROUPE DES ACQUISITIONS (P 3) à la Bibliothèque de Genève (réf. Nº 84-104).

Fonctions : Est chargé *de la planification, l'organisation et la direction* des opérations du groupe pour l'acquisition de la documentation pour la bibliothèque, pour divers bureaux *des Nations unies à Genève et pour certains projets des* bureaux extérieurs. Le chef, entre autres, entreprend des recherches bibliographiques, surveille l'achat des opérations, dirige un programme d'échange et de donation et accroît les collections espagnoles et latino-américaines.

Qualifications : *Diplôme de bibliothécaire ; cinq années d'expérience* dans une bibliothèque de recherche ou internationale ; expérience dans un poste de supervision ; très bonne connaissance de l'anglais ou du français, connaissance de l'autre langue et de l'espagnol souhaitables.

Traitement : Selon les qualifications et le nombre de personnes à *charge,* le traitement *de base net* minimum par année est de 21 600 $ des Etat-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 15 407 $.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

CHEF DU GROUPE DES COMPARAISONS INTERNATIONALES (P5) à New-York (réf. Nº 84-106), bureau de statistique.

Fonctions : Est responsable, pour le développement et la promotion, d'un programme de travail intégré et coordonné des statistiques des prix tant sur le plan national qu'in*ternational et pour le projet de comparaison internatio*nale (PCI) qui a pour but la mise en place d'un système mondial de comparaisons annuelles des produits nationaux et des pouvoirs d'achat.

Qualifications : Diplôme d'études supérieures de statistique économique d'économie ; treize années d'expérience dans un bureau national de statistique, un institut de recherche ou de planification ou une organisation internationale, de préférence dans les domaines de comptabilité nationale ou préférence dans les domaines de comptabilité nationale ou des prix ; très bonne connaissance de l'an*glais ou du français avec aptitude à rédiger ; connais*sance de l'autre langue et de l'espagnol souhaitables.

Traitement : Selon les qualifications et le nombre de personnes à *charge, le traitement de base net minimum par année* est de 30 776 $ des Etats-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 14 726 $.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

ÉCONOMISTE (P4) à Genève (réf. Nº 84-103). Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, division des articles manufacturés.

Fonctions : *Coordonne l'opération de la base de données de la* CNUCED sur des mesures commerciales ; conçoit, prépare et coordonne des rapports analytiques de la politi*que générale sur les mesures tarifaires et non tarifaires ;* fait des recommandations pour une action nationale et internationale dans *le domaine* du commerce et des obstacles au commerce ; représente le secrétariat lors des consultations sur la base de données.

Qualifications : Diplôme d'études supérieures en économie avec spécialisation en économie internationale ; huit années d'expérience de la recherche et de l'analyse quantitative du *commerce et des mesures commerciales ; connaissance* de l'anglais ou du français ; connaissance de l'autre langue souhaitable.

Traitement : *Selon les qualifications et le nombre de personnes à* charge, le traitement de base net minimum par année est de 25 671 $ des Etats-Unis, auquel s'ajoute une indemnité de poste minimum de 18 277 $.

Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1984.

Envoyer c.v. détaillé à l'adresse suivante : Service de recrutement des administrateurs Secrétariat des Nations unies New-York, NY 10017, USA.

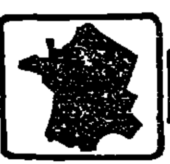
*** Pays non représentés ou sous-représentés parmi le personnel des Nations unies :**

Albanie, Allemagne (République fédérale), Antigua-*et-Barbuda, Arabie Saoudite, Bahreïn,* Bhoutan, Cap-Vert, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Gabon, Guinée-Bissau, *Guinée-Equatoriale,* îles Salomon, Israël, Italie, Japon, Koweït, Luxembourg, Maldives, Mongolie, Mozambique, Norvège, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République démocratique allemande, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Samoa, Sao-Tomé-et-Principe, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, RSS d'Ukraine, Vanuatu.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Docteur médecine et/ou sciences

Vallée du Rhône

Cette unité autonome de près de 100 personnes dépend d'un très important groupe national. Elle est spécialisée dans la prestation de services et le conseil auprès d'une clientèle diversifiée dans des domaines variés (toxicologie, environnement, énergie...). Pour seconder son directeur, elle recherche un scientifique de haut niveau. En position fonctionnelle, il aura la responsabilité de définir les programmes de recherche à moyen et à long termes, puis d'en suivre la réalisation. Il assurera personnellement la rédaction et la publication des travaux. Il pourra même être amené à préparer des exposés et/ou à animer des conférences. Ce poste s'adresse à un docteur en médecine, sciences ou pharmacie, motivé par une carrière permettant une ouverture sur des domaines variés et pluridisciplinaires, liés à des réalisations concrètes. Il aura déjà acquis une première expérience dans un poste similaire ou dans un service de recherche. Il y aura développé ses aptitudes à l'analyse et à la synthèse, ainsi que de réelles capacités rédactionnelles. La pratique de l'anglais, au moins lu et écrit, est indispensable. Une liste des publications serait appréciée. La rémunération, largement ouverte, sera liée à la formation et à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3801M.

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables régionaux

Est et sud-est

Formation et organisation - Cet important organisme de formation et de conseil (près de 200 salariés, plus de 600 vacataires, 72 millions de chiffre d'affaires) est implanté sur toute la France et forme 12 000 personnes chaque année. Il recherche les responsables régionaux pour deux de ses grandes régions : est et sud-est. Basés à Nancy pour le premier, à Lyon pour le second et rattachés au directeur général, ils prendront dans un esprit de véritable chef d'entreprise la responsabilité globale de la gestion et du développement de leur région sur les plans commercial, technique et humain. *Ils auront à animer, organiser et coordonner l'activité de 20* collaborateurs sur Nancy et 40 sur Lyon. Ces poste s'adressent de préférence à des candidats âgés d'au moins 35 ans possédant une solide formation technique (niveau ingénieur). Ils devront avoir exercé des fonctions de responsabilités technico-commerciales importantes en entreprise et auront eu à encadrer une équipe. Ils devront aussi pouvoir négocier à tous niveaux et être des interlocuteurs crédibles et efficaces. Pour le poste de la région est, écrire à R. SPIELER à Strasbourg en précisant *la référence A/6243M, pour le poste de la région sud-est,* écrire à M. FOBY à Villeurbanne en précisant la référence A/3802M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DE LA TECHNIQUE, DU PUNCH, DU CARACTÈRE... DU SOLEIL... pour être

TRÉSORIER ET RESPONSABLE CRÉDIT CLIENTS

d'une filiale
d'un puissant groupe multinational

VOUS : H. ou F., ESSEC ou équivalent, 4 ans d'expérience en finance dans société performante, anglais courant.

NOUS : Société de fabrication et commercialisation de produits phytosanitaires et œnologiques à BÉZIERS. C.A. 260 millions FF, 420 personnes. Bonne rentabilité, gestion dynamique. Notre service Trésorerie/Clients comporte 4 employés.

Ecrire : LA LITTORALE S.A., service du Personnel, 19, quai du Port-Neuf, 34500 BÉZIERS. Avec c.v., photo récente et dernier salaire.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GEP! Groupe Pasquier SA

directeur de production

Nous fabriquons et commercialisons des chaussures pour Homme, Femme et Enfant. Avec notre C.A. de près de 500 Millions de Francs et notre effectif de 1.800 personnes, nous sommes dans le peloton de tête des industriels Français du secteur chaussures. Nous souhaitons recruter, pour l'une de nos divisions (chaussures Homme et articles chaussants), le Directeur de la Production. Il sera confié à ce collaborateur la gestion de production de deux usines de 250 et 200 personnes, la responsabilité des fabrications (délai - qualité - quantité) et *des méthodes. Chaque division fonctionne comme un centre de profit*, aussi son action s'inscrira-t-elle à l'intérieur d'objectifs de production et de budgets. Ce poste convient à un ingénieur de type Arts et Métiers ayant une expérience de Direction d'usine ou Direction de production, acquise de préférence dans les industries de la chaussure ou de l'habillement, ou à défaut dans le secteur de la mécanique ou de la transformation des matières plastiques. Le lieu de résidence est NANTES ou CHOLET.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 359.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

Les services d'entretien : un tremplin

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL
recherche pour ses usines de province

INGENIEURS D'ENTRETIEN

A.M., ECAM, ICAM, ENSM Nantes, Centrale, Mines, IDN, ENSTA, ENI...

débutants ou avec quelques années d'expérience susceptibles de pouvoir prendre des postes importants dans des services techniques d'usines.

Ces postes nécessitent une bonne connaissance dans le domaine mécanique, une bonne aptitude aux remises en cause des systèmes utilisés, un attrait particulier pour le métier d'ingénieur homme de dialogue et animateur d'équipe.

Il pourra être demandé, au cours de la carrière, des déplacements à l'étranger. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 93811 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Directeur de programmes HF

Montpellier

Important Groupe Immobilier Social recherche pour la direction de son Agence du **Languedoc-Roussillon** à **Montpellier**, un **Directeur de programmes.**

Le candidat devra avoir une expérience dans les domaines suivants :
- montage et gestion d'opérations PAP et PLA,
- gestion et animation d'ensembles immobiliers locatifs.

La préférence sera donnée à un candidat résidant dans la région.

Adresser C.V., photo et prétentions au

groupe Arcade — Pour un habitat social de qualité

Groupe ARCADE
Le Mercure C
Z.I. Aix-en-Provence
13763 LES MILLES CEDEX

MEDIA PA

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

PREMIERE BANQUE INTER REGIONALE FRANÇAISE:

recherche :

RESPONSABLE GROUPE DE PROJETS INFORMATIQUES

VOUS ETES INTERESSE :

Ecrivez directement à Alain RADISSON, Responsable des Relations Sociales à La Société Lyonnaise de Banque, Chemin Antoine Pardon 69160 TASSIN LA DEMI-LUNE.
Joignez votre dossier personnel, une photographie et précisez le niveau de salaire souhaité.

Votre mission : Rattaché directement au Responsable des Etudes et Développements informatiques, vous encadrez, gérez et animez un groupe de plusieurs équipes projets orientées vers les nouveaux produits et nouvelles techniques bancaires.

Votre formation : Ingénieur très expérimenté dans la conception et la réalisation des applications informatiques qui englobent les objectifs organisationnels. Expérience bancaire souhaitée.

Votre profil : Vous exercez aujourd'hui ce type de responsabilité, mais vous souhaitez encore élargir vos compétences et diversifier vos domaines d'activité.

Votre avenir : Notre Banque vous offre de participer au développement des techniques bancaires et informatiques, et de profiter des ouvertures vers ses multiples secteurs d'activité.

Vous souhaitez en savoir plus. N'hésitez pas, téléphonez à Gildas GOUTTE (7) 834.81.34. Il vous répondra personnellement. Il est responsable du secteur. Vous prendrez la décision avec lui.



groupe cic

média-system

REGION DE DIJON

FABRICATION DE SUPPORTS DE CIRCUITS IMPRIMES

P.M.E. de création récente, filiale d'un groupe anglo saxon très performant recherche :

son Directeur Comptable et Financier pour créer et animer le service.

La Société, de petite taille pour l'instant, est confrontée à une croissance rapide.

La fonction couvre les aspects traditionnels (comptabilités générale et analytique, trésorerie, fiscalité, budgets, relations bancaires, informatique, administration).

Elle comporte également la préparation d'un *reporting mensuel destiné à la Société Mère.*

Le poste, polyvalent, convient à un candidat jeune et évolutif, sachant concevoir et développer des systèmes, créer et animer une équipe et dialoguer avec une société mère anglo-saxonne. Le poste exige une implication personnelle importante *dans les premiers mois.*

Une pratique véritable de l'anglais et l'expérience des reportings anglo-saxons sont indispensables.

Rémunération Francs 210 000 +.

Ecrire n° 287933 Régie Presse
7, rue de Montessuy - 75007 PARIS

Unité de production d'un groupe industriel, secteur ameublement
recherche son

DIRECTEUR

Rémunération : 220 000 F

Ce poste est directement rattaché au PDG

Mission :
- Optimiser la gestion de l'unité, CA 30 millions.
- Développer une politique commerciale adaptée à la croissance.
- Superviser les activités industrielles en coordonnant les politiques production-gestion-qualité.
- Animer un effectif de 55 personnes en ayant le souci constant d'un management participatif.

Profil :
- Expérience de 5 ans de direction d'une unité de production.
- Formation supérieure technique ou gestionnaire.
- Maîtrise des contacts clients et force de ventes.

Ce poste est basé en province, région Centre.

Une définition de poste sera adressée aux candidats intéressés :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
25, rue François-Ier, 75008 PARIS



Chef du service contrôle de gestion

180 000 F+ Château-Thierry

Prendre la responsabilité financière et comptable de notre usine de Château-Thierry (950 personnes), c'est ce que nous proposons à un gestionnaire confirmé, homme ou femme.

Ses missions seront variées :

Superviser la comptabilité générale et analytique de l'usine (normes françaises et américaines). Cette mission réclame une excellente maîtrise des techniques comptables.

Evaluer en permanence les résultats de chaque unité opérationnelle par rapport aux programmes d'action planifiés et fournir aux divers responsables les éléments leur permettant de suivre la réalisation de leurs objectifs.

Analyser l'impact économique de chaque production et fournir à la direction financière les éléments d'appréciation de la rentabilité des produits.

Animer une équipe d'une vingtaine de personnes.

Pour mener à bien ces missions, il bénéficiera de moyens informatiques modernes (logiciel avec accès direct par écran).

Membre à part entière de l'équipe dirigeante de l'usine, il devra contribuer par ses propositions créatives à l'amélioration de la productivité.

De formation supérieure commerciale ou économique + DECS, vous avez une expérience réussie d'au moins 4 ou 5 années dans un service financier en tant que contrôleur de gestion ou bien chef d'un service comptable en entreprise, de préférence dans un milieu de production.

Bien sûr, vous savez utiliser l'outil informatique ; la pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Votre salaire, de l'ordre de 180 000 F, sera fonction de votre profil et de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. LM à Biscuits BELIN - Bernard FRANOT - B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.

MEDIA PA

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Votre Ambition : Manager

Grenoble : nous recrutons aujourd'hui les personnes qui, demain, feront partie de nos équipes de direction. Dans un premier temps (2 à 3 ans), vous aurez la responsabilité complète d'un projet ou d'un service. Vous devrez aboutir à l'élaboration de nouvelles politiques, structures ou modèles de gestion et de planification. Après analyse de l'existant, mise en relief des améliorations possibles et négociation de vos propositions et plans d'action avec la Direction, vous aurez la responsabilité de la conception, de la réalisation et de la mise en place de ce projet avec une équipe d'informaticiens de gestion.

L'objectif de ce job est essentiellement de vous amener à bien connaître une unité, son environnement, ses hommes, à travailler en équipes pluridisciplinaires et à mettre en valeur vos capacités d'analyse, de créativité, de négociation et de réalisation, de manière à nous permettre et à vous permettre par la suite un choix de fonction management très varié.

Les postes ouverts aujourd'hui sont :

Chef du Service Prévision
Chef du Service Logistique
Responsable des Approvisionnements
Chef du Service Gestion des Commandes

Après 2 ou 3 ans, si vous avez fait vos preuves, nous vous proposerons les postes suivants :

Directeur Industriel
Directeur Commercial
Directeur Logistique
Directeur Administratif

HP c'est une vive croissance, des secteurs technologiques de pointe et d'avenir, des marchés en expansion très forte, une société qui veut et qui sait investir sur les hommes, une société qui a des projets...

Pour des candidats à fort potentiel, c'est l'opportunité de larges ouvertures, d'une carrière rapide et choisie.

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce-gestion ou d'ingénieur, vous avez trois ans d'expérience et parlez couramment l'anglais, écrivez sous référence 055 M à Claire BACHELARD - Département du Personnel - HEWLETT-PACKARD - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.



AFFLUENTS



LEADER DANS SON DOMAINE
la fabrication d'instruments à écrire

RECHERCHE POUR SON USINE DE NANTES

2 JEUNES INGÉNIEURS

- *Libérés des obligations militaires.*
- *Disponibles.*
- *Désireux d'acquérir une première expérience dans une unité de production.*
- *Ayant le goût pour l'opérationnel.*

Ils auront à suivre une formation complète dans l'entreprise à travers les services techniques et de production. Par la suite, ils se verront confier une mission adaptée aux centres d'intérêts qu'ils auront démontrés et aux besoins organisationnels croissants de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer des candidats automoteurs, curieux et dynamiques, ayant une formation d'ingénieur en électromécanique ou chimie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, c.v. complet, photo à :

WATERMAN S.A.
DIRECTION DU PERSONNEL
B.P. 35
44802 SAINT-HERBLAIN CEDEX.

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

(Concours Commun Mines - Ponts - Télécom)

recrute

ENSEIGNANTS - CHERCHEURS

- Mathématiques - Statistiques
- Traitement de signal (images)
- Microélectronique
- Hyperfréquences
- Informatique
- Économie / Gestion de l'entreprise

Profil : ingénieurs diplômés Grandes Écoles expérimentés et/ou titulaires d'un Doctorat d'ingénieurs, de 3e Cycle, ou d'État.

Adresser candidature et C.V. à :
Direction de l'Enseignement-Recherche
E.N.S.T. de Bretagne,
B.P. 856, 29279 Brest Cedex - Tél. (98) 00 11 11



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)



CIMSA

Filiale de THOMSON-CSF est le spécialiste de l'informatique en milieux sévères dans les environnements les plus divers et les plus sophistiqués (aéronautique, énergie, spatial...).
Dans le cadre de la phase de déploiement d'un grand projet à l'étranger, nous recherchons des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

destinés au cours de **DÉPLACEMENTS** de **LONGUE DURÉE :**

soit :
– *à encadrer des équipes d'installations pour procéder à la mise en route de systèmes interconnectés à base de MITRA 225/525,*

soit :
– *à assurer un suivi de 1er niveau des logiciels mis en place en clientèle.*

Une très bonne connaissance de la mise en œuvre du logiciel de base MMT2 est INDISPENSABLE.

Anglais courant nécessaire.

Formation sur les logiciels d'application assurée par CIMSA.

Vous adressez votre candidature sous référence IG/84M à Edwige DACQUAY - Service Emploi - CIMSA - BP 44 - *78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY-CEDEX.*

HAVAS CONTACT





3 INGENIEURS DE RECHERCHE

HF

La branche fibre de renforcement de St-Gobain est le premier fabricant européen et le troisième *mondial dans le domaine des matériaux composites destinés aux industries des matières plastiques et du textile.*

Ingénieur chimiste formulation

(réf. M 15428 S)

Il met au point avec son équipe de recherche des formulations de revêtement de fibres de verre pour les produits nouveaux. Une spécialisation dans le domaine des revêtements de surface ou des études d'interface est souhaitée, ainsi qu'une expérience industrielle de 2 à 3 années dans les polymères ou la chimie des plastiques ou fibres de renforcement.

Ingénieur chimiste chimie organique

(réf. M 15428 P)

Il est chargé de la mise au point des méthodes analytiques les plus modernes adaptées à la fibre de verre. Il est responsable de l'utilisation de l'analyse instrumentale informatisée. Il a une bonne expérience des méthodes modernes d'analyse en chimie organique.
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés d'une grande école de chimie (Paris - Strasbourg - Bordeaux...) avec une spécialisation DEA chimie organique *et/ou Institut des hauts polymères... et/ou* Docteur Ingénieur.

Ingénieur électricien, électronicien

(réf. M 15428 N)

Chargé de la conception d'installations de contrôle, régulation de fours à verre, il prend en charge l'automatisme, l'informatique de process, les schémas de régulation...
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur, 30 ans, (ESE section électronique, ISEP, ENSEM section électronique et automatismes, ENSERG, ENSERB...), ayant quelques années d'expérience dans la régulation génie chimique si possible en études spécialisées en contact de fours.

L'implantation d'un centre international de recherche dans une région agréable, l'utilisation de technologies de pointe, et les réelles possibilités d'évolution sont de nature à intéresser des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence choisie, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Une filiale allemande réclame son manager

Un vrai - qui saura la diriger et lui donner son plein essor.

Sa mission :

Etoffer sa structure, dynamiser ses hommes, et la faire prospérer.
Bref, la développer pour répondre aux exigences de sa société mère : un fabricant français d'appareils de chauffage professionnel. Leader dans sa spécialité, il exporte déjà 50% de sa production.

Son profil :

Parfaitement bilingue (français - allemand), de formation supérieure commerciale, 35 ans environ, et justifiant forcément d'une expérience d'au moins 5 ans dans l'encadrement et le management d'un réseau de vente, dans le secteur biens d'équipement ou produits industriels.

Sa rémunération :

130.000 DM évolutifs, une voiture et un intéressement, s'il nous fait faire un bond en avant, comme nous le souhaitons.

Sa résidence :

En Allemagne, c'est impératif : la filiale est près de Karlsruhe.

Une rencontre avec les candidats motivés est prévue à Paris. Nous les remercions d'adresser leur dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, niveau de rémunération) sous référence 34373 M à notre Conseil.

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS

MATERIELS ET ENGENEERING AGRICOLES

CADRE COMMERCIAL EXPORT : MOYEN ORIENT

Notre société est spécialisée dans l'exportation de biens d'équipements et d'engeneering agricole.
Solidement implantés et notoirement connus dans tous les pays en voie de développement, nous avons gagné, grâce à un comportement industriel novateur et disponible et grâce à notre souci d'une stratégie commerciale pointue. Nous représentons un groupe de 500 personnes.
Nous renforcons notre équipe à l'export par un Cadre Commercial chargé, près de la direction, de maintenir, développer, accroître les ventes et l'image de marque de notre société pour la zone Moyen Orient.
Agé de 30 ans minimum, quelle que soit sa formation. Il a expérimenté ses talents de vendeur export durant 5 ans au moins dans la vente de biens d'équipements agro-industriels. Il a également une sérieuse connaissance du milieu et du machinisme agricole sur les pays d'Afrique et du Moyen ou Extrême Orient.
Il se déplace 80% de son temps. Anglais parfait.
Nous remercions les candidats intéressés, d'adresser leur C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 5690 BM à notre Conseil
58, av. de Wagram 75017 PARIS
17, rue Courmeaux 51054 REIMS Cédex



—plastifiant—

devenir responsable développement

Vous avez quelques années d'expérience acquise au sein d'une unité industrielle.
Votre formation supérieure (chimie, génie chimique) et votre maîtrise de l'anglais vous amènent à envisager un poste d'ingénieur développement dans un groupe international de la chimie en pleine croissance.
Notre usine (110 personnes) est basée à Verdun.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 678-02 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

VENTES INTERNATIONALES ALPES

Jeune diplômé d'études supérieures, bilingue anglais et parlant si possible allemand ou espagnol, vous avez une *expérience de l'Exportation.* Vous vendrez dans le monde entier à une clientèle d'industriels transformateurs de *matériaux composites pour un puissant groupe français* et ses filiales à l'étranger.
Adresser votre dossier sous Nº 816 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes 75017 Paris.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CERICS — Centre Européen de Génie Logiciel

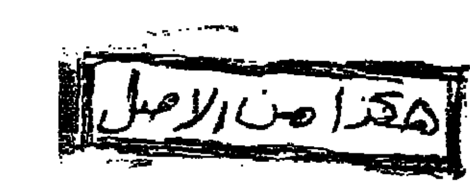
Le **CERICS**, créé à Sophia Antipolis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, le groupe BULL, et l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique, procède dans le cadre de son développement aux recrutements suivants :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

(X, SUPELEC, TELECOM, ENSEEIHT, INSA ...) Débutant, toute option

Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires (Maîtrise scientifique, DESS, DEA) : de grandes entreprises de l'industrie du logiciel (Groupe BULL, TELESYSTEMES, SESA, SOPRA, OMNIUM Informatique, INFORMATIQUE Internationale-Groupe CISI) ont confié au **CERICS** le recrutement et la formation de certains de leurs futurs ingénieurs logiciels. Elles vous proposent de prendre en charge les frais de neuf mois de scolarité du M.S. de génie logiciel du CERICS (soit une Bourse d'Etude de 50.000F) et de vous payer 4.000 francs par mois durant cette formation de niveau international dans le cadre d'un engagement de deux ans.

Demander un dossier de candidature et d'information au **CERICS**
Sophia Antipolis BP 20 - 06561 VALBONNE Cedex Tél. (93) 33.95.95.



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MUTUELLE ASSURANCE ARTISANALE DE FRANCE

L'une des premières Sociétés d'Assurance en France, cherche à adjoindre à son Service PRESSE au Siège Social à NIORT, un

assistant relations presse

qui sera plus particulièrement chargé de :
- la constitution et gestion d'une banque d'articles/interviews,
- la gestion de la documentation thématique,
- la gestion des colonnes de la presse du secteur des métiers,
- la collaboration à la rédaction du bulletin de liaison à destination des sociétaires.

Si vous êtes jeune diplômé d'une Ecole de Relations Publiques, d'Attachés de Presse ou de Journalisme, de préférence,
si vous avez si possible déjà une expérience presse ou relations publiques,
si le secteur des métiers, des professions libérales, PME/PMI vous intéresse,
si vous êtes attiré par un poste évolutif,

adressez votre lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous la référence 501 M à Evelyne PENALBA - Service Recrutement M.A.A.F. - Chaban de Chauray - 79036 NIORT Cedex

Organisation et Publicité

PHARMACIEN

Option industrie

avec une expérience de 4-5 ans en fabrication ou contrôle dans l'industrie pharmaceutique.

Nous vous offrons le poste de

RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT PHARMACEUTIQUE

dans notre usine de produits laitiers à Boué-en-Thiérache.

Vous y assurerez la responsabilité légale des fabrications de votre secteur et la libération des produits.

Votre rôle s'étendra également, en assistance, au Chef de Laboratoire de l'usine, au développement de l'assurance qualité et à des missions ponctuelles pouvant faire appel à l'utilisation de l'informatique.

Adressez votre candidature avec C.V. et prétentions au
Service Développement
LABORATOIRES DIETINA
NESTLÉ
10, quai Paul-Doumer,
92403 COURBEVOIE CEDEX.

BOST

Filiale du Groupe FACOM, BOST, le 1er fabricant de pinces destinées à l'industrie et au bricolage Grand Public (C.A. : 60 Millions de francs - 230 personnes) crée une

fonction nouvelle pour un Ingénieur Mécanicien

de formation A.M., ENSI...
La trentaine, fort d'une expérience réussie d'encadrement en qualité de chef de fabrication ou chef d'atelier dans le secteur mécanique, vous êtes désireux d'élargir vos responsabilités en orientant votre carrière vers une direction logistique.
Nous vous proposons de devenir le spécialiste responsable de tous les flux de fabrication et de matières. Membre du comité de direction, vous aurez pour mission de superviser et coordonner les activités achat, planification de la production, gestion des stocks et des appros, expédition, entouré d'une équipe de 13 personnes dont 3 chefs de service. Une mission où les qualités relationnelles internes et externes sont aussi importantes que les performances de gestionnaire.
D'autre part, d'ici un an et demi, toutes les opérations logistiques seront programmées sur notre système informatique, et après une solide formation, vous en dirigerez l'exploitation.
Lieu de travail : BESANCON, une ville universitaire agréable et vivante.
Rémunération : 200.000 F.
Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf.84389 M à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

BANQUE HERVET
recherche pour sa succursale de ***TOURS*** *un*

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS

Classe V, VI

chargé de la gestion d'une clientèle existante qu'il devra développer *par des actions de prospection appropriées.*

De formation initiale supérieure et/ou bancaire, il bénéficie d'une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction qui lui a permis d'acquérir une bonne connaissance des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles titres.

Des qualités personnelles de méthode complètent son goût pour les contacts et l'animation commerciale.

Nous vous remercions d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET Direction des Relations Sociales et du Personnel - Centre administratif de Fussy - B.P. 126 - 18003 BOURGES CEDEX.



350.000 F — Lyon

Responsable organisation et informatique

*Cette importante division d'un puissant groupe industriel français aux activités internationales, vous propose de prendre la responsa*bilité de son service Organisation et Informatique. Rattaché à la Direction Générale, vous disposez, pour mener votre mission, d'une équipe de 25 collaborateurs ainsi que de l'aide ponctuelle des prestataires extérieurs dont vous négociez les interventions.
Votre effort portera principalement sur les actions suivantes :
— Faire évoluer les méthodes d'organisation des services utilisateurs (Siège et usines) en harmonie avec les systèmes de traitement de l'information mis en place ;
— Concevoir, réaliser et mettre en place d'importantes applications nouvelles ;
— Développer les applications existantes en renforçant la cohérence des traitements dans les différents sites ;
— Coordonner le développement de la micro informatique ;
— Définir et mettre en place la formation des utilisateurs.
Vous aurez également à assurer les liaisons de votre service avec le centre informatique du groupe. Ce poste nécessite une excellente connaissance des moyens et gros systèmes IBM. Il convient à un Ingénieur ou Universitaire ayant acquis en milieu industriel l'expérience de la direction d'équipes informatiques étoffées, et désireux d'élargir ses responsabilités dans le domaine de l'organisation.
Il offre, à terme, de réelles possibilités d'évolution dans la division ou au sein du groupe.
Merci d'adresser lettre man. C.V. et prét. s/réf. 4041/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Région Sud – ville universitaire

Ingénieur électronique de puissance

(quelques kilowatts)

Entreprise française de notoriété internationale, nous proposons à nos ingénieurs de conduire des projets de technicité élevée et à cycle court de développement. La mission que nous souhaitons vous confier consiste à concevoir et à mettre au point des générateurs de courant, des systèmes de régulation, des onduleurs et convertisseurs, et d'en suivre la réali*sation chez les industriels associés à nos recherches. Elle s'étend également à la résolution de problèmes de connecti*que et de transmission par câble. Le poste nécessite une formation d'ingénieur en électronique, plusieurs années d'expérience dans le domaine technique de référence et une bonne connaissance de l'anglais technique. Il convient à un *ingénieur désireux d'associer travaux de recherche et contacts extérieurs. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et* prétentions s/réf. 4039M à Guy PELLAE qui vous assure une totale discrétion, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de Syntec

Région Ouest

Jeune Ingénieur ENSIA-AGRO (ou équivalent)

Société AGRO-ALIMENTAIRE PERFORMANTE — CA 700 Millions
recherche *un Jeune Ingénieur* ENSIA-AGRO *(ou équivalent)*
pour créer la FONCTION "METHODES-QUALITÉ"

*Rattaché au Directeur des Abattoirs de volailles, il sera respon*sable : de la création et du fonctionnement de la cellule "Méthodes-Qualité", et de toutes améliorations de productivité dans nos usines. Il proposera études et actions de progrès.
Cette activité implique une première expérience industrielle de 3/4 ans, acquise dans une société agro-alimentaire moderne et performante. Elle convient à un jeune ingénieur, d'excellents contacts, ayant suffisamment d'énergie pour participer efficacement *au développement de nos activités.* Adresser lettre man. C.V. détaillé et photo sous réf. 71665/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

MATERIELS DE FORAGE — France Sud ville universitaire

Ingénieur mécanicien

Cette importante Société développe ses activités dans le domaine du forage pétrolier. Elle vous propose d'intégrer une équipe jeune et créative au potentiel technique élevé. Votre mission comprendra la mise au point en laboratoire de pro*totypes et leurs essais sur site. Ce poste convient à un ingénieur mécanicien ayant de préférence complété sa formation* à l'ENSPM, et possédant quelques années d'expérience dans la conduite d'opération de forage, ou de très bonnes connaissances du matériel de forage. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Merci d'adresser lettre *manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 4036M à Guy PELLAE qui vous assure une totale discrétion,* Sélé-CEGOS Rhône-Alpes. 2 rue du Musée Guimet, 69006 LYON Cédex.

Publival

sélé CEGOS — Membre de Syntec

Jeune ingénieur mécanicien - A.M ou équivalent

- Responsable du Service ORGANISATION dans une Société en expansion -

Entreprise industrielle - Parfumerie - Cosmétiques - leader sur ses marchés, filiale d'un grand groupe français, nous recherchons :

un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, possédant de bonnes connaissances en automatisme et en informatique, ayant *déjà une première expérience industrielle (même limitée) : Service Technique, Industrialisation ... capable de susciter* tout processus faisant face à un accroissement de production, d'en faire l'étude et d'en suivre la mise en œuvre.
Il devra manifester des qualités de contact et d'animation, faire preuve de rigueur et d'imagination. Il sera rattaché au *Directeur technique. Le développement de notre société, la taille de notre groupe sont garants d'un développement de* carrière intéressant pour un jeune ingénieur motivé. Lieu de travail : Normandie/150 km de Paris
Adresser lettre man. C.V. détaillé photo et rémunération souhaitée s/réf. 71664/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

LE CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE RENNES recherche un

ORGANISATEUR

de formation supérieure, débutant ou ayant quelques années d'expérience. Intégré à l'équipe de la Direction du système d'information et de l'organisation, il sera chargé de missions d'organisation dans tous les secteurs du C.H.R. Les candidatures (curriculum vitae, photo, prétentions) doivent *être adressées au Directeur* du personnel du C.H.R. *35033 Rennes Cedex.*

Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux, région Nord recherche
CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL expérimenté
Ecrire avec c.v. au n° 7.866 *le Monde Pub., 5, rue des Italiens,* 75427 PARIS CEDEX 09.

Sté de micro-informatique recherche pour son agence lyonnaise

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE

DUT option électronique ou automatique ou BTS électronique.
Dégagé O.M.
Disponible immédiatement.
Contacter *M. Picard* au 16 (7) 824-57-63.

ORGANISME AGRICOLE
CHERCHE
JEUNE COMPTABLE
DIPLOMÉ D.E.C.S.
OU EXPERTISE COMPTABLE POUVANT PRÉTENDRE A DIRIGER UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ RÉSERVÉ UNIQUEMENT AUX AGRICULTEURS. CONNAISSANCES MILIEU AGRICOLE ET VITICOLE SOUHAITÉES. ADRESSER C.V. A : FDSEA DE LA GIRONDE, 13, RUE FOY, 33082 BORDEAUX CEDEX

INFORMATICIEN-ORGANISATEUR A PERPIGNAN

Dans le cadre du développement de projets de télégestion, télétraitement, vidéotex, la BANQUE POPULAIRE DE PERPIGNAN renforce son équipe *d'organisateurs (5 personnes) et cherche un jeune* **informaticien diplômé de l'enseignement supérieur ayant 2 à 3 ans d'expérience.**

Chargé d'aider à la définition des besoins, il travaillera en étroite relation avec les *utilisateurs et les Chefs de Projet.*

Si vous êtes plus attiré par la **relation utilisateurs-informaticiens** que par les problèmes techniques, adressez-nous rapidement votre candidature, sous référence **80650 M** à

UNILOG Ethnos — Conseil en Recrutement 9 rue Alfred de Vigny - 75008 Paris

MEMBRE DE **SYNTEC** - Informatique



emplois régionaux emplois régionaux

Responsable Production

ESE - ENSERG - ENSAE...

ELECTRONIQUE - Le jeune ingénieur - 28/30 ans - de très haut niveau que nous attendons prendra en charge la fabrication d'une gamme de produits électroniques (350 personnes) avant de se voir confier -d'ici deux à trois ans- la responsabilité complète d'une unité de production (méthode, planning, ordonnancement-lancement, fabrication, contrôle qualité). *Porte ouverte sur des fonctions de premier plan, ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de fort potentiel désireux de valoriser, au sein d'un groupe international réputé, sa première expérience acquise dans un service fabrication grande série.* Lieu de résidence agréable à 300 Km au Sud Est de Paris.
ORION vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 290 M en précisant si vous le desirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM



Dans les BOUCHES DU RHONE, LA FILIALE FRANCAISE DE DEUX IMPORTANTS GROUPES PETROLIERS, recherche pour son usine de 2.500 personnes

CADRE ADMINISTRATION DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION

Diplômé d'une école supérieure de gestion ou d'un DESS de Droit ou Sciences Eco, à 35 ans vous êtes un professionnel de la fonction «Personnel» sur Site industriel.

Vous assisterez le chef de service et prendrez la responsabilité :
• de la gestion des effectifs • de l'ordonnancement des éléments de paie • de la prévoyance et des retraites • du bilan social • des enquêtes et des statistiques.

Chargé de superviser les conditions règlementaires et conventionnelles du travail, des horaires, de la médecine, vous interviendrez dans la préparation des élections des comités d'entreprises, des Délégués du Personnel, des réunions avec les partenaires sociaux.

Vous assurerez également les relations avec les différents organismes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 93183 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.



Dans le cadre de son expansion en France,... la plus forte croissance mondiale en semiconducteurs, recherche pour

LE CENTRE DE RECHERCHES DE RENNES

INGENIEURS DE CONCEPTION

en circuits BIPOLAIRES ou MOS.

INGENIEUR INFORMATICIEN SYSTEME

sur VAX 780 (sous VMS)

TECHNICIENS DE LAYOUT

spécialisés dans le dessin de circuits sur matériel CALMA.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 92433 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



Groupe Jouveinal — **Groupe français de Sociétés pharmaceutiques et chimiques** en forte expansion (440 MF de CA, 660 personnes - doublement de l'effectif en 3 ans).

Nous renforçons l'encadrement de haut niveau de nos usines d'ANGERS et nous recherchons

1 pharmacien chef de fabrication

médicaments forme sèche

- Agé de 32 ans minimum, vous avez une réelle expérience de la production des médicaments en forme sèche, domaine dans lequel vous avez exercé des responsabilités durant quelques années.
- Rattaché au Directeur d'Usine, vous animerez l'activité d'une petite équipe de production à laquelle vous apporterez votre savoir-faire et vos qualités d'organisateur... A ce titre, vous serez soucieux de parfaire la formation de vos collaborateurs et d'améliorer en permanence la performance de votre unité.
- L'expérience des procédures anglo-saxonnes et américaines définissant les bonnes pratiques de fabrication (G.M.P.) est un atout supplémentaire.
- Le dynamisme de l'entreprise permet à ses cadres de valeur d'évoluer vers des postes à plus grandes responsabilités.

Adressez votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous réf. 2/JPC/L à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Par son dynamisme et sa créativité, l'équipe que nous formons à LUXEUIL (70) a déjà assuré un très bon positionnement commercial de nos productions, en particulier à l'Exportation.
Pour accompagner et promouvoir notre développement.

nous créons le poste d'

INGENIEUR D'AFFAIRES

rapidement évolutif vers la fonction de

DIRECTEUR du DEPARTEMENT « TURBINES »

(Ventes Internationales et gestion)

Ingénieur AM ou équivalent (formation hydraulique et ou électricité) 1ère expérience souhaitée en commerce international Anglais indispensable

Rémunération motivante + intéressement

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous réf. M 84501 au Cabinet que nous avons charge de ce recrutement

IFER — C.P. VINCENT
22/26, Rue Sergent Bauchat 75012 PARIS

Etablissement public recherche

RESPONSABLE DOCUMENTATION

Il (elle) anime et gère une cellule information-documentation (2 pers.) ouverte sur les entreprises du Loiret et les services internes de l'établissement.

Cela implique, outre la recherche et la constitution de documentation, la rédaction de bulletins, revues de presse et études diverses.

Il (elle) joue également un rôle important dans le domaine des relations publiques.

Ce poste peut convenir à un cadre de formation supérieure, de 32 ans minimum ayant une solide expérience dans un service de documentation et une bonne connaissance des techniques de communication.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 3450 à notre conseil

CABINET OPPERT

69, bd Maréchal Joffre, 92340 BOURG-LA-REINE, qui gar. réponse et discrétion.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES,

établissement public à vocation internationale recherche pour son centre scientifique et technique

d'ORLÉANS-LA-SOURCE

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

EXPÉRIMENTÉ

afin d'assurer des fonctions de recherche développement en instrumentation géophysique, la réalisation de prototypes et de suivi de fabrication.

Les candidats devront présenter une formation de type Ecole d'ingénieurs (E.N.S.E.R.B., E.N.S.E.R.G...) avec une expérience de 2 ans au minimum.

De bonnes connaissances en micro-informatique, traitement du signal ainsi qu'en analogique sont requises. Bon niveau en Anglais indispensable.

Permis de conduire V.L. exigé.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae, références et prétentions sous référence n° 84/8 au

BRGM/DPEL — API, B.P. 6009,

45060 ORLEANS CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

Pour participer à son développement, l'UNION DE BANQUES A PARIS recherche pour PARIS et sa banlieue, des

EXPLOITANTS BANCAIRES

Nous attendons des professionnels expérimentés, qui ont une bonne connaissance de la clientèle des P.M.E. et des particuliers.
Ils devront s'intégrer à des équipes dynamiques et performantes et assurer à brève échéance des responsabilités dans une de nos 50 agences.

Veuillez adresser une lettre manuscrite, un curriculum vitae avec téléphone, photo et prétentions à M. SCHMITT
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
UNION DE BANQUES A PARIS
22, place de la Madeleine 75381 PARIS CEDEX 08

Discrétion totale assurée.

Union de Banques à Paris



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

poursuivant son effort dans le domaine de l'ÉLECTRONIQUE AVANCÉE recherche pour ses activités HYPERFRÉQUENCES, SPATIALES, ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE et NUMÉRIQUE, MICROPROCESSEURS

ingénieurs

ESE, ECP, ENST, ENSERG, ENSEEIHT, ISEN, ISEP, IDN...

CONFIRMÉS OU DÉBUTANTS
TRÈS MOTIVÉS PAR LA TECHNIQUE

Ils seront chargés de participer à l'élaboration de systèmes; de définir les circuits analogiques et digitaux qui les constituent, de vérifier leur validité à l'aide de programmes C.A.O., d'assurer la mise au point et la réalisation des prototypes.

Écrire à l'ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT - Direction Technique - 55, quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD.

HATIER-INTERNATIONAL

(Editions Hatier, Didier et Foucher)
recherchent

RESPONSABLE POUR LE ROYAUME-UNI ET LE COMMONWEALTH

Export - Déplacements fréquents
Résidence Paris, puis Londres

FONCTIONS :

- Mise au point de projets éditoriaux.
- Promotion et diffusion de livres et matériels scolaires.
- Actions suivies auprès des libraires, établissements scolaires et organismes officiels.

NIVEAU :

- Diplôme enseignement supérieur.
- Forte motivation pour l'édition pédagogique.
- Sens commercial.
- Bilingue Anglais-Français.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à
Madame Nicole PELTIER
HATIER-INTERNATIONAL
8, rue d'Assas
75278 PARIS CEDEX 06.

CESIA

Etablissement public national
chargé d'aider l'administration à se moderniser par l'introduction de l'informatique et de la bureautique

recherche pour son siège à MARSEILLE

- **directeurs de projets, ingénieurs expérimentés conseils en *organisation-informatique (grande école ou équivalent)***
- **un ingénieur chargé de l'animation et du suivi de groupes de travail interadministratifs sur l'utilisation des techniques de pointe (grande école ou équivalent)**
- **son chef du personnel (130 personnes).**

Grande disponibilité - déplacements fréquents à Paris.

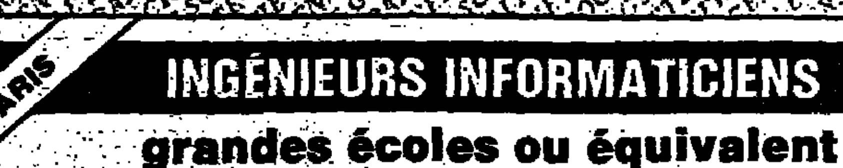
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Guy Goubert, CESIA, 122, avenue de Hambourg - 13008 MARSEILLE

recherche pour son établissement en région parisienne

- **des ingénieurs conseil et assistance**
  - traitement électronique des images et communication
  - *choix et utilisation de progiciels de gestion*
  - introduction de réseaux locaux
- **deux ingénieurs d'essais sur systèmes transactionnels BULL et IBM.**

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Georges Mati, CESIA, Domaine de Voluceau - Rocquencourt - 78153 Le Chesnay Cedex

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



grandes écoles ou équivalent

Nous recherchons des candidats débutants ou ayant une première expérience en *vue de renforcer nos équipes d'Études Informatiques.*

Vous évoluerez rapidement vers des fonctions de Chef de Projet, si vous possédez rigueur et méthode ainsi qu'un sens du dialogue développé.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. BL 155 à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement – 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

Nous sommes une entreprise du secteur **T.P. Equipements**, bien connue dans sa spécialité, Filiale d'un Groupe leader. Nos Agences et Filiales, en France et à l'Etranger, réalisent un C.A. consolidé de plus de 600 M.F. *Nous créons auprès de la Direction Générale le poste*

auditeur interne

La mission est de définir et d'appliquer les principes d'un contrôle adapté à l'Entreprise et aux besoins de la Direction. **Sur le terrain,** il pratique un AUDIT Complet au-delà du simple financier et comptable, et il fiabilise l'information. Cette mission est permanente et revêt un caractère systématique. **Au siège,** il se voit confier des missions *ponctuelles par la Direction (il peut aussi en prendre l'initiative). Il synthétise et centralise les informations, il* conçoit et met en œuvre les solutions préconisées. Nous recherchons un diplômé d'Etudes Supérieures à fort potentiel, autonome, disponible, doté d'une première expérience de 3 à 5 ans (dans une Société à établissements ou chantiers multiples), capable de s'imposer par sa compétence, sa rigueur et ses qualités de contact. Poste basé à Paris-Ouest, mais nombreux déplacements.
Adressez votre dossier (C.V., lettre man., sal. act., tél. pers.) sous référence 43 BM à :

HLB Hervé Le Baut-Consultants — 8, rue la Boétie - 75008 PARIS — Tél. : 265.38.39

ARCOREM



emplois régionaux

A Lille
Chef de cabinet

Ce poste de grande confiance et d'initiative auprès du dirigeant d'un établissement essentiellement financier est une opportunité exceptionnelle pour une femme ou un homme d'une quarantaine d'années ayant, après ses études supérieures, évolué jusqu'ici dans le milieu bancaire.

Il serait souhaitable que cette personne soit originaire du Nord et apprécie de demeurer à Lille où l'accession à un logement, pour elle et sa famille, lui sera facilitée. Mais ses activités l'amèneront à se déplacer parfois, surtout à Paris.

Après quelques années dans ce poste fonctionnel une direction opérationnelle lui sera proposée. Il est donc essentiel de manifester dès le départ, en plus des qualités de rigueur, de contact et de diplomatie nécessaires dans une fonction de Chef de Cabinet, un esprit de décision, une autorité naturelle indiscutables. De bonnes capacités relationnelles, la pratique de l'anglais seront également utiles. Les candidatures seront étudiées confidentiellement par les Conseils en recrutement du Cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8433 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

---

ingénieur électronicien

MATERIEL PEDAGOGIQUE

*Leader sur son marché, notre Société crée, fabrique et distribue du matériel d'expérimentation scientifi-*que destiné aux établissements scolaires. Notre bureau d'études conçoit du matériel, d'une part pour les sciences expérimentales (physique et biologie), et d'autre part pour l'enseignement informatique. *Nous devons développer notre gamme* d'appareils destinés à la physique et à la biologie et introduire l'aide à l'expérimentation par la micro-informatique. Nous recherchons aujourd'hui un nouveau collaborateur à qui nous confierons la responsabilité de ce développement. Il devra, avec une équipe de techniciens, concrétiser le programme d'études et susciter de nouveaux produits. Nous souhaitons confier ce poste à un Ingénieur Electronicien justifiant d'une première expérience de bureau d'études et possédant une bonne connaissance de la micro-électronique. *Pour réussir à ce poste, il faut avoir le sens de* l'organisation ainsi que de réelles qualités de contact. Ce poste est basé à 100 km de Paris et à 100 km de la mer.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence B 331.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Organisation et Publicité



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE DE LA METALLURGIE implantée dans le Nord de la France, employant plusieurs milliers de personnes et appartenant à un des principaux groupes mondiaux recherche dans le cadre de son développement

pour son
SERVICE CONTROLE DE GESTION

jeune diplômé

*pour gestion prévisionnelle, gestion des investisse-*ments et études de rentabilité.

- DUT gestion ou économie
- Formation informatique appréciée
- Débutant accepté.

pour son
DEPARTEMENT TECHNIQUE

techniciens d'entretien

pour intervention et remise en état matériel de fabrication.

- DUT ou BTS - Mécanique - Automatisme - Electronique ou Electrotechnique.
- Libérés O.M.
- Horaires équipes
- Débutant ou avec une première expérience.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 93178 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01. qui transmettra.



Assurances – Produits Financiers – Loisirs – Formation
Conseils aux collectivités

recherche pour participer à son développement dans la gestion des patrimoines

ANALYSTE FINANCIER

Sa formation est de haut niveau avec une expérience réussie dans la fonction.

Il sera chargé, au sein d'une équipe, de la gestion de portefeuille de valeurs mobilières, de l'étude de quote-parts financières.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous référence M/
GROUPE CRI
Direction du Personnel
5 avenue du Général de Gaulle – 92813 PUTEAUX CEDEX

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour sa

DIRECTION INFORMATIQUE

Département Méthodes Centrales Informatiques
à PARIS

INGÉNIEUR SYSTÈME MVS

Mission :
Participer activement à l'élaboration de la stratégie d'évolution des Centres MVS de la Société.
Apporter un support technique de haut niveau aux Centres d'exploitation.

Profil :
- Formation supérieure : Ingénieur, Universitaire.
- Expérience de 5 ans dans une fonction de support technique au sein d'une exploitation MVS.
- Une expérience complémentaire sur VM et sur SNA sera particulièrement appréciée.

Ce poste se situe dans une Direction qui joue un rôle important dans le développement de la Société. En outre, cette Société et le Groupe auquel elle appartient offrent de très larges perspectives de carrière à ses Cadres.

Ecrire nº 288.124 M. RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris, *qui transmettra.*



Prendre en charge les études marketing et commerciales.

Le Groupe SOCOTEC (Groupe français de prestations de services de haute technicité), largement implanté en France, est présent dans le monde dans plus de 35 pays. Il emploie aujourd'hui 2.424 personnes, pour un montant d'honoraires de 780 Millions de Francs. Le Directeur du Développement souhaite s'adjoindre un collaborateur pour créer le Département Etudes.
Agé de plus de 30 ans, vous êtes un professionnel marketing/commercial. Vous avez occupé jusqu'à présent des *fonctions* de responsable d'études, ou de chef de produit ou de sénior consultant. Maîtrisant les techniques qualitatives et quantitatives, vous devrez concevoir les méthodologies appropriées à chaque cas, rechercher les informations directement utiles aux diagnostics ou aux prises de décisions, *aux choix de stratégies ou aux plans d'actions. Vous serez assisté d'un chargé d'études et pour*rez faire appel à des intervenants extérieurs. Vos interlocuteurs seront les principaux «décideurs» du groupe, de la Direction Générale aux Hommes de Terrain tant en France qu'à l'étranger. Au delà de la *maîtrise technique, vous êtes entreprenant et soucieux d'efficacité. Vos synthèses sont fines rapides* et convaincantes. Vous avez à cœur de concourir à une politique de développement ambitieuse.
Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 8409 à P. CANDES - SOCOTEC - *Direction du Personnel* - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.

JEUNE CONSULTANT

Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez un goût certain pour le Management.
Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses astreintes, elles vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de *sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.*
Votre formation est impérativement celle d'une très grande Ecole d'Ingénieurs, avec de substantiels compléments en expérience industrielle.
Nos *clients* sont de *grandes* sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève.
Pour nous rejoindre écrivez à Axial (sous référence 6936) 27 rue Taitbout, 75009 Paris qui transmettra.
Votre dossier sera traité confidentiellement.

CHOISISSEZ L'EVOLUTION DE CARRIERE : INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Technico-Commercial confirmé, *Ingénieur en Informatique, Chef de Projet,* votre expérience est une réussite. Votre ambition vous amène à chercher un contexte où votre potentiel trouvera sa réelle dimension.
Le Groupe Bull sait répondre à vos attentes par sa position de grand Constructeur, la solidité de ses ressources, la qualité et la couverture de ses produits.
En étroite collaboration avec les Ingénieurs-Commerciaux, nos Ingénieurs *Technico-Commerciaux assurent la responsabilité* technique d'un ou de plusieurs clients appartenant aux domaines d'activité choisis parmi ceux de l'Industrie, de la Banque, de l'Assurance, du secteur public... Ainsi vous aurez pour mission le Conseil, la conduite de projet et la réalisation.
Vous intégrerez des unités disposant d'une large autonomie, à Paris, *mais aussi en* Province, où vous développerez votre compétence en enrichissant vos acquis auprès d'autres professionnels aguerris, en actualisant vos connaissances par une *formation* permanente aux techniques de *pointe élaborées dans nos* Centres d'Etudes et de Recherche.
Offrez l'avenir à votre carrière en adressant, sous référence 240 M, vos CV, prétentions et lettre manuscrite à :

Gilbert Passekaraile - Cii Honeywell Bull
PC 5G 128 - 94, avenue Gambetta,
75990 PARIS CEDEX 20





LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

"High-tech" ingénierie pour informaticiens confirmés

En 18 mois les 100 plus grandes sociétés installées en France nous ont déjà fait confiance ! Nos perspectives de développement en 1984 et 1985 exigent un encadrement renforcé, capable de maîtriser une expansion «californienne».

3 Chefs de groupe

Votre formation supérieure et votre expérience d'environ 3 ans en analyse programmation, notamment sur grands systèmes IBM, vous confèrent une excellente maîtrise de la technique.

Prenez la direction de l'un de nos groupes !

Après une période de formation à nos méthodes (MERISE) et à nos outils (SYS-DIAG), vous assurerez la réalisation de nos contrats au forfait, vous coordonnerez et planifierez l'activité de votre groupe puis en ferez le reporting. Vous veillerez enfin à la qualité des relations avec vos clients.

Autonome et très motivé, vous êtes prêt à vous impliquer fortement : votre réussite vous permettra d'évoluer ensuite vers des responsabilités de chef de département.

2 Chefs de département

Jeune chef de projet après des études supérieures, vous êtes un bon technicien, mais surtout, vous possédez un bon sens du contact et savez dynamiser vos équipes.

Nous vous offrons 2 occasions de «percer» :

- à la tête du Département Vidéotex, votre première tâche sera de constituer une équipe opérationnelle qui conseillera nos clients dans la mise en oeuvre d'applications vidéotex sur grands systèmes IBM.
- à la tête du Département Applications de Gestion, vous dirigerez plusieurs groupes de développement, chargés de réaliser des contrats au forfait que vous aurez précédemment évalués.

Vous saurez gérer la carrière de vos collaborateurs et étoffer vos équipes selon vos besoins et vos objectifs.

Rejoignez-nous :
adressez votre dossier de candidature, en indiquant le poste choisi à Jean-Luc GARDIE,

SYS-COM Ingénierie
41 rue Ybry - 92522 Neuilly

INSPECTEURS POUR LE DEPARTEMENT DU CONTROLE GENERAL

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, HEC, ESSEC, ESCP). Vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe d'une durée de 1 à 4 mois.

Intégré dans des équipes d'inspection, vous acquérerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque.

Le *Contrôle Général est l'une des filières privilégiées* que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite+CV+photo) sous réf. AG15 à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

JURISTE CONFIRME
CONNAISSANT LA PROMOTION IMMOBILIERE

L'**UCB** est leader parmi les établissements privés spécialisés dans le financement immobilier.
Pour sa double activité **pré-contentieux** et **contentieux**, le candidat que nous recherchons *30-35 ans environ après une formation maîtrise* de Droit privé est déjà familiarisé avec les crédits promoteurs et la procédure.
Nous comptons sur ses talents de négociateur, son dynamisme pour imposer à des professionnels *des solutions qu'il saura faire aboutir*.
Pour cet homme de terrain à qui des déplacements de courte durée seront demandés, de larges perspectives d'évolution existent, tant au niveau de la société qu'au niveau du groupe.

Pour un premier contact téléphonez
7 jours sur 7 de 7 h à 22 h au
722.24.24.

ou adressez votre CV à Sophie Guenot réf. M 936
Service Orientation Recrutement
Compagnie Bancaire, 5, avenue Kléber 75116 Paris.

compagnie bancaire

SOVAC — Futurs cadres d'état-major

Important GROUPE FINANCIER privé, nous sommes au tout premier rang dans le domaine du Financement en France. Nos résultats témoignent de nos capacités d'adaptation aux variations du marché. Notre dimension (2 000 personnes) rend possible des structures souples compatibles avec un suivi très personnalisé de la carrière de nos collaborateurs. Nous recherchons pour notre siège à Paris plusieurs

JEUNES DIPLOMES
HEC, ESSEC, SUP. de CO., SC. PO...

Nous vous proposons un parcours de généraliste (Direction des Etudes Financières, Inspection Générale, Secrétariat Général...) qui vous permettra de maîtriser le savoir-faire et la culture technique et humaine de notre Groupe. Dans le cadre d'une gestion très évoluée (outils de stimulation et d'aide à la décision), nous vous confierons, dans un premier temps, des missions d'études destinées à la Direction Générale. Vous serez alors à même, dans une deuxième étape, de prendre en charge un poste de responsabilité dans une de nos Directions.
Nous souhaitons accueillir et former de jeunes collaborateurs ayant une première expérience professionnelle de deux années environ.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4052M aux consultants de Cinoren qui nous assistent dans cette recherche.

cinoren *69 rue Lafayette - 75009 Paris.*

Nous sommes un Groupe de Communication d'Entreprise et de Presse, centré autour d'équipes professionnelles, rigoureuses, dynamiques et pragmatiques. La progression de notre marché nous amène à créer de nouvelles filiales en province et à mettre en œuvre un nouveau système de gestion.

JEUNES RESPONSABLES DE COMMUNICATION
(NORD, EST, OUEST, SUD-OUEST)

Vous êtes un PRO. autonome, diplomate. Vous avez 28-35 ans, et une bonne expérience (5 ans au moins) de la Presse et de la Communication d'entreprise ainsi que de l'Audio-Visuel. Une formation supérieure. Une compétence de la vente et un sens de la gestion. Vous animerez une filiale en Province.

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL *(PARIS)*
(HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP PARIS, DECS)

Vous êtes rigoureux, dynamique. Vous avez un esprit d'équipe et vous aimez les métiers de la communication. Une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans. Vous aurez la charge de mettre en place un système informatisé de gestion et d'être responsable de la gestion financière et administrative du Groupe.

Adressez votre candidature (C.V., photo, lettre)
sous référence 45 532 à Régie Presse 7, rue de Monttessuy, 75008 Paris qui transmettra.

Responsable du personnel et des relations sociales à Paris

La Quinoléine, filiale d'un important groupe pharmaceutique et chimique international (470 personnes) recherche le **responsable du personnel et des relations sociales.**

Rattaché au Directeur Général, vous animez une fonction déterminante pour la compétitivité de l'entreprise.

- Vous assumez un rôle de conseil et d'assistance : *participation à la définition des objectifs et moyens de la politique sociale pour le siège, l'usine de production et les directions régionales.*
- Vous êtes l'animateur permanent de cette politique en étroite collaboration avec les responsables opérationnels : recrutement, formation, relations de travail...
- Vous avez la responsabilité de l'administration du personnel, des relations avec les partenaires sociaux, du suivi de la législation sociale.
- Vous dirigez en outre le service intérieur.

De formation supérieure, vous avez nécessairement une solide maîtrise de l'administration du personnel et de la législation sociale, une expérience de la fonction personnel dans une entreprise à taille humaine.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) à La Quinoléine Service du Personnel - 43, rue de Liège 75008 Paris.

quino

AGENTS DE CHANGE
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE
Recrute pour étoffer son Département International



CADRE ADMINISTRATIF
BOURSE ETRANGERE

MISSIONS DU POSTE
- *Animer une petite équipe, organiser et coordonner l'action du service pour* accroître l'efficacité technique et se porter garant de la bonne fin des opérations (devises, opérations sur titres, dépouillement...).
- Assurer les relations avec l'ensemble des correspondants et des services internes.

PROFIL DU CANDIDAT
- Réelle expérience technique de gestionnaire administratif de titres, acquise dans un contexte bancaire ou financier (3 à 4 ans).
- Etudes supérieures et anglais courant appréciés.

Notre Société parmi les leaders de la profession boursière offre de nombreux avantages sociaux et financiers prévus dans le cadre conventionnel, des perspectives de carrière intéressantes pour un candidat motivé et performant.

Env. C.V. + photo et salaire actuel sous réf. CA à
Bernard CEYROLLE
MEESCHAERT-ROUSSELLE ET CIE
16, bld Montmartre - 75009 PARIS

Filiale d'un important Groupe Industriel Français, la
Société Chimique Pointet Girard
recherche pour sa gamme **IBF**

un(e) Technicien(ne) Chromatographie industrielle

Sous la responsabilité d'un ingénieur, il participera à l'élaboration et à la mise au point de projets d'installations chromatographiques, en assurera la mise en route en clientèle ainsi que l'assistance technique aux utilisateurs.

Ce poste conviendra à un(e) candidat(e) de formation supérieure en biochimie (BAC+3 ou 4) possédant une bonne connaissance des techniques chromatographiques appliquées aux protéines.

Ce poste qui implique de fréquents déplacements en France et occasionnellement à l'étranger nécessite une grande disponibilité.

La connaissance de l'anglais sera un atout apprécié.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au : Service du Personnel
SOCIETE CHIMIQUE POINTET GIRARD
35, av. Jean-Jaurès, 92390 Villeneuve-la-Garenne



L'informatique en action-priorité : CFAO...

CISI a choisi de faire de la CFAO l'un de ses axes de développement prioritaire.
Pour ce faire, une politique volontariste a été mise en place, construite autour d'un logiciel portable, STRIM 100 (Système Tridimensionnel pour l'Industrie Mécanique), disponible sur un très large éventail de ressources informatiques (réseau, ordinateurs généraux, minis et micros).
Pour développer et supporter STRIM 100, CISI a mis en place 2 centres CFAO : • PARIS BRUNE (14ème arrondissement), • VITROLLES (20 km de Marseille).
Afin de renforcer les équipes de ces 2 centres, nous recherchons des

Ingénieurs technico-commerciaux

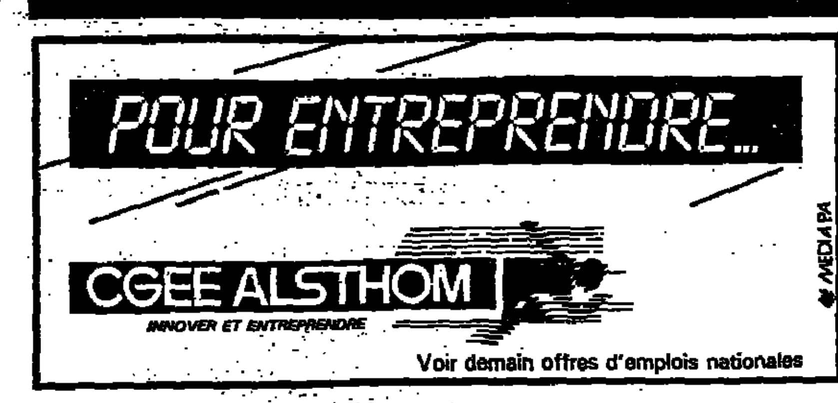
- de formation Grande Ecole ou équivalent,
- possédant des compétences dans le domaine des applications CFAO.

Pour occuper des postes dans les groupes :
- Aide à la vente et Support Technique France (réf. STF).
- Aide à la vente et Support Technique International (réf. STI).
- Promotion Marketing (réf. PM).

Ecrivez-nous en précisant la référence choisie et vos préférences géographiques : CISI, Direction du Personnel 35, Bd Brune Paris 75680 Cédex 14.

GROUPE CISI
L'INFORMATIQUE EN ACTION

MEMBRE DE SYNTEC



Voir demain offres d'emplois nationales

Paris **220/250 000 F**

AUDIT
dans un organisme financier

Cet établissement financier (500 personnes, 50 agences) est filiale d'une des premières banques françaises. Il est spécialisé dans le financement de biens de consommation tels que matériel roulant, équipement professionnel ou industriel. Ses dirigeants conduisent une politique de développement qui nécessite auprès d'eux la présence d'une équipe d'audit de haut niveau.

Le titulaire du poste encadre deux personnes et dispose de la plus large autonomie pour *intervenir dans tous les domaines de l'entreprise. Il intervient au siège comme dans les* filiales ou les agences, et pratique un audit complet qui va au-delà du simple contrôle *financier et comptable. Il se voit parallèlement confier des missions ponctuelles très* variées : évaluation de la fiabilité des procédures, tests des systèmes d'information, mise en place des outils de gestion... La conception et la mise en oeuvre des solutions préconisées lui permettent de jouer un rôle actif dans le devenir de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (type ESCAE ou maîtrise de gestion + DECS) âgé de 30 ans minimum. Idéalement issu de l'Inspection bancaire, il peut avoir à défaut une expérience de 3 à 4 ans dans une entreprise de services ou dans un grand cabinet d'audit de type anglo saxon. La réussite dans ce poste nécessite une excellente pratique comptable et financière, la capacité de cerner l'essentiel et de hiérarchiser les problèmes et surtout une personnalité solide, alliant rigueur et facilité de communication.

Cette société offre à la fois sécurité, dynamisme et devenir. La collaboration à une équipe d'état major permettra à un candidat de valeur de mesurer son talent et de voir s'ouvrir de *réelles possibilités de carrière.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en *précisant la référence M 2/1084 A à :*

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system



UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE AU SERVICE ACHATS

Avec trois usines en France, plus de 3000 personnes et un C.A. de trois Milliards de Francs, COLGATE PALMOLIVE FRANCE est la plus importante filiale du Groupe.
Ses services achats *centralisent l'ensemble des relations et des négociations avec les* fournisseurs pour l'approvisionnement des usines en matières premières, produits *chimiques, corps gras, textile, emballage, conditionnement et biens d'équipements...*
Ces achats représentent un budget annuel de l'ordre de 1,7 Milliards de Francs.
Au sein de ce service, le titulaire du poste sera rapidement responsabilisé afin d'assurer de façon autonome le suivi de certains marchés, des études sectorielles, la *recherche de fournisseurs, et les négociations.*
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un diplômé de l'enseignement *supérieur technique, scientifique, économique et/ou commercial (28 ans minimum)* possédant déjà une *expérience acquise en entreprise industrielle dans des fonctions d'études, de logistique, d'achats...*
Mais au-delà de sa formation et de son *expérience, nous privilégions son adaptation et son potentiel car le poste proposé n'est pas une fin en soi mais doit permettre à* moyen terme d'évoluer au sein de l'entreprise vers d'autres fonctions.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6/1085 A à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE-MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Spontex **Une Société de Chargeurs S.A.**

Notre Entreprise est spécialisée dans la fabrication de produits d'entretien ménagers destinés au grand public. Nous réalisons en France environ 400 *Millions de C.A. et nous sommes leader dans notre domaine.*
Nous disposons d'une importante unité de production située à Beauvais, travaillant en *feu continu (process, génie chimique).*
La fabrication (process) et le finissage bénéficiant chaque année d'importants budgets *d'investissements pour améliorer de façon permanente les performances de production.*
Ceci nous conduit à rechercher un :

CHEF DE PROJET AUTOMATISATIONS ET EQUIPEMENTS

Rattaché au responsable du service équipement et en liaison avec les méthodes et les services techniques, le titulaire du poste est responsable de la définition et de la mise en *œuvre des nouveaux équipements. Ceci implique les études (conception, faisabilité), les* plans et les plannings de réalisation, la négociation, le choix et le contrôle des sous-traitants et prestataires extérieurs, le suivi budgétaire.
Il participe à l'animation et à l'organisation du travail d'une équipe de 7 personnes (projeteurs, dessinateurs).
Nous souhaitons confier cette responsabilité à un ingénieur (28 ans minimum) possédant une première expérience industrielle en automatisme.
La connaissance de l'Anglais est souhaitée.
Les conditions offertes, les perspectives d'évolution du poste, les projets de l'Entreprise, sont de nature à *intéresser une personnalité de valeur.*
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, *sous réf. M 6626 V, à :*

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

PEROLO (équipements pétroliers, transport et transfert des fluides) recherche



le Chef de son Service Vente Export Réf. 141

Ce poste, qui peut évoluer vers la Direction Commerciale, s'adresse à un candidat à bon potentiel, désireux d'élargir progressivement ses responsabilités. *Il conviendrait à un ingénieur diplômé d'environ 35 ans de formation mécanique,* ayant déjà exercé une activité commerciale à l'exportation, dans un domaine *similaire.*
Une grande disponibilité est indispensable.
Anglais indispensable.

un Ingénieur Technico-Commercial Réf. 142

Il aura à suivre, à haut niveau, des problèmes d'ensembles concernant des produits et systèmes industriels dans le secteur para-pétrolier.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'environ 40 ans, ayant de solides connaissances en mécanique et en électronique, motivé par la vente, et disposant déjà de quelques années d'expérience.
Anglais indispensable.

un Technico-Commercial Réf. 143

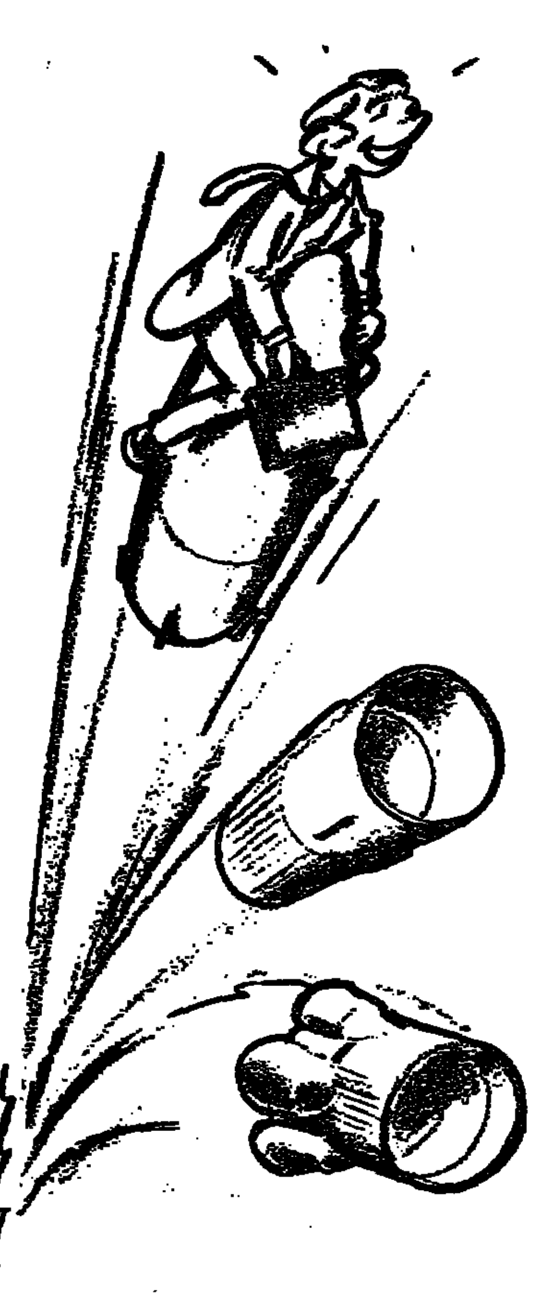
Il devra assurer la prospection et la vente de l'ensemble des produits de la Société.
Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans, ayant un BTS en mécanique et de bonnes connaissances en électricité et en électronique.
Il devra avoir une première expérience de la vente d'équipements industriels.
Anglais souhaité.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence du poste choisi à

Chantal Kenvyn C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS

LEVI TOURNAY

UN JOB ? UNE SITUATION ? UNE CARRIÈRE ?



La recherche du premier emploi : une période décisive pour les jeunes diplômés.

Jeunes Diplômé(e)s d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce, Titulaires d'une Maîtrise Scientifique ou de Gestion, vous disposez d'atouts certains. Votre entrée dans la vie active est désormais votre principale préoccupation. Chercher une première situation, c'est d'abord décider de quitter le monde étudiant pour aborder un monde nouveau, le monde professionnel qui a ses règles, ses caractéristiques, ses traditions. D'où la nécessité d'une réflexion approfondie. Réfléchissons ensemble...

actuellement, les jeunes diplômés préfèrent souvent une grande entreprise, dans un secteur en expansion.

Des enquêtes récentes auprès d'étudiants de l'Enseignement Supérieur nous éclairent sur les priorités recherchées en matière de premier emploi : une grande entreprise privée de pointe, prospère ; l'accession rapide à des responsabilités importantes ; la possibilité de faire carrière dans cette entreprise. Chez IBM, nous pouvons répondre à ces aspirations.

Muni de votre diplôme, vous pourriez ne rechercher qu'un premier job, une première situation. Mais en stratège avisé, vous voulez peut-être *dépasser ce stade. La Compagnie IBM France vous* offre la possibilité d'exercer des métiers variés, dans le cadre d'une carrière ouverte, à l'image des multiples applications de l'Informatique.

Vous achevez actuellement vos études, ou vous avez déjà obtenu votre diplôme, et vous souhaitez devenir **Ingénieur Commercial, Ingénieur Technico-Commercial.**

Nous attendons de vous de bonnes connaissances de l'Anglais, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV détaillé à IBM France, Département Recrutement-Orientation-Conseils, 2, rue de Marengo, 75001 Paris, *en mentionnant la référence ICM-15/5. Elle sera* traitée avec la plus grande discrétion. Les candidat(e)s répondant aux conditions de base *seront reçus à PARIS ou dans une Direction* Régionale. Nous leur rembourserons leurs frais de transport.



Le bon départ.

MASH

SERITA

Spécialiste de l'ingénierie informatique de haute technologie *recherche pour sa branche* **SYSTEMES :**

- **Systèmes Temps Réel en milieu industriel.**
- **Logiciels de base.**
- ***Logiciels scientifiques.***

ingénieurs
DEBUTANTS ET EXPERIMENTES

analystes programmeurs
QUELQUES ANNEES DE PRATIQUE

ayant l'expérience des systèmes **MINI et MICRO.**

Nous attachons beaucoup d'importance à un travail de qualité et à la richesse des hommes. C'est pourquoi nous investissons sur des collaborateurs réalistes, créatifs, ayant de fortes motivations et le sens des relations humaines.

Votre candidature (lettre manuscrite avec photo + C.V.) sera adressée à :

SERITA Systèmes
11, rue Bailly - 92200 Neuilly sur Seine

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL SUÉDOIS LEADER MONDIAL DANS SON DOMAINE
Implantée à 25 km N.-O. de Paris
propose à

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Inventif et créatif, l'animation de la conception et du développement des produits.
Contacts fréquents avec l'étranger. Anglais nécessaire. Une expérience industrielle de quelques années serait un plus.
Merci d'adresser sous référence 84.05.01, lettre manuscrite, C.V. et prétentions à SIRVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

SIRVO

LEVI TOURNAY

Entreprise moyenne **SECTEUR TERTIAIRE** *recherche un*

attaché de direction
pour assurer

le développement de projets

notamment de diversification auprès d'entreprises et assumer des **missions** qui en découlent. Ce poste est rattaché directement au Directeur Général et concerne un candidat de formation supérieure, Grandes Ecoles ou équivalent. Agé d'environ 30 ans, l'homme que nous recherchons aura acquis une expérience dans un poste de marketing commercial ou d'organisation.
- Poste basé en proche banlieue de Paris.
- Rémunération de bon niveau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 1733 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre Direction Financière propose à des Diplômés de l'Enseignement Supérieur des postes de

CADRES FINANCIERS
DEBUTANTS

Vous êtes récemment diplômé d'une Grande Ecole *(Gestion ou Ingénieur + IAE) ou de l'Université* (Dess, Doctorat), et vous voulez pratiquer les méthodes modernes de gestion. *Nous vous offrons pendant 2 ans, dans le cadre* de notre programme de développement financier, des rotations dans nos différents services financiers (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Analyse Financière, Trésorerie, Audit...), permettant d'acquérir la maîtrise des techniques nécessaires à votre accession à des responsabilités plus importantes au Siège, dans les Usines ou les Filiales de la Compagnie.

Adresser lettre manuscrite, *CV*, photo et prétentions *en* précisant la réf. 435 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

l'informatique en direct

L'informatique en direct, c'est depuis plus de 10 ans la vocation de **SPI**, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de Péchiney.

Nos moyens : 440 collaborateurs dont une forte proportion d'Ingénieurs et Cadres, 2 centres de traitement, l'un à Clichy (IBM 3081 et 3083), l'autre à Lyon (2 IBM 3033), et un vaste réseau (plus de 1.200 terminaux et 10.000 télex).

Nos prestations : des services complets en Télégestion, des Progiciels, le Conseil, la Formation.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, nous recherchons pour **PARIS**

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, INP Grenoble - Toulouse

Quelle qu'ait ete votre option durant vos études, vous avez une place chez nous.
A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives de carrière à la mesure de vos ambitions. (Réf. RM)

INGENIEURS INFORMATICIENS CONFIRMES

Vous intégrerez selon vos compétences :

- notre DIVISION PROGICIEL, *afin de participer au développement et à l'installation en clientèle de Progiciels* Techniques ou Progiciels de Gestion.
- notre DIVISION TELEGESTION, afin de prendre rapidement des responsabilités dans la mise en œuvre de projets importants.
- notre DIRECTION TECHNIQUE, afin de mettre en place et d'améliorer nos méthodes de développement, et de participer aux choix techniques de nos projets. (Réf. LM)

ANIMATEUR DE STAGES INFORMATIQUES

Informaticien expérimenté, vous avez une bonne connaissance de l'environnement IBM (DOS, OS, IMS, CICS...). Après une formation complementaire a nos produits et à leur utilisation, nous vous confierons l'animation de nos stages de formation destinés :
- à notre personnel d'études (débutant ou confirmé)
- aux utilisateurs de nos progiciels d'analyse-programmation.

En bénéficiant de nos techniques de pointe, vous saurez, par votre sens de la pédagogie et de l'animation, participer au développement de notre ACTIVITE FORMATION (Réf. KM)

Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et savons apprécier la compétence : nous vous proposons d'intégrer une société dynamique à taille humaine, où vous évoluerez, dans un environnement technique de haut niveau, au sein d'équipes autonomes, avec des responsabilités ouvertes sur de larges perspectives d'avenir. Pour bâtir notre expansion et garantir notre succès, nous comptons sur vous.



Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à SPI - SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES
98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY

Services et Ingénierie en Informatique

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Organisation et Publicité



BDA
DE BOIS, DIÉTERLÉ ET ASSOCIÉS

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons **TOUCHE ROSS INTERNATIONAL** l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS des

AUDITEURS DEBUTANTS

DIPLOMÉS GRANDES ECOLES: HEC-ESSEC-ESCP-ESC ou équivalent

Nous offrons :
- Une formation à nos méthodes de travail,
- Une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières,
- Des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité, formation *à l'étranger...*),
- Une intégration au sein d'équipes dynamiques,
- La référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en vue d'un entretien sur votre **PLAN DE CARRIERE** à :

B.D.A. Direction des Ressources Humaines
185, avenue Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.



ITT *Composants et Instruments*

recherche pour sa
DIVISION RELAIS ET AUTOMATES

INGENIEUR DE VENTES ENSEMBLES/ AUTOMATISMES

BTS OU DUT ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE OU AUTOMATISME

Les candidats devront posséder 2 à 3 ans d'expérience dans la réalisation d'ensembles câblés et électroniques (très bonnes connaissances en technique de relayage, logique câblée, logique programmable, électronique industrielle, nécessaires) et si possible bénéficier de deux ans d'actions de vente dans ce domaine.

Ses missions consisteront, dans le cadre de la prospection directe des prescripteurs, bureaux d'engineering et incorporateurs, à mener à leur terme et à assurer le suivi des affaires (cahier des charges, chiffre d'affaires et marges, délais, qualité).

Disponibilité pour déplacements fréquents et de courte durée dans toute la France nécessaire.

Ce poste, situé dans notre unité de Meaux, représente une réelle opportunité de développement pour un candidat de valeur.

Envoyer CV et prétentions à : J.J. DELPIERRE, Service du Personnel, Division Relais MTI, B.P. 133, 77107 Meaux Cedex.

THOMSON-CGR

LA DIRECTION TECHNIQUE DE LA BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS en TRAITEMENT D'IMAGE

Ils participeront à des applications médicales nouvelles dans des technologies avancées.

2 de ces ingénieurs s'intégreront dans des équipes pour participer aux spécifications, à l'analyse et à la programmation.
Une expérience de 2 à 4 ans est nécessaire.

1 ingénieur très expérimenté (de 5 à 8 ans) est recherché pour encadrer des équipes et différents projets. Des déplacements de courte durée pourront avoir lieu. Anglais parlé apprécié.

Pour ces postes les matériels utilisés sont des DEC (VAX et PDP) et MOTOROLA 68000. Langages : Assembleur et Pascal.

Envoyer CV + photo + prétentions à Françoise LEMAIRE,
THOMSON CGR, 48, rue Camille Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

N°2 de la logistique au service de la distribution moderne par plateformes éclatées : **entreposage, stockage, magasinage, distribution,** recherche :

HEC, ESSEC, ESC

à forte potentialité - 28 ans environ

Progression sur 30 mois :
- Direction d'une petite agence (25 personnes).
- Direction d'une grosse agence (70 personnes).
- Direction d'une activité (exploitation, commercial, gestion) - Rattaché au DG, basé à PARIS.

En contre-partie :
- Méthode, rigueur, ambition.
- Sens commercial prononcé, animation des hommes et des structures.
- *Goût de la logistique et du conseil.*

Adresser dossier + CV + photo (réf. 698.M) à FB Conseil, 57 rue des quatre Eglises 54000 Nancy.

FB Conseil

FB CONSEIL, LE CABINET QUI TIENT SES PROMESSES

Ingénieur confirmé en électronique

Devenez responsable bureau d'études en radiotéléphonie !

Société de télécommunication (1 200 personnes), nous sommes une **importante filiale** au sein de la branche télécom du **Groupe MATRA**. Nous recherchons un **ingénieur** pour prendre la **responsabilité d'un bureau d'études.**

Vous animerez une équipe d'une dizaine de dessinateurs chargés des études d'équipements mobiles et fixes de radiotéléphonie. Il s'agit là d'un laboratoire d'études complet comprenant les 3 groupes suivants : mobiles radio, armoire radio, informatique-commutation.

Ce poste clé doit assurer l'interface entre les laboratoires d'études, les méthodes, la fabrication et la qualité.

Pour réussir dans cette fonction, qui comprendra également la mise en place de la CAO, une **bonne expérience dans le domaine de l'électronique est nécessaire.**

Lieu de travail : **BOIS-D'ARCY (78).**

GROUPE MATRA



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 2965/LM à **MEDIA P.A. - 9**, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

MEDIA PA



BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche pour son

Département institutionnels et ingénierie financière

JEUNE DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE

HEC - ESSEC - ESCP - IEP

Le poste :
A la fois commercial et technique, implique de développer et gérer une *clientèle de Sociétés Financières* et de *monter pour celle-ci des opérations* variées et complexes.

Le candidat :
- Débutant ou **seulement** un début d'expérience.
- Créatif mais rigoureux.
- Intéressé par les techniques financières (option en cours d'études souhaitée).

Le candidat complètera une équipe de quatre personnes et pourra évoluer à terme vers d'autres activités de la Banque

Écrire avec C.V. précis, photo et prétentions à :
Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS - 6, rue Rabelais 75008 PARIS.

POUR INNOVER...

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Voir demain offres d'emplois nationales

MEDIA BA

CHEF DE PROJET

en systèmes automatiques dans domaine d'application maritime



Si, âgé de 30 ans environ, vous avez à votre actif une solide formation en techniques de l'automatisme et une expérience significative (min. 6 ans) dans le domaine des opérations maritimes... vous êtes sans doute le candidat que nous recherchons.

Responsable et entreprenant, vous aurez pour mission le développement d'une activité de systèmes automatisés sur navires et plateformes off-shore, à base technologique de microprocesseurs et de capteurs divers et à base technique de traitement du signal et d'asservissement dont dépendent l'ancrage dynamique et le pilotage automatique.

Fort d'une longue expérience dans ce domaine, CGA Alcatel vous fournira l'appui nécessaire pour mener à bien votre mission.

Basé au Siège (Sud de Paris), vous serez amené à *effectuer des déplacements de courte durée en* France et à l'étranger.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

CGA ALCATEL
P. Marie-Joseph - Direction du Personnel
BP 57 - Le Plessis Pâté - 91220 Brétigny s/Orge

cimatel

Invites you to innovate with leaders

intel MHS

Cimatel, filiale d'INTEL Corporation et MHS est située dans la région de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les équipes d'ingénieurs-concepteurs de Cimatel sont chargées de transférer la technologie avancée de INTEL Corporation en France pour la conception et le design de produits VLSI pour les marchés de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

CIMATEL *double ses effectifs techniques en 84 et recherche des*

INGENIEURS CONCEPTION CIRCUITS VLSI

4 à 10 ans d'expérience

Vous avez une expérience en conception de systèmes électroniques ou de circuits intégrés. A CIMATEL, vous aurez accès aux méthodes et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques *fréquents avec les équipes américaines, un environnement international*, un système de management américain.

Une formation aux techniques d'INTEL, est assurée en France ou aux Etats-Unis.

Evolution de carrière possible dans le groupe INTEL ou Matra Harris - Anglais *nécessaire*. Rémunération *motivante* et bonus.

Envoyer C.V. à Direction du Personnel, CIMATEL, «Les Quadrans», 3 avenue du Centre, 78182 St-Quentin-en-Yvelines ou téléphoner à Félix Bustin, (3) 043.60.97.

média-system

multiconsult
RECRUTEMENT



CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
(Membre de Deloitte Haskins & Sells International)
recherche

un(e) Jeune Juriste Droit des Affaires

Le candidat disposera d'une maîtrise ou d'un DESS en droit et d'une expérience opérationnelle de 3 à 5 ans acquise en cabinet (juridique ou *expertise comptable) ou au sein du département* juridique d'une société internationale.

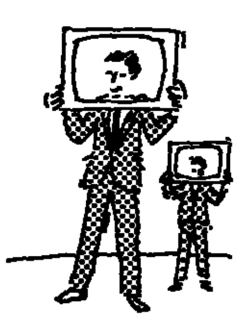
La fonction proposée englobe les responsabilités suivantes :
- *dans le cadre du développement d'une activité spécifique* «Droit des Sociétés», assurer personnellement la gestion du portefeuille «Secrétariat de Sociétés»
- montage et suivi des dossiers d'investissements étrangers en France.

Le poste, basé à Paris (Etoile), au sein d'un groupe jeune et international, nécessite une bonne connaissance de l'anglais *des affaires*.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo
à l'attention de Yolande GRUMBACH
MULTICONSULT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

LEVI TOURNAY

Etonnez-moi Rank Xerox, montrez moi vos projets!



MICRO-INFORMATIQUE

Des micro-ordinateurs disposant de très nombreuses configurations et progiciels adaptés aux utilisateurs professionnels.

SYSTEMES BUREAUTIQUES INFORMATIQUES

Un ensemble de systèmes informatiques allant de la solution ponctuelle à la notion de réseau local *conçu pour apporter une* réponse aux besoins de l'entreprise.

IMPRIMANTE A LASER

La gamme la plus étendue du marché (Xérox 9400, 8700, 2700), et un succès fondé sur l'avance technologique.

La qualité et la performance de ces matériels nous ont permis de prendre une place prépondérante sur le marché. Aussi, pour poursuivre notre croissance, nous souhaitons nous adjoindre de nombreux spécialistes.

Professionnels Gros systèmes ou périphériques

Votre formation supérieure complétée par une expérience d'environ 2 ans dans le domaine des gros systèmes ou périphériques, vous permettra de prendre la responsabilité de la vente de notre gamme d'imprimantes à laser en qualité *d'ingénieur commercial. Votre acquis technique sera un atout pour évoluer dans un* environnement technologique avancé.

Professionnels de la micro-informatique

Une formation supérieure et 2 années d'expérience font de vous un véritable *professionnel dans ce domaine.*
En fonction de votre expérience et de vos aspirations, vous pourrez nous rejoindre pour participer au développement commercial de l'une de nos gammes de produits en qualité d'ingénieur commercial.

Informaticiens débutants et confirmés

Votre formation supérieure complétée si possible par une première expérience des télécommunications vous permettra d'être l'interlocuteur technique, responsable de A à Z de l'étude, de la mise en route des applications et de la maintenance des *systèmes.*
En fonction de votre expérience et de vos aspirations, vous vous spécialiserez sur *imprimantes à laser ou réseaux.*

Pour ces postes, les candidats que nous souhaitons rencontrer disposeront d'un réel potentiel pour évoluer au sein du groupe.

Merci de nous écrire rapidement (en précisant la région qui vous intéresse), sous *réf.* SP.LM/122, à Anne-Marie Redon, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.
Vous pouvez aussi rencontrer un responsable de recrutement au CNIT La Défense, Stand Rank Xerox n° 602, 3ème étage, zone F.

média-system

RANK XEROX

Si évolution il y a, c'est ici et maintenant.

Ingénieur commercial

Pour notre activité SYSTEMES D'ACQUISITION DE MESURES.

Techniphone S.A., filiale du groupe Mors, est le leader européen sur les marchés des systèmes d'acquisition de mesures, péritéléphonie, téléconduite et télésignalisation.
Nous employons 250 personnes et notre C.A. (120 Millions de Francs en 84) est en croissance de 30 % par an.
Notre forte expansion nous amène à créer pour notre activité systèmes d'acquisition de mesures, un poste d'Ingénieur Commercial.
De formation ingénieur électronicien, vous avez orienté votre carrière vers la vente et vous occupez une fonction similaire depuis 5 ans au moins.

Collaborateur du Directeur Commercial basé en banlieue Est de Paris, nous vous confierons le suivi et le développement de la clientèle (grandes entreprises privées, publiques et nationalisées ainsi qu'administrations) française et étrangère.

En étroite liaison avec les services techniques et études, vous serez responsable de la rédaction des offres et des cahiers des charges ainsi que du suivi commercial des commandes.
Ce poste, très évolutif, requiert de la rigueur et de l'autonomie mais aussi le goût du travail en équipe.
De courts et fréquents déplacements en France et parfois à l'étranger sont à prévoir.
Anglais souhaité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (LM + CV + photo et prétentions) à :



techniphone sa
M. AUCLAIR, Direction Commerciale,
Bât. Ampère, Centre d'affaires Paris Nord, BP 246,
93150 Le Blanc-Mesnil.

média-system

Mettre en oeuvre les stratégies des entreprises

Notre métier : aider les entreprises à faire face aux évolutions de leur environnement, mettre en oeuvre leurs stratégies, organiser leurs moyens.

Le développement de votre carrière : participer à ce challenge.
Les missions complexes confiées à PEAT MARWICK vous feront intervenir au niveau des Directions d'entreprises de **tailles et de secteurs variés. Vous intégrerez nos équipes de professionnels hautement qualifiés qui ont fait la réputation de notre Firme. Vous bénéficierez d'une large autonomie dans vos missions.**

Agé (e) d'environ 30 ans, vous avez une formation supérieure de haut niveau (Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieurs, MBA, Doctorat, etc...) et une expérience professionnelle de premier plan réussie au sein d'une entreprise ou d'un cabinet conseil depuis *quatre ou cinq* ans.

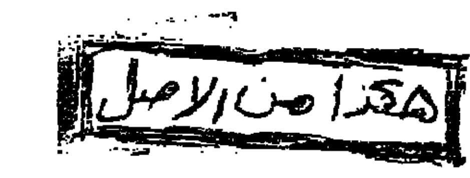
Fortement motivé (e) par le métier de conseil, vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière tout en restant dans une structure à taille humaine. En même temps qu'une formation permanente, PEAT MARWICK vous *offre cette opportunité.*



PEAT MARWICK

Nous étudierons votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercions de l'adresser à Catherine ROIZOT *sous référence* 930/3LM.
Peat Marwick Mitchell & Co, Consultants - Tour Fiat - Cedex 16
92084 Paris La Défense

FOURNIER



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

Jeunes ingénieurs en TÉLEINFORMATIQUE

Pour mettre en œuvre le futur réseau de TÉLÉCOMMUNICATIONS, nous renforçons notre Service des ÉTUDES RÉSEAUX.
Nous vous proposons de prendre part, dans de petites équipes très autonomes, à la définition et aux spécifications techniques de l'ARCHITECTURE DES RÉSEAUX. Après consultation auprès des constructeurs et des SSCI, vous assurerez le suivi et le contrôle d'avancement des travaux.
Nos besoins concernent les domaines suivants :
- Logiciels Réseaux des grands constructeurs (SNA, DSA), ● Architecture de Réseau,
- Réseau Physique, ● Administration de Réseau, ● Transpac...

Débutants ou ayant une première expérience en TÉLEINFORMATIQUE votre formation (SUPELEC,TE-LECOM, ou équivalent) votre aptitude aux contacts avec les utilisateurs et vos motivations pour un secteur très évolutif, vous permettront de progresser rapidement vers des fonctions de Chef de Projet.
Merci d'écrire avec C.V. et prétentions sous réf. BL 145 à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 Paris

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche pour sa

DIRECTION BANCAIRE FRANCE

EXPLOITANTS EXPÉRIMENTÉS

diplômés HEC, ESSEC, IEP, ESCP

ayant

- environ 5 ans d'expérience bancaire essentiellement axée sur l'exploitation entreprises (moyennes et grandes).
- une forte motivation pour une activité commerciale et un bon sens du risque.

Nous recherchons des candidats rapidement adaptables, évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'Exploitation domestique mais aussi internationale et financière.
Envoyer lettre manuscrite + C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel - 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Débutez par une fonction clé et exprimez vos talents.

Au cœur de l'informatique mondiale, un leader reconnu : Hewlett-Packard.
Chez HP France - 2,5 Milliards de Francs de CA - 2500 collaborateurs et partenaires animent notre développement fondé sur une priorité : la satisfaction du client. Pivot de cet objectif, notre support commercial pour lequel nous recherchons un

Jeune responsable logistique

Il définit et met en œuvre pour la moitié Ouest de la France, la stratégie d'optimisation d'un stock d'une valeur de 40 MF et plus particulièrement le stock démonstration.
En relation directe avec les responsables de l'administration commerciale, il élabore et met en place les procédures de gestion, conseille et informe les directions opérationnelles.
Il assure également l'interface avec les services informatiques, suscitant le développement de nouveaux systèmes. Il est aidé dans cette mission par une petite équipe qu'il anime.
De formation grande école -ingénieur ou gestion- vous souhaitez développer vos qualités de contact et de management.
Cette fonction clé constituera pour vous un mode d'intégration efficace offrant de nombreuses opportunités dans un environnement international. Aussi une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.
Pour ce poste basé à ORSAY, merci d'adresser votre dossier de candidature -CV, photo, prétentions- sous référence ZA/5/M, à : Didier GABIN, - Service Recrutement - Hewlett-Packard France - Zone d'Activités du Bois Briard - Avenue du Lac - 91040 Evry Cédex.



Un partenaire de la vie économique française.

média system

MAINTENANCE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Formation de type ISEN, ENSEA...

Vous avez 3 à 5 ans de réelle expérience en milieu industriel.
Dans notre complexe (Beauchamp -95-) comprenant 4 unités de production, vous assurerez au sein du service maintenance :
- l'encadrement de 6 à 8 techniciens supérieurs spécialistes en électronique et contrôle régulation,
- le support technique à l'ensemble de la maintenance.

Vous connaissez l'informatique industrielle (micro-processeurs et calculateurs), l'électronique analogique et digitale, les automates programmables.
Vous avez aussi de bonnes notions en pneumatique, hydraulique et mesures physiques.
Ce poste évolutif nécessite la pratique de l'anglais.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à 3M FRANCE, Monsieur Boureau, Relations Humaines, Avenue Boulé, 95250 Beauchamp.

3M

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyse d'images) spécialiste également de l'hydraulique,
1350 personnes, dont 135 ingénieurs répartis en 4 établissements à Paris et en Province, nous recherchons pour développer nos activités

3 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Réf. DAR/1 - pour notre DIVISION ARMENENT : un ingénieur (grande école) ayant quelques années d'expérience dans l'industrie, pour prendre en charge la responsabilité de la promotion et de la vente de systèmes électro-optiques auprès des constructeurs des secteurs publics et privés.

Son action en France, mais également à l'étranger, nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

Réf. DPI/1 - pour notre DIVISION PRODUITS INDUSTRIELS : un ingénieur chargé de la vente d'une gamme de codeurs rotatifs incrémentaux auprès d'une clientèle française et de l'implantation d'un réseau d'agents en R.F.A.
Pratique courante de l'allemand indispensable.

Réf. DSI/1 - pour notre DIVISION SYSTEMES INDUSTRIELS : un ingénieur chargé de la promotion et de la vente de systèmes de contrôle dimensionnel par infra-rouge. Son activité sera essentielle à l'étranger, en particulier en R.F.A., pratique courante de l'allemand indispensable.

Ces postes, basés à Levallois, s'appuient sur l'aide des services techniques de la société, avec la collaboration directe des responsables de la branche d'activité.

sopelem

Expérience de quelques années de la vente d'équipements industriels.
Adresser C.V., photo et prétentions, avec référence du poste à SOPELEM 102, rue Chaptal - 92306 LEVALLOIS à l'attention de Monsieur ORDAS.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale,
plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS
80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants :
MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS
CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche

INGENIEUR EN ORGANISATION

possédant 3 à 5 années de pratique en GESTION DE PRODUCTION. Le candidat devra impérativement être DIPLOME GRANDE ECOLE :

X - MINES - E.C.P.

Ses facultés d'adaptation lui permettront de rejoindre une équipe dynamique au sein du service Organisation actuellement en réelle expansion.
Cet Ingénieur de fort potentiel, interviendra auprès des opérationnels d'usines intégrées afin de réaliser des MISSIONS DE CONSEILS, nécessitant études de diagnostic, analyse fonctionnelle, mise en place et suivi.
L'anglais courant serait un sérieux atout pour ce poste évolutif destiné à un candidat de valeur.
Des déplacements de courte ou longue durée sont à prévoir tant en France qu'à l'étranger.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 4134, à
SOFRESID Service Recrutement
59, rue de la République
93108 MONTREUIL Cédex





Techniphone S.A. filiale du groupe Mors, est le leader européen sur les marchés de la péritéléphonie, téléconduite, télésignalisation et systèmes d'acquisition de mesures.
Nous employons 250 personnes et notre C.A. (120 Millions de Francs en 84) est en croissance de 30 % par an.
Notre forte expansion nous amène à créer un poste d'

ingénieur commercial

Pour notre activité PERITELEPHONIE, TELECONDUITE et TELESIGNALISATION.

De formation ingénieur en électronique ou en télécommunications, vous avez une expérience de plusieurs années dans la fonction étude, recherche ou éventuellement commerciale.
Après une formation à nos produits, nous vous confierons le suivi et le développement de la clientèle (grandes entreprises privées, publiques et nationalisées ainsi qu'administrations) française et étrangère.
En étroite liaison avec les services techniques et études, vous serez responsable de la rédaction des offres et des cahiers des charges ainsi que du suivi commercial des commandes.

Ce poste, très évolutif, requiert de la rigueur et de l'autonomie mais aussi le goût du travail en équipe.

De courts et fréquents déplacements en France et parfois à l'étranger sont à prévoir.
Anglais souhaité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (LM + CV + photo et prétentions) à :



M. AUCLAIR, Direction Commerciale,
Bât. Ampère, Centre d'affaires Paris Nord,
BP 246, 93150 Le Blanc Mesnil.

média system

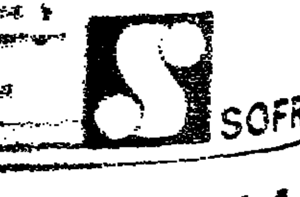
MOTOROLA S.A.

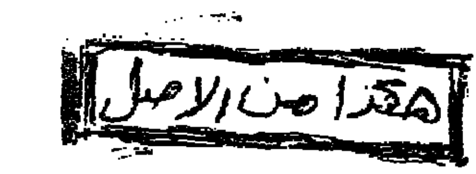
LA FILIALE FRANCAISE EN PLEINE EXPANSION
DU NUMERO UN MONDIAL DES RADIOCOMMUNICATIONS
recherche pour son Siège situé à EVRY

INGENIEUR SYSTEME

Chargé des études de définition de :
- Réseaux de radiotéléphonie mobile
- Systèmes de transmission de données par voie radio.

Il sera en contact direct avec les services commerciaux, les usines européennes de fabrication, les laboratoires d'études et les sociétés de sous-traitance.
Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé électronicien ayant plusieurs années d'expérience et intéressé par la conception et la mise en oeuvre de systèmes dans le domaine en plein développement des radiocommunications. Le candidat doit avoir des connaissances en radio-électricité.
Poste d'avenir pour un candidat de valeur.
La connaissance de l'anglais technique est indispensable.
Adresser lettre de candidature au Service du Personnel de MOTOROLA S.A. - Division Communications -
14, Allée du Cantal - Z.I. de la Petite Montagne Sud - 91020 EVRY.


SOFRE


هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cadre commercial haut niveau
Immobilier d'entreprise

Paris

Nous sommes un important groupe immobilier et nous créons un nouveau poste rattaché directement à notre Directeur commercial. Ce poste s'adresse à un négociateur de haut niveau dont la mission essentielle sera de développer *les activités Bureaux et Immobilier d'Entreprise. Celui-ci devra prospecter les affaires, procéder aux études nécessaires*, à la constitution des dossiers, rechercher les acquéreurs et le financement. Le poste intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans, de préférence diplômé d'une Ecole Commerciale, ayant au moins 6 ans d'expérience dans la Branche Immobilière avec une spécialisation dans le domaine des bureaux. Nous offrons de belles perspectives dans *un groupe très solide et renommé. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de* rémunération à D. de LARIVIERE sous réf. 11693/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, 204 rond-point du Pont de Sèvres Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publivel

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

THOMSON ANSWARE

Une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique française en forte expansion (+ 40 % en 1983)
Pour participer à son développement, sa division

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE
recherche plusieurs

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS (ENSI/UNIVERSITAIRES option Informatique)

INGENIEURS

CONFIRMES (expérience MINIS/MICROS)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à
THOMSON ANSWARE (s. réf. I.CA/27)
135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON

Importante société d'ingénierie à vocation internationale intervenant dans le domaine électronucléaire, recherche

RESPONSABLE AUDIT INTERNE COMPTABLE

École Sup de Co ou maîtrise de gestion + DECS

Son activité se situera au niveau des établissements de la société et des filiales françaises et étrangères et concernera l'ensemble des procédures comptables, financières et administratives. Il devra, en outre, animer une équipe de trois auditeurs.

Ce poste convient à un candidat expérimenté et ayant fait environ 5 années d'audit en cabinet spécialisé ou dans une grande société industrielle.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 80981 M, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

NOTRE MARCHÉ : LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES ET LEURS FOURNISSEURS.

Notre entreprise fait partie d'un groupe allemand de premier plan. Nos produits, destinés à la première monte, appuient leur développement sur une recherche permanente. Ils ont fait la preuve de leurs performances sur de nombreux terrains.

NOTRE RESPONSABLE DES VENTES FRANCE

aura une totale liberté d'action pour y structurer et y développer nos activités : le terrain n'est pas vierge ; il vous faudra concrétiser.
Votre tempérament d'entrepreneur, votre excellente connaissance du secteur automobile, *votre aptitude à la négociation à tous niveaux vous y aideront.*
Si vous parlez allemand, tant mieux ! Mais pour réussir dans ce challenge très prometteur, ne comptez que sur votre compétence.
Philippe Gombeaud attend votre candidature (CV + photo + rémunération actuelle), *sous référence* LM 103, au 1 *rue Moncey 75009 Paris.*

COPERS

Notre Métier : le service (SSCI)
Notre équipe : jeune, 3 ans d'existence
Notre marché : en pleine expansion
Notre originalité : la créativité

Nous recherchons dans le cadre de notre développement un(e)

Analyste programmeur

qui pourra, à court terme, évoluer vers une fonction Chef de Projet.

Il ou elle aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, une première approche des bases de données et de réseaux ou le désir d'approfondir ces types d'applications.

La connaissance du matériel ICL est souhaitable, mais non obligatoire. La pratique du Cobol ANS est indispensable.

La rémunération sera directement liée aux compétences que vous apporterez et à votre expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 1644/M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

Analyste crédits junior

Nous sommes une importante BANQUE PRIVEE en très forte expansion. Pour notre Service **ENGAGEMENTS**, nous recherchons un analyste junior.

Ce poste offre une **réelle opportunité de carrière** à un analyste junior possédant au moins **5 ans d'expérience** de la fonction bancaire dans un service engagements, connaissant bien la **surveillance des risques**, la **gestion des concours** et ayant déjà abordé l'**analyse financière**.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la réf. 2960/LM à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra en toute discrétion.

MEDIA PA

Contrôle Bailey — GROUPE CGEE ALSTHOM

recherche pour son
Département Recherche et Développement

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Expérience de 2 à 3 ans en microinformatique industrielle pour études de matériels et logiciels d'automatisme à base de MOTOROLA 68000.
Connaissance souhaitée en langage PASCAL.
Envoyer CV et prétentions au Service du Personnel
5, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

UNILOG

UNILOG, groupe indépendant de Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique - 8 sociétés, 430 ingénieurs - renforce les équipes de sa filiale UNILOG-ENTREPRISE et recrute des

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés Grandes Ecoles ou 3ème cycle d'études supérieures scientifiques ou économiques

Ils reçoivent, dès leur intégration, une formation théorique et pratique considérée comme l'une des plus solides du secteur.
Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les entreprises clientes de la société. Ils acquièrent ainsi les compétences et un sens des responsabilités les préparant à la conduite de projets et, par la suite, à des missions d'audit et de conseil.
Les prochaines sessions de formation débuteront les **3 et 30 juillet 1984.**
Adressez-nous dès maintenant votre candidature à
UNILOG-ENTREPRISE
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC - Informatique

DESSEIN

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU
recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

pour adjoint direct à son Directeur Administratif et Financier.

Forte personnalité - esprit d'initiative - volonté d'aboutir - aptitude à travailler en contexte multiculturel.

- Formation supérieure (école de commerce, *maîtrise de gestion + D.E.C.S. complet...*).
Plusieurs années d'expérience du contrôle de gestion. Solide expérience informatique : maîtrise d'outils tels IFPS, MULTIPLAN, DBASE *II ou APL, souhaitable.*

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
***Patrice TRIAUREAU** - bd de Constance*
77300 FONTAINEBLEAU Cédex.

Société française, leader de sa spécialité sur le plan international recherche pour secteur production Val de Marne (94)

Jeune cadre administratif service du personnel H/F

De formation de base juridique, il aura de préférence une première expérience dans le domaine de l'administration du personnel.
Il sera chargé, après intégration progressive, d'assister un responsable dans la coordination d'application de procédures variées, d'administration de personnel (paye informatisée, application quotidienne de législation à niveaux divers...).
Rigoureux mais apte à animer une petite équipe, il aura impérativement le sens du contact et du dialogue à tout niveau.

Adresser CV avec photo et prétentions à N° 93148 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

THOMSON-TITN

recrute pour son département **TEMPS REEL**

INGENIEURS LOGICIEL

Profils recherchés :
expérience
- logiciel de base et système d'exploitation orientés, mini-calculateurs et micro-processeurs 8 et 16 bits,
- logiciel d'application temps réel.

Connaissance langage C souhaitée.

Postes à pourvoir :
étude et développement de projets dans les domaines du contrôle-commande de processus rapides, communication graphique, traitement de l'image et de la parole.

Prière d'adresser C.V., lettre, photo et prétentions s / réf. T à

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS — Mme Ariane CHARTIER - THOMSON-TITN
5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS

---

adjoint au responsable de la comptabilité

PARIS **200.000 F ±**

Une importante Société d'Assurances souhaite renforcer son encadrement comptable. Elle recherche l'Adjoint au Responsable de la comptabilité pour prendre en charge l'établissement des comptes sociaux, le suivi des réglementations comptables et fiscales, ainsi que le fonctionnement des services comptables (50 personnes).

Il participera à la rénovation des traitements informatiques et sera associé à l'élaboration de la comptabilité analytique.

Cette offre s'adresse à un candidat de formation scientifique (niveau DEUG) titulaire du DECS, ayant une expérience de 5 à 8 ans permettant de présumer d'une prise en charge rapide de la mission.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 1611-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS

SYNTHESE D'IMAGES PRODUCTION DE DOCUMENTS

venez contribuer au développement de notre jeune société

Nous sommes spécialisés dans l'informatique graphique
— synthèse d'images, animation
— *production* de documents *illustrés*, impression

Nous recherchons des ingénieurs d'études ayant déjà quelques années d'expérience (de 3 à 6) pour des activités de conseil, d'études et de réalisations.

Envoyer C.V. à H. Gouraud
17, rue de la Baume
75008 Paris (1) 359.77.55



TANGRAM

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa
Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

un Ingénieur Système CICS

- Pour installer et maintenir le système CICS, assurer l'assistance aux utilisateurs depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à la réception en exploitation, suivre les performances, développer des fonctions nouvelles autour du produit.
- *Le poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, ayant une* expérience de 2 à 3 ans en temps réel sur système MVS (CICS de préférence).
- La connaissance de l'assembleur est indispensable et celles de COBOL et de VTAM seraient appréciées.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **BD 51** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

A VOCATION INTERNATIONALE (SIÈGE A PARIS)
recherche pour sa direction de l'audit interne

AUDITEURS INTERNES

Formation : HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+ DECS) ou équivalent. Anglais ou allemand courant.

Expérience : 3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Prière adresser lettre manuscrite, C.V. et photo ss réf. 35070 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

Discrétion absolue assurée.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
offre possibilités de carrière à

FISCALISTE H/F

Il lui sera confié des responsabilités importantes sur tous les problèmes fiscaux soulevés par la gestion d'un groupe de sociétés et principalement dans le domaine de la fiscalité internationale.

Le grand intérêt de cette fonction réside dans la large diversification des activités.

Conditions requises :
Formation Ecole Nationale des Impôts ou assimilée
Expérience professionnelle de plusieurs années dans la fonction publique ou le secteur privé.
Pratique de la langue anglaise indispensable et connaissance de la langue allemande souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prét. sous réf. 93817 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Discrétion totale garantie.

LA MICRO INFORMATIQUE N'A PLUS DE SECRETS POUR VOUS !

DIPLOME (H/F) ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ITB - CESB - 2 à 5 années d'expérience bancaire :
venez rejoindre **l'équipe d'enseignement assisté par ordinateur d'un Important Organisme de Formation d'Audit et de Conseil.**

Qualités attendues : créativité, goût pour la formation.

Merci d'adresser CV et prét. sous réf. 92690 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Du Droit Social à l'administration du personnel

MATRA COMMUNICATION
Un grand nom de la télématique

Filiale du Groupe MATRA située à QUIMPER, en bord de mer, nous poursuivons notre forte expansion avec un C.A. de 600 MF et un effectif de 1 700 personnes réparties en un Siège Social et quatre établissements.

Assistant du Directeur de personnel

Vous serez d'abord notre Conseil interne en matière de législation sociale auprès de la Direction et de la hiérarchie : suivi de l'évolution de la législation sociale, préparation des réunions avec les élus, contentieux, études ponctuelles, etc.

A la tête d'une petite équipe, vous assurerez la mise en place, le développement et la coordination des procédures liées *à l'administration du Personnel pour l'ensemble de la société : actualisation et suivi du tableau de bord, statistiques,* études, etc. Vous serez l'interlocuteur du Service Informatique et de la paie, et vous prendrez aussi en charge l'Administration du Personnel au Siège Social (180 personnes).

Une formation de juriste ainsi qu'une première expérience de l'entreprise acquise de préférence en milieu industriel sont *indispensables. L'administration du Personnel donnera à votre profil professionnel une nouvelle dimension.*

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité), sous la référence 3/ADP/LM, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



LE FUTUR DE LA C.F.A.O. POUR DES INGENIEURS COMMERCIAUX D'AVENIR

Vous êtes un négociateur de très haut niveau mais vous ne voulez pas abandonner vos compétences techniques.
Votre formation est celle d'un ingénieur avec une première expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique scientifique et industrielle.
Vous êtes un homme de contact, très organisé et ayant le sens de l'action et de la décision.
Vous pratiquez l'anglais et vous acceptez des déplacements en France et à l'étranger.
Et, enfin, vous souhaitez vous sentir pleinement responsable de vous-même et de vos revenus.

CALMA SUD EUROPE est l'une des divisions du Groupe GENERAL ELECTRIC, spécialisée dans la conception et la commercialisation de systèmes interactifs de CAO/FAO.
Avec 220 M $ de ventes en 1983, 2000 collaborateurs et plus de 1900 installations opérationnelles dans le monde, CALMA est considéré comme l'un des trois grands de la CAO.

Si tel est votre cas, Ecrivez à :
Daniel PICARD
DIRECTION SUD EUROPE
G.E. CALMA
31, boulevard des Bouvets
92000 NANTERRE

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,

dans le cadre de sa mission de Conseil et d'Assistance aux Etablissements du Groupe (28.000 personnes) recherche

Un chargé d'études

pour son Service Juridique

Ce collaborateur, âgé de 30 ans minimum, titulaire d'une Maîtrise en Droit Privé, sera chargé plus particulièrement de l'examen et de la rédaction de contrats ou de protocoles divers et d'études intéressant l'activité bancaire.

Le candidat possède de réelles capacités rédactionnelles, un esprit d'analyse et d'assimilation des textes. Il est capable d'initiative et d'autonomie dans sa fonction.
Une expérience bancaire est souhaitée.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sont à adresser sous la référence SJ 1 à Madame SAVEL

Banque Populaire
Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, av. de Wagram 75587 PARIS CEDEX 17

Spécial Ingénieurs

Ingénieurs

entreprenants et volontaires.
- *Vous êtes débutants ou vous souhaitez valoriser votre expérience professionnelle.*
- Vous êtes attirés par les méthodes modernes de production, de gestion et par l'animation des hommes.

Des postes opérationnels vous attendent.

COLGATE PALMOLIVE

(3000 personnes, CA 3 Milliards), principale filiale d'un groupe international, leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation recrute actuellement des

Ingénieurs (CENTRALE - AM - etc...)

Pour son centre de production de Compiègne (1100 personnes) :
- *un ingénieur d'études de production,*
- deux ingénieurs de production,
- un ingénieur confirmé en organisation industrielle,

Pour son centre de production de Courbevoie :
- un ingénieur en génie chimique (ESPCI, ENSCP),
- un ingénieur chimiste (contrat emploi formation),

Pour son siège social à Courbevoie :
- des chefs de projets informatique,
- un ingénieur en organisation et recherche opérationnelle,
- un ingénieur en «packaging».

Ces postes constituent une première étape d'intégration pour des candidats à fort potentiel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature au Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55 Bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

COLGATE PALMOLIVE

média-system

Direction régionale d'une importante société dans le domaine des

Radiocommunications

recherche le responsable de son service technique.

IL AURA POUR MISSION :

- L'Encadrement d'une équipe de 15 personnes assurant principalement les installations et la maintenance des matériels.
- *La coordination d'installateurs et sous-traitants.*
- L'Appui au service commercial pour l'élaboration des solutions techniques.
- La gestion complète de son centre de profit (C.A. 6 Millions de francs).

Nous recherchons un *INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN* ou *INFORMATICIEN* avec quelques années d'expérience.

Une compétence en radiocommunications serait un atout supplémentaire.

De réelles possibilités d'évolution de carrière pourront être offertes à un candidat de valeur.

Le poste est basé en proche banlieue NORD-OUEST.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. 34982 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT ORGANISME COLLECTEUR DU 1 % LOGEMENT PARIS recherche

AGENT COMMERCIAL 1 %

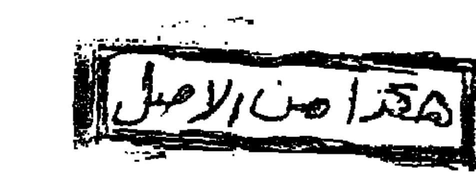
Pour assurer la gestion d'un portefeuille d'entreprises (prospection et suivi).
Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) de formation supérieure (Bac + 3) ou expérience professionnelle équivalente dans la branche.
Permis de conduire indispensable.
Rémunération motivante.
Avantages sociaux.

Envoyer lettre manusc. + C.V. + photo (ret.) et prét. à n° 94.004 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute pour une REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE

JOURNALISTE

Ayant excellente connaissance des problèmes politiques, *économiques*, sociaux et de communication.
Formation supérieure et expérience professionnelle nécessaires.
Horaires : 22 heures - 5 heures 30 du matin.
5 jours par semaine.
Envoyer Curriculum Vitae et références à S.G.P. : 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

ANALYSTES DE CRÉDIT

Les postes : spécialisés par secteurs : grandes entreprises ou clientèle d'agence (P.M.E., commerçants, particuliers fortunés), ils comprendront :
- la constitution et l'instruction des dossiers de crédit ;
- la participation à la mise en place et au suivi des crédits.

Les candidats :
- I.T.B. (ou B.P. minimum) ou École Commerciale avec option finances/comptabilité.
- *2 ans minimum dans une fonction similaire.*

Postes évolutifs à terme (notamment vers l'exploitation) pour candidats motivés.

Envoyer lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

---

goupil

INNOVEZ ET GAGNEZ AVEC GOUPIL

...A demain donc.
Dans la rubrique offres d'emplois.

DESSEIN

NOTRE GROUPE DE CONSTRUCTION ET DE *PROMOTION CONTINUE* SON DÉVELOPPEMENT IL RECHERCHE UN

RESPONSABLE COMMERCIAL

(ADJOINT AU CHEF DE SERVICE DES VENTES)

Sérieux, dynamique, ayant le goût de la vente, en vue de prendre la responsabilité du secteur Ouest de la région parisienne afin de commercialiser plusieurs programmes d'appartements neufs.

Haute rémunération et avantages sociaux réels pour homme ou femme ayant réellement l'étoffe de très bon vendeur et organisateur.

Tél. ou écrire à C.I.S., 8, av. Matignon, 75008 PARIS. 225-09-92.

GENIOUS SYSTÈMES, rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR, PDP, 68000, 80/86... pour grands projets.
Tél. : 605-35-60.

CILAS Alcatel

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS (300 personnes - CA de 130 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, *recrute pour le développement de* son activité LASER INDUSTRIEL

INGENIEUR MECANICIEN

35 ans environ, expérience minimum 5 ans sur le marché de la machine outil à commandes numériques.
Anglais nécessaire.

Adresser votre candidature (CV, photo et *prétentions*) à Mme SUSINI
Chef du Personnel de CILAS
Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

Aérazur EFA
Groupe Zodiac
recherche

INGENIEUR D'ETUDES

ENICA ou écoles équivalentes

Pour projets d'équipements aéronautiques.

Débutant ou quelques années d'expérience.

Lieu de travail : ISSY-LES MOULINEAUX

Envoyer C.V., photo au Service du Personnel
58, boulevard Galliéni
92130 ISSY LES MOULINEAUX

NOUS RECHERCHONS

LE RESPONSABLE COMMERCIAL

de notre division goujons à souder

Nous sommes une PME de la proche banlieue Ouest et le candidat devra avoir une
- Bonne formation technique et si possible en technique de soudure.
- Une expérience confirmée de la vente.
- Une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

IL AURA LA RESPONSABILITÉ
- Du suivi et développement de la clientèle.
- De la motivation d'une petite équipe de 4 ou 5 personnes.

La rémunération composée d'un fixe + intéressement est très motivante pour un candidat performant 150.000 F/ou +.

Ecrire avec c.v. sous nº 7805 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e

recherche
pour ses départements :
- Crédits Spéciaux
- Crédits aux Promoteurs
- Crédits Acquéreurs

Jeune gestionnaire

- Expérience de la gestion de dossiers de crédit.

Adresser C.V., prétentions et photo à Nº 31794
COFAP *40, rue de Chabrol 75010 PARIS, q.t.*

NOTRE ASSOCIATION *SPORTIVE A VOCATION* SOCIALE CONNAIT UN DÉVELOPPEMENT RAPIDE

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion et de notre plan de développement, nous avons décidés de *créer notre nouveau bureau de* PARIS. Pour cette raison nous recherchons notre

RESPONSABLE RÉGIONAL PARIS D'ILE DE FRANCE

Agé (e) minimum 28 ans plus que sa formation supérieure, ce sont ses réussites dans la vente *qui nous intéressent,* ainsi que son expérience de gestionnaire et d'animateur d'équipes.

Répondant directement au responsable de la promotion vente, sa mission consistera à :
- Renforcer la clientèle existante et développer une nouvelle clientèle de collectivité.
- Gérer le programme d'action commerciale de sa région, au niveau de l'administration des ventes et de la prospection.
- Participer à la *réalisation* d'opérations proportionnelles.
- Etablir et gérer le budget annuel de fonctionnement du bureau régional.
- Organiser et planifier le travail de son personnel et veiller à sa formation.

Pour ce poste une motivation pour la pratique d'activité sportive est souhaitable.
Merci d'établir votre 1er contact avec nous en adressant votre *dossier de candidature* lettre manuscrite C.V. et photo + prétentions à nº 08.775 AMEP P.A. *37, rue du Général-Foy* 75008 PARIS.

Important Cabinet en très forte expansion avec implantations *en province* et aux *U.S.A.,* spécialisé en Commissariats aux Comptes et missions contractuelles *recherche* à Paris plusieurs seniors cabinet anglo-saxon ou chefs de mission cabinet équivalent. 3 à *5 ans d'expérience.* Env. C.V. à STRATORG, 38, rue Mauconseil, 75001 PARIS.

Cabinet de Conseils Juridiques *et fiscaux,* Paris, recherche :

COLLABORATEUR JURISTE FISCALISTE

2 à 6 ans d'expérience chez Conseils Juridiques ou Avocat d'affaires. Possibilité d'intégration au cabinet.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo
Ecr. s/nº 7.843 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recherche
DOCUMENTALISTE EXPÉRIMENTÉE
Bonne connaissance des problèmes économiques indispens. Anglais courant.
Ecrire : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

---

credit man

- Pour faire face à l'expansion de notre établissement financier (filiale d'un groupe bancaire américain) *vous seconderez les commerciaux dans le* montage des dossiers.
- Vous serez responsable d'analyser et de formuler un avis sur des dossiers (1 MF en moyenne) et de soutenir votre point de vue.
- Vous avez l'expérience des opérations de crédit à moyen et long terme dans une grande banque. Vous parlez anglais.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 677-18 à notre Conseil :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS *(confidentialité, réponse assurées)*

JEUNE AGENCE DE PUBLICITE
recherche sa future

ASSISTANTE DU DIRECTEUR

Vous avez le sens des contacts, une personnalité affirmée, la volonté de réussir, une expérience confirmée du secrétariat de direction.

Vous deviendrez la collaboratrice privilégiée du "patron" en participant à la gestion de l'entreprise et au suivi des budgets de l'agence.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à
PROMO J
9, rue Lagrange, 75005 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

MON C.V. EST DÉCOUSU

Hétéroclite, il comporte aussi de nombreux trous... mais s'il ne vous fait pas dresser les cheveux sur la tête, nous pourrions peut-être travailler ensemble.

En dix ans, j'ai passé mon bac, géré un club d'équitation, échoué en médecine, été animateur dans un centre de vacances, été exempté de mes obligations militaires, fait de la promotion de vins du Languedoc, obtenu *ma licence de sciences économiques,* effectué des enquêtes socio-économiques dans le tiers-monde, présenté une émission sur une radio privée, organisé un festival de cinéma, élaboré une stratégie d'implantation pour un groupe de distribution, fait des débuts peu convaincants dans la publicité, perdu du temps et eu *29* ans...

Le goût de faire quelque chose hors du commun, l'enthousiasme, la capacité d'adaptation, le plaisir du travail bien fait, une mémoire utile, l'impossibilité de me réaliser dans le train-train quotidien et l'envie d'y arriver font partie de mes traits dominants.

Mon objectif ? Collaborer avec une entreprise de communication, quel que soit son secteur d'activité (médias, tourisme, loisirs, culture...) ; sans préciser davantage car j'aimerais provoquer des réactions très différentes, quitte à devoir aborder dans mon travail des domaines encore méconnus... Tout m'intéresse et j'apprends vite.

Si cette offre retenait votre attention, écrivez sous nº 3.333 *le Monde Pub.* services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Agrégé docteur d'Etat

Spécialiste relations culturelles

Expérience internationale CINÉMA-TV

cherche grand patron ouvert au mécénat industriel

MON EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Maîtrise des mécanismes officiels et des montages combinant aide publique et investissements privés. Parfaite connaissance cinéma et TV aux USA. Solides notions sur le reste du monde. Relations aux plus hauts niveaux professionnels et culturels *en France, Grande-Bretagne, Italie,* Japon, Inde, Chine populaire et USA.

Trilingue : italien, anglais, français.

MON PROFIL

Aptitude à la synthèse, ténacité, esprit d'équipe, sens naturel des contacts humains, habileté à déverrouiller les situations complexes.

Je suis capable de mener à bien un programme de mécénat industriel et d'obtenir les supports cinéma-TV les plus prestigieux de façon à assurer les retombées de l'investissement.

J'ai 39 ans.

JE SOUHAITE

Un poste couvrant la conception et la réalisation d'un grand projet pour l'image de marque d'une entreprise en France et dans le monde.

Une importante activité avec l'étranger car c'est dans ce domaine que je suis presque irremplaçable. Un rapport *direct et sans entrave avec le décideur.*

Ecr. s/nº 3.341 *le Monde* Pub., Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE COMMERCIAL. 32 ans, ÉCOLE DES CADRES. *7 ans exp. prof. dans multinationale* sect. auto (exports, marketing, commerciale), sens *créativité* GRANDE DISPOSITON *recherche* situation dans P.M.E. (Paris, province, étranger), désirant dével. potentiel commercial. Tél. *H. Chevallier,* 525-06-16. 46, bd Exelmans, 75016 Paris.

J. EUROPÉEN, 29 ans, *Sc. Eco. Allem. langue mat.,* Ang. exp. 4 ans. Gest. export et crédit. *disp.* de suite, ouvert à tte proposit. Tous domaines. *Téléphone : 331-06-08*

Journaliste pro. 20 ans d'expérience presse quotidienne Paris, *rédigerait tous textes pour industriels* et sociétés. Vulgarisation de textes techniques, réalisation plaquette-conférence. *Etudie toutes propositions.* Ecr. s/nº 6821 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 30 ans, trilingue Français, Italien, Anglais, formation universitaire *traductrice interprète secrétaire,* recherche emploi motivant où ses capacités puissent s'exprimer. *Libre de voyager ou de s'établir à l'étranger.* Téléphoner : 588-36-98.

Enseignant en Électronique et microprocesseur cherche emploi mi-temps de préférence enseignement. 558-33-04.

HEC, 30 ANS, *solides références* cherche direction générale à l'étranger ou création filiale
Ecr. s/nº 3338 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PATRON DE PME/PMI
Cadre (DECS + maîtrise gestion) vous *offre* sa collaboration pour alléger votre emploi du temps et augmenter votre *efficacité.* Prendre rendez-vous à partir de 19 h à 702-97-51. Ecr. s/nº 3.340 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Couple mixte 45 ans, moyenne. I. Africain, maît. droit privé, HEC et managem. + 20 a. exp. direction : administration cab. avocat, grosse entreprise, PME. II. *Française DUT gestion* entr. + 25 ans exp. responsable : gest. pers. relations sociales, paie informatisée, *banque, assurances, métal,* et multinationales cherche Afrique centrale Cameroun de préférence, postes en rapport ou *collab. individuell.* ou solid., rentabilité assurée. Etud. ttes proposit., pas sér. s'abstenir. Ecr. s/nº 3.339 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN C.N.A.M. (conservatoire national Arts et Métiers). *Spécialité* pétrochimie. Export, 10 années *d'expérience. Cherche poste similaire.* Etudierais toutes propositions. Expérience Amérique latine + Moyen-Orient. Anglais + Espagnol.
Ecr. s/nº 6622 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR + MBA

30 ans

Trilingue **français, anglais, allemand.**

Culture générale et scientifique diversifiée

Recherche à compter juillet 1984.

Mission *Free Lance.*

Ecrire sous nº 3.260 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

A COMPTER DU 2 MAI 1984

nouvelle adresse

régie presse

7, RUE DE MONTTESSUY, 75007 PARIS

Télex : 270.150 F RÉGIE P.A. PARIS
Téléphone : 555-91-71.

ANNONCES CLASSÉES *LE MONDE* : 555-91-82.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien *indiquer lisiblement sur l'enveloppe* le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

formation professionnelle

FORMEZ-VOUS AU FUTUR AVEC LE :

CENTRE INTERNATIONAL DE *TRAITEMENT INFORMATIQUE*
205.24.63 - 241.83.83
Résidence Le Belvédère
118 - 130 Av. *Jean Jaurès* — 75019 PARIS

Formation Professionnelle continue agréée C.P.E. aux techniques et emplois de :
- ANALYSTES PROGRAMMEURS Gestion ou Industrie
- PROGRAMMEURS - PUPITREURS
- OPERATRICES EN TRAITEMENT DE TEXTE
- PREPARATION AU BTS

Cours du jour et du soir — sessions d'été

représentation offres

Fabricant de matériel de protection *pour l'industrie* cherche
Attaché ccial dynamique 30 ans minimum, *pour développ.* clientèle rég. paris. + qques déplacements province. Qques connaiss. électronique nécessaires. Rémunérat. par fixe + intér. (env. 110 000 F + frais). Ecr. avec c.v. + photo LA PROTECTION RATIONNELLE, 40, R. LOUIS-BLANC, 75481 PARIS CEDEX 10.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois *stables, bien rémunérés,* à toutes et à tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation *sur notre revue spécialisée* FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'Étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 402-09 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

travail à domicile

DACTYLO MAGNÉTO. bdes et cass. transcrit colloques savants. Travaux facturés. 208-97-32.

J.F. 27 ans. Excellente dactylo. Très bonnes réf. frappe tous *documents scientifiques ou littéraires (thèses, romans).* Travail *impeccable. Délais respectés.* Tél. : 368-79-37.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

RUE ST-LOUIS-EN-L'ILE
3 P., 100 m² s/Cour d'Honneur état nf. LITTRE. 544-44-45.

5e arrdt

St-Germain-Maubert. 703-32-31.
140 m², SOLEIL.

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3-4-5 P. et DUPLEX
Vis témoin ts les jrs, 14/19 h *sauf mercredi et dimanche.*

Province

HOULGATE
20 mètres de la plage
vue sur la mer
APPARTEMENT DE 40 m²
SITUÉ AU 1er ÉTAGE
Très ensoleillé, particulièrement impecc., de villa de caractère. 2 p., s. de bains, w.-c., coin cuis. éq., 5 portes-fenêtres, cheminée, chff. rad. élec., ent. neufs, porte blindée Fichet, petite cave, très faibles charges.
Prix 310.000 F.
T. 982-25-53 ou 961-12-77.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P., PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire 873-20-67, même le soir.

Rech. urgent, 110 à 140 m² *Paris préfère 5e, 6e, 7e 14e, 15e 16e,* paie cpt chez notaire. Tél. 873-57-80, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS *garanties disponibles.* OFFICES DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

Cherchons 5 ou 6 pièces ou pavillons banlieue très proche (Est, Nord-Est) pour 4 personnes. *Références sérieuses.* Téléphoner au 805-32-84, Demander M. Diener.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons, pour CADRES 889-89-66 — 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés à Paris rech. du *STUDIO* au 6 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

villégiature

MAISON DE CAMPAGNE AUDE *Pour 4/5 personnes, confort,* ravit., facile. Vue panoramique sur Pyrénées.
Tél. : (16-75) 25-29-33.

immeubles

Vend immeuble habitation possibilité commerce, bien situé dans La Souterraine (23), Parking. 9 pièces + garage + débarras. Express Paris-Toulouse. *Prix à débattre.* T. : (55) 76-73-50 ou (47) 54-56-94.

propriétés

PRÈS DU BOIS DE VINCENNES
400 MÈTRES R.E.R.
BELLE MAISON s/800 m² ter.
Séjour 80 m², 4-5 chambres.
PARFAIT ÉTAT
DEMICHELI
873-80-22 et 47-71

LE PERREUX/MARNE
TRÈS AGRÉABLE MAISON
Conception récente.
Sé. 45 m² + 4 chbres. Calme. Soleil. Très belle affaire
DEMICHELI
873-80-22 et 47-71.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ELYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de *Sociétés* Démarches et tous services. *Permanences téléphoniques*
355-17-50.

CRÉATEURS d'entreprise !
disponible à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
loc. bureaux meublés, secrét., télex.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

ARTISAN, 100 F. R.C. 180 F. Constitution SARL 2.000 F. S.D.M. 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54, 8, fbg-Poissonnière, 9e-10e. Tél. 770-54-66.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 189 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-85-11, 54, r. Crimée, 19e : 607-62-00.

SIÈGE SOCIAL 8e
RÉDACTION D'ACTES
TÉLEX. TS SERVICES BUREAU
BCE 294-23-93.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc... Loc. courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

VOTRE SIÈGE à PARIS-17e domiciliation R.M. - R.C. - S.A.R.L. Constitution Sté. Téléphone : 763-47-14.

fonds de commerce

Ventes

URGENT. Particulier vend LIBRAIRIE, PRESSE, papeterie, côte atlantique. Affaire saisonnière en plein essor, bénéfice important. Tél. (56) 87-61-94 (56) 41-34-66 (56) 41-30-20.

Le Monde

économie

L'OCCUPATION DE L'USINE CITROËN A AULNAY

M. Krasucki : « Il faut négocier, et vite »

De cent cinquante à deux cents grévistes étaient rassemblés, ce lundi 14 mai au matin vers 7 heures, devant l'entrée n° 3 de l'usine Citroën d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), occupée depuis le 11 mai, tandis que les piquets de grève de la CGT laissaient seulement entrer un par un les ouvriers désireux de faire grève. De nombreux cars de CRS patrouillaient aux alentours, tandis que plusieurs centaines de grévistes stationnaient sur les pelouses à l'intérieur de l'enceinte de l'usine. Selon la CGT, de deux mille à deux mille cinq cents personnes occupent l'établissement.

La direction n'a pas l'intention d'ouvrir des négociations avec la CGT. Elle a introduit un référé auprès du tribunal de grande instance de Bobigny, qui se réunira le 15 mai à 10 heures pour se prononcer sur une éventuelle expulsion. Les responsables CGT ont réagi en ces termes à cette demande d'évacuation : *«Le gouvernement devrait favoriser la négociation plutôt que de faire appliquer une décision de justice. Il ne s'est pas sorti suffisamment grandi de ce qui s'est passé chez Talbot pour recommencer chez Citroën. Si par malheur il en était autrement, nous en tirerions les conclusions.»* Une manifestation de solidarité des travailleurs du département aura lieu le mercredi 16 mai à partir de 14 heures, au départ de la Bourse du travail d'Aulnay.

Intervenant le 12 mai au soir à la Fête de la rose de la fédération socialiste de Vendée à La Roche-sur-Yon, M. Pierre Bérégovoy a appelé à un *«dialogue franc»* avec les syndicats *«sur le terrain, à Citroën»* : *«Il ne faut pas refuser la mutation* a ajouté le ministre des affaires sociales, *elle est à réaliser en étroite collaboration avec les organisations syndicales et les travailleurs ; c'est le plus sûr moyen de faire reculer le chômage.»* L'union départementale CFDT de Seine-Saint-Denis estime que *«sans négociation sur la réduction du temps de travail à trente-cinq heures, il n'y aura pas de règlement sans conflit revendicatif des problèmes de l'emploi chez Citroën»*. La CSL voit dans l'occupation d'Aulnay *«une provocation»*, qui *«pourrait donner à la direction de PSA le prétexte pour fermer l'usine d'Aulnay»*. Pour M. Le Pen, cette occupation *«par les travailleurs immigrés enrôlés par la CGT est absolument intolérable»*, l'usine devant être *«immédiatement»* évacuée.

Dans une interview au *Journal du Dimanche* du 13 mai, M. Henri Krasucki, après avoir souligné à propos de Citroën-Aulnay qu' *«il faut négocier, et vite»*, estime que *«du point de vue de la justice sociale, des bas revenus, des systèmes de rémunération, du niveau de vie des travailleurs, on a fait des choses dans les premiers temps, mais, depuis, on est totalement revenu à la case départ. Les améliorations du début ont été annulées. (...) Si les travailleurs ne voient pas la justice sociale, c'est qu'elle n'y est pas!»* Pour le secrétaire général de la CGT, *«s'il se confirme que les entreprises nationales reçoivent des directives leur ordonnant de réduire leurs effectifs d'un pourcentage imposé, c'est intolérable»*. *«Rien n'est irrémédiable, et il faut corriger le tir»*, ajoute M. Krasucki, pour lequel *«il y a bien des façons d'exprimer un refus et une volonté. Il faut en saisir toutes les occasions. Cela se passe à l'entreprise, dans la branche ou la région. Et, au plan national, quand il faut et que cela devient possible. Rien n'est à exclure»*.

Nanterre et Levallois à leur tour occupés

(Suite de la première page.)

L'affaire Citroën n'est pas seulement un affrontement entre une direction jugée particulièrement rétrograde et la première centrale française, mais aussi une nouvelle illustration du jeu de billard à bandes auquel on assiste depuis quelques mois. Par ricochet, c'est le gouvernement et l'ensemble de sa politique économique et sociale qui est dans le collimateur.

Le 13 juin 1981, M. Georges Séguy, alors secrétaire général, avait encouru de vives critiques, dans la CGT, en plaçant sa centrale dans la nouvelle majorité présidentielle : *« Nous faisons partie*, disait-il à *la Croix, de ceux qui se situent du côté de la nouvelle majorité, pas à la manière d'un parti politique mais d'une organisation syndicale, c'est-à-dire sans avoir vocation à gouverner, sans avoir aucune sorte de contrainte de solidarité gouvernementale, en préservant l'indépendance et l'autonomie de notre action.* » Un an plus tard, le 13 juin 1982, à l'ouverture, à Lille, du quarante et unième congrès confédéral, qui coïncidait avec l'annonce du blocage des salaires, M. Henri Krasucki prenait quelque distance dans l' « adaptation » vis-à-vis du pouvoir – *« il n'est pas le gouvernement de la CGT. La CGT n'est pas le syndicat du gouvernement »* – et esquissait déjà les prochains sujets d'affrontement avec celui-ci : *« Pour toute une période, il faut s'attendre à une situation où des avancées sensibles se mélangeront à des mesures insuffisantes, avec des sujets d'insatisfaction et même de mécontentements (...). Ce n'est pas aux victimes d'hier, mais aux profiteurs d'hier qu'il faut appliquer la rigueur. »* Les germes d'un divorce futur apparaissaient alors même que la CGT faisait encore pencher la balance du côté des avancées positives.

Plus le changement de cap de la rigueur s'est affirmé et plus la CGT, *depuis* mars 1983 notamment, a élevé le ton. Sans toutefois aller *jusqu'à heurter* de plein fouet le gouvernement, elle a de moins en moins *« équilibré »* ses critiques des aspects négatifs par la mise en relief des avancées positives. Le plan acier ayant été perçu comme le signal d'un *« durcissement »* de la rigueur gouvernementale, la *CGT va donner* une nouvelle vigueur à sa tactique de harcèlement pour trois raisons.

La première est que la CGT proclame qu'elle n'est nullement concernée par l'opération *« mise au net »* engagée par MM. Mitterrand et Mauroy avec le parti communiste. Dès le lendemain du vote de confiance, M. Krasucki a tenu à le signifier sans ambiguïté en se montrant, à *Marseille, d'une* extrême sévérité avec le pouvoir. Cela relève du traditionnel partage des rôles. Si le PC est, d'une certaine façon, obligé de tenir compte de certaines limites dans sa critique d'une action gouvernementale à laquelle il participe, la CGT s'estime déliée de tels engagements et veut conserver entière sa marge de manœuvre pour contester dans la rue et dans les entreprises ce qui ne peut l'être au Parlement et au gouvernement.

La seconde raison est que, pour la CGT, les sujets de mécontentement d'il y a six mois (le pouvoir d'achat, l'emploi, etc.) ont été multipliés et amplifiés. C'est désormais l'essentiel de la politique économique et sociale de MM. Mauroy et Delors et la logique de *« retour en arrière »* qu'elle y décèle qui sont refusés. Le bilan économique et social que devait présenter à la presse, ce lundi 14 mai, M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, se révèlera *« au total plutôt critique »* : le pouvoir d'achat régresse, le chômage augmente, la *«casse»* industrielle se profile, le «budget maso» de 1985 annonce une austérité renforcée, les économies de protection sociale se font sur le dos des salariés...

Enfin, la CGT se réfère de moins en moins aux engagements du candidat Mitterrand et de plus en plus à son propre programme syndical. Or, *dans la période qui avait précédé* le premier tour de l'élection présidentielle – *la centrale n'ayant soutenu* le candidat socialiste qu'à partir du 29 avril 1981, – c'est au nom de son programme qu'elle avait critiqué nombre de propositions de M. Mitterrand et soutenu *de facto* M. Marchais. Le *« grand écart »* est redevenu d'actualité : on avait mis en veilleuse les différences « originelles » entre les cent dix propositions du chef de l'Etat et le programme de la CGT. On va les remettre en relief.

C'est dans un *tel* contexte et à partir d'une telle analyse que le comité confédéral national de la CGT – composé des dirigeants des fédérations, des unions régionales et départementales – va se réunir les 15 et 16 mai. Pour l'essentiel, le rapport que présentera Mme Jeanine Marest va porter sur une nouvelle « tactique » de lutte. La centrale de M. Krasucki va appeler les salariés à se faire entendre de manière *« plus forte et plus ferme »* puisque, sur la plupart des aspects de la politique économique et sociale, *« le gouvernement ne bouge pas »* et écoute de moins en moins les travailleurs... Certes, ce comité confédéral ne se conclura pas par un appel à une *grève nationale interprofessionnelle*. Mais la nouveauté est que des initiatives d'ampleur *nationale* permettant aux salariés de se faire entendre *« tous ensemble »* ne sont plus tabou. *« C'est dans la tête de beaucoup de militants »*, dit-on à Montreuil.

La CGT accorde toujours au gouvernement, accusé de trop céder aux pressions du patronat et de la droite, un label de *gauche*. Elle ne veut pas, assure-t-elle, *« casser la baraque »*, mais entend exprimer plus fortement le mécontentement et la déception de ses adhérents en muselant de moins en moins son action. Le pourra-t-elle ? Aura-t-elle les moyens de passer de la programmation à la mobilisation ? Le jeu s'annonce *difficile*. Mais les occupations sont un premier test de cette nouvelle tactique.

MICHEL NOBLECOURT.

● *Perturbations sur la ligne C du RER.* – Le service des trains SNCF de banlieue sur la ligne C du RER a été très perturbé, le 14 mai, au matin, à la suite d'arrêts de travail lancés à l'appel de la CGT. Suivant les sections, une rame sur deux *ou une rame sur quatre* circulait, les extrémités des lignes (Saint-*Quentin-en-Yvelines*, Etampes et Dourdan) étant les plus touchées. Le mouvement devait prendre fin à 9 heures du matin, mais le retour à une situation normale n'est prévu que pour midi. Dans la soirée, les retours vers la banlieue devraient s'effectuer avec le nombre habituel de trains, mais des retards sont à prévoir.

Les arrêts de travail ont été décidés pour s'opposer aux modalités d'application de la semaine de trente-cinq heures proposées par la SNCF, les agents travaillant en 3 × 8 préférant des repos supplémentaires à la réduction quotidienne du temps de travail.

DOLLAR EN LÉGÈRE HAUSSE : 8,53 F

Le dollar s'est inscrit en légère hausse lundi 14 mai 1984, s'établissant à 2,7750 DM à Francfort contre 2,77 DM à la veille du week-end, et à 8,53 F contre 8,51 F à Paris. Les marchés des changes ont été calmes après le coup d'arrêt, peut-être temporaire, donné la semaine dernière à la flambée du dollar par les banques centrales. Cependant, les facteurs qui poussent à la hausse la monnaie américaine, à savoir la montée des taux américains, sont toujours à l'œuvre.

Désespérément silencieux

Silence, on occupe ! Les portes *de l'usine Citroën à Aulnay-*sous-Bois étaient obstinément closes dimanche 13 mai, et les occupants désespérément silencieux. Un travailleur immigré répondait-il d'un mot à une question banale, d'un signe de tête sans équivoque, un de ses collègues le faisait taire. Le journaliste était renvoyé au point de presse quotidien des responsables de la CGT. Le conflit d'Aulnay a été, dès le départ, parfaitement verrouillé et, *des travailleurs, il n'en a été* question que dans la salle de *presse, mais les portes de cette* pièce, lorsqu'elles laissaient apercevoir des militants de base, étaient précipitamment refermées.

Qui donc croire sur la réelle mobilisation des ouvriers ? Ont-ils été moins de cinq cents comme l'affirme la direction ? Ou bien a-t-on vraiment distribué, comme le déclare la CGT, *deux mille cinq* cents petits déjeuners samedi *matin ? On devinait simplement de* l'extérieur des grilles, à 15 mètres, *les militants enfermés dans les* guérites pour se protéger du vent *froid qui* soufflait sur le plateau, à 1 000 lieues de toute vie urbaine. On apercevait des groupes d'ouvriers qui déambulaient à pas lents dans l'immense quadrilatère de 1 kilomètre sur 2 qu'est l'usine d'Aulnay.

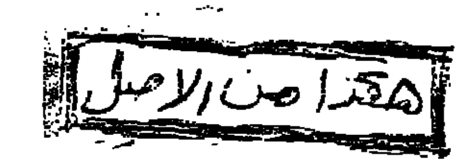
Difficile, dans ces conditions, de décrire l'état d'esprit des occupants. D'après la CGT, *ils étaient* calmes et déterminés à protéger *les dix mille emplois menacés dans* le département de Seine-Saint-Denis. *Ils s'occupaient, tou*jours selon le syndicat, en regardant la télévision, en jouant ou même en s'instruisant. On compterait parmi eux des Français et même des ouvriers professionnels. *« La maîtrise, si elle n'est pas associée au mouvement, n'est pas vraiment contre »,* a expliqué *M. Joël Biard, secrétaire de l'Union* départementale de la CGT de Seine-Saint-Denis. Un *meeting* a été tenu, le 12 mai, pour rendre *compe d'une réunion le même jour* avec des collaborateurs de *M. Fabius* et tous les ouvriers ont été appelés à se présenter lundi matin devant l'usine, *« pour renforcer la mobilisation »* (1). Pas question pourtant, a annoncé la CGT, de laisser passer alors un cadre ou un ingénieur qui serait contre l'occupation de l'usine. Et le retrait de la plupart des cars de CRS, dimanche, à 500 mètres des grilles, a été jugé comme un acquis. *« Nous sommes contre la violence »,* ont déclaré simplement les responsables CGT.

M. Biard s'est expliqué, d'autre part, sur l'impossibilité pour la presse de pénétrer dans l'usine. Le conflit de Talbot, où des « provocateurs » auraient usurpé la qualité de journaliste, aurait servi de contre-exemple. La déformation d'une presse toujours encline à privilégier la question du retour des immigrés sur celle du dossier de *l'automobile à proprement parler* aurait échaudé plus d'un travailleur. *« Trop, c'est trop,* a *résumé* M. Biard. *On veut faire de notre lutte d'ouvriers une lutte d'immigrés. » « Les immigrés sont fiers de l'être,* nuance Akka Ghazi, secrétaire marocain de la section syndicale CGT de l'usine. *Ce n'est pas une insulte. Mais, dès qu'on parle du conflit d'Aulnay, on parle immigrés, immigrés, immigrés... »* Une simple question sur le montant de l'aide au retour est jugée par lui offusquante : *« J'ai entendu un journaliste interroger un travailleur sur ce sujet,* dit-il. *C'est vraiment nous traiter en bêtes. »* M. Ghazi, on le sent, n'est pas tenté, au sein *de la CGT, par la dissidence,* comme l'ont été certains délégués de ce syndicat à Talbot-Poissy.

NICOLAS BEAU.

---

(1) *La direction générale de* Citroën a indiqué le 13 mai que le *ramassage par car des travailleurs de* l'usine d'Aulnay était maintenu pour le 14 mai.



CONJONCTURE

POUR RENFORCER LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Les Dix vont relever le montant des emprunts que la Communauté peut contracter

« Aucun alignement monétaire n'est en vue », a dit, comme en passant, M. Jacques Delors, samedi soir 12 mai, à l'occasion de la brève *conférence de presse* qu'il donnait au château de Rambouillet pour rendre compte des résultats de la *réunion informelle (c'est-à-dire* tenue en dehors de la procédure prévue par le traité de Rome pour une session du conseil des ministres de la CEE) que les ministres de l'économie et des finances des dix pays de la Communauté y avaient tenue pendant toute la journée. Pour le SME (*Système monétaire européen*), la stabilité présente est une sorte de performance, tant il a connu, depuis sa mise en vigueur en mars 1979, de réajustements (sept au total), le dernier en date ayant eu lieu au mois de mars 1983.

D'après le ministre français, ce sont des *« questions fort importantes »* qui auront été samedi débattues entre les Dix. Elles étaient au nombre de quatre : 1) Comment rouvrir le dossier du SME (pour *essayer de le renforcer*); 2) Comment modifier le montant (pour l'augmenter) et éventuellement les *modalités des différentes formes* d'emprunts communautaires; 3) Examiner les questions budgétaires pendantes de la Communauté; 4) Préparer les prochaines rencontres internationales.

« Convergences »

C'est seulement sur le deuxième point que la réunion informelle des Dix devrait prochainement être suivie *d'un résultat concret. Les Dix* sont convenus de décider (sous-entendu lorsqu'ils tiendront une session en bonne et due forme du conseil des ministres) et cela avant le 4 juin, de relever le montant des emprunts que la Communauté peut contracter, afin de prêter à son tour *à un ou plusieurs des pays membres* le produit de son appel au marché. La France *« se fait un point d'honneur »* de reconstituer la faculté d'emprunt ainsi ouverte – dénommée facilité Ortoli, du nom du vice-président de la commission européenne – parce que, en empruntant *elle-même 4 milliards d'ECU* l'an dernier selon cette voie, elle a à elle seule épuisé les deux tiers de la « facilité ». En termes chiffrés, cela signifie que la France voudrait pour sa part porter de 6 à 8 milliards d'ECU le montant maximal des fonds que la Communauté peut se procurer sur le marché international. Ce qui aurait pour effet de *« libérer » 4 ou 5 milliards* (au lieu des 2 qui restent aujourd'hui), au profit de tel ou tel pays candidat, Italie, Irlande ou Grèce par exemple. Il semble que sur ce point un accord pourra se conclure.

Puisque désormais les pays qui participent au SME pratiquent des *politiques économiques et financières* qualifiées de « convergentes » (il serait peut-être plus juste de dire simplement que ces politiques sont devenues moins divergentes qu'elles ne l'étaient par le passé), le moment n'est-il pas venu de rouvrir le dossier du Système monétaire européen, *afin, comme le dit M. Jacques* Delors *« de le renforcer »*.

Ce dont il a été débattu à Rambouillet visait « l'acceptabilité » de l'ECU entre les banques centrales (actuellement, celles-ci ne sont tenues à accepter, pour le règlement de leurs dettes réciproques, qu'un *paiement en ECU à hauteur de* 50 %), la détention d'ECU par des banques centrales de pays européens non membres (tels la Suisse ou l'Autriche) et enfin la rémunération des avoirs en ECU, qu'il s'agirait de rapprocher du taux du marché (alors qu'actuellement la rémunéra*tion est calculée sur la base des taux* d'escompte des banques centrales).

Autant dire des questions hautement techniques, auxquelles il convient d'ajouter deux ou trois autres points aussi ésotériques touchant l'usage de l'ECU privé. Les Dix donneront peut-être leur béné*diction à la chambre de* compensation que le Crédit lyonnais et quelques autres établissements envisagent de créer pour faciliter les transactions sur les obligations libellées en ECU.

En ce qui concerne le budget de la Communauté, on n'a pas abordé le sujet brûlant de la contribution britannique. Mais, en revanche, il a été beaucoup question du projet français soumis au dernier sommet de Bruxelles pour maîtriser la pro*gression des dépenses budgétaires de* la CEE. Le chancelier de l'Echiquier, M. Lawson, a confirmé à la presse qu'il avait été personnellement impressionné par la détermination française sur ce point. Mais, comme on le sait, Mme Thatcher pense de façon générale qu'il n'y a pas lieu de récompenser par une concession de sa part ses partenaires *européens* si d'aventure ceux-ci en viennent à prendre des mesures jugées par elle « raisonnables ».

A Rome, le 19 mai

Quant aux prochaines réunions internationales que les Dix ont pré*parées à Rambouillet, il s'agit du* conseil ministériel de l'OCDE, qui se tiendra à Paris les 17 et 18 mai, suivi d'une réunion des ministres du groupe des Dix, plus la Suisse, à Rome le 19 mai. Et, enfin, du sommet que les chefs d'Etat et de gouvernement des Sept (Etats-Unis, *France, Grande-Bretagne, RFA, Ita*lie, Japon, Canada) tiendront à Londres (date à préciser). En ce qui concerne la réunion monétaire du groupe des Dix, une des questions débattues, et sur laquelle on n'a pas du tout avancé, est celle de l'opportunité de procéder à une émission « localisée » de nouvelles liquidités internationales sous forme de DTS (droits de tirage spéciaux). Les Français, les Belges et quelques-autres voudraient que le Fonds monétaire émette de nouveau des droits de tirage spéciaux que les pays les plus riches remettraient immédiatement à cette institution pour que celle-ci les attribue à son tour aux pays les plus endettés. Il existe désormais un projet belge en bonne et due forme sur ce schéma compliqué cher à M. Jacques Delors.

Notons encore que le chancelier de l'Echiquier a fait rire ses collègues en les assurant que la question de l'entrée de la livre sterling dans le SME était *« sous examen constant »* du cabinet de Sa Majesté. M. Jacques Delors s'est félicité des *interventions récentes* sur le marché des changes, qui sont parvenues à *« empêcher l'emballement du cours du dollar »*. Enfin, les Dix ont confirmé l'inquiétude que leur inspire le projet de *« taxation unitaire »* des entreprises étrangères installées sur le territoire des Etats-Unis. Ils ont déjà écrit au secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, une lettre à ce sujet (la taxe unitaire consisterait à imposer une société installée par exemple en Californie sur la base des bénéfices qu'elle a faits dans l'ensemble du monde).

PAUL FABRA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,5250	8,5275	+ 35	+ 65	+ 25	+ 65	– 85	+ 85
$ can.	6,5795	6,5829	+ 32	+ 71	+ 29	+ 76	– 76	+ 91
Yen (100)	3,6809	3,6836	+ 189	+ 211	+ 343	+ 369	+ 1029	+ 1114
DM	3,0694	3,0711	+ 168	+ 181	+ 305	+ 323	+ 874	+ 944
Florin	2,7328	2,7345	+ 142	+ 155	+ 259	+ 276	+ 753	+ 817
F.B. (100)	15,0818	15,0903	+ 35	+ 105	+ 18	+ 142	– 177	+ 257
F.S.	3,7178	3,7206	+ 265	+ 285	+ 501	+ 526	+ 1459	+ 1552
L (1 000)	4,9890	4,9909	– 171	– 140	– 319	– 274	– 1001	– 862
£	11,7696	11,7790	+ 384	+ 363	+ 538	+ 619	+ 1416	+ 1697

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 5/8	11	11 1/4	11 5/8	11 5/8	12	12 1/4	12 5/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 9/16	5 15/16	5 7/8	6 1/4	6 3/16	6 9/16
Florin	5 1/2	6	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6 1/4	6 5/8
F.B. (100)	11 1/8	11 3/4	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12 1/8	12 1/8	12 7/8
F.S.	2 3/8	3 1/8	3 5/16	3 11/16	3 1/2	3 7/8	4 3/16	4 9/16
L (1 000)	15 1/8	16 1/8	15	15 3/4	15 1/4	16	16	16 5/8
£	7	7 1/2	8 11/16	9 1/16	9 1/16	9 7/16	9 5/8	10
F. franç.	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 3/8	12 1/8	12 5/8	13 1/4	13 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

INFORMATIQUE

Matra veut créer une filiale aux Etats-Unis pour vendre son matériel télématique

Matra va créer une filiale américaine pour assurer *elle-même la* commercialisation et le développement local de nouveaux produits télématiques, a annoncé, vendredi 11 mai, M. Maurice Rémy, directeur de la branche télécommunication du groupe.

Matra avait conclu il y a quelques *années un accord de distribution* avec la société américaine Tymshare. Un contrat d'une valeur de *6 milliards de francs avait été signé* entre les deux sociétés. Tymshare devait vendre directement aux Etats-Unis 100 000 terminaux Minitel, plus une tranche supplémentaire de 460 000 terminaux d'ici à la fin de la décennie. Tymshare a connu des difficultés financières en 1983 et *a été rachetée en avril dernier par le* groupe Mac Donnell Douglas. Cette situation a entraîné des retards dans l'exécution du contrat Matra. *La so*ciété française renégocie donc actuellement son accord d'exclusivité avec Tymshare, et conçoit dorénavant son implantation aux Etats-Unis comme une *première étape* vers une diffusion élargie de ses produits (radiotéléphones, postes téléphoniques, etc.).

Par ailleurs, la branche Matra-*Communication envisage une intro*duction sur le deuxième marché boursier d'ici à la fin de l'année *« afin de soulager le groupe, qui n'a pas de moyens financiers infinis »*, a indiqué M. Rémy. Cette opération s'intègre dans la stratégie de Matra qui vise à recentrer les activités de la maison mère vers le *militaire et le* spatial et à filialiser les activités *civiles.*

Matra-Communication, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 584 millions de francs (+ 23 %) et un bénéfice net de 20 millions de francs en 1983, *prépare par ailleurs une ver*sion Minitel à écran plat pour 1988 et un modèle « intelligent », qui en fera *un véritable micro-ordinateur* pour l'année prochaine.

TRILOGY PREND DU RETARD

Trilogy, la société américaine *créée par Gene Amdahl pour* développer, à partir de nouvelles technologies de circuits intégrés, un « super-ordinateur » destiné à concurrencer les machines IBM, prend du retard. Elle vient d'annoncer qu'elle ne pourrait pas mettre ses ordinateurs sur le marché *avant 1987. C'est la quatrième fois* que la société annonce un tel retard. Par rapport aux prévisions initiales de livraisons, la dérive est de près de deux ans, ce qui risque d'être lourd de conséquences pour le succès de la société.

Trilogy avait misé sur la sortie de son « super-ordinateur » *un peu* avant celle de la prochaine gamme d'IBM, baptisée Sierra. Grâce aux nouvelles technologies de circuits, M. Amdahl espérait pouvoir *proposer à la clientèle IBM* un produit plus performant et meilleur marché. Bref, prendre de vitesse le géant de l'informatique. *Or*, avec le retard accumulé, c'est l'inverse qui risque de se produire. Les machines de Trilogy risquent d'être prises en sandwich entre la série Sierra, dont IBM *baissera les prix si besoin est* pour concurrencer les ordinateurs de Trilogy, et la future série du numéro un mondial, prévue pour l'horizon 1990. Série qui sera, bien sûr, nettement plus performante que les machines de Gene Amdahl, sorties en 1987.

Diverses banques et institutions financières, des sociétés comme Digital Equipment, Sperry Univac et Bull (pour quelques pour cent), ont déjà investi près de 300 millions de dollars dans Trilogy. Les industriels, notamment Bull, qui participent à l'affaire sont surtout intéressés par les nouvelles technologies sur les circuits intégrés développées par les équipes de Gene Amdahl, leur position d'actionnaire leur donnant priorité pour l'utilisation des licences.

ÉNERGIE

PALUEL 1 A ÉTÉ MIS EN FONCTIONNEMENT

Le premier réacteur de 1 300 MW de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime), Paluel 1, a « divergé » – c'est-à-dire que la fission nucléaire a débuté – le 13 mai à 23 h 12. Des difficultés mineures ont retardé cette divergence de quarante-huit heures. *Ce* réacteur est le premier de la nouvelle génération des 1 300 MW à entrer en activité. Depuis la guerre, la puissance des réacteurs classiques d'abord, puis nucléaires, n'a cessé de croître. A Paluel, les quatre réacteurs, achevés en 1986, fourniront *10 %* de la consommation actuelle d'électricité en France sur un seul site.

AUTOMOBILE

M. Hanon devrait être confirmé à la tête de Renault

La publication par *le Journal officiel* du 11 mai de la liste des représentants de l'État au conseil d'administration de la Régie nationale des usines Renault va faire cesser toute rumeur. M. Bernard Hanon l'actuel patron de la Régie s'y trouve au premier rang des personnalités *« choisies en raison de leur compétence »* et sera donc selon toute vraisemblance reconduit à la tête de Renault par le conseil d'administration du 22 mai. Ce choix sera alors soumis à l'approbation de M. Fabius, mais ce sera là une simple formalité puisque le gouvernement a fait son choix.

Les mauvais résultats financiers et, depuis quelques mois, commerciaux de Renault, et la nécessité de renouveler le conseil d'administration – comme dans les autres entreprises nationalisées – pour tenir compte de l'élection par les salariés de leurs représentants, avaient fait naître toutes sortes de bruits. Nombreux étaient ceux qui pensaient – à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de l'entreprise – que la place de M. Hanon pourrait être menacée. Des tracts syndicaux (FO) avaient même annoncé le remplacement de l'actuel président par un membre du Parti communiste. Il n'en sera rien.

Aux côtés de M. Hanon on note, parmi les personnalités *« compétentes »*, M. Gilbert Trigano, du Club Méditerranée, et Mme Yvette Chassagne, présidente de l'UAP. Parmi les représentants de l'Etat on remarque que le ministère de l'économie et des finances et du budget ne compte plus qu'un seul représentant, M. Didier Floquet contre trois auparavant. Le ministère du commerce extérieur, en revanche, est désormais représenté.

B.D.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **Le prix des terres agricoles.** – Le prix des terres agricoles a baissé de 2 % en francs courants en 1983, selon une estimation de la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FNSAFER). Le prix moyen de l'hectare s'est élevé à 23000 F. Ce mouvement de recul, qui confirme la tendance enregistrée depuis 1979, s'accompagne d'un ralentissement des transactions enregistrées par la FNSAFER de 4 % (427000 contre 456000 en 1982). La baisse de la demande de terres agricoles est attribuée par la FNSAFER à la diminution des revenus et à la hausse des prêts fonciers.

Énergie

● **Baisse du prix du super et du gazole le 14 mai.** – Les prix du litre de super et de gazole ont baissé de un centime à compter du 14 mai à 0 heure. Le fuel domestique baisse de 1,1 centime et l'essence ordinaire garde un prix inchangé. Le prix d'un litre de super en région parisienne passe de 5,07 du maximum et 4,90 francs du minimum. Le prix maximum de l'essence ordinaire reste à 4,77 francs, celui du gazole est de 3,87 francs et celui du fuel domestique de 266,80 francs pour un hectolitre. La remontée du dollar (8,11 francs en avril contre 8 francs en mars) a en effet été annulée par le fléchissement des cotations internationales du brut et des produits pétroliers.

Social

● **Grève des cheminots dans l'Essonne.** – Les syndicats CGT, CFDT, FO et FMC (Fédération maîtrise et cadres) des cheminots (triage et circulation) de Juvisy-sur-Orge (Essonne) ont lancé un appel à la grève, à partir du mardi 15 mai à 4 heures, *« pour une durée indéterminée reconductible par périodes de quatre heures par service »*.

● **Manifestation de défense du bassin minier à Montceau-les-Mines.** – Environ deux mille personnes ont défilé dans les rues de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) le 12 mai au matin, pour la défense de la mine, à l'occasion de la journée « Région en lutte » réunissant les syndicats (CGT,CFDT, CFTC, FO, CGC) et de nombreux élus de la majorité et de l'opposition.

Le cortège s'est rendu au puits Darcy, qui doit être mis en sommeil prochainement, alors que les cloches des églises sonnaient le tocsin.

LOGEMENT

La CNL estime urgent de réformer le financement de la construction

L'aide unique à la personne et la réforme de la loi de 1977 sur le financement du logement ont été au centre des deux journées de colloque organisées par la Confédération nationale du logement (CNL), une des quatre organisations nationales de locataires membres de la Commission nationale des rapports locatifs.

La séance d'ouverture a été l'occasion pour M. Claude Massu, président de la CNL, de mettre l'accent sur ces problèmes de financement : *« Seule une rupture claire, nette, avec la loi de janvier 1977 est apte à répondre à l'objectif central d'une véritable politique sociale du logement »*, a-t-il déclaré.

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, a également souligné les effets de cette loi qui visait à substituer progressivement l'aide personnalisée au logement (APL) à l'aide à la pierre. Selon le ministre, *« ce choix a eu une influence négative immédiate sur l'activité du bâtiment sans soulager pour autant le budget de l'État, et a eu un effet ségrégatif »*.

Le remplacement de l'APL et de l'allocation-logement par une aide unique à la personne doit être expérimenté sur soixante-dix mille logements mais des divergences subsistent entre les organisations de locataires et certains de leurs interlocuteurs sur les modalités de versement de l'aide au logement, ainsi que sur *« la remise en ordre des loyers »* qui doit accompagner cette réforme. De nombreux adhérents de la CNL craignent qu'une péréquation soit davantage l'occasion de relever les loyers bas que de baisser les loyers trop élevés.

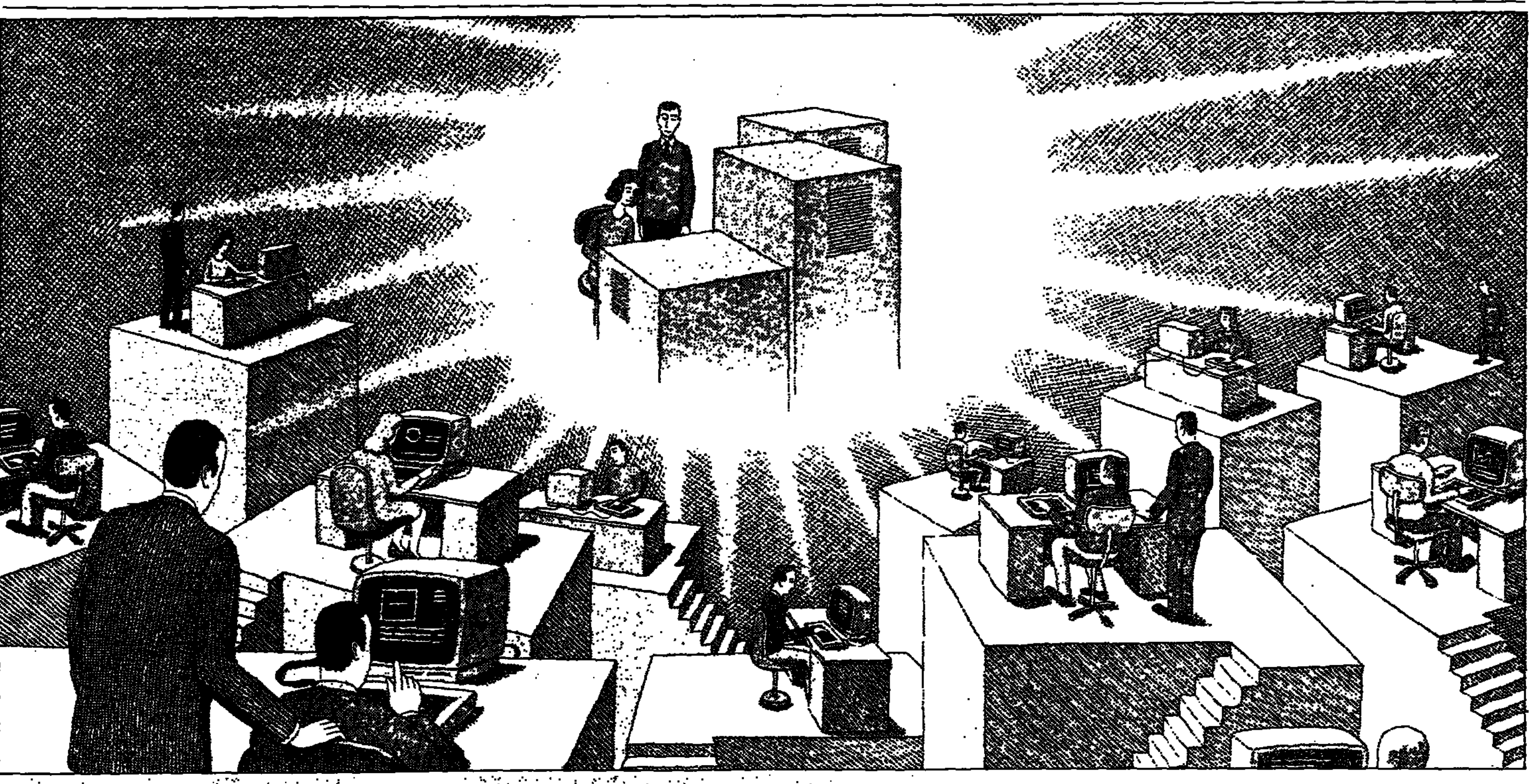
AGRICULTURE

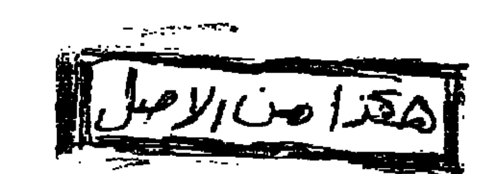
L'INDE A LEVÉ L'EMBARGO SUR SES EXPORTATIONS DE THÉ

L'Inde a levé l'embargo sur ses exportations de thé, le samedi 12 mai, a indiqué à Calcutta le vice-ministre du commerce N.-R. Laskar. Cette mesure d'embargo, qui avait été prise le 24 décembre 1983 à la suite d'une pénurie de thé sur le marché indien, concerne la qualité CTC *(crush, tear and curl)* servant aux mélanges. Le ministre a indiqué qu'il avait besoin de la coopération de l'industrie afin qu'elle étale les exportations et que cette reprise ne provoque pas une hausse injustifiée des prix du thé. C'est la pénurie enregistrée sur le marché indien, aggravée par une mauvaise récolte mondiale, qui entraîna la flambée des prix et la décision des autorités de Delhi de privilégier leur marché intérieur. Mais les milieux industriels, qui avaient dû annuler de nombreux contrats à l'exportation, ont fait valoir que la réputation de l'Inde sur le marché mondial risquait d'en être affectée.

● **L'Italie est devenue le second producteur mondial de kiwi,** par la surface occupée par cette culture exotique, donnant un fruit à haute teneur en vitamine C et en sels minéraux. Selon le Consortium national du kiwi constitué par les principaux producteurs italiens, il y aurait en Italie 2 604 hectares plantés en kiwi.







AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MANUFACTURE DE MACHINES DU HAUT-RHIN

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 98 000 000 F A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS MANURHIN

REPRESENTE PAR 700 000 OBLIGATIONS DE 140 F NOMINAL

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

PRIX D'EMISSION : 140 F par obligation.
JOUISSANCE : 30 mai 1984.
INTERET ANNUEL : Taux du marché obligataire (TMO) moins trois points : payable le 30 mai de chaque année et pour la première fois le 30 mai 1985.
DUREE DE L'EMPRUNT : 10 ans.
AMORTISSEMENT NORMAL :
En totalité le 30 mai 1994 par remboursement au pair.
DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION :
- A titre irréductible : 1 obligation pour 1 action.
- A titre réductible : souscription admise.

PERIODE DE SOUSCRIPTION :
A partir du 30 avril 1984 jusqu'au 30 mai 1984 inclus.

CARACTERISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION

NOMBRE DE BONS PAR OBLIGATION : A chaque obligation est attaché un bon donnant le droit de souscrire à une action *Manurhin de nominal 10 F.*
PRIX ET PERIODE DE SOUSCRIPTION DE L'ACTION :
- Le prix sera égal à la valeur de 50 F. base 1er janvier 1984, revalorisée chaque semestre, pour le semestre suivant, en fonction de l'évolution du TMO.
- La souscription pourra se faire à tout moment à partir du 1er juillet 1985 jusqu'au 30 juin 1988.

COTATION : *Les bons de souscription, de même que les actions à provenir* de leur exercice, et les obligations correspondantes, feront l'objet d'une demande de cotation distincte à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

B.A.L.O., du 23 avril 1984.

Une note d'information qui a reçu le visa COB nº 84-69 du 27 mars 1984 est disponible auprès des établissements chargés des souscriptions et au siège social de la société.

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

I. – COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 1983

Au cours de sa séance du 10 mai 1984, le conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 31-12-1983 (en millions de francs : MF).

	1982	1983
	–	–
Chiffre d'affaires	131 714	139 580
Marge brute d'autofinancement	6 422	8 142
Résultat	– 1 070	420
– Part du groupe CFP	– 530	774
– Part des minoritaires	– 540	– 354
Effet de stock estimé	1 700	300
MBA hors effet de stock	4 722	7 842

Le retour à un résultat bénéficiaire est dû, d'une part, à la progression du bénéfice des activités de production et, d'autre part, à l'amélioration des secteurs du raffinage et de la distribution en France qui sont toutefois restés encore déficitaires.

Un destockage important a ramené la valeur des stocks du groupe de 25,9 milliards à 21,8 milliards. Il n'y a pas de profit à constater sur ce destockage, car *du fait de la méthode FIFO le résultat* sur stocks a déjà été dégagé dans les années antérieures. L'effet du stock, calculé sur la valeur de remplacement, a *été relativement faible en 1983. Négatif* de 500 MF au 30 juin, il est redevenu positif de 300 MF pour l'ensemble de l'année, du fait de la hausse du dollar *par rapport au franc au second semestre.*

Les pertes de change nettes inscrites au compte du résultat sont de 213 MF. Ce montant comprend, d'une part, des gains de change chez la société-mère et certaines filiales et, d'autre part, une perte de 953 MF provenant de la *conversion en francs de l'endettement* net des filiales étrangères du groupe.

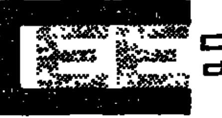
Par contre, la conversion en francs des actifs immobilisés de ces filiales *étrangères a dégagé une réévaluation de* 2 200 MF qui n'est pas comptabilisée en résultat mais augmente d'autant les fonds propres au bilan consolidé du groupe.

Les investissements bruts se sont *élevés à 10,1 milliards contre 11,4 milliards* en 1982, compte tenu des cessions. les investissements nets ont été de 6,8 milliards contre 8,2 milliards en *1982. Il est rappelé que la cession des* participations dans Ato-Chimie et Chloé a entraîné leur sortie des comptes consolidés.

II. – AUGMENTATION DE CAPITAL

Le conseil, faisant usage de l'autorisation accordée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 26 juin 1980, a décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire de l'ordre de 800 MF : les conditions définitives en seront fixées par le conseil à sa réunion du 6 juin prochain : la période de souscription pourrait alors débuter le 16 juin. L'Etat participera à l'opération projetée à hauteur de son pourcentage dans le capital, soit 35 %.

C'est en raison de ce projet que le conseil a décidé, conformément à l'article 196-1 de la loi du 24 juillet 1966, que l'exercice du droit à la conversion des obligations convertibles émises en *1979 serait suspendu du 29 mai* au 31 juillet inclus, les opérations de conversion reprenant le 1er août.



Compagnie Continentale d'Equipements Electriques

Le conseil d'administration, réuni le 10 mai 1984, sous la présidence de M. Jean-Pierre Biet, a examiné les comptes de la société-mère et les résultats consolidés au 31 décembre 1983, et a été informé du déroulement du premier trimestre 1984.

Des ajustements ont été apportés aux comptes de l'affiliée CCS (part CEE 34 %) depuis le 9 avril, en accord avec ses commissaires aux comptes (en particulier concernant le chiffre des travaux en cours). Ils affectent le résultat net déclaré de CEE de 237 000 F, ramenant celui-ci à 4,73 MF (soit + 54,2 % par rapport à 1982).

Les comptes de la filiale CEE Italiana, arrêtés et retraités aux normes françaises, font apparaître un résultat net de 201 millions de lires, meilleur qu'annoncé à l'issue du conseil précédent.

Dans ces conditions, le résultat net consolidé du groupe CEE (hors parts minoritaires) s'élève à 5,17 MF, à comparer à 4,09 en 1982 à structure comparable. Ce résultat fait donc apparaître une croissance de +26,4 %.

L'exercice 1984 se présente favorablement, en ligne avec les prévisions. Le chiffre d'affaires du premier trimestre (société mère = France + succursale espagnole) s'élève à 19,3 MF, en progression de 14,7 % sur la référence 1983. Les prises de commandes de la société-mère (France seule et hors produits revendus) pour le premier trimestre s'inscrivent à + 23 % du niveau 1983, et permettent de prévoir un plan de charge de l'usine en sensible augmentation pour *les mois à venir. CEE Italiana* a enregistré quant à elle une remontée très satisfaisante de ses prises de commandes.

L'ensemble de ces *éléments* amène le conseil à confirmer sa proposition à l'assemblée générale du 7 juin 1984, de distribuer un dividende de 3 F par action (+ *avoir fiscal de 1,50 F*) au titre de l'exercice 1983.



SAFT

Le conseil d'administration s'est réuni pour examiner les comptes de l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 795 millions de francs, marquant ainsi une progression de 8,2 % sur celui de 1982.

En consolidé, les ventes de la SAFT et de ses filiales françaises et étrangères se sont établies à 2 671 millions de francs contre 2 382 millions de francs en 1982 (+ 12 %).

Les ventes réalisées à l'étranger ont représenté près de 47 % du chiffre d'affaires consolidé international contre 43 % en 1982.

En ce qui concerne la SAFT, société mère, l'exploitation de l'exercice 1983 a été satisfaisante. *Le résultat net courant*, hors opérations exceptionnelles, s'élève en effet à 33,7 millions de francs, contre 29,2 millions de francs en 1982.

En revanche, les résultats de la filiale RSI et la fermeture, au cours de l'exercice, de la filiale solaire américaine PHOTOWATT INC ont conduit à des dépréciations sur titres ou abandons de créances importants qui ont réduit de façon significative le résultat net de la SAFT.

En définitive, l'exercice 1983 se solde par un bénéfice de 5 668 298 francs contre une perte de 6 803 131 francs en 1982.

Dans ces conditions, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 21 juin 1984 à 15 h 15, de reprendre la distribution interrompue l'an dernier et de procéder à une répartition correspondant, pour les actionnaires ayant droit à l'avoir fiscal, à un revenu global par action de 15 francs, soit 10 francs pour le dividende distribué et 5 francs pour l'impôt déjà payé au Trésor.

En application de la loi relative à la démocratisation du secteur public, l'Assemblée sera d'autre part invitée à désigner ceux des futurs administrateurs dont la nomination appartient aux actionnaires.

Il leur sera proposé de faire appel à :

MM. Pierre Bilger, René Bourdin, Pierre Chatenet, Georges-Christian Chazot, Jean Delpit, Michel Froment, François de Laage de Meux, Claude Richard.

GROUPE CdF

Participation de SOFIREM dans ITM

La SOFIREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) a apporté son concours à la création de la Société industrielle textile de Marly (Nord).

Cette société, au capital de 600 000 F, doit embaucher quatre-vingts personnes en fabrication.

La participation de la SOFIREM s'élève à 1 million de francs (200 000 F en capital et 800 000 F en prêt).





TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

Comptes consolidés au 31 décembre 1983

	1982	1983
	(en MF)	
Chiffre d'affaires	56 131	56 283
M.B.A.	– 767	+ 466
Résultat du groupe	– 2 172	– 291
Part C.F.R.	– 2 167	– 293
Part des minoritaires	– 5	+ 2
Effet de stock	1 706	437
Investissements	1 283	1 204

Au cours de sa séance du 10 mai, le conseil d'administration a examiné les états consolidés du groupe de la Compagnie française de raffinage. La stagnation du chiffre d'affaires a pour origine d'une part la faible progression des ventes de la société-mère qui représentent plus de 80 % de celles du groupe et d'autre part la contraction du périmètre de consolidation liée aux cessions des participations chimiques du groupe intervenues au cours de l'exercice. Le très net redressement des résultats de l'activité pétrolière et en particulier de ceux de la société-mère ainsi que la forte réduction des pertes des secteurs pétrochimie et élastomères expliquent l'évolution favorable des résultats du groupe.



ENERGIA
SICAV

Energia est la seule SICAV spécialisée dans les valeurs mobilières liées aux secteurs de l'énergie, des *métaux précieux* et des autres ressources naturelles.

Ainsi, au 30 mars 1984, la répartition économique de son actif net était la suivante :

– Energie (dont pétrole et gaz naturel : 27,92 %)	46,64 %
– Or et autres métaux précieux	16,70 %
– Autres ressources naturelles	9,60 %
– Obligations, liquidités et divers	27,06 %
	100,00 %

A la même date, son actif net s'élevait à 226,54 millions de francs et sa performance, coupon inclus, s'établissait à :
+ 102,4 % depuis l'origine (30/6/1979).
+ 27,6 % pour 1983.
+ 2,8 % depuis le 30/12/1983.

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 25 avril 1984, a décidé l'attribution, à compter du 21 mai prochain, du dividende 1983 fixé à 9,58 F et assorti d'un crédit d'impôt de 0,98 F, soit une distribution totale de 10,56 F par action.

Le rapport annuel 1983 et la note trimestrielle d'information au 30 mars 1984 sont disponibles au siège et guichets des établissements suivants, également habilités à recevoir les souscriptions :

BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE, 26, rue Laffitte, 75009 Paris, Tél. : 247-53-34.

BANQUE DE LA MUTUELLE INDUSTRIELLE, 55, rue La Boétie, 75008 Paris, Tél. : 563-11-78.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, 29, bd Haussmann, 75009 Paris, Tél. : 266-54-00.

BANQUE WORMS, 45, bd Haussmann, 75009 Paris, Tél. : 266-90-10.

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

L'association Total exploration (50 %, opérateur) Triton-France (50 %) fait le point de ses travaux sur le permis de Montmirail-les-Sièges dans l'est du Bassin parisien.

Neuf puits donnent à l'heure actuelle une production globale de 800 barils par jour sur le permis d'exploitation en cours d'attribution, dit « Rieux-Montolivet », portant *sur* partie du permis de Montmirail-les-Sièges. Deux autres puits viennent d'être terminés, et des essais vont être effectués afin d'évaluer leur potentiel. La délinéation du gisement va se poursuivre.

D'autre part, les puits de Cerneux et de Flacy forés sur des structures distinctes *ont trouvé des indices dans* le Dogger, même horizon que celui qui est productif à Rieux-Montolivet. Ils seront testés dans les jours qui viennent.

Enfin, l'association compte forer, fin mai, sur le permis de Melun (sur lequel Triton est opérateur).

AMAX

LE PREMIER BÉNÉFICE DEPUIS 1981

Amax Inc. a déclaré hier un bénéfice net de 8,2 millions de dollars pour le premier trimestre 1984, soit 4 cents par action *ordinaire*, après *profit* extraordinaire de 7,7 millions de dollars résultat d'un report de perte fiscale d'exploitation.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 73,1 millions de dollars et dépasse celui de toute l'année 1983. Depuis le début de l'année, Amax a réduit sa dette d'environ *200 millions de dollars.*

Au cours du premier trimestre 1983 Amax avait déclaré une perte nette de 48,7 millions de dollars, soit 84 cents par action ordinaire. *Il s'agit pour Amax* du premier bénéfice net depuis 1981.

Exercice 1983

SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE

- *MAINTIEN DU DIVIDENDE* NET DE 90 FB PAR TITRE :
- TRANSFERT AUX RÉSERVES DE 163 MILLIONS DE FRANCS BELGES :
- FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 1983 : 34 787 MILLIONS DE FRANCS BELGES

Les comptes de l'exercice 1983 ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires le 2 mai 1984. La distribution d'un dividende de 90 FB net à chacune des 10 878 613 parts de réserve existant avant l'augmentation de capital de novembre 1983 y a été décidée.

∴

Le conseil de direction rappelle dans son rapport que l'année 1983 a été marquée par une activité intense sur les marchés financiers en Belgique, particulièrement dans le segment des émissions d'actions nouvelles contre espèces.

La Société Générale a pleinement participé à ce développement ; conformément aux intentions exprimées dans son rapport précédent, elle a procédé elle-même, en novembre, à une importante augmentation de ses fonds propres, réalisée à concurrence de *5,5 milliards de francs belges sous* forme d'émission de parts de réserve nouvelles contre espèces.

Cette augmentation de capital a permis une amélioration de la structure financière de la société. Le coefficient de couverture de l'immobilisé corporel et du portefeuille par les fonds propres est passé de 69 % à 82 %, en dépit d'un accroissement de 9 % des participations.

Après une analyse du contexte économique et de l'évolution conjoncturelle dans les pays industrialisés en 1983, le rapport passe en revue la situation des diverses sociétés du groupe, parmi lesquelles la nouvelle Union minière qui a poursuivi la mise en application d'un *programme de restructuration interne* entamé en 1982.

Les principales activités déployées par les autres sociétés du groupe, telles *la Sofina, Tanks, Genstar, Société Générale* de Banque, Tractionel, Electrobel, Sibéka, BN, FN, Carbochim, PRB, CBR, CFE, Arbed, Sidmar, CMB,... font l'objet d'un examen détaillé.

∴

Ce rapport peut être obtenu en adressant le *coupon réponse ci-dessous*, dûment affranchi, à la Société Générale de Belgique, service d'information, 30, rue Royale, B-1000 Bruxelles, tél. 025/17-*16-76 et auprès de la Banque Belge* France, 12, rue Volney, 75065 Paris, tél. 261-50-37.

Nom et Prénom ....
Fonction ....
Société ou organisme ....
....
Adresse ....
Code postal et localité ....

De préférence à coller sur carte postale affranchie au tarif actuel, S.V.P.

CHASE MANHATTAN SA

Emprunt obligataire de 750 millions de francs à taux variable monétaire

LA CHASE MANHATTAN SA
annonce la cotation de son Emprunt
à la cote officielle de la Bourse de Paris
à partir du 3 mai 1984
et remercie les souscripteurs de leur confiance.

Émission dirigée par la Caisse Centrale des Banques Populaires et par le Crédit Commercial de France.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 mai

Baisse

« A 20 F, j'ai l'AMREP »; disait haut et fort à qui voulait l'entendre un habitué de la corbeille campé près du groupe « D ». « 15 F ? j'ai monsieur. » Et de conclure son bruyant discours adressé à la cantonnade : « C'est bientôt Mᵉ Maurice Rheims, qui vendra l'AMREP à Drouot. » Possédait-il des actions du groupe ? C'est vraisemblable. En attendant tout le monde riait tandis que les agents de change, après un premier essai de cotation, décidaient de surseoir quarante minutes à l'opération. Une seconde tentative eut lieu. Mais à 110 F (– 31,7 %), la contrepartie fit encore défaut. Un troisième essai ne fut pas plus fructueux.

Et le marché proprement dit ? Partout à l'image de la météo, le baromètre a baissé et l'on cherchait désespérément les hausses. Il y en eut sept de 0,08 % à 0,74 %. Si les replis ne furent pas considérables, en revanche leur surnombre exerça un tel effet de levier qu'à la clôture l'indicateur instantané s'inscrivait à près de 2 % de son niveau précédent.

Une chute ? Un recul de circonstance, amplifié par le manque d'affaires. Il faut dire que rien ne prédisposait le marché à monter : la lourdeur de Wall Street, les tensions monétaires aux Etats-Unis, la perspective de nombreuses et prochaines augmentations de capital et/ou d'emprunts qui assécheront une partie des liquidités disponibles.

La devise-titre s'est alourdie sans égard pour le dollar et s'est échangée entre 10,25 F et 10,28 F contre 10,32 F – 10,39 F.

A Londres, l'or a perdu du terrain : 371,20 dollars l'once contre 372,50 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 350 F à 101 450 F. Le napoléon a fait cavalier seul et regagné 2 F à 608 F. Le volume des transactions a diminué : 21,62 millions de francs contre 24,97 millions.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 mai	11 mai
Valeurs franç. à revenu variable	1505,2	1490,6
Valeurs étrangères	3657,1	3613,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	217,2	215,1
Dont valeurs industrielles	228,3	221,4
Valeurs étrangères	494,8	488,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	188,7	186,9
Dont valeurs industrielles	196,4	193,7
Pétroles-Énergie	177,7	179,2
Métallurgie	97,7	100,8
Chimie	211,4	208,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	127,3	123,7
Constructions mécaniques	125,7	124,9
Matériel électrique	203,2	201,1
Automobile et accessoires	135,8	134,8
Industr. de consom. non alim.	300,1	297,2
Agro-alimentaire	263,7	258,1
Distribution	118,9	114,8
Transports	171	171,7
Services	228,2	221
Assurances	161,4	188,9
Banques	222,3	221,1
Immobilier et foncier	163,9	165,3
Investissement et portefeuille	204,8	201,1
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	105,2	105,3
Emprunts d'État	108,2	108,1
Emprunts garantis et assimilés	104,8	105
Sociétés	105,8	105,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,1	92,3
Sociétés	100,6	100,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	180,8	178,9
Produits de base	178,8	179,4
Construction	127,4	124,4
Biens d'équipement	139,2	138,1
Biens de consom. durables	184,7	182,4
Biens de consom. non durables	257,5	253,8
Biens de consom. alimentaires	260,7	255,3
Services	149	147,1
Sociétés financières	211	208,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	155,3	154,4
Valeurs industrielles	185,7	183,8
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	147,1	148,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BASF. – Le groupe allemand, numéro un mondial de la chimie, renforce ses activités dans l'industrie pétrolière. Sa filiale Wintershall AG vient de racheter à la société britannique Tricentrol les activités « on shore » (pétrole et gaz) de sa filiale américaine, ce pour 73 millions de dollars.

Ces activités recouvrent les droits de concession correspondant à des réserves prouvées de 1 656 000 barils de pétrole brut et de 14 063 millions de pieds cube de gaz naturel (MMCF), ainsi que des réserves de 706 000 barils et 5 786 MMCF, et des concessions non exploitées d'une surface de 418 800 acres avec les actifs correspondant aux bureaux de Houston et de Denver.

Les activités d'exploitation se situent dans le Colorado, le Kansas, le Wyoming, le Texas, le Nouveau Mexique, la Louisiane, l'Alabama et l'Oklahoma.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE. – Le déficit s'est fortement contracté pour 1983, revenant de 2 172 à 291 millions de francs. La marge brute est redevenue positive : 466 millions de francs (– 767 millions l'année précédente). Le chiffre d'affaires a peu varié : 56,28 milliards de francs, contre 56,13 milliards.

MONTEDISON. – Comme tous les grands chimistes internationaux, le groupe italien a profité du vent de la reprise en 1983. Mais exsangue après dix ans d'hémorragie financière, il n'a pas réussi à revenir dans l'ère des bénéfices. Cependant, son déficit, parvenu l'année dernière à un niveau inégalé (859 milliards de lires, soit 4,29 milliards de francs), s'est fortement contracté pour revenir à 322 milliards de lires (1,61 milliard de francs). De son côté, la société mère milanaise a vu sa perte ramenée de 758 milliards de lires (3,79 milliards de francs) à 393 milliards de lires (1,96 milliard de francs). Signe de redressement : le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 18,5 % pour atteindre 10 660 milliards de lires (53,3 milliards de francs).

Toutefois, l'endettement du groupe est toujours très lourd : 3 900 milliards de lires (19,5 milliards de francs). Seule la charge financière s'est allégée (6,7 % du chiffre d'affaires, contre 9,1 %) en raison d'un moindre recours au crédit bancaire. Les effectifs ont diminué : 72 813 personnes, contre 84 169 personnes.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	10 mai	11 mai
Valeurs françaises	115,8	116,2
Valeurs étrangères	99	98,8

Cⁱᵉ DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 mai	11 mai
Indice général	178,9	178,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 14 mai .... 11 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 mai	14 mai
1 dollar (en yens)	229,75	231,50

BOURSE DE PARIS Comptant 14 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28 75	1 861
5 %	39 50	1 421
3 % amort. 45-54	....	2 361
Emp. 7 % 1973	9517	..
Emp. 8,80 % 77	116	8 608
9,80 % 78/93	90	8 247
8,80 % 78/86	92 45	3 727
10,80 % 79/94	93 60	7 495
13,25 % 80/90	101 30	12 582
13,80 % 80/87	102 90	7 993
13,80 % 81/99	101 82	4 582
16,75 % 81/87	110 30	11 350
16,20 % 82/90	111 70	6 444
16 % juin 82	111	14 907
E.D.F. 7,8 % 61	....	4 701
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	12 551
Ch. France 3 %	126	..
CNB Bques janv. 82	102 18	4 924
CNB Paribas	102 25	4 924
CNB Suez	102 25	4 924
CNI janv. 82	102 08	4 924

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.S.N. 10,50 % 77	2883	....
Carrefour 6,75 % 77	354	345 50
Interbail (obl. conv.)	258	....
Lafarge 8 % 72	369	....
Martel 8,75 % 70	1810	1850
Michelin 5,50 % 70	640	....
Moët-Hennes. 8 % 77	1995	....
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	280	....
Peugeot 6 % 70-75	370	....
Sanofi 10,25 % 77	....	....
SCREG	192	....
Télém. 7 % 74	187	187
Thom.-CSF 8,9 % 77	357	352

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	50 50	....
A.G.F. (St Cent.)	349	349
A.G.P. Vie	4900	5045
Agr. Inc. Madag.	81	81
Allobroge	350	....
André Roudière	144	143
Applic. Hydraul.	302	302
Arbel	38 50	....
Artois	560	545
At. Ch. Loire	13 80	13 60
Aussedat-Rey	24 70	24 60
Bain C. Monaco	87	89 40
Banania	485	....
Banque Hypoth. Eur.	291	291 30
Blanzy-Ouest	325	326
B.N.P. Intercontin.	184	180 10
Bénédictine	1885	1890
Bon-Marché	127	130
Bone	296	....
Bras. Glac. Int.	876	....
Calif	487	....
Cambodge	245	248
C.A.M.E.	98 50	96 50
Campenon Bern.	189	....
Caout. Padang	383 50	378
Carbone-Lorraine	72 70	69 90 o
Carnaud S.A.	175	180
Caves Roquefort	912	....
C.E.G.Frig.	277 70	....
C.E.M.	30	29
Centen. Blanzy	789	....
Centrest (Ny)	113 50	113 60
Cerabati	60	64 20 d
C.F.F. Ferrailles	280	280
C.F.S.	801	....
C.G.I.B.	132 70	....
C.G.V.	142	136 50
Chambon (M.)	420	....
Chambourcy (M.)	1115	....
Champex (Ny)	114 90	....
Chim. Gde Paroisse	80	80
C.I. Maritime	450	450
Ciments (B)	126	....
Clause	543	....
Cochery	45	41 20 o
Cofradel (Ly)	430	440
Cogifi	258	251
Comindus	801	789
Comiphos	185	....
Comp. Lyon-Alem.	267	265
Concorde (La)	300	....
C.M.P.	18	18 10
Conte S.A. (Li)	52 50	53
Crédit (C.F.B.)	219 80	219 90
Créd. Gén. Ind.	500	520 d
Cr. Universel (Cie)	510	....
Créditel	138 50	....
Darblay S.A.	250	....
Darty Act. d. p.	830	....
De Dietrich	378	374
Degremont	149	....
Delalande S.A.	522	....
Delmas-Vieljeux	721	....
Dév. Rég. P.d.C (Li)	124	124
Didot-Bottin	630	615
Dist. Indochine	465	....
Drag. Trav. Pub.	250	....
Duc-Lamothe	150	....
Eaux Bass. Vichy	1050	....
Eaux Vittel	921	922
Ecco	2850	2760
Economats Centre	494	494
Electro-Banque	265 50	....
Electro-Financ.	483	....
Elf-Antargaz	186 70	....
E.L.M. Leblanc	840	....
Enelfi-Bretagne	134	131
Entrepôts Paris	264	274 80
Epargne (B)	1285	1220 o
Epargne de France	325	325
Epeda-BF	1200	....
Escaut-Meuse	410	410
Eurocom	650	650
Europ. Accumul.	32 65	32 60
Eternit	375	375
Félix Potin	1170	....
Ferm. Vichy (Ly)	115 10	113 d
Finalens	105	....
FIPP	127 80	132 80
Fnac	295	....
Focep (Châl. eau)	1000	....
Foncière (Cie)	197 60	....
Fonc. Agache-W.	121 70	....
Fonc. Lyonnaise	1800	....
Foncina	171	170
Forges Gueugnon	13 50	....
Forges Strasbourg	145	....
Forinter	1180	1165
Fougerolle	61	60 10
France I.A.R.D.	108	113 d
France (La)	879	....
Frankel	177	....
Fromageries Bel	881	....
From. Paul Renard	465	....
GAN	694	676
Gaumont	822	805
Gaz et Eaux	1390	....
Gevrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	26	....
Gerland (Ly)	738	735
Gévelot	269 80	....
Gr. Fin. Constr.	211	....
Gds Moul. Corbeil	80	80
Gds Moul. Paris	299	....
Groupe Victoire	840	....
G. Transp. Ind.	161 20	....
Hutchinson	27 70	26 60 o
Hydro-Energie	217	....
Hydroc. St-Denis	50	....
Immindo S.A.	213 70	....
Imminvest	168 10	167 20
Immobail	325	....
Immobanque	521	....
Immob. Marseille	2450	....
Immofice	430	420
Industrielle Cie	870	....
Invest. (Sté Cent.)	747	....
Jaeger	30	....
Lafitte-Bail	329 50	335
Lambert Frères	54	....
Lampes	135	140 40
La Brosse-Dupont	103	105
Lebon Cie	780	743
Lille-Bonnières	321	....
Locabail Immob.	528	....
Loca-Expansion	201	198
Locafinancière	300	306
Locatel	355	....
Lordex (Ny)	115	112
Louvre	465	458
Luchaire S.A.	286 50	284 50
Machines Bull	33 50	33 50
Magasins Uniprix	61 60	61 60
Magnant S.A.	60 70	....
Maritimes Part.	148 50	....
Marocaine Cie	35 20	....
Métal Déployé	335	....
M. H.	100	....
Mic	301	....
Mors	289	....
Nadella S.A.	98	....
Naval Worms	118 10	....
Navig. (Nat. de)	60 50	....
Nicolas	320	....
Nodet-Gougis	104	103
OPB Paribas	136	137 20
Optorg	130	....
Origny-Desvroise	106 30	....
Palais Nouveauté	299	....
Paris France	90	....
Paris-Orléans	180 10	158
Part. Fin. Gest. Im.	329	....
Pathé-Cinéma	284	272 65 o
Pathé-Marconi	130	....
Piles Wonder	123 90	....
Piper-Heidsieck	350	....
P.L.M.	102 50	102 40
Porcher	197	199
Profils Tubes Est	4 55	4 35 o
Prouvost ex-Lain.R.	78 20	79 30
Providence S.A.	440	....
Publicis	1301	1301
Raff. Souf. R.	131 20	131 20
Ressorts Indust.	63	....
Révillon	458	....
Ricqlès-Zan	128	....
Ripolin	43 20	....
Rochefortaise S.A.	114	....
Rochette-Cenpa	23 90	23 50
Rosario (Fin.)	152	....
Rougier et Fils	54	....
Roussalor S.A.	790	790
Sacer	53 80	....
Sacilor	3 82	3 97
SAFAA	82	102 d
Safic-Alcan	240	249 60
SAFT	228	230
Saunier Duval	20 80	....
Saint-Raphaël	95 80	....
Salins du Midi	300	....
Santa-Fé	178	....
Saram	51 60	51 40
Savoisienne (M)	79	....
SCAC	139 50	133 60
Sellier-Leblanc	256 50	....
Senelle Maubeuge	201 50	200
S.E.P. (M)	170 50	170 50
Serv. Equip. Véh.	40 80	40 50
Sici	35	....
Sicotel	278	280
Sintra-Alcatel	500	591
Simvim	154 50	155
Siph (Plant. Hévéas)	248 50	248 50
SMAC Acéroïd	188	186
Sofal financière	453	460
Soffo	235	....
Soficomi	510	490 o
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	834	....
Sogepal	234 50	....
Soudure Autog.	79 80	....
Sovabail	605	574 c
S.P.E.G.	189 60	....
Speichim	133 60	139 d
S.P.I.	343 20	343 20
Spie Batignolles	177	176
Stemi	250 20	265
Synthelabo	340	337
Taittinger	799	....
Testut-Aequitas	638	....
Thann et Mulh.	52 30	....
Tour Eiffel	335	338
Ufiner S.M.D.	190	....
Ugimo	237	236
Unibail	570	565
Unidel	93 50	93
U.A.P.	550	550
Union Brasseries	67 50	....
Union Habit.	275	....
Un. Imm. France	280	280
Un. Ind. Crédit	358 20	350
Usinor	2 54	2 78 d
U.T.A.	235	....
Vicat	245	....
Virax	60	....
Waterman S.A.	255	255
Brass. du Maroc	145	....
Brass. Ouest-Afr.	36	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	387	....
Akzo	312 20	313
Alcan Alum.	305	305
Algemeine Bank	1240	....
Am. Petrofina	596	....
Arbed	305	....
Asturienne Mines	104	105
Banco Central	107	....
Bco Pop Espanol	97	100
B. Régl. Internat.	32100	32080
Barlow Rand	107 10	....
Blyvoor	140 60	....
Bowater	42 50	....
British Petroleum	69 50	71
Br. Lambert	418	414
Caland Holdings	126 80	....
Canadian-Pacific	344 10	....
Cominco	410	....
Commerzbank	671	....
Dart. and Kraft	772	760
De Beers (port.)	79 50	....
Dow Chemical	332	320
Dresdner Bank	665	650
Femmes d'Auj.	67	....
Finoutremer	248	....
Gén. Belgique	325	324 80
Gevaert	583	....
Glaxo	129	127 50
Goodyear	279 50	....
Grace and Co	418	....
Grand Metropolitan	50 80	....
Gulf Oil Canada	140 20	140
Hartebeest	827	....
Honeywell Inc.	576	540
Hoogovens	176	....
I. C. Industries	456	455
Int. Min. Chem	400	....
Johannesburg	1360	1330
Kubota	14 10	14 40
Latonia	240	238
Mannesmann	550	....
Marks-Spencer	39 90	39 50
Midland Bank Plc	58	55
Mineral-Ressourc.	86 10	....
Nat. Nederlanden	773	....
Noranda	163 70	....
Olivetti	26 50	25 60
Pakhoed Holding	210	....
Petrofina Canada	....	....
Pfizer Inc.	351	348
Phœnix Assuranc.	63 20	59 95
Pirelli	11 90	....
Procter Gamble	490	....
Ricoh Cy Ltd	47 10	46
Rolinco	212 50	....
Robeco	218 20	213
Rodamco	443	441 30
Shell fr. (port.)	90 50	....
S.K.F. Aktiebolag	268	....
Sperry Rand	400	399
Steel Cy of Can.	195	....
Stilfontein	150	141 80
Sud. Allumettes	300	....
Tenneco	448	....
Thorn EMI	99 90	....
Thyssen c. 1 000	310	....
Toray indust. inc	20 25	....
Vieille Montagne	650	....
Wagons-Lits	365	....
West Rand	85	84
Dauphin O.T.A.	1669	....
Guy Degrenne	830	....
Marin Immobilier	1740	1720
Métallurg. Minière	182	....
M.M.B.	299 50	....
Novotel S.I.E.H.	1653	....
Om. Gest. Fin.	279	....
Petit Bateau	445	....
Petrofigaz	555	555
Poron	470	470
S.C.G.P.M.	245	260
Far East Hotels	1 10	....
Sodexho	3540	3398
Sofibus	204	....
Sovac	569	562
Zodiac	1341	1340

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1650	....
C.D.M.E.	550	545
C. Equip. Elect.	251	248
Dafsa	345 50	342 50

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	178 20	220
Cellulose du Pin	29 50	....
C. Sabl. Seine	116	....
Coparex	585	585
Dunlop	4 85	6 40 d
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	58	....
Pronuptia	130 10	....
Rorento N.V.	658	652
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	80	....
S.P.R.	122 10	....
Total C.F.N.	55 20	....
Ufimer	276	....

SICAV 11/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	229 78	219 36
Actions-Investiss.	270 41	258 15
Actions sélectives	340 39	324 95
Aedificandi	349 40	333 56
A.G.F. 5000	247 69	236 46
Agfimo	370 92	354 10
A.G.F. Interfonds	354 99	338 89
Altefi	215 84	206 05
A.L.T.O.	176 83	168 81
Amérique Gestion	489 81	467 60
A.M.I.	216 13	206 33
Assoc. St-Honoré	11310 22	11253 95
Associc	22911 85	22911 85
Bourse-Investiss.	295 67	282 26
Bred Associations	2117 28	2110 95
Capital Plus	1298 50	1298 50
Columbia (ex W.L.)	675 11	644 50
Convertimmo	301 61	287 84
Corexa	1011 72	965 84 ◆
Crediinter	397 33	379 31
Cross. Immobil.	382 18	364 85
Décilier	11850 51	11826 86 ◆
Drouot-France	323 81	309 13 ◆
Drouot-Investiss.	771 04	736 08 ◆
Drouot-Sécurité	186 76	178 29 ◆
Drouot-Sélection	104 36	104 36 ◆
Energie	256 99	246 34
Epargne Sicav	6109 74	6094 50
Epargne Associations	22234 22	22167 72
Epargne-Capital	5515 87	5461 26
Epargne-Croiss.	1380 37	1298 68
Epargne-Industr.	428 99	409 54
Epargne-Inter	658 11	628 27
Epargne-Oblig.	171 31	163 54
Epargne-Unie	875 85	836 13
Epargne-Valeur	343 90	328 31
Eparoblig	1147 49	1145 20
Eurocic	8903 88	8500 12
Euro-Croissance	416 85	397 95
Europe Investiss.	1061 93	1013 78 ◆
Foncier Investiss.	650 98	621 45 ◆
Fonceval	147 44	140 75
France-Garantie	268 34	263 08
France-Investiss.	438 48	418 89
Fr.-Obl. (nouv.)	390 82	373 10
Francic	257 93	246 23
Fructidor	221 17	211 14
Fructifrance	441 54	421 52
Fructivar	60805 61	60753 73 ◆
Fructi-Associations	1021 57	1018 53
Gestilion	60387 81	60237 22
Gestion Associations	112 40	109 66
Gestion Mobilière	567 68	541 94
Gest. Rendement	472 28	450 86
Gest. Sél. France	388 06	370 46
Haussmann Oblig.	1303 71	1244 59 ◆
Horizon	687 13	667 12
I.M.S.I.	375 17	358 16
Indo-Suez Valeurs	620 47	592 33
Ind. française	12187 02	11948 06
Interoblig.	10895 55	10401 48
Intersélect France	298 55	285 01
Intervaleurs Indust.	426 69	407 34
Invest. net	10982 66	10960 74
Invest. Obligataire	12815 40	12789 82
Invest. Placements	796 26	760 15 c
Invest. St-Honoré	681 68	650 77
Laffitte-crt-terme	109605 65	109605 65
Laffitte-Expansion	659 39	629 49
Laffitte-France	205 18	195 86
Laffitte-Oblig.	134 29	128 20
Laffitte-Placements	102214 80	102112 69
Laffitte-Rend.	194 60	185 78
Laffitte-Tokyo	967 02	923 17
Lion-Associations	11717 28	11717 28
Lionplus	51242 41	50735 06
Livret portefeuille	495 43	471 31
Mondiale Investissem.	345 85	330 17
Monecic	57628 11	57628 11
Multi-Obligations	454	433 41
Mutuelle Unie Sél.	106 04	101 23 ◆
Natio.-Assoc.	23763 81	23716 38
Natio.-Epargne	11841 17	11723 93
Natio.-Inter.	936 42	893 96
Natio.-Obligations	444 76	424 59
Natio.-Placements	58462 90	58462 90
Natio.-Valeurs	503 52	480 69
Oblifon	1063 90	1015 66
Oblisem	160 58	153 30
Pacifique St-Honoré	428 91	409 46
Paribas Epargne	11754 57	11707 74
Paribas Gestion	540 25	515 75 ◆
Patrimoine-Retraite	1197 09	1173 82
Phénix Placements	227 01	225 88
Pierre Investiss.	457 96	437 19
Placement crt-terme	54952 52	54952 52
Provence Investiss.	276 84	264 29
Rendem. St-Honoré	11046 54	10991 58
Sécur. Mobilière	385 76	369 22
Sél. court terme	11130 65	11047 79
Sélec. Mobil. Div.	332 48	324 37
Sélection-Rendem.	168 91	161 25
Sélect. Val. Franç.	200 68	191 58
Sicav-Associations	1099 07	1096 88
S.F.I. fr. et étr.	464 63	443 56
Sicavimmo	512 16	488 94
Sicav 5000	221 27	211 24
Sligfrance	360 39	344 05
Slivam	319 10	304 63
Slivarente	208 14	198 70
Slivinter	349 43	333 58
S.I.-Est	970 71	926 69
S.I.G.	760 88	725 55
S.N.I.	1027 66	981 06
Sofrinvest	440 42	420 45 ◆
Sogepargne	338 26	322 92
Sogevar	867 36	828 03
Sogiter	1117 11	1068 45
Soleil Investiss.	440 57	420 59
Technocic	1044 68	997 31
U.A.P. Investiss.	337 78	322 48
Uni-Associations	107 12	107 12
Unifrance	268 65	256 47
Unifoncier	694 22	662 74
Unigestion	647 67	618 21
Uni-Japon	1227 83	1171 96
Uni-Régions	1523 61	1454 52
Unirente	1707 06	1650 93
Univer	135 79	135 79
Univers-Obligations	1108 11	1071 67
Valorem	365 59	365 22
Valorg	1144 30	1143 16
Valrea	123999 77	123875 89

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

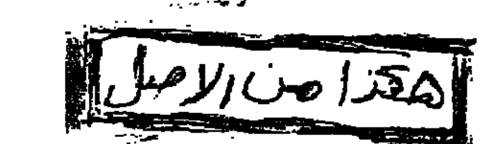
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1820	4,5 % 1973	1825	1822	1820	– 0 27
3475	C.N.E. 3 %	3495	3495	3498	+ 0 08
220	Accor	232	225 10	225 10	– 2 97
750	Agence Havas	800	802	802	+ 0 25
560	Air Liquide	565	558	559	– 1 06
490	Als. Superm.	571	567	567	– 0 70
89	A.L.S.P.I.	91 90	93	93	+ 1 19
220	Alsthom-Atl.	211	205	205 50	– 2 60
305	Amrep	161	....	....	....
315	Applic. gaz	306	306	306	....
455	Arjom. Prioux	469	464	464	– 1 06
850	Aux. Entrepr.	916	895	895	– 2 29
490	Av. Dass.-Br.	525	510	500	– 4 76
280	Bail-Equipem.	284	280	280	– 1 40
595	Bail-Investiss.	580	575	575	– 0 86
480	Cie Bancaire	501	490	487 50	– 2 69
119	Bazar H.-V.	156	155 50	155 50	– 0 32
280	Béghin-Say	281 50	280 50	280 50	– 0 35
435	Bic	437	428	428	– 2 06
300	B.I.S.	291	291	294	+ 1 03
1470	Biscuit (Géné.)	1540	1470	1471	– 4 48
1860	Bongrain S.A.	1820	1760	1750	– 3 84
705	Bouygues	690	680	674	– 2 31
2580	B.S.N.-G.D.	2690	2622	2620	– 2 60
1810	Carrefour	1790	1760	1758	– 1 78
1030	Casino	1029	1015	1015	– 1 36
610	Cedis	621	615	615	– 0 96
405	Cetelem	371	365	365	– 1 61
680	C.F.A.O.	705	701	691	– 1 98
98	C.F.D.E.	86 10	84	84 50	– 1 85
445	C.G.I.P.	411	411	408	– 0 72
6	Ch. France-Dunk.	5 40	5 30	5 25	– 2 77
335	Charg. Réunis	351	340	340 50	– 2 99
31	Chiers-Châtil.	29 20	28 60	28 30	– 3 08
270	Ciments franç.	277 50	....	....	....
1280	C.I.T. Alcatel	1400	1385	1370	– 2 14
920	Club Méditerr.	927	910	907	– 2 15
118	Codetel	121 90	122 10	122	+ 0 08
220	Cofimeg	225	224 10	224 50	– 0 22
270	Colas	290 50	289	280	– 3 61
165	Compt. Entrepr.	176	174 50	174 50	– 0 85
385	Compt. Mod.	355	343	343	– 3 38
640	Créd. Foncier	881	880	880	– 0 14
230	Crédit F. Imm.	246	240 10	240	– 2 43
630	Crédit Nat.	701	691	688	– 1 85
37	Creusot-Loire	32	32	31 80	– 0 62
118	Crouzet	110	106	106	– 3 63
1490	Damart-Servip	1675	1638	1638	– 2 20
930	Darty	978	980	959	– 1 74
630	Docks France	692	688	688	– 0 57
102	D.M.C.	111	109	108 80	– 1 98
720	Dumez	715	701	701	– 1 95
580	Eaux (Gén.)	569	555	555	– 2 46
245	Elf-Aquitaine	287	280	280	– 2 62
240	– (certific.)	289	....	....	....
2540	Essilor	2660	2570	2570	– 3 38
590	Esso S.A.F.	642	623	622	– 3 11
810	Eurafrance	835	811	810	– 2 99
720	Euromarché	750	741	741	– 1 20
680	Europe n° 1	735	730	730	– 0 68
870	Facom	878	869	869	– 1 02
775	Fichet-bauche	770	770	770	....
186	Finextel	193 70	192 10	192 10	– 0 82
305	Fives-Lille	319	301 80	301 80 o	– 1 24
36	Fonderie (Gén.)	44 90	43 60	43 60	– 2 89
75	Fraissinet	79	79	79	....
385	Francarep	390 10	395	395	+ 1 25
186	Gal. Lafayette	198	199	196 20	– 0 90
900	Gén. Géophys.	930	925	925	– 0 53
255	GTM-Entrepose	274	275	275	+ 0 36
305	Guyenne-Gasc.	310	310	310	....
1500	Hachette	1600	1570	1570	– 1 87
335	Hénin (La)	335 20	322	322	– 3 93
82	Imétal	96	94 50	94 40	– 1 66
275	Imm. Plaine-M.	295	289	285	– 3 38
890	Inst. Mérieux	1201	1198	1198	– 0 24
415	Interbail	393	380	380	– 3 30
1520	Intertechnique	1485	1485	1485	....
147	J. Lefebvre	147 90	146	146	– 1 28
169	Jeumont Ind.	173	173	173	....
730	Lab. Bellon	750	718	718	– 4 26
385	Lafarge-Coppée	385 50	378	372	– 3 50
1850	Legrand	2070	2040	2020	– 2 41
1290	Lesieur	1245	1242	1242	– 0 24
300	Locafrance	302	298	297	– 1 65
665	Locindus	675	664	664	– 1 62
780	Lyonn. Eaux	803	800	795	– 0 99
265	Mais. Phénix	243	234	234	– 3 70
1110	Majorette (Ly)	1092	1100	1100	+ 0 73
124	Manurhin	114 10	118	118	+ 3 41
108	Mar. Wendel	106	104 80	104 80	– 1 13
1800	Martell	1874	1850	1850	– 1 28
980	Merlin-Gerin	1055	1049	1049	– 0 56
1460	Matra	1451	1405	1402	– 3 37
840	Michelin	842	821	821	– 2 49
1450	Midi (Cie)	1620	1595	1595	– 1 54
220	Midland Bk S.A.	223	224	222	– 0 44
130	Mines Kali (Sté)	134	135	135	+ 0 74
63	M.M. Penarroya	66 50	65 20	64 50	– 3
1610	Moët-Hennessy	1639	1610	1600	– 2 37
415	Mot. Leroy-S.	419	416	416	– 0 71
108	Moulinex	102 50	100	100	– 2 43
625	Museum	576	535	535	– 6 95
245	Navig. Mixtes	271 80	268	268	– 1 39
9	Nobel-Bozel	8 60	8 55	8 65	+ 0 58
47	Nord-Est	50	49 05	49 40	– 1 20
335	Nordon (Ny)	385	381	381	– 1 03
92	Nouvelles Gal.	104 50	107	107	+ 2 39
575	Occident. (Gén.)	644	645	640	– 0 62
285	Ofida-Caby	316	304	305 50	– 3 32
840	Omn. F. Paris	845	834	834	– 1 30
154	Opfi-Paribas	170	162	163 80	– 3 64
2380	Oréal (L')	2517	2486	2486	– 1 23
78	Papet. Gascogne	84 50	82 10	82 10	– 2 84
675	Paris-Réescomp	650	630	630	– 3 07
265	Pechelbronn	260	257	257 50	– 0 96
540	Penhoet	589	586	585	– 0 67
735	Pernod-Ricard	795	780	771	– 3 01
240	Pétroles (Fse)	290 30	282	282	– 2 85
55	– (certific.)	70	68	68 20	– 2 57
90	Pétroles B.P.	108 90	....	....	....
230	Peugeot S.A.	249 20	243	240 20	– 3 61
48	Poclain	45	45	45	....
410	Poliet	431 80	425	424	– 1 80
128	Pompey	128	130	130	+ 1 56
360	P.M. Labinal	359 50	340	340	– 5 42
1660	Presses Cité	1735	1710	1710	– 1 44
920	Prétabail Sic.	965	949	950	– 1 55
225	Primagaz	259 50	256	255	– 1 73
160	Printemps	163	163	162 10	– 0 55
1500	Promodès	1650	1620	1615	– 2 12
290	Radiotechn.	315	318	312	– 0 95
108	Raffin. (Fse)	121	118	116	– 4 13
1190	Redoute (La)	1230	1190	1190	– 3 25
1000	Roussel-Uclaf	1120	1101	1100	– 1 78
1530	Rue Impériale	1512	1512	1512	....
152	Sade	155	156	156	+ 0 64
1360	Sagem	1380	1350	1350	– 2 17
410	St-Louis B.	402 60	402	402	– 0 12
520	Sanofi	528	521	520	– 1 51
300	S.A.T.	318 50	319	315	– 1 09
23	Saulnes	23 90	24	23 75	– 0 62
600	Saupiquet Cie	700	680	680	– 2 85
104	Schneider	95 50	94	92	– 3 66
84	S.C.O.A.	60 40	59 50	59 60	– 1 32
180	S.C.R.E.G.	190	189 50	189 50	– 0 26
420	Seb	449	445	441	– 1 78
260	Sefimeg	268	270	270	+ 0 74
940	S.F.I.M.	915	903	901	– 1 53
78	S.G.E.-S.B.	73 50	73	73	– 0 68
830	Sign. Ent. El.	899	845	855	– 4 89
445	Silic	448	450	450	+ 0 44
315	Simco	304	303	303	– 0 32
145	Simnor	142	141 20	141 20	– 0 56
1360	Skis Rossignol	1410	1381	1383	– 1 91
510	Sominco	543	512	512	– 5 70
480	Sogerap	531	525	525	– 1 12
600	Sommer-Allib.	609	601	602	– 1 14
545	Source Perrier	533	526	525	– 1 50
450	Talcs Luzenac	456	450 10	450	– 1 31
1650	Tél. Elect.	1743	1720	1710	– 1 89
315	Thomson-C.S.F.	310	301	300	– 3 22
2150	T.R.T.	2120	2100	2102	– 0 84
380	U.F.B.	285	288	287	+ 0 70
580	U.I.S.	585	579	579	– 1 02
260	U.C.B.	267	265	265	– 0 74
275	Valéo	274	270	270	– 1 45
85	Vallourec	86 50	86	86	– 0 75
2000	V. Clicquot-P.	2005	2010	2010	+ 0 24
890	Viniprix	850	855	874	+ 2 82
950	Elf-Gabon	1081	1006	1030	– 4 71
255	Amax Inc.	249 70	248 50	248 50	– 1 28
290	Amer. Express	316 50	....	....	....
159	Amer. Teleph.	165 80	....	....	....
194	Anglo Amer. C.	182	170 40	170 10	– 6 53
1250	Amgold	1190	1156	1156	– 2 85
870	B. Ottomane	860	860	860	....
615	BASF (Akt)	628	605	605	– 3 66
645	Bayer	650	630	626	– 3 69
635	Buffelsfont.	619	596	595	– 3 71
35	Charter	34 30	33 50	33 40	– 2 62
480	Chase Manh.	502	499	499	– 0 59
300	Cie Pétr. Imp.	305 10	301 80	301 80	– 1 08
78	De Beers	75 50	72 70	73	– 3 31
1480	Deutsche Bank	1414	1395	1396	– 1 27
144	Dome Mines	138	137	137	– 0 72
380	Driefontein Ctd	356	345	345	– 3 08
490	Du Pont-Nem.	524	520	520	– 0 76
610	Eastman Kodak	694	684	684	– 1 44
158	East Rand	148 50	144	144 30	– 2 82
430	Ericsson	424	420	420	– 0 94
400	Exxon Corp.	438	438	438	....
355	Ford Motors	386	367	386	....
430	Free State	387	374 10	374 10	– 3 33
235	Gencor	218 70	206 90	207	– 5 34
325	Gén. Belgique	325	324 40	324 80	– 0 06
555	Gén. Electr.	570	....	....	....
650	Gen. Motors	677	668	667	– 1 47
84	Goldfields	77 60	76 50	76 50	– 1 29
230	Harmony	215	206 20	208	– 3 25
42	Hitachi	41 15	39 85	39 80	– 3 28
680	Hoechst Akt.	685	645	645	– 5 83
89	Imp. Chemical	88	86 80	86 80	– 1 36
137	Inco. Limited	131	129 50	129	– 1 52
1130	IBM	1163	1155	1155	– 0 68
83	Ito-Yokado	88 50	86	86 40	– 2 37
385	ITT	385	374 40	374 40	– 2 75
85	Matsushita	84 95	80 40	80	– 5 82
970	Merck	950	938	938	– 1 26
735	Minnesota M.	800	778	778	– 2 75
310	Mobil Corp.	311 60	302	302 50	– 2 92
23680	Nestlé	24440	24470	24470	+ 0 12
800	Norsk Hydro	864	846	846	– 2 08
1410	Petrofina	1430	1411	1416	– 0 97
645	Philip Morris	692	677	677	– 2 16
160	Philips	159 50	157 40	155 50	– 2 50
460	Pres. Brand	418	408	408	– 2 39
570	Président Steyn	529	507	510	– 3 59
1070	Quilmès	1150	1148	1148	– 0 17
1530	Randfontein	1475	1430	1430	– 3 05
520	Royal Dutch	525	520	520	– 0 95
86	Rio Tinto Zinc	90 50	89 30	89 30	– 1 32
385	St Helena Co	345	336	337	– 2 31
536	Schlumberger	530	513	513	– 3 20
91	Shell transp.	91 90	91 50	91 50	– 0 43
1510	Siemens A.G.	1495	1465	1465	– 2
164	Sony	162	155	155	– 4 32
260	T.D.K.	252 50	235	235	– 6 93
880	Unilever	877	874	874	– 0 34
635	Unit. Techn.	685	680	680	– 0 72
1320	Vaal Reefs	1236	1185	1185	– 4 12
615	West Deep	585	560	560	– 4 27
555	West Hold.	485	463	467	– 3 71
400	Xerox Corp.	411	407	407	– 0 97
2 78	Zambia Corp.	2 61	2 61	2 61	– 3 83

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 507	8 486	8 250	8 650
Allemagne (100 DM)	307 200	307 480	292	312
Belgique (100 F)	15 093	15 102	14 250	15 350
Pays Bas (100 fl.)	273 530	273 100	261	281
Danemark (100 krd)	84 050	83 940	78	87
Norvège (100 k)	108 630	107 880	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 771	11 758	11 400	12 200
Grèce (100 drachmes)	7 830	7 840	7 200	8 950
Italie (1 000 lires)	4 992	4 992	4 746	5 200
Suisse (100 fr.)	372 450	371 730	361	382
Suède (100 krs)	104 800	104 480	99	106
Autriche (100 sch)	43 710	43 700	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 486	5 496	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	6 076	6 040	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 572	6 550	6 410	6 750
Japon (100 yens)	3 696	3 672	3 590	3 750

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/5
Or fin (kilo en barre)	102100	101600
Or fin (en lingot)	101800	101450
Pièce française (20 fr)	606	608
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	608	608
Pièce latine (20 fr)	583	583
Souverain	729	730
Pièce de 20 dollars	4200	4170
Pièce de 10 dollars	2020	2012 50
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	3895	3805
Pièce de 10 florins	617	620



هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. AFRIQUE
– *Les dissensions entre la SWAPO et les partis internes ont conduit à l'échec de la conférence de Lusaka sur la Namibie.*
2. AMÉRIQUES
3. DIPLOMATIE
– Le voyage de M. Mitterrand en Scandinavie.
3-4. EUROPE
– TCHÉCOSLOVAQUIE : « La politique et la conscience », par *Vaclav Havel.*
5-6. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7 à 9. *La campagne pour les élections européennes.*
10. Le CODENE et la sécurité en Europe.

SOCIÉTÉ

11. L'ouverture du SICOB à Paris.
12. La querelle scolaire.
13. Un colloque à Orsay : les droits de l'homme, la France et Sisyphe.

SPORTS

14. La préparation des Jeux olympiques.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17. La progression de FO accélère le changement du paysage social.
19. POINT DE VUE : « Six principes pour une meilleure maîtrise du marché français », par Jacques Kosciusko et Maurice Reyne.
20-21. CIT-Alcatel *n'a fait qu'une percée* limitée sur le marché européen des télécommunications.

LE FESTIVAL DE CANNES

22. *Après la répétition,* de Bergman ; *la Fête de Maria,* de Judit Elek ; *Paris vu par... vingt ans après.*
23. La Grande-Bretagne hésite entre l'Amérique et l'Europe.

CULTURE

25. CINÉMA : la nuit des publivores.
26. COMMUNICATION : expérience télématique à Brest.

ÉCONOMIE

43. SOCIAL.
44. CONJONCTURE : la réunion des Dix pour renforcer le système monétaire européen.
45. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (26)
INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.
Annonces classées (27 à 42) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (24) ; Marchés financiers (47).

POLÉMIQUES DANS LES ALPES

Le conseil d'administration du parc naturel accepte la construction d'un barrage dans la Vanoise

De notre correspondant

Chambéry. – On l'appelle déjà la seconde « affaire de la Vanoise » (1). En se déclarant prêt à accepter la construction d'un barrage de près de 25 hectares, dont une partie noierait 9,5 hectares de prairie et de forêt de la zone centrale du parc de la Vanoise, son conseil d'administration a ravivé, en quelques heures, les passions des protecteurs de la nature et du milieu montagnard. Ceux-ci avaient pourtant été réconfortés, en septembre 1983, lorsque Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement, avait affirmé que ce barrage *« n'était plus à l'ordre du jour »*, puisque la politique énergétique du gouvernement était alors remise en question.

Au même moment, EDF donnait l'impression de vouloir renoncer à un équipement hydro-électrique de transfert d'énergie par pompage (2) en amont de Bourg-Saint-Maurice, comportant trois retenues d'eau, l'une à 2 300 mètres d'altitude, le barrage du Clou (80 millions de mètres cubes), une deuxième de 6 millions de mètres cubes à 1 320 mètres d'altitude, le barrage de la Raie, et enfin une troisième à Viclaire (altitude 908 mètres), d'une capacité de 2 millions de mètres cubes.

En fait, il n'en est rien, puisque le secrétaire d'Etat chargé de l'énergie vient de demander au conseil d'administration du parc de la Vanoise d'inscrire à son programme d'aménagement la réalisation du barrage de la Raie. Dans une première délibération du jeudi 10 mai, le conseil renouvelait son hostilité au projet, qui amputerait une partie du territoire protégé, par 25 voix contre 2 et 6 abstentions. Mais, lors d'un second vote acquis, cette fois par 17 voix contre 11, le conseil d'administration a déclaré qu'il prendra en compte dans son programme d'aménagement le projet de barrage *si* l'Etat confirme sa position en faveur de l'opération par une déclaration d'utilité publique complétée par un programme d'accompagnement destiné, notamment, à accroître les territoires protégés du parc.

Ainsi le gouvernement va-t-il se trouver devant l'obligation de trancher très rapidement et il suffira, désormais, qu'EDF propose des mesures compensatoires au conseil d'administration du parc.

« Il s'agit d'une fantastique victoire d'EDF », proclame Dominique Rambaud, l'un des responsables de la commission nationale de protection de la montagne, du Club alpin français (CAF), qui dénonce la *« langue fourchue »* du ministère de l'environnement, tout en brandissant un protocole d'accord signé le 31 mars 1982 entre EDF et la direction de la prévention des pollutions au ministère de l'environnement. Le ministère fixait ses conditions pour laisser construire le barrage de la Raie : 1) abandon du site des Evettes par EDF, et son classement en réserve naturelle ; 2) alimentation en eau de la station de Tignes à partir du barrage du Clou, afin d'éviter la construction d'autres retenues d'eau dans la zone centrale du parc.

« Il y a désormais au ministère de l'environnement des fanatiques des échanges », dénonce le responsable du CAF, qui voit dans la prise de position du conseil d'administration du parc de la Vanoise l'amorce d'un grignotage de cet espace protégé.

« Les associations de protection de la nature sont arc-boutées sur des principes », répond M. Noël Lebel, commissaire à l'aménagement des Alpes du Nord et membre du conseil d'administration du parc de la Vanoise. *« Il faut sortir du bunker. On ne peut pas continuer à se barricader derrière les limites du parc quand on sait, par exemple, que les zones écologiquement les plus intéressantes pour la faune se trouvent en dehors de la zone centrale du parc. Laissons alors filer les quelques hectares de la Raie pour récupérer dix, vingt, cent fois plus d'espaces qui seront alors totalement protégés. »*

Quant aux retombées économiques du barrage et à la création d'une station de ski qui sera financée grâce à l'argent provenant du futur aménagement hydro-électrique du Clou, elles seront, pour la région, importantes. Il n'en reste pas moins que la décision du conseil d'administration du parc de la Vanoise constitue un fâcheux précédent. La trentaine de stations (Tignes, Val d'Isère, Courchevel...) qui entourent le parc verraient toutes d'un bon œil se modifier leurs frontières avec le parc... en leur faveur, naturellement.

CLAUDE FRANCILLON.

[A EDF, on affirme qu'il était nécessaire de prendre des mesures administratives pour n'avoir pas à recommencer toute la procédure. Mais un tel ouvrage, si sa construction était confirmée, n'entrerait pas en activité avant l'extrême fin du siècle. Malgré le surplus d'énergie nucléaire aujourd'hui perceptible, un tel barrage reste justifié économiquement, dit-on.

Un ou deux autres aménagements hydrauliques gravitaires devraient être commencés entre 1990 et 1995 et seraient rentables économiquement même si la consommation de 370 milliards de kilowatts/heure – hypothèse moyenne retenue pour 1990 – n'est pas atteinte.]

(1) La première « affaire » s'était déclarée à la fin des années 60. Le conseil d'administration du parc de la Vanoise s'était, à l'époque, déclaré favorable à l'amputation d'une partie de cet espace protégé afin de le livrer aux skieurs et aux « gratte-ciel » des neiges.

(2) Ce système permet d'utiliser, notamment la nuit, l'électricité d'origine nucléaire pour monter l'eau à haute altitude qui sera turbinée aux heures de forte demande d'électricité.

Selon l'IFOP

L'« INDICE DE SATISFACTION » DE M. MITTERRAND EST LE PLUS BAS ENREGISTRÉ PAR UN PRÉSIDENT DE LA Ve.

La cote de popularité de M. François Mitterrand, établie par le baromètre mensuel de l'IFOP, atteint son niveau le plus bas depuis trois ans. D'après ce sondage réalisé du 20 au 28 avril auprès d'un échantillon représentatif de 1910 personnes et publié dans le *Journal du Dimanche*, 54 % des Français (50 % au mois d'avril) se déclarent mécontents du président de la République, contre 30 % (34 % le mois dernier) qui sont satisfaits. C'est le plus bas niveau enregistré à ce jour par M. Mitterrand et par un président de la Ve République.

La cote de poularité du premier ministre reste stable. Les mécontents sont aussi nombreux que précédemment (56 %), le nombre des personnes satisfaites passe de 24 % à 25 %.

D'après cette enquête, Mme Simone Veil, qui reste en tête des personnalités de l'opposition, recueille 49 % d'opinions favorables, comme en avril.

M. FITERMAN APAISE LES ROUTIERS

Les membres de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles), qui avaient réuni leur congrès le 12 mai à La Rochelle, ont, finalement, réservé un accueil assez favorable à M. Charles Fiterman, ministre des transports. M. Jean Devay, président de l'UNOSTRA, a déclaré après le discours de celui-ci : *« Jamais le ministre des transports ne nous avait fait de réponses aussi précises qu'aujourd'hui. »*

Ces réponses portaient sur deux sujets très sensibles pour les routiers : le passage aux frontières et l'obtention d'un statut d'artisan pour les petits transporteurs.

Énumérant les mesures à prendre pour faciliter le passage des frontières et qui avaient été annoncées le 21 février après le blocage des routes par les transporteurs, M. Fiterman a précisé qu'au total *« sur vingt propositions, quinze avaient été décidées et mises en œuvre, et trois déjà sérieusement engagées, ce qui laissait bien augurer de l'amélioration des conditions de travail de la profession »*.

Le 22 mars, à Bruxelles, lors d'un conseil extraordinaire des ministres des transports, l'ensemble des Etats intéressés se sont engagés à appliquer la directive européenne relative au franchissement plus facile des frontières dès le 1er janvier 1985. Pour ce qui est de la France, toutes dispositions ont été prises, en particulier aux tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus.

M. Fiterman a aussi rappelé que les ministres européens avaient décidé d'importants travaux d'infrastructures routières pour assurer un passage plus rapide aux frontières, notamment dans les Alpes (*le Monde* du 13 mai).

● *Mme Veil désapprouve le projet de visite de M. Mitterrand en URSS.* – Invitée dimanche 13 mai du « Grand Jury RTL-*le Monde* », Mme Simone Veil, tête de la liste d'union de l'opposition aux élections européennes, a estimé que la visite de M. Mitterrand en Union soviétique serait *« un désaveu psychologique »* pour la résistance afghane au moment où *« la nouvelle offensive soviétique en Afghanistan et la décision de boycotter les Jeux olympiques sont des preuves de plus de la volonté hégémonique de l'URSS »*. Mme Veil a ajouté : *« Je trouve cette démarche contradictoire avec les propos de M. Mitterrand selon lesquels aussi longtemps que l'URSS se mettait dans une position d'hostilité vis-à-vis de l'Ouest, il n'était pas opportun de s'y rendre. Or nous sommes vraiment dans une phase dure et l'on peut s'étonner que le président de la République choisisse ce moment, même si, d'une façon générale, il n'est pas opportun qu'il y ait une rupture totale des relations entre l'Est et l'Ouest. »*

Le numéro du « Monde » daté 13-14 mai 1984 a été tiré à 431 624 exemplaires

Sur le vif

Un contribuable zélé

Un de nos lecteurs, professeur honoraire au lycée Robespierre à Arras, réclame la Légion d'honneur. Il me prie d'intercéder en sa faveur. Volontiers. Ce ruban, il l'a bien mérité. Voici ce qu'il m'écrit. Pris d'un grand élan de ferveur civique, il décidé en septembre dernier de se faire mensualiser, question impôts. Première démarche chez le percepteur. Imprimé à remplir dans les meilleurs délais. Nouvelle visite à la perception. Questionnaire refusé. Motif : il ne peut pas indiquer quel sera le montant de son imposition en 1984, et pour cause.

Nouvelle démarche auprès de l'ordinateur de l'Hôtel des impôts. *Réponse favorable : il sera mensualisé.* Dix jours plus tard : confirmation sous forme d'une demande d'autorisation de prélèvement bancaire. Quinze jours après, avis de la perception : sa demande n'étant pas parvenue en temps utile, il ne sera pas mensualisé. Coup de téléphone au percepteur, qui se déclare impuissant. Lettre à M. Le Pors venu encourager les bons rapports entre le public et l'administration dans le nord de la France. Réponse du cabinet du susdit : nous avons transmis votre lettre à M. Emmanuelli. Réponse du cabinet du susnommé : nous avons bien reçu votre lettre.

Démarche auprès du trésorier payeur général du Pas-de-Calais qui s'était hautement félicité de la journée « portes ouvertes » aux contribuables zélés. Ça marche. Quarante-huit heures après, coup de fil du percepteur : l'affaire est réglée. Premier prélèvement début janvier. Fin janvier, nouvel avis : on va prélever les deux mensualités de janvier et de février en plus de celle déjà réglée et de celle à régler bientôt. Coup de téléphone au percepteur enchanté par cette avalanche de mensualités. Démarche à la banque pour faire opposition. Et nouvelle lettre recommandée, avec accusé de réception, au trésorier payeur général. En mars : pas de prélèvement. En avril : remboursement par chèque bancaire des deux premières mensualités. Il *n'est plus imposé. Terminé.*

N'importe qui d'autre, à sa place, se le serait tenu pour dit et n'aurait plus bougé ni pied ni patte, trop content d'avoir été égaré dans les arcanes courtelinesques de notre système fiscal. Pas lui. Je vous épargne le détail de quatre pages de démarches relatées avec humour pour en arriver, épuisée, essouflée, à sa *conclusion.* Aznavour vient de recevoir le cordon rouge. Il avait pourtant refusé de payer ses impôts. *Comment pourrait-on ne* pas le donner à ce martyr du civisme qui s'est battu avec acharnement *pour qu'on veuille* bien accepter d'encaisser les siens ? Moi, je lui offrirais la rosette. Carrément.

CLAUDE SARRAUTE.

En Algérie

Quatre-vingt-dix détenus ont été libérés

De notre correspondant

Alger. – *Quelques jours après* que le président Chadli eut annoncé des mesures de clémence devant les anciens moudjahidines réunis pour un séminaire sur l'écriture de l'histoire *(lire page 2)*, le quotidien *El-Moudjahid* publie, ce lundi 14 mai, la liste des quatre-vingt-dix détenus libérés des établissements pénitentiaires de Berrouaghia, El Harrach, Médéa et Laghouat.

Il s'agit dans certains cas de personnes dont l'arrestation avait été annoncée officiellement et que les autorités présentaient comme impliquées dans des affaires de droit commun (trafic de drogue, d'armes ou de devises), alors que leurs amis affirmaient qu'elles étaient inquiétées en raison de leurs activités ou *sympathies politiques.*

Dans d'autres cas, ces arrestations, connues de la classe politique, n'avaient fait l'objet d'aucune publicité dans les médias algériens. L'« instruction » de ces affaires se poursuivait depuis des mois, sans que les familles sachent exactement ce qui était reproché aux détenus.

Sur la liste des libérés, on note les noms de Me Ali-Yahia, ancien avocat ayant plaidé dans différentes affaires à caractère politique, arrêté en octobre 1983 et maintenu en détention dans des conditions pénibles malgré son grand âge ; de Mme Fatouma Ouzegane, ancienne résistante, très connue en Algérie ; de M. Nekkache, ancien ministre, et de sa femme Ulla, de nationalité suédoise. Celle-ci, arrêtée en décembre 1983, était accusée d'avoir *« entretenu des relations suivies avec des services de renseignements étrangers ».*

Depuis longtemps, différentes organisations, telles Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme, saisies dans certains cas par les amis des détenus, s'intéressaient à ces affaires. Le mois dernier, deux avocats français revenus d'une mission en Algérie estimaient à cent quarante-cinq le nombre des prisonniers politiques dans ce pays.

Procès de quatre-vingt-douze islamistes

On apprend, d'autre part, de source judiciaire, que le procès des quatre-vingt-douze détenus islamistes, arrêtés pour des motifs divers fin 1982 et début 1983, a commencé dimanche devant la Cour de sûreté de l'Etat, à Médéa. Pour le moment, aucune publicité n'a été donnée à l'événement. Selon la même source, il semble que les charges retenues contre les accusés révèlent une certaine volonté d'apaisement.

Des intégristes ont adopté un profil bas depuis les nombreuses arrestations opérées dans leurs rangs, parfois suivies de discrètes libérations. Sans qu'ils soient seuls à l'origine de l'affaire, il semble, néanmoins, qu'ils ont joué un certain rôle dans deux journées d'agitation, au début de la semaine dernière à Larba.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

A B C D E F G